Mémoire de Master de Géographie
sous la direction de Rachele Borghi et Hadrien Dubucs
Octobre 2016



De l'autogestion d'un espace à l'autogouvernement de la ville

étude de la mobilisation *Decide Roma, decide la città*

Simone Ranocchiari

Université Paris-Sorbonne
Master Culture Politique Patrimoine
UFR de Géographie et Aménagement

Sommaire

Introduction générale

Voir une ancienne *occupante* de logement accéder au statut de maire de Barcelone est certainement un fait surprenant. Notamment dans un contexte où, dans toute l'Europe, les vieux et nouveaux nationalismes paraissent s'imposer comme l'alternative la plus plausible au régime néolibéral, *naturalisé* tant par les forces de la droite que de la gauche traditionnelle. En adoptant une approche multi-scalaire, capable de regarder de près sans perdre de vue le contexte plus général, on se rend compte en effet que face à cette malheureuse tendance s'affirment également des scénarios radicalement différents, voire opposés.

En effet, la déception face à l'incapacité de promouvoir un changement radical des politiques européennes à partir des forces électorales radicales, n'a pas empêché pour autant le développement d'une alternative ici et maintenant, qui semble rester cependant liée essentiellement à une dimension spécifiquement locale et urbaine.

Aujourd'hui, plusieurs villes du sud de l'Europe sont effectivement gouvernées (ou leur gouvernance fortement conditionnée) par des forces qui se placent en nette discontinuité tant des partis (radicaux et néolibéraux) traditionnels que des droites xénophobes et souverainistes qui sont en plein essor dans les résultats électoraux d'un grand nombre de pays européens. Le fait que ce soient de grandes agglomérations à avoir été investies par un tel phénomène de radicalisation n'est pas un fait nouveau. Au contraire, au cours de l'histoire on a pu assister à la mise en place d'*utopies* radicales le plus souvent dans des contextes urbains (e.g. la Commune de Paris, Barcelone dans les années 1930 etc).

Dans le cas espagnol, « Podemos », organisation politique électorale issue des mouvements sociaux et plus en particulier de la vague du 15M et des *indignados,* rencontre des fortes difficultés à accéder à la direction des institutions nationales. Mais, au niveau local, ces mêmes forces ou d'autres également issues des mouvements sociaux ont démontré une grande efficacité. A Barcelone, Madrid, Cadiz et d'autres villes dans tout le pays, les spécificités politiques locales ont façonné les formes de cet *institutional struggle* (Lopes De Souza, 2010, p. 328) qui s'est développé toujours en rapport à de fortes et hétérogènes mobilisations sociales. A Barcelone, les mouvements sociaux urbains – liés aux mouvements d'occupation de logements et aux mouvements coopératifs - ont *pris* les institutions locales et expérimentent

aujourd'hui, parfois avec des contradictions, des formes nouvelles de prises de décisions au sein de la ville.

En Italie, la situation est très différente. La géographie politique semble marquée par la même configuration *scalaire,* où plusieurs villes (3 sur les 4 qui dépassent un million d'habitants) sont gouvernées par des forces politiques non-traditionnelles alors que la majorité parlementaire nationale reste encore dans les mains des partis traditionnels. La différence réside dans la nature de ces forces politiques. A Rome et Turin c'est un mouvement, le *Movimento 5 Stelle* (M5S), qui n'est pas issu des mouvements sociaux – mais d'un blog internet – qui a gagné les institutions. Alors qu'à Naples c'est un ancien magistrat, connu depuis assez longtemps sur la scène politique italienne, qui est élu comme maire indépendant de la ville et qui s'*ouvre* spontanément aux mouvements sociaux. Luigi De Magistris, depuis son élection a donné l'impression, effectivement, de s'être rendu compte de l'importance et de la légitimité des mouvements sociaux (urbains) à Naples et il a donc décidé de les élégir par médiateurs avec la communauté dans le projet de fonder collectivement, à travers un *partage* du pouvoir décisionnel, de nouvelles institutions démocratiques locales. Sans renoncer à leur autonomie, les mouvements sociaux napolitains ont donc décidé de se faire promoteurs d'une instance d'auto-gouvernement de la ville, en partant de leurs propres pratiques fondées sur l'élaboration démocratique et l'autogestion. « L'opportunité politique » (*political opportunity*) (McAdam, McCarthy, & Zald, 1996; Revillard, 2003; Tarrow, 1996) représentée par la nouvelle configuration institutionnelle, a donc poussé les mouvements à se repenser, à revoir leurs propres structures et modes de fonctionnements, à la lumière d'une narration révolutionnaire nouvelle. Et donc optant pour sortir de ses propres espaces libérés – de les ouvrir - afin de se transformer (et transformer ces espaces) en *intercesseurs* capables d'impulser une réelle participation aux processus décisionnels de part de la communauté locale. La prise en compte de l'urbain en tant que *bien commun*, nécessitant donc un effort collectif à sa détermination et gestion collective, est un élément central de cette stratégie d'activation politique.

C'est à partir d'un *regard* sur ce type d'expériences que les mouvements sociaux romains se sont interrogés sur combien leurs actions et leurs pratiques peuvent effectivement impacter les politiques locales. Légitimés socialement grâce à leur rôle actif dans la production de la ville, le mouvement des « espaces/centres sociaux » romains, vise aujourd'hui à exploiter les bouleversements politiques qui ont résulté de la délégitimation des institutions locales à revendiquer et promouvoir une nouvelle forme de gouvernance de la ville. A travers une mise avant de la pratique d'autogestion, les mouvements mirent donc à impulser un exercice réel du

droit de décision par la communauté, organisé autour de la création de plateformes décisionnelles locales. A travers la promotion d'un auto-gouvernement des quartiers et donc de la ville, ces mouvements, qui (auto)géraient des espaces *occupés/libérés*, promeuvent ainsi un « saut d'échelle » (*scale jumping*)(Leitner, Sheppard, & Sziartot, 2008; Sewell, 2001), qui déborde, en perspective, même l'échelle nationale.

C'est dans ce contexte qui se situe ma recherche, basée sur un travail de recherche à Rome durant lequel j'ai assisté, de février à août 2016, en tant que participant-observateur, à la naissance et au développement de la mobilisation « Decide Roma, decide la città » (DR).

En me plongeant dans une intense activité militante, j'ai recueilli les points de vue des acteurs et observé les modalités et répertoires d'action de cette mobilisation. C'est ce travail de terrain qui m'a permis de formuler une analyse qui découle d'une série de questionnements façonnés par mon implication dans ce processus. Dans quelle mesure et quelles modalités les mouvements sociaux urbains peuvent-ils impulser la mise en place d'une gestion et d'une gouvernance alternative de la ville basée sur la pratique de l'autogouvernement et de la participation citoyenne ? Et quelles conséquences découlent du fort ancrage spatial qui caractérise le développement, les stratégies et les enjeux d'une telle mobilisation ? Cette problématique implique forcément la prise en compte de l'espace comme une dimension de la société, postulant ainsi la pertinence d'une approche dimensionnelle (Ripoll, 2006).

Pour tenter de répondre à ces questions, ce travail est organisé de manière à fournir en premier lieu les éléments pour situer mon approche théorique à l'intérieur du vaste panorama scientifique concernant l'étude des politiques contestataires. En deuxième lieu, ma manière d'approcher le terrain et d'interpréter la matière recueillie sera mise à l'épreuve de mon rapport à l'objet de recherche, de mon positionnement et de mon statut particulier de militant-chercheur.

Par la suite, des éléments de mise en contexte seront présentés et thématisés à travers le prisme de l'*espace*, fil conducteur tant de cette recherche que des stratégies mêmes des politiques institutionnelles locales et de la conséquente (ré)action des politiques contestataires. Le rôle de l'espace urbain en tant que lieu d'exercice du pouvoir – économique et politique – sera ainsi affronté en parallèle avec « l'agencement spatial » (Sewell, 2001) produit*,* à travers un détournement des contraintes en *opportunités,* par les mouvements sociaux locaux, qui se sont révélés capables de créer un véritable *univers* social, culturel et politique autonome au sein de la ville de Rome.

Enfin, la quatrième partie du travail sera entièrement dédiée à la restitution de mon activité sur le terrain et à son interprétation. Le lecteur sera confronté tout d'abord à la longue liste d'acteurs qui composent et animent ce mouvement, pour se confronter par la suite à une analyse des modalités dans lesquelles la mobilisation s'est organisée et déroulée.

Le fruit du long suivi de la mobilisation – qui a eu lieu entre février et août 2016 - sera condensé dans une histoire détaillée et référencée de l'émergence et du développement de *Decide Roma, decide la città*, tant dans les phases plus déterminantes qui ont précédé mon arrivée sur le terrain que dans celles que j'ai pu suivre directement. Le but d'un tel effort est de fournir une véritable archive des événements qui ont marqué le développement de cette plate-forme, évitant ainsi de reléguer ce *mémoire* exclusivement à la transmission orale.

L'organisation par groupes de travail qui caractérise les processus d'élaboration de DR servira d'opportunité pour analyser les thèmes principaux affrontés par la mobilisation, cherchant à fournir au lecteur les références théoriques et politiques nécessaires à la compréhension du phénomène. Les perspectives qui découlent des réflexions menées au sein de ces groupes et des assemblées plénières seront affrontées dans deux sous-parties dédiées spécifiquement à l'impact potentiel d'une telle mobilisation sur la société, à l'échelle locale et à une échelle bien plus vaste.

En dernier lieu, la dimension spatiale de l'émergence, du développement et des perspectives de *Decide Roma* sera analysé à travers le prisme théorique fourni par une approche géographique fondée sur le constat de la « co-implication » de différentes spatialités qui caractérise – sur le plan empirique – l'action, les stratégies et les revendications des politiques contestataires (Leitner et al., 2008).

1 – Les sciences sociales, l'espace et les mouvements sociaux : un état des savoirs

Dans ce chapitre on va présenter les différentes théories mobilisées par ce travail, en s'arrêtant tout d'abord sur les théories notamment sociologiques, qui ont amené à la définition des « mouvements sociaux » et de « politiques contestataires » en tant que catégories d'analyse.

Par la suite nous allons regarder une typologie spécifiquement urbaine de mouvements sociaux, en montrant l'émergence de cette dimension spatiale particulière, tant dans la production scientifique que dans le plan empirique.

Pour conclure, la partie finale du chapitre, sera dédiée à l'analyse des liens entre l'espace et les politiques contestataires. Le bagage théorique et conceptuel présenté dans cette partie est particulièrement relevant, pour le fait que la notion d'espace, dans sa complexité, occupe une place particulièrement centrale au sein de ma recherche.

Des éléments relatifs au développement théorique de ma problématique de recherche seront également développés dans ce chapitre.

1.1 – La théorie des mouvements sociaux

Le politiste et sociologue français Erik Mathieu définit les mouvements sociaux en tant que « forme d'action collective concertée en faveur d'une cause » ; pour lui « il s'agit d'un agir-ensemble intentionnel, marqué par le projet explicite des protagonistes de se mobiliser de concert. Cet agir-ensemble se développe dans une logique de revendication, de défense d'un intérêt matériel ou d'une "cause"» (Neveu, 2005, cité dans Starck, 2005, p.85).

Cependant, ce terme n'a pas toujours été mobilisé par les sciences sociales. En effet, de manière générale, on peut identifier un tournant majeur dans l'étude de ces phénomènes quand l'approche en termes de « foules » et de « comportements collectifs », dominé par une interprétation des contestations comme des phénomènes largement irrationnels, a été abandonnée au profit d'approches articulées en termes de « mouvements sociaux », « mobilisations protestataires » ou encore « d'action collective » (Le Saout, 1999).

La naissance de la « Théorie des Mouvements Sociaux », peut être faite remonter à quand on assiste, à partir de la fin des années 1960, à l'émergence des mouvements contestataires

marqués par une forte discontinuité avec les mobilisations ouvrières qui avaient dominé le panorama politique radical occidental jusque-là. D'un point de vue conceptuel, ces changements impliquent la nécessité d'élaborer des nouveaux schèmes théoriques. Plusieurs théories se développent ainsi, notamment entre la France et les Etats-Unis (Staricco, 2012).

Alain Touraine, est un des initiateurs de la théorie des Nouveaux Mouvements Sociaux (NMS). Cette théorie, malgré ses limites en termes de compréhension globale du phénomène, se révèle particulièrement intéressante pour son approche comparative et historique (Pruijt, 2013). Selon cette théorie, le passage de la « société industrielle » à la « société postindustrielle », se caractérise, du point de vue empirique, par la crise du marxisme « orthodoxe » au sein des mobilisations sociales, qui se traduit sur le plan théorique, par le dépassement de l'hégémonie du matérialisme historique au sein des penseurs radicaux, laissant la place à ce qu'Inglehart a appelé l'approche « postmatérialiste » (Inglehart, 1977; Mathieu, 2007; Staricco, 2012). Cette théorie voit la « culture » comme élément principal des revendications des NMS, qui abandonnent ainsi la sphère économique pour se lancer sur des thématiques spécifiques liée notamment à l'identité. Les bases théoriques de cette approche peuvent être trouvées notamment dans la « théorie de l'action communicative » d'Habermas, ou des critiques à l'économicisme marxiste proposés par des intellectuels comme Michel Foucault (Staricco, 2012).

Cependant, cette théorie, malgré sa valeur « historique », rencontre nombreux limites dans une situation où les enjeux et les pratiques des mouvements sociaux ont radicalement changé. En effet, comme souligné par Della Porta (2001) ou Chatterton (2010), dans les dernières décennies on a assisté à un retour des thématiques économiques et du travail et à une nouvelle centralité des processus consensuels et de démocratie directe (Risanger, 2012).

Pour expliquer les phénomènes contemporains, les théories rassemblées sous le nom de Théorie du Processus Politique (TPP) (Neal, 2007) – et qui peuvent être vues comme bases de la « sociologie des mouvements sociaux » (Revillard, 2003) - paraissent les plus adaptées à la tâche.

Cette approche théorique a été nourrie notamment par les travaux de Charles Tilly, Tarrow et McCarthy (Neal, 2007). L'ouvrage *From Mobilization to Revolution* de Tilly (1978) peut être considéré comme le travail fondateur de cette école (Neal, 2007). McAdam, McCarthy et Zald, dans l'ouvrage *Comparative perspective on social movements. Political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings* (McAdam, McCarthy, & Zald, 1996), présentent

« les trois grands facteurs permettant de rendre compte de l'émergence et du développement de ces mouvements : les structures de mobilisation, les opportunités politiques et les processus de cadrage » (Revillard, 2003). A ces trois éléments - dont les opportunités politiques constituent l'élément plus marquant tant d'être souvent utilisé comme synonyme de TPP – se sont ajoutés également les concepts de « cycles de proteste » (*protest cycles*) et de « répertoire contestataire » (*repertoire of contentious*) (Neal, 2007).

Le premier, développé au sein de la théorie de la « Mobilisation des Ressource**s** », prône une « étude des protestations comme formes rationnelles produites par l'action d'organisations [et] rompt ici clairement avec les analyses des foules comme comportements irrationnels » (Le Saout, 1999). Développée notamment par McCarthy, cette théorie donne une grande centralité au rôle des organisations et à leur structure, et marque le pas par lequel les chercheurs commencent à s'interroger non seulement du « pourquoi » des mobilisations mais aussi du « comment » (Revillard, 2003).

Le deuxième axe est celui des « opportunités politiques », qui

> s'intéresse à l'ensemble plus large de contraintes et d'opportunités politiques caractéristiques du contexte dans lequel s'insèrent les mouvements sociaux, et qui contribuent à façonner ces derniers (McAdam et al, 1996). Le concept d'opportunités politiques est, dans la sociologie des mouvements sociaux, le principal outil théorique permettant de faire le lien entre mouvements sociaux et système politique (Revillard, 2003, p.5).

Certains auteurs, comme Tarrow (1996) qui reste pourtant attaché à « l'approche centrée sur l'Etat, héritière de Tocqueville », a proposé une typologie de structure des opportunités politiques qui renvoie à « un point de vue plus proche des acteurs, qu'il qualifie de « structure des opportunités de proximité » (*proximate opportunity structure*) ». Avec cette approche, les chercheurs se concentrent, dans l'explication de l'émergence de mouvements sociaux, sur les « domaines de politique publique spécifique, ou bien sur l'environnement immédiat d'un mouvement donné et sur les opportunités pertinentes pour ce mouvement » (Revillard, 2003, p.3).

Enfin, dernier axe, est celui du « processus de cadrage ». Ce concept, élaboré par Snow *et al* (1986), voit dans le cadrage, comme résumé par McAdam, McCarthy et Zald (1996),

> [des] efforts stratégiques conscients déployés par des groupes de personnes pour façonner des compréhensions communes du monde et d'eux-mêmes qui légitiment et motivent l'action collective » (p.6) (…) Ensuite, plusieurs auteurs (McAdam, Tarrow et Tilly 2001) ont critiqué le caractère excessivement stratégique des efforts de cadrage tels que pensés par Snow. Une vision plus large du

> cadrage permet justement de dépasser cette conception faisant des leaders du mouvement des stratèges isolés, en intégrant les notions de boîtes à outils culturelles dont les mouvements sociaux s'inspirent pour définir leurs cadres, mais qui contraignent et façonnent aussi les efforts de cadrage délibérés des leaders du mouvement, la contribution des contradictions culturelles et des événements historiques en tant qu'ils fournissent des opportunités pour le cadrage, la dimension interactive, voire conflictuelle, du processus de cadrage (les cadres pouvant être contestés de l'intérieur comme de l'extérieur du mouvement, par des contre-mouvements ou par les autorités (Revillard, 2003, p.9).

Enfin, le concept de « cycles de proteste », se réfère aux vagues temporelles dans lesquelles les mobilisations sociales sont particulièrement accrues. Tandis que par « répertoire contestataire » - développé notamment par Tilly (1995)– on entend cet ensemble limité des pratiques propres aux politiques contestataires et qui se sont développés notamment à partir de la deuxième partie du XX siècle (Neal, 2007).

Les approches mentionnées, développées notamment au sein de la sociologie des mouvements sociaux, nous fournissent des outils conceptuels et théoriques précieux pour la compréhension de ces phénomènes, grâce au développement de réflexions qui prennent en compte une pluralité des dynamiques concernant l'émergence des mobilisations. La combinaison de ces cinq éléments constitue « le cœur de l'approche contemporaine de la TPP. Outre à expliquer l'émergence et le déclin des mouvements sociaux, ils sont également utilisés pour expliquer la forme prise par les protestes et le résultat qui en dérive[1] » (Neal, 2007, p. 3).

McAdam, Tarrow et Tilly (2001), fondateurs de cette école, ont répondu aux critiques qui considéraient cette approche trop statique, en formulant une approche plus « dynamique », qui remplace les concepts d'opportunités politiques, structures de mobilisation et de processus de cadrage par ceux de « mécanismes environnementaux, relationnels et cognitifs ». Malgré cette prise de distance, l'approche de la TPP reste hégémonique au sein des études sur les politiques contestataires (Neal, 2007).

Cependant, une dernière élaboration théorique, proposée par le sociologue français Lilian Mathieu, me parait particulièrement pertinente. Posant comme postulat la « différenciation de nos sociétés, composées d'une multiplicité d'univers sociaux relativement autonomes les uns des autres et traversés par des logiques propres » - selon la tradition théorique héritée des travaux de Bourdieu, Elias, Luhmann ou Dobry - l'auteur définit « minimalement, l'espace des

---

1 "(…) the core of contemporary PPT research. In addition to explaining the rise and decline of social movements, they are also used to explain the form that protest takes and the outcomes that result" (Neal, 2007, p. 3).

mouvements sociaux comme un univers de pratique et de sens relativement autonome à l'intérieur du monde social, et au sein duquel les mobilisations sont unies par des relations d'interdépendance » (Mathieu, 2007, p.77).

Cette « localisation » de « l'activité contestataire permet de saisir la dynamique interne des relations qui unissent entre elles les différentes causes (et les organisations et militants qui les portent et les font vivre), ainsi que, sur un plan externe, les relations que cette sphère d'activité entretient avec d'autres univers sociaux, tels que le champ politique, le milieu syndical, le domaine économique ou encore – la liste n'est pas exhaustive – le monde des médias » (Mathieu, 2007). Cet espace se caractérise par des logiques de « dépendance mutuelle » entre ses composantes (p.134) et, surtout, par une « autonomie » des mouvements sociaux face notamment au « champ politique partisan », autonomie qui relève aussi en partie d'une fermeture de ce dernier vis-à-vis des « profanes » (p.144).

Pour conclure, certains auteurs ont souligné le fait que le terme « politiques contestataires » (*contentious politics*) semble se substituer graduellement au terme « mouvements sociaux » (*social movements*) au sein des sciences sociales, et en particulier de la sociologie (Leitner, Sheppard, & Sziartot, 2008). La définition donnée par Leitner *et al* me parait particulièrement intéressante pour comprendre l'encadrement théorique de l'objet de cette recherche :

> Le terme "politiques contestataire" se réfère à des actions sociales et politiques concertées, contre-hégémoniques, dans lesquelles des participants différemment positionnés se rassemblent pour défier le système dominant d'autorité, dans le but de promouvoir et promulguer des imaginaires alternatifs[2]. (Leitner et al., 2008, p. 157)

Les auteurs utilisent les termes de manière interchangeable dans le texte (2008, p.169). Dans cette recherche également les termes seront considérés comme équivalents.

J'ai retenu nécessaire de mentionner ces différentes théories – qui expriment des aspects différents du phénomène des mouvements sociaux – pour leur valeur analytique multidimensionnelle, qui les rend des outils pertinents et nécessaires pour l'encadrement théorique de mon étude.

---

2 Contentious politics refers to concerted, counter- hegemonic social and political action, in which differently positioned participants come together to challenge dominant systems of authority, in order to promote and enact alternative imaginaries. (Leitner et al., 2008, p. 157)

1.2 – Les mouvements (sociaux) urbains et le « droit à la ville »

A partir du tournant politique et théorique représenté par les mobilisations de la fin des années 1960, les chercheur.e.s ont commencé à prendre en compte la dimension spécifiquement urbaine de certains mouvements sociaux.

Manuel Castells a été parmi les premiers à avoir abordé la question de « l'économie politique du développement urbain et les conflits d'intérêts » qui en découlent (Pruijt, 2007) et à proposer une définition des mouvements qui s'y opposent. Dans son ouvrage *The urban Question* (1972), il reste attaché à une vision assez 'orthodoxe', affirmant que « l'impact social » de ces mouvements dépendrait de leur affiliation avec des « organisations dans le conflit de classe inhérent à la sphère productive » (Pruijt, 2007, p. 5117). Dans son ouvrage majeur, *The city and the grassroots: a cross-cultural theory of urban social movements* (1983), il se rapproche au contraire, de la ligne théorique des « Nouveaux Mouvements Sociaux », et de l'œuvre d'auteurs comme Foucault, Touraine et Melucci (Brun, 1986; Castells & Kumar, 2014). C'est ainsi que sa définition *classique* des « Mouvements Sociaux Urbain », se caractérise par une mise en avant du caractère « culturel » et « identitaire » de ces mouvements (Mayer, 2006a). Si l'utilisation de l'adjectif « social » parait superflue pour certains auteurs, comme par exemple Pickvance (Pruijt, 2007), Castells, de son côté, a défini spécifiquement quelles conditions devaient remplir les « mouvements urbains » pour être qualifié en tant que MSU. En effet, le sociologue réserve la qualification de « sociaux », exclusivement à ces mouvements urbains « qui combinent des luttes pour un usage collectif amélioré avec des luttes pour la culture de la communauté ainsi que pour l'autodétermination politique[3]» (Mayer, 2006b, p. 202). Pour lui, il est donc possible de définir « sociaux », exclusivement ces mouvements urbains qui seraient « multi-dimensionnels » (*multi-issue*) et qui poursuivraient donc ces trois enjeux qui, encore aujourd'hui, se révèlent particulièrement représentatifs de ce type de mobilisation (Mayer, 2006a; Pruijt, 2007), y compris celle de mon cas d'étude.

Effectivement, les enjeux individués par Castells, même à l'épreuve de « la globalisation et de la restructuration capitaliste », se révèlent assez « prophétiques ». Cela est vrai notamment concernant l'enjeu de « l'usage collectif » des ressources, des biens et des services - revendication centrale dans un contexte contemporain marqué par la privatisation du « secteur public » - ou la « contestation du pouvoir de l'état », par rapport à son rôle dans l'application

3 "which combine struggles for improved collective consumption with struggles for community culture as well as for political self-determination" (Mayer, 2006b, p. 202).

des politiques (néo)libérales mais aussi par rapport à la captation édulcorée des instances des mouvements à travers « la mode des discours sur l'engagement citoyen » (Mayer, 2006b, p. 204).

Si la nature « locale » de ces mouvements, qui ressort de la définition de Castells, semble décrire des mouvements incapables à transformer radicalement la société – et notamment les sphères productives, de la communication et du gouvernement - ils seraient capables, cependant, à transformer les « signifiés urbains » (*urban meanings*). Par cela, Castells entend la possibilité de « produire une résistance à la domination », capable de produire des « utopies réactives » (Pruijt, 2007), qui viserait à miner les bases hiérarchiques de l'organisation sociale de la vie urbaine revendiquant, à l'opposé, « une ville organisée sur la base de la valeur d'usage, les cultures locales autonomes et la démocratie participative décentralisée[4] » (Mayer, 2006a).

Le débat autour de « l'impact » de ces mobilisations sur le « changement social », par rapport à leurs enjeux et, surtout, à leur « échelle », caractérise une bonne partie des travaux qui, depuis, ont été mené dans les sciences sociales et particulièrement en sociologie (Pruijt, 2007; Purcell, 2009). Les rapports entre les MSU et les institutions (locales), peu pris en compte par Castells, méritent aujourd'hui une plus grande attention selon Mayer (2006), à la lumière du fait que leur perte de pouvoir en a mitigé le « caractère d'antagonistes directs pour les mouvements urbains » (p.205).

D'autres auteurs, tout en reconnaissant la valeur du travail de Castells en tant « qu'outil conceptuel » dans la compréhension du fonctionnement et des enjeux de ces mouvements, en soulignent le manque d'attention envers le contexte. Nombreuses études ont donc été menées en cherchant à comprendre les autres facteurs qui ont un rôle dans l'émergence, le déroulement et les impacts des mouvements urbains, mobilisant d'autres approches issus de la théorie générale des mouvements sociaux. Ainsi le facteur de « l'état de privation » (*state of deprivation*), de la « mobilisation des ressources », et, surtout de la « political opportunity structure » ont été adoptés au fil des années, dans l'étude des mobilisations urbaines (Pruijt, 2007).

L'extraordinaire popularité acquise, notamment à partir des années 1990, par le concept de « Droit à la Ville » (DaV) en tant que paradigme *fédérateur* capable de sortir ces mouvement de leur « localisation », remet aujourd'hui au centre du débat la question de « l'échelle »

4 "(…) a city organized on the basis of use values, autonomous local cultures and decentralized participatory democracy" (Mayer, 2006a).

(Purcell, 2009). Effectivement, le concept DaV, élaboré originairement par le philosophe Henri Lefebvre (1968), a connu une diffusion très importante, tant dans le champ académique (Harvey, 2011; Lopes De Souza, 2010; Mitchel, 2003; Sugranyes & Mathivet, 2011) quant dans le champ de la politique – radicale et institutionnelle (Lopes De Souza, 2010; Purcell, 2009). Cette *commodification* de l'élaboration théorique de Lefebvre, qui a eu lieu souvent au prix d'une dénaturation de sa valeur *révolutionnaire*, l'a transformé en outil pour *humaniser* la gouvernance capitaliste, au sein d'institutions locales, nationales et supranationales (Lopes De Souza, 2010; Purcell, 2009) . En contrepartie, à cette cooptation par les pouvoirs politiques institutionnels, correspond aussi une diffusion au sein des mouvements contestataires, qui trouvent, souvent, dans ce terme un paradigme pour sortir du « piège du local » (Purcell, 2006) et défier la « multi-scalarité » des processus néolibéraux. Le débat sur l'*échelle* des mouvements urbains – revendiquant ou pas un Droit à la Ville – a donc aujourd'hui, une toute nouvelle centralité.

1.3 – La dimension spatiale des mouvements sociaux

La dimension spatiale des mouvements sociaux, longtemps négligée, a acquis, dans les dernières décennies, une nouvelle centralité (Leitner et al., 2008; Risanger, 2012; Smith, 2004). Plusieurs théoriciens se sont penchés sur la question de comprendre le rôle de l'espace dans les mobilisations, tant urbaines que « générales ».

La dimension spatiale des politiques contestataires a été étudiée notamment en contexte anglophone, par des auteurs comme Byron Miller (2000) et William H. Sewell Jr (2001) ou, en contexte francophone, par Fabrice Ripoll (2005, 2008) ou Choukri Hmed (2009).

De manière générale, il faut tout d'abord préciser que « l'espace », a longtemps été considéré comme un « contexte assumé et non problématisé, et non comme un aspect constitutif des politiques contestataires qui doit être conceptualisé explicitement et prouvé systématiquement [5] » (Sewell, 2001, p. 52). A regarder les travaux de chercheur.e.s on dirait presque, selon Byron Miller (2000), que les mouvements se dérouleraient « sur un tête d'épingle » (Hmed, 2009).

« Concept sémantiquement complexe », tant dans le langage ordinaire que dans le langage scientifique (Sewell, 2001), l'espace est « une des dimensions de la société, correspondant à

5 « (...) Space as an assumed and unproblematized background, not as a constituent aspect of contentious politics that must be conceptualized explicitly and proved systematically" (Sewell, 2001, p. 52).

l'ensemble des relations que la distance établit entre différentes réalités », et comme « objet social défini par sa dimension spatiale » (Lévy & Lussault, 2003 cité dans Hmed, 2009). L'espace dont on parle, est « l'espace concret (…), défini en relation à l'occupation humaine, à son usage et son regard (…) c'est un espace qui est utilisé, vu et expériencé[6] » (Sewell, 2001, p. 53).

Pour William H. Sewell Jr, même la conception la plus traditionnelle au sein des sciences sociales, qui voit l'espace en tant que « conteneur », et donc en tant « structure » (sociale), se révèle pertinente si bien conceptualisé (2001, p.54). En effet,

> la structure géographique ou spatiale peut être vue comme parallèle aux structures économiques, occupationnelle, politique ou démographique - et donc comme des faits sociaux enracinés qui ont leur logiques autonomes (ou au moins relativement autonomes) et détermine ou au moins conditionnent fortement l'action sociale[7] (Sewell, 2001, p. 54)

En s'appuyant notamment sur Anthony Giddens (1976, 1979, 1984, cité dans Sewell, 2001), Sewell soutient l'idée que la structure doit être considérée « duale », et donc en tant que « *moyen* et *résultat* de l'action sociale (…) les structures conditionnent l'action des personnes, mais ce sont aussi les actions des personnes qui constituent et reproduisent les structures[8] » (Sewell, 2001, p. 55). De ce constat dérive un concept fondamental de l'élaboration théorique de Sewell : « l'agencement spatial » (*spatial agency*), entendu comme « les manières par lesquelles les conditionnements spatiaux (*spatial constraints*) sont transformés en avantage politique et en lutte sociale et les manières par lesquelles ces types de luttes peuvent restructurer les signifiés, usages et valeurs stratégiques de l'espace [9]» (Sewell, 2001). L'auteur, qui renvoie à l'idée lefevbrienne de la "production de l'espace" insiste donc sur le fait que l'action contestataire n'est pas seulement façonnée par « l'environnement spatial » mais qu'elle est « un agent significatif dans la production de nouvelles structures et relations spatiales » (Sewell, 2001).

---

6 "(…) concrete space (…) defined in relation to human occupation, use, or gaze. (…) It is a space that is used, seen, and experienced" (Sewell, 2001, p. 53).
7 "Spatial or geographical structures might be regarded as parallel to economic structures, occupational structures, political structures or demographic structures – that is, as entrenched facts of social life that have their own autonomous (or at least relatively autonomous) logics and that determine or at least tightly constrain social action" (Sewell, 2001, p. 54).
8 "(…) medium and outcome of social action (…). Structures shape people's actions, but it is also people's action that constitutes and reproduce structures" (Sewell, 2001, p. 55).
9 "(…) the ways that spatial constraints are turned to advantage in political and social struggles and the ways that such struggles can restructure the meanings, uses, and strategic valence of space" (Sewell, 2001, p. 55).

Sewell propose d'autres concepts – qui ressortiront le long de ma recherche mais qui ne pourront pas être développés ici - dans l'optique de « fournir un vocabulaire théorique rudimentaire pour réfléchir à propos de l'espace dans les politiques contestataires et commencer à les mettre à l'œuvre » (Sewell, 2001).

Un autre auteur important dans ce type de conceptualisation théorique est Byron Miller. Dans son ouvrage *Geography and social movements, comparing antinuclear activism in the Boston area* (2000), avant de proposer son propre cadre théorique, Miller analyse d'un point de vue géographique les trois paradigmes principaux de la théorie des mouvements sociaux : la théorie de la mobilisation des ressources, l'école du processus politique et l'école des nouveaux mouvements sociaux (Mahoudeau, 2016).

Concernant la théorie de la mobilisation des ressources il souligne l'importance que devrait être accordée à l'espace dans cette approche, vu que « les constructions géographiques spécifiques des identités collectives – que ces soient localisées (*place-based*) ou pas – ont des implications pour les bases sur lesquelles des mouvements sociaux particuliers sont construits[10] » (Miller, 2000, p.21, cité dans Mahoudeau, 2016).

Pour l'école des processus politiques, il considère que les variables qui conditionnent les « opportunités politiques » sont autant temporelles – paramètre bien pris en compte par cette approche – que spatiales (Mahoudeau, 2016).

Enfin, pour l'école des NMS - basée sur l'idée d'une centralité de l'identité – il souligne quant « l'échelle géographique est cruciale pour la construction identitaire, non seulement en termes des schémas matériaux de l'interaction spatiale mais aussi en termes de comment les personnes conceptualisent et représentent la géographie de leurs propres vies [11]» (Miller, 2000, p.32-33, cité dans Mahoudeau, 2016).

L'approche de Miller se base sur une spatialisation de la théorie de l'action communicative de Habermas, et se concentre notamment sur l'étiologie des mouvements. Il insiste sur la nécessité de prendre en compte la dimension géographique de ces phénomènes (Mahoudeau, 2016).

---

10 "Geographically specific constructions of collective identities – whether place-based or not – have implications for the bases on which particular social movements organisations are built, including the possible avenues for and barriers to alliance formation" (Miller, 2000, p.21, cité dans Mahoudeau, 2016).

11 "Geographic scale is crucial to identity construction, not only in terms of material patterns of spatial interaction, but also in terms of how people conceptualise and represent the geography of their lives" (Miller, 2000, p.32-33, cité dans Mahoudeau, 2016).

En dernier point, j'ai trouvé particulièrement pertinente par rapport à mon travail, l'approche d'Helga Leitner, Eric Sheppard et Kristin M Sziartot (2008). Les trois géographes américains insistent sur le *cloisonnement* théorique qu'on peut rencontrer dans la plupart des travaux produit par des recherches visant à « incorporer la spatialité dans leur conceptualisation des mouvements sociaux » (Leitner et al., 2008). En effet, ils *dénoncent* la « forte tendance à privilégier [dans l'étude des politiques contestataires] une spatialité particulière – seulement pour l'abandonner au profit d'une autre » (p.158). Ainsi, ils voient se succéder, dans l'histoire de ce champ, différentes *modes* de compréhension de la spatialité de ces phénomènes : d'abord à travers l'approche par « échelle » (politique scalaire, *scale jumping,* stratégies multi-scalaires), suivies par les « réseaux » et enfin la mobilité (p.158).

Plutôt que prendre un compte seulement la spatialité *du moment,* ils proposent donc une approche qui puisse prendre en compte la « co-implication et la multi-valence » des spatialités des politiques contestataires. Ils soulignent la proximité de cette approche avec « la notion d'intersectionnalité dans la théorie féministe » et revendiquent l'importance de différencier et considérer l'imbrication des différentes spatialités des mouvements sociaux, comme cela a déjà lieu sur le plan empirique (Leitner et al., 2008). En effet, selon les auteurs,

> les participants aux politiques contestataires sont énormément créatifs à bricoler différents imaginaires spatiaux et stratégies *on the fly*, sans une profonde réflexion sur les implications philosophiques. Pragmatiquement, nous cherchons à capturer cette pratique empirique dans notre conceptualisation[12] (Leitner et al., 2008).

La *mono-dimensionnalité* des approches des théoriciens doit donc s'adapter à la *pluri-dimensionnalité* des pratiques des militants. Après avoir montré la pertinence (et les limites) de cinq parmi les principales spatialités étudiées par la théorie socio-spatiale (la politique des échelles, la politique des lieux [*place*], la politique des réseaux, le positionnement socio-spatial et la politique des mobilités), ils explicitent cette approche « intersectionnelle » sur un cas empirique. A voire, l'examen de la « Immigrant Workers Freedom Ride » aux Etats-Unis. Proposant ainsi, un changement de perspective par rapport à la tendance de la « géographie anglophone (...) à pas seulement à sauter d'une spatialité à la mode à une autre, mais aussi à

12 "Participants in contentious politics are enormously creative in cobbling together different spatial imaginaries and strategies on the fly, without deep reflection on the philosophical implications. Pragmatically, we seek to capture this empirical practice in our conceptualisation" (Leitner et al., 2008).

construire des raisonnements ontologiques sur le choix d'une ou une autre en tant que spatialité principale[13] » (Leitner et al., 2008).

13 " (…) not only to swerve from one fashionable spatiality to the next, but also to construct ontological rationales for the choice of one or the other as the master spatiality" (Leitner et al., 2008).

2 – Un terrain « militant » : méthodologie et réflexivité

Dans ce chapitre je vais présenter le déroulement du terrain de recherche et les questionnements que cette expérience m'a poussé à me poser. Par la suite, je proposerai un rapide panoramique des techniques par lesquelles cette recherche a pu être réalisée.

En dernière instance, ce sera la question du rapport à l'objet de recherche, de mon positionnement épistémologique et politique, afin de présenter les éléments nécessaires à la compréhension de l'analyse ici présentée.

2.1 – Spécificités du terrain

Le terrain de recherche a eu lieu entre février et août 2016. Le choix a été le fruit d'une série de contingences qui m'ont amené à participer, en observant, à la naissance et au développement de la mobilisation *Decide Roma, Decide la Città* .

Mon idée initiale était de faire une recherche sur les *centri sociali* (centres/espaces sociaux)[14], ces lieux occupés qui en Italie, et à Rome en particulier, sont très nombreux et très actifs dans les territoires et dans la scène culturelle. J'ai milité pendant quelques années avant d'arriver à Paris, dans l'un d'entre eux, Communia dans le quartier de San Lorenzo. La conviction que ces espaces constituent une sorte de « contre-pouvoir » politique et culturel dans la planification et production de la ville me poussait à vouloir enquêté sur cette réalité depuis désormais assez longtemps.

Sauf que, en arrivant à Rome et en recommençant à fréquenter Communia, je me suis trouvé devant quelque chose qui n'existait pas au moment où j'avais quitté Rome pour Paris. C'était la *Rete per il Diritto alla Città (DaC* - réseau pour le droit à la ville). Considérant le fait que je voulais étudier le rapport entre les espaces sociaux et la ville je me suis dit que je devais suivre les réunions de ce groupe.

La sensation que j'ai eue quand j'ai commencé à bien comprendre de quoi traitait le DaC, a été de surprise. Les espaces-mêmes étaient en train de produire collectivement la réflexion que je voulais produire singulièrement à travers ma recherche. A travers le Réseau pour le Droit à la

14 Une définition terminologique et historique précise sera donnée dans le chapitre suivant, sur le contexte.

Ville, en effet, chaque espace mirait à aller au-delà de sa propre situation spécifique pour sortir de ses propres murs afin de réfléchir et agir *ensemble* sur la ville.

J'ai donc décidé de suivre toutes les réunions de ce réseau *inter-espaces* et j'ai commencé à connaitre aussi les activistes des autres espaces sociaux que je connaissais seulement de vue ou que je ne connaissais pas du tout. Outre ces réunions, je suivais aussi toutes les autres internes à Communia, devenant ainsi – même pour ceux qui ne me connaissaient pas – « Simone di Communia », donc une des personnes qui suivait le DaC pour mon collectif/espace, Communia.

Avec le passage à *Roma Non Si Vende* (RNSV) et par la suite à *Decide Roma Decide la Città* (DR), la mobilisation autour des thèmes qui étaient d'abord soulevés exclusivement par le DaC a atteint une ampleur et une ambition inattendue. A ce moment-là, il était devenu clair pour moi que cette mobilisation n'était pas seulement *un* des nombreux projets menés par les espaces sociaux, mais quelque chose qui, si bien conduit, aurait pu véritablement marquer une étape historique pour les expériences de l'autogestion à Rome. Le fait que ce processus s'était accéléré sous mes yeux, pendant mon terrain, et qui avait tout d'un coup acquis beaucoup de centralité dans l'activité de tout le monde – même des autres de Communia – m'a de facto convaincu que je devais profiter de ce moment et regarder de près, sinon de l'intérieur, le déroulement d'une métamorphose historique du monde de l'autogestion romaine.

Et cela a produit un changement de perspective : il ne s'agissait plus d'étudier des lieux qui existaient déjà et d'en comprendre l'impact sur la ville au statut actuel, mais d'étudier ce que les personnes qui animent ces espaces voulaient faire pour accroitre leur impact sur la ville, au travers même de sa propre remise en cause, à travers un travail sur soi-même. En d'autres mots, mon terrain a été bouleversé par la prise de conscience de m'être trouvé dans une temporalité privilégiée pour comprendre l'évolution des expériences autogérées romaines, impliquant cependant un changement d'objet, une nouvelle *entrée* par laquelle affronter ma problématique.

Pour ce qui concerne l'accès au terrain, mes prévisions n'ont pas été très efficaces. En effet, il n'a pas été facile ni de réaliser les entretiens, ni, surtout, de vivre bien ma position d'activiste-chercheur. Mais je me rends compte a posteriori que j'aurais dû attribuer cette difficulté plus à moi-même qu'aux autres, qui au contraire, aux moments de mon *coming-out* d'*infiltré* d'une université française, se sont toujours révélés très contents et disponibles. Dans tous les cas, je me suis senti en devoir de construire ma légitimité avec une participation constante à toutes les activités, devenant une sorte d'activiste stakhanoviste. Je n'ai pas dit tout de suite quelles étaient mes intentions – ou au moins pas à tout le monde – et à « observer » je me sentais un peu mal

à l'aise. Je me rappelle que, si les autres notaient dans leurs carnets quelques lignes pour se rappeler des points principaux de leur interventions, moi je notais des pages et des pages, rendant évidente la différence qui nous séparait.

A posteriori, je peux identifier deux aspects principaux qui m'ont permis de me débloquer et d'être plus en confiance envers mon statut particulier d'*activiste-chercheur.* Le premier a été le passage même à DR. En effet, si jusque-là, le DaC était une coordination entre différents espaces et collectifs, ouverte mais quand même *interne* à un monde politique et relationnel bien défini, avec le passage à DR je me suis rendu compte que la vocation de la chose était bien plus large et que, malgré l'illégalité formelle de certaines pratiques, il n'y avait absolument rien à cacher pour les activistes. Au contraire, la volonté d'ouverture, constamment affichée par DR se traduisait par une constante « *traduisibilité* à l'extérieur [15]», et par une « publicité maximale [16]» de ce qui se passait dans les réunions et dans les assemblées. Si tout le monde pouvait savoir ce qu'on se disait (bien sûr, les actions médiatiques étaient organisées en secret pour éviter que la police en empêche le déroulement) moi aussi je me sentais légitimé à enquêter, prendre des notes et poser des questions.

L'autre aspect, bien plus banal, était tout simplement le fait que je m'étais familiarisé avec les autres activistes, et, surtout j'avais plus de confiance en moi, notamment après avoir *rendu des services* à la mobilisation (spécifiquement, j'ai organisé, sans grand succès d'ailleurs, les contacts avec la presse, pour organiser la couverture médiatique de certaines actions qu'on a menées).

Une fois que ces conditions étaient remplies et que j'étais prêt à *passer à l'action*, la série d'évènements politiques qui se sont succédés à Rome ont accéléré encore davantage le rythme déjà incroyablement serré des activités des DR, et en général du monde militant où se situe la mobilisation. Cela a rendu difficile surtout la réalisation des entretiens. Tout le monde semblait très disponible théoriquement, mais absolument évasif quand il s'agissait de prendre effectivement un rendez-vous.

Malgré les nombreux décalages de rendez-vous, de stress et de frustrations, entre la fin de juillet et le début d'août j'ai enfin réalisé les entretiens, mettant noir sur blanc ce rapport que j'avais eu tant de mal à expliciter avec les *camarades* : le rapport – un peu problématique –

---

15 Entretien avec Francesco "Esc", 3/8/2016, Communia, Roma
16 *Ibid.*

d'enquêteur-enquêté. Un rapport dans lequel il a été difficile de caler mon double rôle de participant et d'observateur

2.2 – Techniques d'enquête

Les techniques d'enquête que j'ai choisi ont été essentiellement celle de la « participation observante », avec notation constante sur le carnet de terrain, et la réalisation de 13 entretiens semi-directifs, en plus d'une importante recherche bibliographique. Dans cette sous-partie je présenterai brièvement les doutes auxquels je me suis confronté pour définir mon approche au terrain. Par la suite, j'exposerai les deux formes principales par lesquelles ont été produits les matériaux empiriques sur lesquels se base ce travail d'analyse.

2.2.1 – Observation Participante ou Participation Observante ?

Lionel Groulx fait part de ses perplexités par rapport à l'incohérence épistémologique et méthodologique qui découlerait, dans l'étude des mouvements sociaux, tant dans une approche qui privilégierait l'observation tant dans une qui, au contraire, opterait plutôt pour une approche axée sur la participation (Groulx, 1985).

En reconnaissant les *dangers* qu'un chercheur peut rencontrer en se dédiant à une étude de quelque chose de situé et engagé par définition, comme les mouvements sociaux, j'ai pourtant décidé de me lancer dans cette tâche sans beaucoup de scrupules. En effet, après avoir certes lu des textes sur les différentes techniques, sur le positionnement du chercheur etc, je dois avouer que je pensais être en équilibre entre observation et participation de manière très empirique et concrète. Cela malgré le fait que pour toute la première période de mon terrain j'ai vécu avec beaucoup de timidité, au moins publiquement, mon rôle d'observateur. J'ai presque automatiquement encadré mon approche en tant que *participation observante (PO)*, plutôt que d'*observation participante* (OP). Le choix de cette technique s'est fait initialement dans une logique très spontanée, comme à revendiquer la primauté de mon implication dans la cause sur la visée scientifique du travail.

Le débat sur les raison pour recourir à l'un ou l'autre terme, bien synthétisé par Bastien Soulé (2007), m'a permis de m'interroger un peu plus profondément sur cette question et à reconnaitre la souplesse de la distinction entre les deux termes. En effet, il parait que très souvent le recours par les auteur.e.s du terme d'OP ou de PO n'implique pas forcément une réflexion de méthodologie différenciée. Déjà, le terme *historique* d'observation participante, utilisé pour la

première fois dans les années 1930, se caractérise par des usages extrêmement différents. Le recours à la « terminologie alternative » de

> PO apparaît souvent comme une sorte de figure de style, ayant vocation à souligner un investissement important, ou particulièrement prolongé, au sein d'un groupe, d'une communauté ou d'une organisation. La recherche d'originalité semble dès lors justifier ce choix terminologique, sans réel autre argument (Soulé, 2007, p. 130).

Cependant, malgré la souplesse des justifications données par les auteurs qui ont choisi de recourir à ce terme, Soulé a souligné comment le recours à la participation observante implique souvent un rapport spécifique au terrain et une approche dans laquelle,

> pour différentes raisons, la priorité va à la participation au terrain investigué, prépondérante vis-à-vis de l'observation. Très fortement impliqués sur leur terrain, voire enchâssés dans celui-ci, les chercheurs recourant au terme de PO revendiquent un rapport singulier au terrain, qui les place en décalage avec 'la bonne pratique méthodologique' relatée dans les manuels : observer et participer à parts égales, en veillant à ne pas sacrifier l'un au bénéfice de l'autre (Soulé, 2007, p. 137).

J'avais qualifié mon approche de PO de manière plus spontanée qu'autre. En reconnaissant la souplesse de cette définition – qui me rend très difficile de la revendiquer fermement – je me sens pourtant très proche de la position exprimé par certains auteurs et des raisons pour lesquelles ils ont retenu cohérent de qualifier leur approche de participation observante.

Par exemple, Verrier (2006), qui était chercheur et conducteur de train à la SCNF et qui a étudié le mouvement de grève de 1995 (Soulé, 2007), a souligné combien

> sur le terrain, [il était] davantage dans la participation parce que l'observation passait au second plan, elle n'était plus alors [son] objectif premier. Par l'intermédiaire de l'écriture, [il essayait] cependant de retrouver une certaine forme de distanciation, de rétablir des dimensions d'observation réflexive (Verrier, 2006 cité dans Soulé, 2007).

Exactement comme dans mon cas, malgré l'importance revêtue par la production de ce travail de recherche, je me retrouve tout à fait dans le bilan tiré par Soulé sur la nécessité ressentie, dans une situation d'engagement *politique*, à ne pas délaisser le côté participatif :

> ayant à cœur la réalisation d'un projet dépassant l'observation scientifique d'un objet ou d'un terrain, l'observateur ne saurait dans de pareilles circonstances être cet analyste froid, uniquement centré sur sa fonction de chercheur, qui n'est du reste a priori pas principale : il est avant tout acteur d'un événement et/ou partie prenante d'un processus en cours (Soulé, 2007, p. 136).

La participation observante a eu comme résultat matériel une grande quantité de notes, rassemblées dans le document « CR Suivi de la mobilisation, février-août 2016 ». En outre, j'ai plusieurs enregistrements des événements auxquels j'ai participé, qui – vu leur ampleur - n'ont été que partiellement retranscrits

Au-delà, cette participation m'a permis d'accéder à un grand nombre de textes académiques et autoproduits par les collectifs, associations et espaces ou produits lors des mobilisations. Les mails des listes de communication, de DR et de Communia, plus les groupes de WhatsApp et Telegram ont été à la fois des sources d'information et de clarification, et des outils de participation. La même chose est vraie pour les très nombreux tracts et communications, sur les médias, les réseaux sociaux ou en format papier diffusés par et sur le DaC, Roma Non Si Vende, Decide Roma et les acteurs singuliers comme les espaces, associations, collectifs internes ou externes à la mobilisation.

2.2.2 – Les entretiens : un travail pour (au moins) deux points de vue

L'autre source principale, sont les entretiens réalisés entre juillet et août 2016. Les personnes que j'ai interviewées sont des interlocuteurs privilégiés, choisis parmi les participants les plus actifs aux réunions plénières et des différents groupes de travail de RNSV/DR. L'échantillon choisi a cherché à couvrir la totalité des typologies des adhérents, espaces/collectifs/associations, avec une attention particulière pour ceux et celles qui sont activement et constamment impliqués dans la mobilisation. A l'appel manquent cependant des personnes issues notamment d'Acrobax, un espace social qui joue un rôle clé dans la mobilisation. Les acteurs qui adhèrent mais qui sont moins impliqués dans les réunions etc, n'ont pas été contactés faute de temps, malgré le fait que cela aurait été particulièrement intéressant pour comprendre, directement par leur témoignage, les raisons de leur manque d'assiduité.

J'ai réalisé 13 entretiens semi-structurés, articulés autour d'une grille d'entretien pensée avec l'objectif de couvrir la totalité des thèmes qui m'intéressaient pour répondre à la problématique. La durée a varié entre un minimum de 35 minutes et un maximum de 100 minutes. Pas tous les entretiens n'ont été retranscrits intégralement, mais les retranscriptions effectuées dépassent les 120 pages. Deux entretiens particulièrement importants pour mon analyse sont présentés en annexe.

Un élément important concernant les entretiens, c'est que trois d'entre eux ont été réalisés en binôme avec une amie et camarade de Communia, Claudia, qui est en train de travailler sur le

même cas d'étude mais pour un mémoire de M2 en Anthropologie Culturelle à l'université de Rome « La Sapienza » - et ce que j'ai réalisé singulièrement est également à sa disposition. Elle a choisi d'étudier le même cas que moi quand j'avais déjà commencé depuis quelques mois le recueil des matériaux. Effectivement, elle est encore en train de réaliser des entretiens – y compris ceux que je voulais faire mais je n'ai pas eu le temps de réaliser - et de finaliser sa recherche. Le choix de faire une partie du travail ensemble a été motivé par quatre raisons. La première par le fait que d'être à deux (chose qui s'est partiellement avérée parce que les temporalités différentes de nos terrains, et la période estivale qui a vu Claudia partir pour les vacances a effectivement fait en sorte qu'on puisse réaliser ensemble seulement 3 entretiens sur 13) aurait rendu plus facile de 'forcer' les enquêtés – toujours occupés par l'intense activité militante que ce type d'activisme requiert - à s'assoir autour d'une table et de se mettre à répondre aux questions. Deuxièmement, s'il a été déjà très compliqué de trouver du temps pour les entretiens aux militants animateurs de la mobilisation pour ces entretiens, redoubler les rendez-vous, pour moi et pour Claudia aurait sûrement rendu impossible, pour l'un ou pour l'autre de réaliser ce travail. Troisièmement, en parlant aussi avec les enquêtés, auxquels on a promis un retour conjoint de nos travaux, on a trouvé particulièrement intéressant de travailler ensemble sur deux travaux différents, tant dans la problématique que dans la discipline et le contexte académique. Quatrièmement, la perspective de réaliser une archive du contemporain de cette mobilisation à nos yeux historique, est facilitée par les temporalités différentes. Ainsi, j'ai partagé avec Claudia les matériaux recueillis pendant les mois de recherche qu'elle n'a pas pu faire, et, à l'inverse, pour une éventuel continuation et mise à jour de ce travail en dehors du contexte spécifique du master CPP, le travail qu'elle est en train de faire pendant que je rédige ce mémoire me retournera utile si je le retiens nécessaire. Cela permettra de donner à cette recherche une ampleur et une utilité potentielle au-delà du cadre strictement académique.

2.2.3 – La recherche bibliographique

J'ai mené une intense recherche bibliographique, notamment dans la phase initiale et finale du terrain. Les recherches d'ouvrages sur le contexte, et en particulier sur les espaces sociaux autogérés ou spécifiquement sur la ville de Rome ont été menés entre différentes bibliothèques, notamment à la « Biblioteca Nazionale », dans le quartier de Castro Pretorio. Les textes scientifiques ont été repérés, quasi exclusivement au format informatique. Les articles d'actualité des quotidiens, en ligne et papier, ont eu une grande importance ; comme également les nombreux sites web que j'ai consulté.

2.3 - Posture et positionnement : une recherche (géographique) « engagée »

Cette recherche n'a pas seulement comme objectif de produire un travail académique, mais, également, de produire des matériaux qui puissent être utiles au(x) mouvement(s) comme éléments d('auto)critique et réflexion et qui puissent aussi être un témoignage, l'archive d'une histoire qui pour la nature *grassroots* de ses acteurs et de ses modalités risquerait sinon d'être très fragmentée ou même de tomber dans l'oubli. Le grand recours au web par ces mouvements risque en effet de ne pas être suffisant pour la tâche, considérant la grande fragmentation des sources et des formes des restitutions numériques, outre un manque d'*automatisme du compte-rendu* qui a été un élément fréquent des autocritiques méthodologiques des activistes. Pour cette raison, je m'excuse déjà avec le lecteur.e, si la partie dénommée « histoire de la mobilisation » peut sembler trop longue et ennuyante, mais c'est justement sa valeur de première (et probablement quasi-unique) histoire de cette expérience - qui risque d'être éphémère et oubliée dans sa progression - qui m'a fait me sentir autorisé à concéder autant d'espace. (Outre bien sûr son importance pour bien cerner les dynamiques analysées). L'histoire de ce type de mobilisation - comme témoigné par ma recherche infructueuse sur des précédents – est rarement mise noir sur blanc et reste quasi toujours reléguée à la transmission orale.

Si je tiens autant à cette histoire et à cette expérience que j'ai suivi intensément pendant sept mois, c'est aussi parce que je crois beaucoup à l'importance de confronter et prendre exemple des expériences de mobilisation et d'activation politique. Cette recherche vise donc aussi, pour le futur proche et à longue terme, à être aussi une modeste boite à outil pour les mouvements.

Comme le lecteur.e aura déjà bien compris, cette recherche est effectivement une recherche *engagée*, ce qui ne signifie pas pour autant qu'elle n'est pas une recherche critique. Au contraire, une des raisons pour laquelle j'ai trouvé cohérent de mener cette recherche était d'être le plus (auto)critique possible, de ne pas avoir peur de parler des choses qui ne marchent pas ou que je trouve mal faites, injustes ou peu transparentes. C'est une attitude que je me suis donné comme garantie de la scientificité de mon travail mais aussi de cohérence avec mes propres convictions.

De plus, comme a bien montré Fabrice Ripoll, « il est en revanche très difficile d'imaginer ce que pourrait être un chercheur qui ne serait pas 'militant' ou 'engagé' d'une façon ou d'une autre » (2006, p.1). Chaque point de vue est en effet, la théorie féministe enseigne, un point de vue bien situé, et jamais neutre (Collins, 2009).

Comme j'ai déjà partiellement expliqué à propos de la PO, je crois avoir su tenir un bon équilibre entre immersion et recul, même si à des moments différents, mais je crois que cela aurait été nécessaire dans l'étude des mouvements sociaux, comme dans n'importe quel autre thématique.

L'étude des mouvements sociaux se caractérise souvent par une implication et un engagement du chercheur (Pruijt, 2007). Cette connotation d'engagement n'est pas nouvelle non plus au sein de la géographie où des branches entières se revendiquent intrinsèquement engagées.

Malgré les difficultés que, pour mon propre parcours personnel caractérisé par un certain nomadisme académique, j'ai rencontrées à me situer dans une discipline, revendiquant au contraire une approche transdisciplinaire témoignée aussi par la pluralité de spécialistes mobilisés pour cette recherche (politistes, juristes, anthropologues, sociologues, urbanistes, ingénieurs, géographes etc), je crois important de situer ce travail à l'intérieur d'une tradition géographique particulière.

En effet, l'indéniable attention portée dans cette recherche à la « dimension spatiale » de la société et de ce phénomène – qui lui-même se caractérise par une centralité de l'approche spatiale dans l'action sociale - me pousse à placer cette recherche à l'intérieur de la « géographie sociale » et à la fois de celle qu'aujourd'hui on appelle la « géographie critique » ou, encore plus spécifiquement, la « géographique critique de l'urbain » (Giroud & Gintrac, 2014).

La géographie sociale, prise par le côté du *tournant dimensionnel,* impulsé par le travail d'auteurs comme Vincent Deschambres ou Fabrice Ripoll, rompt en effet avec la tendance à concevoir l'espace en disjonction avec la société, pour promouvoir une prise en compte de l'espace en tant que « dimension » de la société, au même titre par exemple du *temps* (Ripoll, 2006; Veschambre, 2006). Il s'agit alors pour la géographie de ne pas questionner le « rôle de l'espace », en tant que « facteur » déterminant le social, mais plutôt de comprendre la « dimension spatiale de la société » à partir du constat que « il n'y a rien de social qui ne soit pas spatial, le social est toujours déjà spatial » (Ripoll, 2006, p.201). « L'approche dimensionnelle » proposée par Ripoll, est « donc d'abord une intention, celle de sortir de la disjonction (du dualisme) espace/société et de la contradiction qu'elle participe à forger » (Ripoll, 2006, p.205). Une approche capable de sortir du déterminisme spatial et du déterminisme *rationnel* qui pourrait découler d'une théorie des acteurs qui ne prennent pas suffisamment en compte le contexte. Une voie, celle proposée par Ripoll, et que j'ai également cherché à adopter, qui puisse « prendre le point de vue des 'acteurs', sans oublier qu'il n'est

qu'une vue partielle et partiale sur le monde, mais une vue réelle et potentiellement performative, donc prendre au sérieux leur subjectivité tout en la situant dans l'espace et dans le temps » (Ripoll, 2006, p. 205).

Pour ce qui concerne la « géographie critique », elle se *succède* à la « géographique radicale » des années 1960-70 – bien plus centrée sur une approche « explicitement marxiste », donc largement économique – et, à travers une pluralité d'approches, s'attaque aux « théories hégémoniques issues du néolibéralisme (compétitive, classe créative, régénération urbaine) et contre leur mise en pratique dans le cadre des politiques urbaines métropolitaines » (Giroud & Gintrac, 2014, pp. 14–15). La géographie critique, pour ses thèmes et ses enjeux sociaux et scientifiques, est donc le champ dans lequel cette recherche s'insère.

Je me reconnais tout à fait avec cette recherche dans cette approche, comme également, et peut être plus spécifiquement, dans les « géographiques autonomes » (*autonomous geographies*), une « approche théorique émergente dans la discipline géographique anglosaxone (…) qui se situe à l'intérieur de la géographie critique pour les thématiques et l'approche critique avec lequel elle se rapporte à l'objet de recherche [17]» (Pecorelli, 2015, p. 284). Des figures de références sont par exemple le groupe de géographes critiques anglais, composé notamment par Chatterton, Hodinson et Pickerill, qui s'autodéfinit *Autonomous Geographies Collective*, et qui a pratiqué, par exemple, une « recherche-action solidaire avec les mouvements actifs dans les centres sociaux du Royaume Uni (…) mettant l'accent sur le concept d'autonomie de soi comme principe politique et comme catégorie interprétative[18] » (Pecorelli, 2015, p. 286). Et c'est exactement cette dernière caractéristique qui relie cette étude, tant pour le sujet, que pour les outils d'analyse, avec les *autonomous geographies*– et ce n'est donc pas un hasard si elles m'ont été introduites par l'étude de Pecorelli sur les centres sociaux italiens (Pecorelli, 2015). Le concept d'autonomie, qui caractérise politiquement l'identité politique de pratiquement tous les espaces sociaux (même si certains, d'héritage plus strictement marxiste, l'utilisent plus timidement que d'autres qui sont plus directement issus de l'*Autonomia* italienne ou de la tradition anarchiste) peut être bien résumé par son sens étymologique, synthétisé par la conception kantienne de se « donner les lois par soi-même ». Ce concept, dans son acception

---

17 "Approccio teorico emergente nelle disciplina geografica anglosassone (…) si posiziona all'interno della geografia critica per le tematiche e l'approccio critico con cui guarda all'oggetto" (Pecorelli, 2015, p. 284).

18 "Ricerca-azione solidale con i movimenti attivi nei centri sociali del Regno (…) ponendo l'accento sul concetto di autonomia e come principio politico e come categoria interpretativa" (Pecorelli, 2015, p. 284).

théorique et politique, renvoie presque automatiquement aux imaginaires autogestionnaires évoqués par des auteurs comme Cornelius Castoriadis (Gagnon, 1982) ou Munray Bookchin (Bookchin, 1991).

3 - L’espace et la politique à Rome : éléments de mise en contexte

L’espace urbain de la ville de Rome est le théâtre de la mobilisation *Decide Roma, decide la città*, le cas d’étude de cette recherche. Dans cette partie seront donnés les éléments de mise en contexte visant à éclaircir certains aspects particulièrement marquants pour la compréhension de mon analyse.

Les dynamiques de pouvoir qui s’exercent sur (et par) l’espace urbain seront le prisme par lequel on présentera deux *caractéristiques* qui marquent profondément l’environnement politique et culturel de la capitale auquel se réfère cette étude.

En premier lieu, nous allons regarder quelles dynamiques politiques et spatiales ont façonné la capitale italienne, qui aujourd’hui vit une forte crise économique, institutionnelle, culturelle et sociale. Les mécanismes concernant l’urbanisation et la gestion des territoires – marqués par un *laissez-faire* de part les institutions - auront une centralité particulière dans cette première partie.

Par la suite, à travers le prisme de ce *laissez-faire*, on affrontera le côté positif de *l’anarchie urbanistique romaine* : le détournement de ces contraintes qui a permis l’émergence d’importantes pratiques d’auto-organisation et autogestion des territoires.

Conscient que ces éléments de mise en contexte pourraient ne pas être suffisants, j’ai retenu nécessaire d’annexer à ce travail un petit glossaire avec les termes les plus marquants et les plus utilisés dans cette recherche, afin de permettre au lecteur de se repérer au mieux le long de ce texte.

3.1 – Les politiques (urbaines) à Rome : l’espace urbain comme marchandise

Rome est une ville très complexe. Il suffit de regarder un plan pour s’en rendre compte. Sa particularité est évidente, déjà dans sa morphologie urbaine qui relève à un œil attentif les dynamiques de pouvoir qui l’ont façonnée et qui, encore aujourd’hui, en conditionnent l’identité et le développement.

Ville très étendue, bien plus que Paris, la surface de la ville de Rome pourrait contenir en son intérieur toutes les cinq premières villes italiennes. A cette étendue gigantesque ne correspond

pas une population aussi grande[19]. En effet, ni le nombre de ses habitants ni son dynamisme culturel et économique en font une métropole de premier rang.

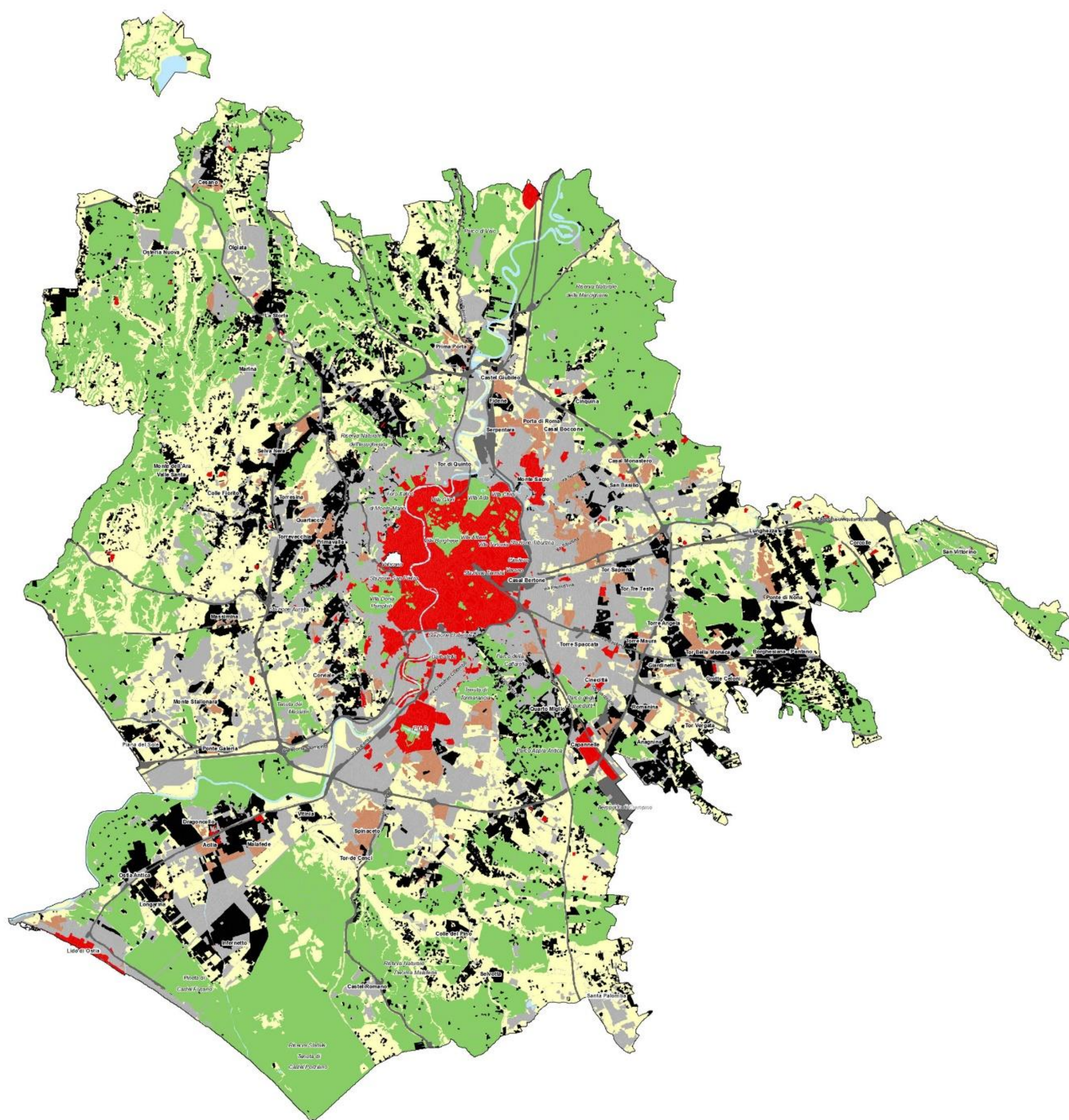
La caractéristique plus évidente de la morphologie de Rome est son extraordinaire fragmentation, l'irrationalité qui parait, regardant un plan de la ville, caractériser sa forme et son développement. Tant fragmenté de paraitre un archipel aux formes sinueuses : des îles de béton dans une mer qui – une fois - était une campagne constellée de ruines archéologiques et qui désormais, s'est réduite peu à peu d'une série infinie de friches, chantiers et campagne polluée[20].

Comme nombreux auteurs ont souligné (Erbani & De Lucia, 2016; Guareschi & Rahola, 2015; Pasquinelli D'Allegra, 2006), la forme de la ville parle. Dans le cas de Rome, elle raconte une histoire de pouvoir bien précise. Une histoire qui voit primer, avec beaucoup de désinvolture, une structure économique et entrepreneuriale basée sur le bâtiment, et pour laquelle donc, l'espace constitue une véritable marchandise, une ressource sur laquelle faire du profit (Fig.1).

---

19 La surface de la capitale est de 1287,36 km² pour 2 866 761 habitants (2016) ; contre les 105,4 km² et les 2 229 621 habitants (2013) de Paris.

20 La métaphore de l'archipel pour Rome n'est pas nouvelle. Quelques exemples sont le travail de mon ancien professeur d'architecture Francesco Careri, qui a réalisé l'ouvrage artistique « Arcipelago Roma », exposé au Mucem de Marseille ou encore le livre *Roma, arcipelago di isole urbane,* de l'architecte-urbaniste Fabiola Fratini (Fratini, 2000).



ROMA. AMBITI URBANIZZATI E NON URBANIZZATI AL 2014

25 febbraio 2016

ambiti di studio	superficie		popolazione		densità
	[ha]	[%]	[migliaia]	[%]	[ab./ha]
Città storica e ville storiche	7.400	6%	640	22%	86
Insediamenti di edilizia residenziale pubblica	3.500	3%	320	11%	91
Insediamenti abusivi e in zona agricola	15.000	12%	640	22%	43
Altre aree urbanizzate	23.200	18%	1.280	45%	55
Infrastrutture della mobilità	1.900	1%	-	-	-
tot. superficie urbanizzata	**51.000**	**40%**	**2.880**	**100%**	**56**
Aree in trasformazione (Prg 2008)	10.100	8%			
Paesaggi naturali	45.100	35%			
Superfici non edificate	22.400	17%			
tot. superficie non urbanizzata	**77.600**	**60%**			
Totale	**128.600**	**100%**			

Figure 1 - Surfaces urbanisés par typologie / source: (De Lucia & Erbani, 2016)

Rome est en effet une ville qui n'a pas connu une forte industrialisation, pour le choix des administrateurs et pour le retard structurel dans lequel la ville se trouvait, quand les italiens ont arraché la ville au pape, en 1870 (Insolera, 2011). Depuis son passage au Royaume d'Italie, la ville passe d'environ 200 000 habitants aux quasis 3 millions d'aujourd'hui, grâce à ses seuls *produits locaux :* le tourisme et les institutions politiques. Dans une situation pareille – avec très peu d'usines mais un nombre toujours croissant de bureaux administratifs et d'immeubles à transformer en hôtels - la seule industrie capable de prospérer était l'industrie du bâtiment. Comme le premier maire communiste de la ville, Carlo Giulio Argan, écrivait en 1979 :

> La seule grande industrie romaine, le bâtiment, vit en construisant, et donc en continuant à gonfler la ville, parce que la matière première de cette industrie n'est pas le pétrole, ne pas le charbon, est Rome ; donc réussir à far prévaloir une thèse de limitation [de l'expansion urbaine] signifie devoir discuter beaucoup avec les forces politiques et même se disputer avec[21] (Argan, 1979, p.44 cité dans Insolera, 2011, p. 304).

Cette « seule industrie romaine » a façonné les politiques et les décisions concernant la ville, jusqu'à en devenir le vrai pouvoir trainant. En effet, l'histoire de la capitale ne peut pas être dissociée de ces figures qu'on appelle, da manière plus péjorative qu'informelle, *i palazzinari*. Ce terme, qu'on peut traduire avec (grands) *constructeurs* ou *spéculateurs immobiliers*, se réfère à des personnalités dont le rôle doit être situé dans le contexte spécifique romain afin d'en comprendre l'importance et l'influence au sein des politiques locales et, de manière inévitable, nationales. *I palazzinari* sont devenus ainsi des figures tant mythiques que biens connues, jusqu'à être peints comme les véritables « rois de Rome[22] » (*i re di Roma*), ou encore les « patrons de la ville » (*i padroni della città*) (Insolera, 2011, p. 259 et 307).

Ainsi, les administrations de l'après-guerre ont inauguré une politique du *laissez-faire*, en matière de production matérielle de la ville, qui a eu comme effet de creuser le déficit communal et de produire une ville amorphe, ingérable, dont les frontières et les étendues ont été déterminées par les nécessités de rentabilité de quelque entrepreneur très influent. Une ville dite *abusiva* (illégale, construite hors plan, sans permis), qui a poussé sans cesse suivant les logiques de la spéculation foncière, plus que selon une idée cohérente de ville. Une ville pensée au profit

---

"La sola grande industria romana, l'edilizia, vive edificando, cioè vive seguitando a gonfiare la città, perché la materia prima di questa industria non è il petrolio, non è il carbone, è Roma; quindi riuscire a far prevalere una tesi di contenimento significa discutere molto con le forze politiche, litigare anche"
21 (Argan, 1979, p.44 cité dans Insolera, 2011, p. 304).
22 « I re di Roma » titre d'un épisode d'une émission d'information de la télévision publique Report, sur l'urbanisme à Rome. Réalisé par Paolo Mondani et transmis sur Rai 3 le 4/5/2008. (Cité dans Insolera, 2011, p. 353)

de quelques privés, et non pour la collectivité. Et qui a, en effet, toujours révélé toutes ses carences et ses contradictions : des chantiers pharaoniques – jamais complétés – au complexes immobiliers vides, en passant pour la misère des bidonvilles et des périphéries sans services (Berdini & Nalbone, 2011; Insolera, 2011).

Italo Insolera, grand urbaniste et historien de la ville, professeur aux universités de Venise et Genève, dans son ouvrage magistral *Roma Moderna*, hésite à choisir entre « tragédie » et « comédie » pour définir les longues des vicissitudes concernant l'approbation des plans d'urbanisme romains (Insolera, 2011, p. 248). L'histoire des politiques de planification à Rome – et en particulier du plan d'urbanisme (*piano regolatore generale PRG*) - est caractérisée par l'absurdité de son cursus politique mais également pour sa violence insouciante à l'encontre de l'environnement et de la dignité des personnes. En effet, les deux plans approuvés dans l'après-guerre (1965 et 2008), qui ont formellement remplacé la loi d'époque fasciste (1931) tant défendue par les constructeurs, ont été fortement conditionnés par les *palazzinari* et se sont toujours basés sur la possibilité de déroger les plans, à travers l'instrument des « variantes » (*varianti urbanistiche*) : la possibilité devenue illimitée de transgresser les plans d'urbanisme et les devoirs des constructeurs. Le résultat de ces politiques c'est cette *metropoli abusiva* (une métropole illégale), bien plus étendue que le nécessaire, et que les administrations ont toujours peiné à gérer (Berdini & Nalbone, 2011; Insolera, 2011). En 2011 Rome comptait en fait plus de 245 000 logements vides (Il Corriere della Sera, 2011).

Mais ce qui nous intéresse c'est en particulier l'époque récente, où, à partir de 1993, avec la « saison des maires » (*stagione dei sindaci*) s'ouvre une nouvelle phase pour la ville de Rome. En contradiction avec son propre programme, Francesco Rutelli – maire de centre gauche – fait la gloire de l'urbanisme négocié (*urbanistica contrattata*), basé sur une continuelle négociation entre privés et public pour décider des sorts de la ville. Cette conception de la planification urbaine se base sur l'idée du « droit à construire » (*diritto edificatorio*) qui découlerait directement de la propriété du foncier. Dans cette saison s'imposent des instruments qui sanciront avec encore plus de fermeté, la *marchandisation* de l'urbain, qui feront de Rome « la capitale de l'urbanisme néolibéral », tant sous les maires de *gauche* Rutelli (1993-2001) et Walter Veltroni (2001-2008) que de droite, Gianni Alemanno (2008-2013) (Berdini & Nalbone, 2011, p.111-112; Insolera, 2011).

Dans cette époque s'impose le « Modèle Rome » (*Modello Roma*) qui, selon les mots de l'actuel vice-président de la région – figure bien connue de ces administrations - Massimiliano

Smeriglio[23] satisfaisait tout le monde, « des centres sociaux à Caltagirone[24], bien sûr sans toucher aux asymétries de pouvoir entre les parts[25]». Ce modèle se basait sur une « paix romaine » (*pace romana*), où d'un côté on assistait à des petites avancés sociales et culturelles (« un modèle qui était très attentif même à la dernière occupation d'un centre social (…)»), et de l'autre on continuait de laisser la plus grande liberté aux *palazzinari*, dans l'expansion de la ville (« (...) jusqu'à construire des tables avec qui dans cette ville a toujours compté et compte toujours plus [26]»). En effet, le nouveau plan d'urbanisme approuvé en 2008, prévoit l'édification de 70 millions de mètres cubiques, pensés pour loger environ 400 000 personnes, quand l'institut national des statistiques (Istat), enregistrait un décrément de 180 000 habitants entre 1991 et 2001.

> Une quantité aussi élevée de cubatures ne trouve donc aucune justification dans les besoins réels de la ville : mais répond exclusivement à certains segments (ceux à haut et moyen revenu) et n'est qu'un cadeau à la propriété foncière. De cette façon on alimente l'économie globalisée, des grands fonds d'investissement, aux banques d'affaires, aux investisseurs financiers[27] (Insolera, 2011, pp. 346–347).

Le déclin de la ville publique s'accompagne donc, en époque récente à une entrée sur scène de la finance, opérée initialement par les administrations de gauche et continuée par celles de droite. Cela se réalise avec des outils -outre que l'*urbanisme négocié* - comme le *condono* (régularisation a posteriori d'un abus concernant le non-respect des règles d'urbanisme) et les grands événements (*grandi eventi*). Des outils capables de garantir impunité et ressources financières extraordinaires pour l'élite économique du bâtiment, qui comme l'on a dit est accusé d'être le véritable maître des sorts de la ville (Berdini & Nalbone, 2015; Insolera, 2011).

Dans les dernières années, et de manière accentuée sous le maire de droite Gianni Alemanno, les périphéries se sont étendues encore davantage, et les services publics que les *palazzinari* devaient construire ont été souvent transformés en centres commerciaux (Berdini & Nalbone,

---

23 Retranscription de l'intervention de Massimiliano Smerigilio à la conférence #PoveraRoma, qui a eu lieu à Spin Time Labs, espace occupé d'Action, le 14/3/2016.
24 Caltagirone est le plus célèbre *palazzinaro* (constructeur) romain.
25 "cioè tutti dentro dai centri sociali a Caltagirone, ovviamente senza rimuovere le asimmetrie di potere fra le parti", Massimo Smeriglio, *#Povera Roma,* 14/3/2016.
26 "Un modello che era molto attento all'ultima occupazione dell'ultimo centro sociale, fino ovviamente a costruire i tavoli con chi in questa città ha sempre contato e conta sempre di più", Massimo Smeriglio, *#Povera Roma,* 14/3/2016.
27 "Una quantità così elevata di cubatura non trova dunque giustificazioni nei reali fabbisogni della città: risponde esclusivamente ad alcuni segmenti (quelli di media e alta redditività) ed è un regalo alla proprietà fondiaria. Si alimenta l'economia globalizzata, dai grandi fondi d'investimento, alle banche d'affari, agli investitori finanziari" (Insolera, 2011, pp. 346–347).

2011; Insolera, 2011). Ces derniers représentent au mieux l'idée de ville que l'intérêt privé à imposer à toute la citoyenneté : une vie entre embouteillages kilométriques et manque total des services qui ne soient pas commerciaux.

Dans les dernières années, l'émergence des scandales dévoilant la corruption qui se cache derrière les tristes périphéries ou les luxueux appartements du centre de la capitale (Abbate & Lillo, 2015; Colombo, 2016; Piana, 2016), n'a surpris personne. La criminalité et la corruption de Rome sont, au contraire, rentrés petit à petit dans la culture populaire, devenant une marque distinctive de la capitale[28]. L'émergence des enquêtes judiciaires semble être allée de pair avec une prise de conscience populaire des responsabilités de la classe dirigeante romaine concernant la pénurie des services publics (à cause de la corruption structurelle des institutions et donc des sociétés municipales qui devraient les fournir), et de manière plus générale concernant le niveau de vie très bas auquel est contrainte la majorité de romains. Une crise des institutions capitolines a alimenté le séisme politique de 2015-2016, avec d'abord les démissions du maire de centre gauche Ignazio Marino, suivies par l'arrivé du commissaire Tronca comme garant de la *légalité* et, pour conclure, la victoire écrasante du mouvement anti-establishment, le *Movimento 5 Stelle* (M5S) en juin 2016. C'est dans ce contexte politique et institutionnel que se déroule l'histoire que nous allons aborder et analyser dans cette recherche.

3.2 - Le monde de l'autogestion à Rome : l'espace urbain comme ressource collective

Pris d'une toute autre perspective, ce *laissez-faire* urbanistique et cette incapacité à répondre aux nécessités des habitants se sont révélés également une véritable « opportunité politique » (*political opportunity*) (McAdam, McCarthy, & Zald, 1996; Revillard, 2003; Tarrow, 1996) pour l'émergence de formes spontanées *et* organisées d'autoproduction, autogestion et auto-construction de la ville. Les contraintes se sont donc transformées en avantages pour une action autonome – et parfois conflictuelle – impulsée par le bas.

En effet, les règles souples en matière de construction imposées par le lobbying des *palazzinari*, ont permis également aux migrants des autres régions italiennes, qui débarquant à Rome ont eu la possibilité d'(auto)construire leur propre logement. Brique par brique, rue par rue, des baraques se sont plus ou moins rapidement transformées en quartiers, populaires et *abusivi*, aux

28 Le film *Suburra* (2015) de Stefano Sollima raconte l'histoire des liens entre criminalité, industrie du bâtiment et politique dans la capitale; au-delà de ce film spécifique il faut mentionner également le succès des livres, film et série « Romanzo Criminale », qui raconte l'histoire de l'influent clan criminel de la *banda della Magliana* ; ou encore la multiplication de publications sur la corruption à Rome.

rues étroites et intriquées. Un charme qui, à l'opposé de la ville des *palazzinari*¸ toujours *abusiva* mais bien plus *moderne*, aujourd'hui est en train de provoquer un mouvement de gentrification très fort (Postiglione, 2014). Dans ces quartiers, la mairie a construit très lentement et parfois très mal, des services essentiels. Certaines communautés de quartiers parmi les plus oubliés et dégradés, comme « Mandrione » et « Tor Fiscale », ont décidé de répondre à cette situation en entamant un processus « d'autogouvernement ». Cela a eu lieu à travers la création « de comités et associations, dans une sorte d'autoproduction de la ville qui montre une capacité d'autogouvernement du territoire » (Carrano & Cellammare, 2014, p.95). L'autogestion de ces quartiers dure dans certains cas depuis quelques décennies et montre parfois quelques contradictions, notamment concernant la capacité de *penser* au-delà de son propre intérêt spécifique ou, dans d'autres cas, concernant la croissante institutionnalisation de ces mêmes acteurs.

Une autre forme qui peut aussi être considérée un *côté positif* de cette inadéquation institutionnelle dans le gouvernement de la ville, est le phénomène des « centres/espaces sociaux ». Si déjà depuis très longtemps à Rome se pratiquaient en grand nombre des occupations de logements (Insolera, 2011, p. 283), (qui dans leurs différents réseaux, constituent aujourd'hui un mouvement très fort, le *movimento di lotta per la casa*), depuis les années 1970 s'est développé en toute l'Italie le phénomène des centres sociaux occupés et autogérés (*centri sociali occupati autogestiti CSOA*) (Membretti, 2003; Mudu, 2012; Pecorelli, 2015; Ruggiero, 1999).

Né comme mouvement générationnel, lié à la contreculture juvénile, à la musique et aux styles de vie alternatifs, le mouvement des CSOA a eu une diffusion très rapide et surtout très capillaire sur une grande partie du territoire national (Membretti, 2003; Pruijt, 2013). Les centres sociaux sont des espaces abandonnés (souvent post-industriels) occupés par des collectifs politiques hétérogènes, souvent liés au mouvement de « l'Autonomie » (autonomia) ou d'héritage anarchiste[29] (Mudu, 2012).

Le centre social *Leoncavallo* de Milan, constitue un exemple paradigmatique et l'objet de nombreuses recherches scientifiques (Membretti, 2003; Moroni, Aster, Cox 18, & Leoncavallo, 1996; Pecorelli, 2015; Ruggiero, 1999). En effet, c'est à la suite d'une tentative des forces de l'ordre de l'expulser, en 1994 que le phénomène des centres sociaux sort définitivement de la

29 Certains se caractérisent par un héritage différent, plus lié au marxisme *orthodoxe*, comme le CIP ou Communia, héritier d'une mouvance trotskyste d'un parti d'extrême gauche.

marginalité, et font irruption dans les médias nationaux et ainsi devenir un phénomène générationnel reconnu (Membretti, 2003; Membretti & Mudu, 2003; Sansonetti, 2002). Si dans les années 1970 et 1980 le mouvement des centres sociaux était « résistentiel » (*resistenziale*), dans les années 1990 les CSOA deviennent un véritable « phénomène de masse, en grande partie grâce au succès de la musique Posse[30], mais aussi grâce à la clameur suscitée par les évictions et les négociations publiques comme celle du Leoncavallo[31] » (Pecorelli, 2015, p. 287). D'autres interprètent cette *massification* comme un passage « de l'underground à l'overground » (Sansonetti, 2002, p. 187).

A Rome, le mouvement des centres sociaux a été moins étudié qu'à Milan, malgré l'extraordinaire diffusion d'espaces occupés et autogérés qui, en 1985 étaient déjà une vingtaine seulement dans la capitale (Macarone Palmieri, 2014). La valeur sociale, politique et culturelle des centres sociaux romains, est *reconnue* par l'administration municipale de centre-gauche de Francesco Rutelli, qui approuve la « delibera 26 » en 1995. Cette loi municipale, écrite *avec* les mouvements (comme les activistes issus des centres/espaces sociaux s'auto-définissent), prévoit l'assignation d'espaces de propriété communale à des *associations* à but social et politique, à front du payement d'un loyer réduit du 80%[32]. Si cette loi constitue un tournant décisif (Macarone Palmieri, 2014, p. 167) et un signal important de légitimation politique[33], ce sera aussi le sujet d'un débat parfois très vif entre les différentes composantes du mouvement, qui se traduira en deux « polarisations » opposées. Macarone Palmieri résume ces deux visions opposées (et extrêmes, vu que pas tout le monde s'y conforme) par l'affirmation, d'un côté un « antagonisme total », et donc d'un retour à une fermeture complète envers les institutions ; et de l'autre une tendance à se rapporter avec plus de légèreté avec la *contrepartie*, et optant même dans certains cas pour la voie de la transformation en « entreprises autogérées [34]» (Macarone Palmieri, 2014, p. 167). Une tendance à cette bipolarisation a été remarquée également à niveau national (Membretti, 2003).

---

30 Genre musical né dans les centres sociaux au cours des années 1980-1990. A ce propos regarder : (Branzaglia, Pacoda, & Solaro, 1992).
31 "(…) fenomeno di massa in gran parte grazie al successo della musica Posse, ma anche grazie al clamore suscitato da sgomberi e trattative pubbliche come quella del Leoncavallo" (Pecorelli, 2015, p. 287).
32 Entretien avec Alessandro "Esc", 5/7/2016, Esc, Roma.
33 Entretien avec Alessandro "Esc", 5/7/2016, Esc, Roma; Entretien avec Nunzio "Cortocircuito", 22/7/2016, Cortocircuito, Roma.
34 Intéressant de regarder le débat de l'époque, résumé dans cet ouvrage qui contient les témoignages de plusieurs centres sociaux (Moroni & Farina, 1995).

De manière générale différentes définitions des centres sociaux ont été données dans la littérature scientifique. Une des plus anciennes est celle d'Alberto Melucci, qui situe le phénomène des centres sociaux à l'intérieur de la catégorie des Nouveaux Mouvements Sociaux, et en souligne donc le caractère identitaire et culturel (Membretti, 2003). Membretti, de son côté, propose en 1997 la définition des centres sociaux en tant que « collectivité juvénile territorialisée, aux frontières perméables et à la composition sociale non homogène, qui occupe, souvent illégalement, un espace urbain et post-industriel, sur lequel cette collectivité s'identifie et à travers laquelle elle active son propre réseau de relations, à travers une organisation informelle basée sur l'autogestion et à travers la production/fruition de socialité, en interprétant son propre agir dans un sens anti- ou extra- système et en manifestant une particulière attention au champ contreculturel[35]» (Membretti, 1997, p.14 cité dans Membretti, 2003, p.36).

Si déjà cinq ans après, en 2003, Membretti soulignera les limites de telles définitions (p.36) – notamment concernant les changements dans les rapports avec les institutions - cette définition me paraît valable pour encadrer le phénomène des centres sociaux des années 1990.

Cependant, une série d'événements marqueront une crise de ce mouvement et une série de changements tant dans les pratiques que dans les élaborations.

Le lien avec la jeunesse a toujours amené les centres sociaux à avoir un rôle très actif dans les mobilisations étudiantes, comme lors du mouvement de la « Pantera » de 1990 (Macarone Palmieri, 2014), mais aussi avec des mouvements plus larges comme le mouvement « No Global » (Macarone Palmieri, 2014; Sansonetti, 2002). En particulier, l'épisode du G8 de Gênes, en 2001, marquera l'esprit de nombreux militants et ouvrira une véritable crise des mouvements sociaux en général. Les centres sociaux années 1990 semblaient insuffisants dans leur structuration politique à la tâche de canaliser les envies et les déceptions provoquées par le terrible tournant de ces événements. Les centres sociaux vivent en effet dans cette période « une phase de crise subjective, de difficulté à agréger avec continuité sur les projets existants, à réinventer des nouvelles formes de politique et de socialité[36] » (Sansonetti, 2002, p.193). Tant

35 "(…) collettività giovanile territorializzata, dai confini permeabili e dalla composizione sociale non omogenea, che occupa, spesso illegalmente, uno spazio urbano e post-industriale, in cui si identifica e mediante il quale attiva un proprio reticolo di relazioni, attraverso un'organizzazione informale basata sull'autogestione e attraverso la produzione/fruizione di socialità, interpretando il proprio agire in senso anti- o extra- sistemico e manifestando una particolare attenzione all'ambito controculturale" (Membretti, 1997, p.14 cité dans Membretti, 2003, p.36).
36 "(…) una fase di crisi soggettiva, di difficoltà nell'aggregare con continuità nei progetti esistenti, di reinventare le forme della politica e della socialità" (Sansonetti, 2002, p. 193).

que, seulement un an après les événements de Gênes, on hypnotisait la naissance « d'une nouvelle génération de centres sociaux » (p.194).

Avec les mouvements des années 2000, émerge effectivement celle que certains auteurs et nombreux activistes que j'ai rencontré, ont décrit comme une « 2e génération des centres sociaux » (Sansonetti, 2002). Face à la déception provoquée par les événements politiques et la conscience de l'inadéquation du modèle développé jusque-là, « les mouvements sociaux orphelins des années 1990 cherchent à trouver des nouvelles formes d'agrégation et d'élaborer des nouvelles projectualités territoriales [37]» (Macarone Palmieri, 2014, p. 168). Les noms « espace public autogéré » (*spazio pubblico autogestito* SPA) «atelier autogéré» (*atelier autogestisto)*, et, successivement, « espace de secours mutuel » (*spazio di mutuo soccorso*) définissent certaines des nouvelles occupations qui surgissent dans cet espace temporel qui va des premiers années 2000 jusqu'aujourd'hui. Ces espaces « occupés hybrides » (*spazi sociali ibridi*) (Macarone Palmieri, 2014, p. 171), se caractérisent par une accentuation du caractère conflictuel exercé sur le plan plus strictement politique, et au contraire semblent revendiquer de manière moins accentuée leur caractère culturel et identitaire. Ces nouvelles occupations (dont font partie Strike, Esc, Communia, Cinema Palazzo etc), naissent souvent en lien avec les mouvements étudiants qui ont marqué la première décennie des années 2000, ou encore en lien avec un conflit territorial concernant, par exemple, la contestation du changement de destination d'un immeuble. Ces facteurs ont déterminé d'un côté l'émergence d'espaces sociaux en dehors de la périphérie, comme dans le quartier étudiant de San Lorenzo ou dans le centre-ville, où se situent importantes institutions culturelles en état d'abandon qui ont été occupées dans cette phase (Teatro Valle, Cinema Volturno, Cinema America, Cinema Palazzo) (Macarone Palmieri, 2014). Le développement d'élaborations autour de la *condition précaire* ou encore plus spécifiquement du « précariat cognitif » (Macarone Palmieri, 2014), impliqueront également une nouvelle centralité des questions liées au travail, affrontées à l'aide, par exemple, des « syndicats métropolitains[38]» (*sindacati metropolitani*), ou selon la définition de Sansonetti (2002, p.195), des « chambres du travail du bio-syndicat » (*Camere del lavoro del bio-sindacato*)[39].

37 "I movimenti sociali orfani degli anni novanta si sforzano di trovare nuove forme aggregative ed elaborare nuove progettualità territoriali" (Macarone Palmieri, 2014, p. 168).
38 Entretien avec Francesco "Esc", 3/8/2016, Communia, Roma, p.11.
39 Cette question sera en partie approfondie dans la partie 4.3, dédiée au groupe de travail sur les « services publics » de *Decide Roma.*

Ces changements ont donc imposé un changement terminologique qui découlerait de cette nouvelle hétérogénéité qui caractériserait le monde de l'occupation et de l'autogestion. Le terme « d'espaces sociaux » apparait plus inclusif pour comprendre l'ensemble de ces expériences ou celles qui ne s'(auto)définissent pas *centres sociaux*. Le terme « centre social » sera quand même utilisé dans ce travail pour se référer aux expériences qui portent ce dénominatif ou qui appartiennent tout à fait à la première génération. De dénominations comme « espaces occupés » (*spazi occupati*), « espaces autogérés » *(spazi autogestiti*) ou « espaces libérés » *(spazi liberati*), sont aussi utilisés pour comprendre ces expériences en dépit de leur génération. Ce changement terminologique est parfois connecté, comme nous l'avons vu, à la distanciation de certaines nouvelles composantes de l'imaginaire politique, social et culturel associé aux *centres sociaux*.

Dans tous les cas, et malgré les contradictions, les *espaces sociaux* ont constitué et constituent encore aujourd'hui un *ensemble* d'expériences très innovantes et productives, tant sur le plan politique que culturel. Cet ensemble, que je définirai souvent un « univers », est le foyer d'origine de la mobilisation étudiée dans cette recherche.

Pour ce qui concerne le cas spécifiquement romain, qui nous intéresse le plus, je crois que ce phénomène que j'ai connu dans la phase où déjà était née la deuxième génération, a réussi à créer un véritable « contre-pouvoir [40]», changeant le visage de nombreux quartier, offrant une vivacité sociale et culturelle tout à fait inédite. L'*univers* de l'autogestion romaine est une réalité complexe, autour de laquelle tourne un morceau entier de la ville et qui offre la possibilité de faire presque tout, de mener une vie entière au sein d'espaces autogérés. Cours de langue pour étrangers, cours de sport, de dessin, de photographie, de danse, d'informatique, concerts, soirées, bars, restaurants, salles de thés, caves à vins populaires, et gymnases sont que certains des services offerts et autogérés par la communauté des espaces sociaux. Le fait que les espaces sociaux offrent des services et façonnent l'espace physique et symbolique de la ville de Rome, me tente à voir dans ces mouvements sociaux des véritables « acteurs d'une planification urbaine critique » (*critical urban planning agents*), comme théorisé par Lopes de Souza concernant l'activisme des « mouvements sociaux urbains » des quartiers défavorisés du Brésil (Lopes De Souza, 2006). Mais cette vocation à offrir des services à la communauté n'implique pas de renoncer au caractère revendicatif et conflictuel de son propre agir politique, de faire le

---

40 Même définition fournie par Marco Bersani, d'Attac Italia : Entretien avec Marco "Attac", 20/7/2016, Cinema Palazzo, Roma; ou utilisé même dans d'autres recherches du master Culture, Politique, Patrimoine de Paris-Sorbonne : (Guillaume, 2015).

jeu des forces néolibérales et se substituer au *welfare* mourant grâce à l'autorganisation, d'exonérer l'Etat de ses obligations. Au contraire, ces pratiques correspondent à une critique de la situation politique et des mesures entreprises par les gouvernants[41]. Certains espaces se caractérisent donc également par une activité politique particulièrement intense faite d'assemblées, séminaires, réunions opératives, alors que d'autres sont plus axés sur un activisme critique, culturel et territorial. Mais, leur caractéristique commune est le fait d'être solidaires, antihiérarchiques, antisexistes et antifascistes – même si parfois il arrive de constater des contradictions – et surtout horizontaux et autogérés. Ce dernier paramètre, qu'on évoquera souvent dans cette recherche, constitue en effet le dénominateur commun à des expériences qui sont parfois très hétérogènes.

41 De là, par exemple, vient l'élaboration de Communia autour du « secours mutuel conflictuel » (*mutuo soccorso conflittuale*), qui sous-tend l'idée d'une aide réciproque (offrir des services) mais dans l'optique de revendiquer et demander plus aux décideurs.

4 – Decide Roma, une plateforme collective pour la construction une alternative urbaine d'autogouvernement métropolitain

Cette partie du travail est consacrée essentiellement à l'analyse des matériaux recueillis pendant mon terrain. Il s'agit de comprendre la mesure dans laquelle les mouvements sociaux urbains romains peuvent conditionner et ré-signifier l'apparat politique local, à travers un « saut d'échelle » (*scale jumping*) (Sewell, 2001), en adaptant donc, leur propre mode de fonctionnement – « l'autogestion » - aux autres échelles spatiales qui les concernent, à partir de la ville et, en perspective, jusqu'au global. Une « politique scalaire », donc, qu'il ne faut pas cependant comprendre dans des termes unidimensionnels, mais dans une dynamique d'imbrication de différentes stratégies spatiales (Leitner, Sheppard, & Sziartot, 2008).

Dans tous les cas, cet *ambitieux* changement d'échelle implique, cependant, d'élargir la communauté active au-delà de ses délimitation actuelles. Comprendre comment la mobilisation s'est formée, qui la compose et comment elle vise à *s'élargir* ultérieurement est donc particulièrement important.

Par la suite, les thématiques et les perspectives politiques de « Decide Roma » seront au centre de l'analyse, cherchant à comprendre quelles sont les modalités par lesquelles, cette plateforme hétérogène mire à conditionner et transformer la gouvernance urbaine à travers une généralisation de l'autogestion sous la forme de l'*autogouvernement* des quartiers et du territoire.

Les enjeux sont particulièrement intéressant à comprendre dans une perspective géographique parce que, à travers une remise au centre de l'*espace urbain,* de sa fruibilité et de son accessibilité, les activistes proposent une conceptualisation (« multi-scalaire ») du changement social qui va au-delà de la simple question locale, mais vise au contraire à influencer le mode de fonctionnement de la société comprise au sens large.

La dimension géographique locale de la question, donc la ville de Rome, est particulièrement importante, parce que le terrain de jeu est le territoire, la ville, le quartier, entendu comme prétexte, levier, objet des politiques et des mobilisations qui en découlent.

La partie se joue au même temps sur le plan des institutions de la ville, de leur rapport aux mouvements sociaux, à la citoyenneté, et de leur fonctionnement, que les activistes proposent à revoir dans une perspective « dialectique ». La stratégie que les activistes proposent va au-

delà de « l'antagonisme » auquel leur milieu politique était traditionnellement rattaché, pour parcourir la voie de la « lutte institutionnelle » (*institutional struggle* cf. Lopes De Souza, 2010), comme outil visant à légitimer d'un point de vue législatif les pratiques « autonomes » d'autogouvernement que les activistes se proposent d'impulser à travers une ouverture ultérieure de leur « activisme social » envers les quartiers et la ville toute.

4.1 - Composition et fonctionnement de la mobilisation

« Decide Roma, Decide la Città » (DR) est une plateforme revendicative et organisationnelle autour de la gestion de la ville et des politiques municipales. C'est une plateforme issue de la lutte conjointe d'un groupe – aux frontières perméables - de centres/espaces sociaux, qui s'étaient déjà coalisés autour de différents fronts et spécifiquement autour de « Réseau pour le Droit à la Ville » (*Rete per il Diritto alla Città*), qui s'est « dissolu » en DR, avec d'autres espaces/sociaux qui s'étaient « perdus des radars[42] », des groupes des mouvements sociaux *et* un groupe très varié d'associations et de travailleurs mobilisés. De manière générale, on peut définir ses acteurs comme étant issus de « l'espace des mouvements sociaux » (Mathieu, 2007). Plus spécifiquement, il s'agit surement de « mouvements urbains » (Pruijt, 2007) ou encore « mouvements sociaux urbains » (Brun, 1986; Castells, 1983; Kumar & Castells, 2014; Mayer, 2006), même si certaines composantes – comme on verra – peuvent être associées plus facilement à la notion générale de mouvements sociaux et non à sa variante spécifiquement urbaine.

Ce front hétérogène s'est organisé – dans son fonctionnement interne - autour de différents groupes de travail (patrimoine, services publics, dette publique), d'assemblées plénières et de moments de travail informels.

Avant de rentrer dans le détail de la série d'événements qui ont amené à la naissance de Decide Roma, on va réfléchir sur sa composition et sur les dynamiques qui ont amené à la constitution de cet hétérogène front de lutte.

4.1.1 - Un élargissement inédit

La loi 140 est une loi qui a été pensée avec l'objectif de réorganiser la gestion du patrimoine public dans la capitale, et qui s'est traduite, grâce au zèle du Commissaire Tronca, par un série des procédures d'expulsion visant différents centres/espaces sociaux et des associations de tout type. En effet, nombreux espaces sociaux et associations avaient profité de la loi d'assignation

42 Entretien avec Rossella et Antonello "Libera Repubblica", 5/7/2016, Esc, Roma, p.34.

sociale, écrite dans les années 1990 en collaboration avec les mouvements et appelée *Delibera 26*. Cette situation d'urgence – déclenché donc notamment à partir de la substitution de l'administration ordinaire par celle du commissaire - a amené certains espaces sociaux, en premier lieu Esc, à contacter les autres associations visées par cette procédure.

Dans l'imaginaire collectif produit par les médias – selon lequel, comme nous fait remarquer ironiquement un des enquêtés, les centres sociaux sont des « lieux de l'insurrection armée [43] - le fait de voir côte à côte centres/espaces sociaux et associations « respectables » constitue certainement une nouveauté, un fait surprenant.

Quant aux centres sociaux, au moins à Rome, ils ne se sont pas trouvés très souvent dans des coalitions politiques. Au contraire, les coordinations entre les différents espaces étaient sporadiques et avaient lieu notamment à l'occasion d'urgences spécifiques, comme pour l'élection d'un nouveau maire ou pour un risque particulièrement concret[44].

Déjà avec la mise en place du « réseau pour le Droit à la Ville (DaC) », s'était produit un élargissement embryonnaire. Mais ce qui s'est passé avec RNSV/DR ne se limite pas au fait que l'on a assisté à un rapprochement de part d'expériences qui jamais s'étaient rapportées auparavant avec le monde de l'autogestion. La nouveauté c'est que ces expériences ont été intégrées dans la projectualité politique même de DR à tel point d'en conditionner et transformer le langage et la narrative[45].

Le prétexte d'une résistance collective à une « attaque commune [46]» (*attacco comune*) a effectivement impulsé l'envie d'aller « au-delà des identitarismes, de la dialectique politique propre à chaque groupe »[47]. Un élargissement qui a produit une coalition de sujets mobilisés tout à fait inédite.
L'hétérogénéité qui résulte de cet élargissement a différentes conséquences, notamment concernant le *langage* utilisé mais aussi concernant d'autres aspects comme l'âge des activistes.

---

43 Entretien avec Alessandro « Esc », 5/7/2016, Esc, Roma.
44 Entretien avec Rossella & Antonello "Libera Repubblica", 5/7/2016, Esc, Roma.
45 Entretien avec Alessandro « Esc », 5/7/2016, Esc, Roma; Entretien avec Rossella & Antonello "Libera Repubblica", 5/7/2016, Esc, Roma.
46 Entretien avec Marcello "CIP", 1/7/2016, CIP, Roma, p.2.
47 Entretien avec Francesco "Esc", 3/8/2016, Communia, Roma, p. 4.

Ces aspects ont été évoqués dans tous les entretiens réalisés et seront analysés au cours de cette sous-partie.

Cependant, tout d'abord nous allons montrer dans le détail les composantes de la mobilisation à travers la définition de typologies et l'exposition d'une courte présentation pour chaque expérience.

4.1.2 - Qui fait partie de Decide Roma ? Liste et typologie des acteurs

La composition de Decide Roma est certainement inédite. Si on voulait réaliser une typologie des différentes acteur.e.s qui – avec des « niveaux de participation très différents[48] » – se rapportent à l'expérience de Decide Roma, on pourrait en distinguer cinq : les espaces/centres sociaux ; les réseaux territoriaux ; les comités de travailleurs / syndicats de base ; les associations/coordinations politiques thématiques ; les associations socioculturelles.
Dans cette partie je présenterai une sorte de liste des protagonistes de la mobilisation, pour aider le lecteur.e à se repérer dans cette *pièce* aux nombreux acteurs mais également pour fournir les éléments nécessaire à comprendre la valeur politique d'une telle composition.

Cependant, considérée la nature même de ce mouvement, qui ne prévoit pas des mécanismes d'adhésion officielle ou d'inscription, cette liste risque de se révéler incomplète ou dépassée, dans les termes où le rapprochement peut se faire à différentes intensités et même se perdre dans le temps. En outre, considérée la constance avec laquelle les activistes cherchent d'impulser cet élargissement, certaines expériences qui aujourd'hui sont dans ce processus pourraient ne pas avoir été mentionnées dans cette liste.

Les noms qui sont en gras, sont ceux des acteurs que j'ai interviewés. Alors que le symbole *, étoile, se réfère aux acteurs dont l'adhésion à DR n'est pas explicitée au 100%.

4.1.2.a - Les espaces/centres sociaux

Le groupe d'espaces qui faisait partie du DAC est resté essentiellement dans la mobilisation Decide Roma[49]. Il s'agit notamment des espaces les plus actifs sur le plan de la coopération politique, comme Esc, Communia, Acrobax, Cortocircuito et Astra, déjà ensemble à plusieurs reprises y compris dans l'expérience de la « Grève Sociale[50] » (*Sciopero Sociale).* A ces espaces s'ajoutent certains qui participent avec une certaine sporadicité, sans afficher un

48 Entretien avec Alessandro « Esc », 5/7/2016, Esc, Roma, p.8.
49 Entretien avec Francesco "Esc", 3/8/2016, Communia, Roma.
50 Sciopero Sociale, page web. URL: http://www.scioperosociale.it

véritable protagonisme à l'intérieur de ces dynamiques, comme le Forte Prenestino ou La Torre.

Le succès de cette mobilisation est d'avoir réussi à l'élargir la coopération des composantes dans une projectualité qui va au-delà de la simple question des espaces autogérés, avec l'objectif de rendre Decide Roma « une véritable subjectivité politique avec l'ambition de devenir un élément de reconnaissance générale [51]».

En plus, certains espaces « qu'on avait perdu du radar[52] » ont trouvé, grâce à Decide Roma, l'envie et la motivation pour se mettre en jeu dans un projet collectif avec d'autres espaces sociaux[53]. Au contraire, d'autres espaces qui adhèrent à DR ont des difficultés à participer de manière active, «soit parce qu'ils se dédient plus au travail territorial qu'à la construction de réseaux plus larges, soit parce beaucoup de ces espaces vivent effectivement une difficulté dans la régénération de la subjectivité et dans la multiplication des personnes qui s'activent [54]».

Si on regarde la carte des centres/espaces sociaux (forcément non exhaustive) et de leur relation avec Decide Roma (fig.2), on se rend compte que pratiquement tous y adhérent ou y interviennent de manière plus ou moins active. Les seuls espaces qui ne se sont jamais rapportés avec RNSV/DR sont ceux qui, de manière plus ou moins directe, font référence à des partis politiques – comme le centre social La Strada[55] et Spintime Labs[56].

Ces espaces sont affiliés à « Action – Diritti in Movimento », « agence communautaire pour le logement » (Franchetto, 2004) liée aux tendances « movimentiste » (liées aux mouvements sociaux) du parti SEL-Sinistra Italiana[57]. Nombreux espaces qui sont aujourd'hui dans RNSV/DR avaient des rapports stricts avec les espaces qui font référence à SEL/Action. Mais

51 Entretien avec Alessandro "Esc", 5/7/2016, Esc, Roma, p.5.
52 Entretien avec Rossella & Antonello "Libera Repubblica", 5/7/2016, Esc, Roma.
53 Entretien avec Alessandro "Esc", 5/7/2016, Esc, Roma ; Entretien avec Marcello "CIP", 1/7/2016, CIP, Roma; Entretien avec Pina & Piero "Casale Falchetti", 1/8/2016, Communia, Roma.
54 Entretien avec Alessandro "Esc", 5/7/2016, Esc, Roma, p.8.
55 URL : http://csoalastrada.jimdo.com/storia/
56 URL : http://www.spintimelabs.org/chi-siamo
57 Action a fait élire différents militants à travers le parti Sinistra Ecologia e Libertà (SEL), comme Alzetta dit Tarzan et même Nunzio D'Erme. La rupture a eu lieu justement autour de dynamiques électorales. Ici l'auto description d'Action et La Strada sur le site de Cosmopolitica, laboratoire pour le renouveau de la gauche électoraliste promue par SEL. URL : http://www.cosmopolitica.org/blog/la-strada-action-diritti-in-movimento/

les rapports à l'intérieur de cette « très grande famille[58] » se sont fortement détériorés vers 2010[59].

Le centre social « Ex-Snia-Viscosa » également se tient en dehors du processus, mais communique avec certains espaces dans d'autres occasions, comme par exemple pour les cortèges antifascistes. Je n'ai pas d'informations sur des rapports éventuels avec des espaces « isolés » comme « Il Faro », dans le quartier du Trullo et « Ex51 » à Valle Aurelia.

Pour ce qui concerne les occupations « abitative » *(occupation de logements*), elles se réfèrent à différents groupes, comme Action, par exemple, mais en général on s'y réfère comme *i movimenti per la casa* ou tout simplement *la casa*. RNSV avait cherché à les inclure dans le processus mais des désaccords on surgit lors de la manifestation du 19 mars et les négociations avec les institutions ont été faite de manière séparé et avec d'autres modalités (La Repubblica, 2016g).

Après ce court panorama sur les mouvements d'occupation, je vais présenter brièvement chaque espace qui effectivement adhère à RNSV/DR, en expliquant les spécificités de leur rapport à la mobilisation :

- SAN LORENZO

1) ***Communia*** (page web : http://www.communianet.org et https://communiablog.wordpress.com ; via dello Scalo San Lorenzo 33, Roma)

Occupé en 2013 par un collectif étudiant, issu notamment de la transformation d'un petit parti trotskyste, Communia se trouvait d'abord dans les anciennes fonderies Bastianelli, toujours dans le quartier de San Lorenzo. Après l'expulsion, les activistes ont ensuite occupé un ancien garage Piaggio. Collectif très politisé, Communia offre une salle d'étude autogérée pour les étudiants, différents collectifs thématique et un atelier de couture autogéré par des migrants.

2) ***Atelier Esc*** (page web : http://www.escatelier.net ; via dei Volsci 159, Roma)

C'est un espace occupé depuis 2004 par des collectifs étudiants liés à la *Disobeddienza* (Désobéissance). Après l'expulsion des anciens locaux, il se trouve depuis 2009 dans un local assigné avec la *Delibera 26*, où les activistes réalisent différents services : info migrants, info sexualités, CLAP (syndicat), Libera Università Metropolitana. Plus un grand nombre d'évènements politiques et culturels, notamment musicaux.

58 Entretien avec Rossella & Antonello "Libera Repubblica", 5/7/2016, Esc, Roma, p.11.
59 Entretien avec Nunzio « Cortocircuito », 22/7/2016, Cortocircuito, Roma.

*3) **Ex Cinema Palazzo*** (page web : http://www.nuovocinemapalazzo.it ; Piazza dei Sanniti, Roma)
Les habitants du quartier et certaines composantes des mouvements sociaux urbains, mobilisés contre la transformation de cet ancien cinéma en casino, l'ont occupé en 2012. Depuis plusieurs activités sont mené dans son sein, outre à beaucoup de réunions publiques.
3bis) Palestra Popolare di San Lorenzo (page Facebook : https://www.facebook.com/AsdPopolareSanlorenzo ; via dei Volsci 94, Roma)
Gymnase populaire, assigné avec la *Delibera 26*, propose des cours de sport de tout type.

- SAN PAOLO / OSTIENSE
4) Loa Acrobax (page web : http://acrobax.org ; via della Vasca Navale 6, Roma)
Ancien cynodrome, c'est un grand complexe occupé depuis 2002. Acrobax se définit « laboratoire du précariat métropolitain » (*laboratorio del precariato metropolitano*). A son sein se tiennent nombreux projets, de sport, culture et politique et événements de financement. Il héberge aussi le CLAP (syndicat).
5) Alexis (page Facebook : https://it-it.facebook.com/alexisoccupato ; via Ostiense 124, Roma)
Espace occupé et transformé en logements étudiants (*studentato occupato*).

- CENTOCELLE/ALESSANDRINO
6) Casale Falchetti (page web : http://www.gasale.altervista.org ; Viale della Primavera 319b, Roma)
Cette vielle maison de campagne au milieu du quartier de Centocelle a été occupé en 2001 par les membres du comité de quartier et par des activistes de différentes associations du social. Leurs activités sont liées à la consommation critique – avec l'organisation d'un marché populaire – et les conflits territoriaux. Ils ont organisé des rencontres pour faire face à la menace d'expulsion surgie avec les opérations du commissaire Tronca pour rétablir l'ordre après le scandale *Affittopoli*, où participaient même des associations et des espaces en dehors des *cercles* des espaces sociaux du DaC. De la rencontre entre ces deux groupes est née « Roma Non Si Vende » et après « Decide Roma, decide la città ».

7) Cip – Alessandrino (page web : http://www.cipeventi.it ; via delle Ciliegie 42, Roma)
Espace occupé en 1990, le Cip est issu d'un groupe politique marxiste appelé *Movimento*

Proletario Anticapista et après *Assemblea Nazionale Anticapitalista* et est donc un espace très politique, qui s'est malgré tout lancé dans la mise en place de services culturels et musicaux (e.g. cours d'instruments musicaux) et s'autofinance avec un bar et différentes initiative. Une affaire concernant les liens entre un de ses membre et les services secrets, dans les années 1990, l'a complètement délégitimé – vu que la nommé que c'était un *espace d'infiltrés* s'est rapidement diffusée. Avec RNSV/DR le Cip est sorti de son isolement.

8) CSOA Forte Prenestino (page web : https://www.forteprenestino.net ; via Federico Delpino, Roma)
Forteresse du XIX occupée depuis 1986, le Forte est une institution du mouvement de l'autogestion et de l'occupation romain et en général des centres sociaux occupés. Il y a des activités de soutien économique au projet ouvertes tous les jours, pour lesquelles les activistes qui y travaillent sont payés avec cette forme qu'on appelle « autorevenu » (*autoreddito*). Parmi celles-ci il y a : un restaurant, un bar, une cave à vin/restaurant, une salle de thé. Outre à beaucoup de cours de tout type, cinéma, théâtre. Il y a différents festivals et grands événements d'envergure internationale.
Le Forte a laissé une place d'honneur aux activistes de DR pour intervenir lors de grands concerts qui s'y sont tenus cette année. Mais malgré cela, leur participation aux réunions et aux décisions de DR a été quasi-absente.

*8bis) Centocelle Aperte** (page web: http://www.100celleaperte.org ; via delle Resede 5, Roma)
Espace occupé depuis 1994, et assigné avec la *delibera 26* en 1996. Depuis 2015, comme récite son site : « il est dans la liste noire des 816 espaces que la Mairie veut récupérer. En mars 2016 l'espace a été occupé à nouveau ». En effet, cet espace, qui avait eu quelques contacts avec le DaC/DR, s'est ensuite débrouillé tout seul et a agi de manière indépendante vis-à-vis de la question.

- TUSCOLANO/CINECITTA
*9) **Csoa Cortocircuito*** (page web: http://cortocircuito.sonarproject.net ; via Filippo Serafini 57, Roma)
Centre social historique du quartier de Cinecittà, le Cortocircuito a été occupé en 1990. D'ici proviennent beaucoup des figures majeures des mouvements sociaux romains. C'est un espace très actif politiquement et dans le territoire. Parmi les très nombreuses activités on

trouve la *scuola popolare* (école populaire), la cuisine-restaurant populaire et nombreuses activités sportives.

10) Csoa Spartaco (page web: http://csoaspartaco.wordpress.com ; via Selinunte 57, Roma)
Occupé depuis 1999, le Spartaco est un point de repère incontournable du quartier du Quadraro, à la périphérie sud-est de la capitale. C'est un quartier où on trouve activités de tout type.

12) Scup (page Facebook: https://it-it.facebook.com/scup.sportculturapopolare ; via della Stazione Tuscolana 84, Roma)
Son nom est un acronyme de « sport et culture populaire ». Occupé depuis 2012, les activistes ont en suite été expulsés en 2015, pour réoccuper un nouveau local très peu de temps après.

-MONTESACRO/TUFELLO

12) ***Csa Astra*** (page web: https://it-it.facebook.com/astra.spa/ ; via Capraia 19, Roma)
Espace occupé depuis 2005, Astra est le *successeur* d'un autre espace, occupé après le G8 de Gênes et expulsé en. C'est un espace très actif dans les mouvements urbains à niveau métropolitain.

13) ***Lab Puzzle*** (page web: https://it-it.facebook.com/puzzle.welfareinprogress ; via Monte Meta 21, Roma)
Tellement lié au Csa Astra que les activistes définissent ces deux espaces une synapse. C'est une résidence étudiante occupée, de propriété communale, qui organise des services pour le quartier : cours de BD, cours pour les élèves du quartier, activités avec les enfants, culturelles et musicales.

14) *Csa La Torre* (page web: http://csalatorre.net ; via Carlo Giuseppe Bertero, 13, Roma)
Centre social occupé en 1994, se situe dans une grande maison de campagne dans un parc de Rome. Différents services culturels et sportifs y ont lieu, y compris différents événemnts musicaux et culturels. Il y a également des projets d'agricolture et un restaurant *populaire*. 15)
15) *Casale Alba 2** (page web: http://casalealba2.org)
La coordination pour la sauvegarde du parc d'Aguzzano, a occupé cette ferme en 2012. Ils

adhèrent au parcours de DR, au moins formellement, mais je ne les jamais rencontré personnellement.

-PORTONACCIO/TIBURTINO

16) Strike Spa (page web: http://strike-spa.net ; via Umberto Pertini 21, Roma)
Vieux espace industriel occupé depuis 2002 par un groupe de « 5000 étudiants, précaires et migrants [60]». Très proche d'Atelier Esc, Strike offre nombreux services culturels et de santé et est un siège du syndicat métropolitain CLAP.

17) Officine Zero (page web: http://www.ozofficinezero.org ; via Umberto Partini 20, Roma)
Usine occupé et autogéré comme espace de co-working.

-SPINACETO

18) Csoa Auro e Marco (page Facebook: https://it-it.facebook.com/CSOA-AURO-E-MARCO-480280702036952 ; Viale dei Caduti Nella Guerra di Liberazione, 268)
Centre social occupé depuis 1992, Auro e Marco se situe dans le quartier de logements publics, Spinaceto, à l''extrême périphérie sud de la capitale. La tentative d'expulsion orchestrée par le commissaire Tronca en 2016 a été repoussée par DR. Dans une des *assemblee pubbliche d'autogoverno* de DR, un activiste d'Auro e Marco a parlé, en soulignant le soutien de son centre social à la plateforme. Et il est excusé également pour le fait que lui et ses « camarades » (*compagni*) n'arrivent pas à participer aux réunions vue l'énorme distance qui les sépare (ou qui plutôt isole Spinaceto).

-TOR BELLA MONACA

19) *El Chentro** (page Facebook: https://it-it.facebook.com/elchentro.socialetorbellamonaca *;* Largo Ferruccio Mengaroni 11, Roma)
Centre social occupé en 2005 dans le quartier d'extrême périphérique – et de logements publics – il s'est rapporté avec DR au début, quand le centre était aussi sous menace d'éviction, mais pour le moment il n'y a pas de réelles communications qui continuent.

60 http://strike-spa.net/progetto

CENTRES/ ESPACES SOCIAUX dans DR

SAN LORENZO
1) Communia
2) Esc
3) Nuovo Cinema Palazzo

SAN PAOLO/OSTIENSE
4) Acrobax
5) Alexis

ALESSANDRINO/ CENTOCELLE
6) CIP
7) Casale Falchetti
8) Csoa Forte Prenestino

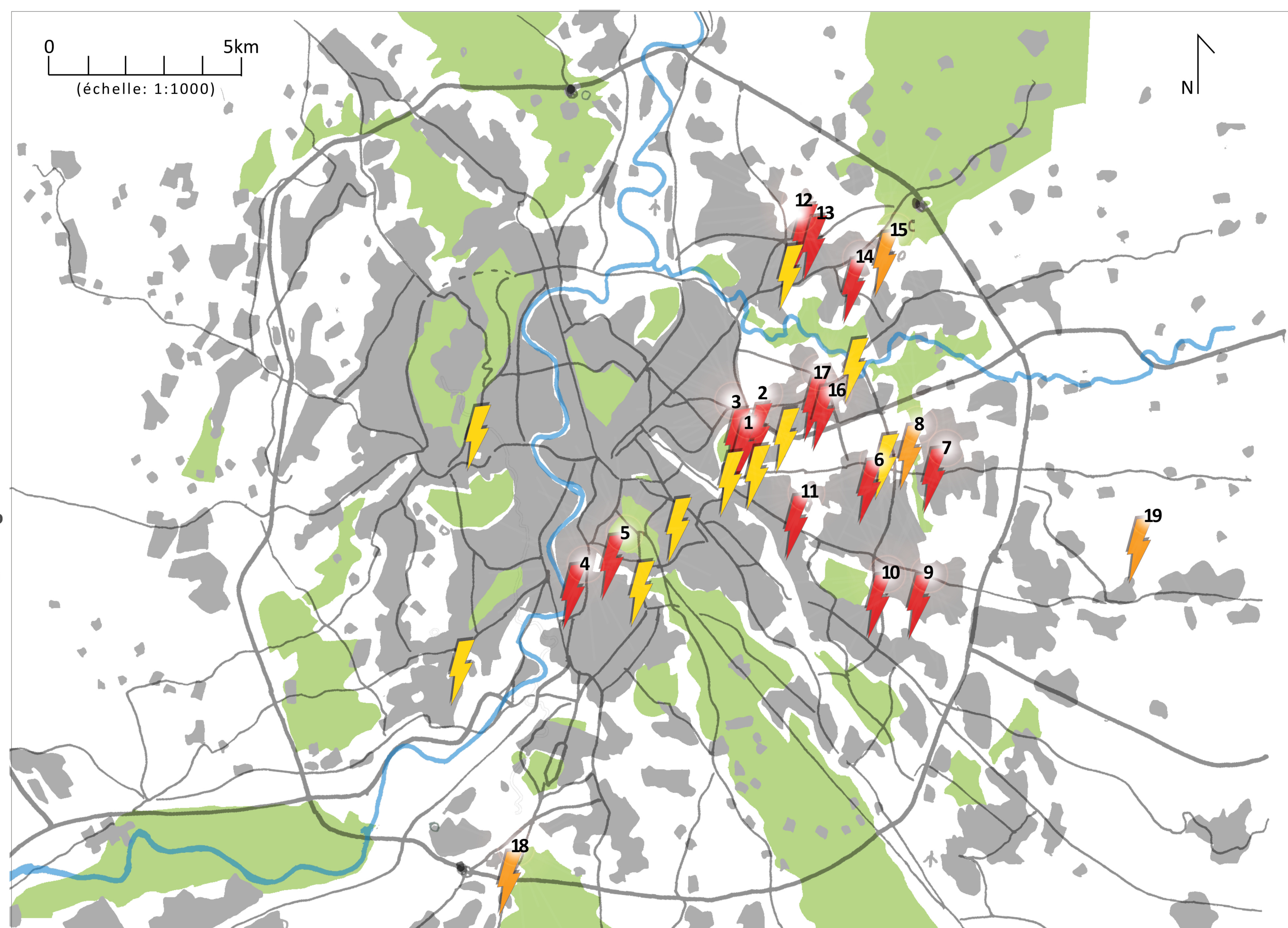
CINECITTA/ QUADRARO/TUSCOLANO
9) Csoa Cortocircuito
10) Csoa Spartaco
11) Scup

TUFELLO/ NOMENTANO
12) Csa Astra
13) Lab Puzzle
14) Csa La Torre
15) Casale Alba 2

PORTONACCIO
16) Strike
17) Officine Zero

SPINACETO
18) Csoa Auro e Marco

TOR BELLA MONACA
19) El CHEntro sociale



Simone Ranocchiari - septembre 2016
Master CPP (GAELE) - Université Paris-Sorbonne

Les espaces sociaux et Decide Roma

Carte non-exhaustive des centres/espaces sociaux de Rome et de leur relation avec DR

LEGENDE *inclus opposés ou jamais nommés

espace actif dans DR — espace en contact avec DR — espace externe à DR*

Figure 2 - Les espaces sociaux et Decide Roma

4.1.2.b- Les réseaux territoriaux

Une autre typologie qu'il est nécessaire de mentionner est celle constituée par les «réseaux territoriaux » (*reti territoriali*). Avec ce terme je me réfère à ces réseaux qui généralement sont composées d'espaces sociaux, comités et associations d'un quartier ou d'un quadrant spécifique. Ils ont la fonction d'espaces de confrontation entre les différentes âmes d'un quartier et constituent une occasion importante pour impulser des mobilisations larges et unitaires, notamment autour de luttes territoriales spécifiques ou en fonction de contrôle des transformations qui ont lieu dans un quartier.

Comme on verra plus loin, la création de réseaux de ce type ou leur amélioration est aussi un enjeu conséquent à la volonté d'impliquer les quartiers dans le processus de participation et de politisation. Cela notamment dans les quartiers où ce type d'organisation n'existe pas encore ou ne s'est pas encore suffisamment suffisamment structuré[61].

Les exemples de ce type à l'intérieur de DR que je peux présenter, et qui sont vus comme des expériences pilote, sont la « Libera Repubblica di San Lorenzo », « Cinecittà Bene Comune » et, de manière différente, « La Carovana delle Periferie ».

1) **Libera Repubblica di San Lorenzo**

La LRSL est un acteur collectif de quartier qui rassemble les espaces sociaux de San Lorenzo, certaines associations, des comités de quartier et des simples habitants. La *Libera* est l'outil de la citoyenneté active et des activistes du quartier pour se mobiliser contre les spéculations qui ont lieu à San Lorenzo, quartier étudiant et historiquement populaire, très proche du centre en voie de gentrification.

2) **Cinecittà Bene Comune**

C'est un réseau d'associations, espaces sociales et comités pour la défense du quartier de *Tuscolano-Cinecittà*. Il y a même des associations catholiques à son sein.

3) **Carovana delle Periferie***

61 Entretien avec Marcello "CIP", 1/7/2016, CIP, Roma; Entretien avec Pina & Piero "Casale Falchetti", 1/8/2016, Communia, Roma; Entretien avec Alvise "Astra/Puzzle", 27/7/2016, Esc, Roma.

Plateforme stratégique pour l'organisation des périphéries qui est effectivement itinérante et opère principalement dans la partie est de l'agglomération romaine. La *Carovana* ne coïncide pas avec *Cinecittà Bene Comune* mais nombreux activistes sont dans les deux.*

4.1.2.c - Les comités de travailleurs-usagers / syndicats de base

La question du travail se connecte à RNSV/DR notamment dans la lutte contre la privatisation des services publics et des licenciements qui en découlent. La question des travailleurs des chenils municipaux constitue un exemple particulièrement important, notamment pour les stratégies choisies par ces derniers pour contraster l'externalisation du service.

La syndicalisation de ces travailleurs/travailleuses a eu lieu à travers les plateformes de « syndicalisme social [62]» que certains espaces sociaux ont construit dans les dernières années, comme les CLAP[63] (Camere del Lavoro Autonomo e Precario), qui ont des guichets d'orientation et information (*sportelli*) à Padoue, Naples et Rome. Dans la capitale ils sont présents à l'Atelier Esc, Officine Zero et Lab Puzzle. Ou encore l'expérience de la « grève sociale » (*social strike – sciopero sociale* [64]*)* qui a réuni plusieurs réalités de l'autogestion romaine et d'autres à niveau transnational[65].

En plus certains espaces, comme Officine Zero (OZ) ou Acrobax, naissent avec un projet politique spécifiquement axé sur le travail et la précarité.
Aux travailleurs s'ajoutent les usagers, comme l'association de parents des écoles de la première enfance (Geronima).

Ces sont des expériences encore isolées mais qui veulent nourrir le projet de RNSV /DR, dans l'optique d'impulser un « syndicalisme social » ou « métropolitain » qui puisse éliminer la contraposition entre travailleurs et usagers pour solidariser leurs luttes et besoins dans la prospective de promouvoir une gestion publique et participée des services publics[66].

---

62 Entretien avec Alessandro "Esc", 5/7/2016, Esc, Roma, p.1.
63 CLAP, page web. URL : http://www.clap-info.net
64 Sciopero Sociale, page web. URL: http://www.scioperosociale.it
65 Transnational Social Strike, page web. URL: http://www.transnational-strike.info/
66 Entretien avec Francesco "Esc", 3/8/2016, Communia, Roma, p.10.

Il faut mentionner également les interventions de travailleurs syndiqués, notamment du syndicat de base USB (Unione Sindacale di Base), qui avait déjà des liens avec des expériences comme la Carovana delle Periferie.

1) **Travailleurs du chenil municipal de Muratella**

Comité de travailleurs du chenil municipal mobilisés contre leur licenciement et la cession du service à une coopérative de bénévoles.

2) **Geronima**

Comité des parents des écoles de la première enfance qui a agi également en support des maîtresses et maîtres mobilisé.e.s

3) USB*

Syndicat de base qui collabore avec la Carovana delle Periferie et donc indirectement avec DR.

4) Forlanini Bene Comune*

Associations de travailleurs d'un grand hôpital public

4.1.2.d - Les associations/coordinations politiques thématiques

Les deux entités politiques thématiques que j'ai réussi à classer, l'association ATTAC et le Comité pour l'Eau Publique (CRAP), participaient déjà au réseau pour le Droit à la Ville (DAC). Cela ne constitue pas pour autant une nouveauté absolue, considéré que l'on peut associer ces deux subjectivités au monde des mouvements sociaux. Effectivement, dans le passé, elles s'étaient déjà rapportées avec certains espaces notamment à l'occasion de grandes mobilisations, comme le mouvement pour le référendum sur l'eau publique de juin 2011[67] (Paudice, 2016).

Malgré l'histoire relativement longue des contacts entre ces expériences et les espaces – décrite par les enquêtés mêmes - une participation aussi structurée et constante entre ces subjectivités politiques, en dehors d'une mobilisation sur un thème spécifique, semble être une nouveauté[68].

---

67 Entretien avec Simona "Crap", 12/7/2016, Rialto, Roma; Entretien avec Marco "Attac", 20/7/2016, Cinema Palazzo, Roma.
68 *Ibid.*

1) Crap

Comité romain eau publique, c'est un groupe d'activistes mobilisé contre la privatisation de l'eau et de tous les services publics. Il a joué un rôle majeur lors de la mobilisation qui a conduit au référendum de 2011 avec lequel 27 millions d'habitants ont dit « oui » à la gestion publique de l'eau.

2) Attac

Attac est un réseau international né en France en 1998 et en Italie en 2001; le réseau est présent en 40 pays. En Italie Attac a participé au G8 de Gênes, et après le raisonnement que pour faire comprendre la finance à tout le monde il fallait descendre sur un terrain *concret* pour les gens, Attac a participé activement à l'organisation du mouvement de l'eau. Comme le Crap, Attac était dans le Réseau pour le droit à la ville (Dac) et après en RNSV/DR. Attac a des contacts avec les espaces sociaux de toute l'Italie depuis longtemps, mais son président s'est félicité de l'ouverture démontrée par les espaces avec Decide Roma.

4.1.2.e - Les associations socioculturelles

L'adhésion et/ou la participation d'associations sociales et culturelles constitue certainement la nouveauté la plus surprenante. En effet, comme tous les enquêté.e.s n'ont pas manqué de souligner, l'élargissement à ce monde quasi-inconnu était totalement inédit.

Si le rapprochement avec l'associationnisme a dérivé du fait de se trouver dans la même situation – menace d'éviction à cause de l'application de la loi 140 par Tronca – les membres de cette étrange coalition se sont trouvés en accord dans les termes également de la projectualité, de leur vision de la ville et de sa gestion[69]. La coalition d'opposition aux mesures répressives s'est ainsi transformée dans une coalition critique et prépositive.

La nature et l'histoire des associations fait en sorte que leur participation soit encore plus variable que celles des subjectivités plus strictement politiques. Ainsi, « beaucoup d'entre elles ne viennent pas à toutes les réunions, d'autres viennent seulement dans les moments pléniers, d'autres restent seulement en contact ». Mais « la chose plus importante est que personne se dissocie jamais ». Et ce fait est particulièrement important, considéré « qu'il est très probable que la contrepartie cherche à diviser le front, en divisant les centres sociaux des associations.

69 Entretien avec Stefano « Viva la Vita », 26/7/2016, Communia, Roma, p.5.

(…) la chose la plus positive est aucune des associations n'a jamais cédé à ce jeu, même celles qui auraient pu le faire et qui en auraient obtenu un grand avantage à accepter ce jeu de la division [70]».

1) **Viva la Vita**

Une des plus importantes associations italiennes des familles des personnes malades de SLA.

2) Scuola di Teatro

Une école de théâtre.

3) Grande Cocomero

Association de San Lorenzo qui travaille sur la neuropsychiatrie infantile.

4) Association Casa dei Diritti Sociali

Association pour le soutien des personnes en pauvreté de droits.

5) Fedim

Association de musicothérapeutes.

6) Insieme per fare*

7) Scuola di musica popolare di Testaccio*

Ecole populaire de musique du quartier central de Testaccio.

8) Scuola di musica popolare di Villa Gordiani*

Ecole populaire de musique du quartier périphérique de Villa Gordiani, à côté de Centocelle.

4.1.3 - Effets, potentialités et limites de l'hétérogénéité : la mutation du langage et la nature intergénérationnelle du mouvement

> Je crois que cette hétérogénéité peut porter seulement des choses positives. Mais à condition qu'on ne fasse pas trop les idéalistes en disant que la diversité est une richesse. Il faut se le dire, la diversité peut devenir une richesse, au début ce n'est qu'un truc chiant. Aussi parce que ce serait difficile d'expliquer pourquoi dans la vie chacun de nous est avec ses similaires et on ne va pas chercher les 'différents'.

70 Entretien avec Alessandro "Esc", 5/7/2016, Esc, Roma, p.8.

> Donc la diversité peut devenir une richesse à condition qu'au début on dise que la diversité est extrêmement fatigante [71].

Cette considération du président d'Attac Italia, nous fait comprendre les difficultés qui surgissent quand on élargit l'espace de discussion et d'organisation collective au-delà des périmètres habituels ou affinitaires.
Decide Roma a comme moteur les espaces sociaux[72]. Mais le fait que des expériences très différentes se soient approchées témoigne la réussite – encore partielle - du parcours de Decide Roma. Parce que « le fait que des personnes - qui pour ce qui concerne leur culture, histoire et sensibilité ne possèdent pas l'anthropologie du centre social autogéré – s'approchent [à DR] signifie que les espaces sociaux ont réussi à se modifier, à se rapporter dans une autre façon. Donc cela signifie que plus de personnes arrivent plus le parcours est sur la bonne voie [73]».

La présence des associations en particulier a « contraint » les activistes à revoir, retravailler leur langage. Pour certains, ces « petites transformations » qui découlent du « discours sur les pratiques, le langage, la diversité » n'étaient pas voulues au départ, mais ont eu lieu de manière presque obligée[74]. Cela parce que, chaque personne nouvelle oblige « à modifier même en petite partie [sa] propre façon de communiquer. (…) Les objectifs restent les mêmes, mais il faut avoir des modalités et des outils qui se modifient légèrement afin d'inclure cette nouvelle composante aussi. C'est donc un gymnase de construction de l'inclusion [75]». Ce « gymnase » a permis « d'améliorer la qualité du discours publique que nous avons réussi à tenir avec Decide Roma (…) contribuant ainsi à ne pas réduire tout le discours aux espaces sociaux, mais en l'élargissant [76]».
Mais, comme la plupart nous font remarquer, ce n'est pas facile. Au contraire, il s'agit « de venir aux rencontrer et chercher, laborieusement, à comprendre comment se rapporter [77]». Et ces difficultés, qui peuvent intervenir notamment sur le plan de « la prise de décisions, dans les questions pratiques et logistiques, dans la gestion du temps dans les assemblées » risquent d'allonger le temps à dédier aux discussions. Avec le risque que les moins « militants » se

71 Entretien avec Marco "Attac", 20/7/2016, Cinema Palazzo, Roma, p.5.
72 Entretien avec Simona "Crap", 12/7/2016, Rialto, Roma, p.2.
73 Entretien avec Marco "Attac", 20/7/2016, Cinema Palazzo, Roma, p.5.
74 Entretien avec Rossella & Antonello "Libera Repubblica", 5/7/2016, Esc, Roma, p.7.
75 Entretien avec Marco "Attac", 20/7/2016, Cinema Palazzo, Roma, p.5.
76 Entretien avec Alessandro "Esc", 5/7/2016, Esc, Roma, p.4.
77 Entretien avec Rossella & Antonello "Libera Repubblica", 5/7/2016, Esc, Roma, p.9.

sentent découragés, « parce que à certains niveaux d'activismes il y très peu de gens qui résistent [78]».

Comme j'ai pu moins même expérimenter dans ces mois de terrain, où le rythme des réunions, assemblées et initiatives a été parfois très oppressant.

Une autre caractéristique intéressante de cette hétérogénéité est le fait que les activistes des espaces sociaux, le plus souvent jeunes (entre 30-40 ans, se retrouvent à travailler avec des personnes bien plus âgées qu'eux, ce qui constitue un fait inédit[79]. En effet, le monde des centres sociaux a toujours été associé à la jeunesse (Pruijt, 2013), même si dans les dernières années on a assisté à certains changements là-dessus.

Pour conclure, on peut affirmer que cette hétérogénéité, malgré les difficultés que cela peut engendrer, est une des meilleures réussites de la mobilisation. Une extension ultérieure, une hétérogénéité encore plus poussée, est un des enjeux les plus importants, notamment dans l'optique d'intervenir dans les quartiers pour les mobiliser[80]. En effet, si l'objectif de Decide Roma est de donner pouvoir décisionnel aux habitants, la nécessité qui se pose est celle de savoir se rapporter aux gens, dans des situations où « tu ne peux pas parler comme tu parles à l'université [81]». Cette révolution du langage et des pratiques se révèle donc un point fondamental – comme on verra plus loin - pour réussir à transformer les activistes en « intercesseurs », entendu comme des personnes « au service des processus [82]».

4.1.4 – Mode de fonctionnement

Decide Roma est encore une plateforme embryonnaire. Les raisonnements qui se développent, prévoient de multiplier au maximum les formes de confrontation et discussion, afin d'élargir le plus possible le front mobilisé et d'éviter de reproduire des mécanismes qui rendent l'activisme une pratique accessible « que pour certainEs [83]».

78 Entretien avec Simona "Crap", 12/7/2016, Rialto, Roma, p.4.
79 Entretien avec Alessandro "Esc", 5/7/2016, Esc, Roma, p.5.
80 Entretien avec Simona "Crap", 12/7/2016, Rialto, Roma, p.4.
81 Entretien avec Nunzio "Cortocircuito", 22/7/2016, Cortocircuito, Roma, p.7.
82 Entretien avec Francesco "Esc", 3/8/2016, Communia, Roma, p.2.
83 Entretien avec Simona "Crap", 12/7/2016, Rialto, Roma.

Cependant, pour le moment, la forme principalement utilisée pour les discussions ou la prise de décisions est la forme de l'assemblée. Une forme certainement démocratique, mais qui risque d'être peu accessible pour les « non militants »[84].

Les décisions sont prises suivant le principe du « consensus » plutôt que celui du vote. Une modalité qui permet aux activistes de prendre en compte « [leurs] propres différences, harmonise les contrastes, cherche à trouver une position réciproquement satisfaisante et qui soit l'expression réelle d'un sentir commun » (Sensi, 2002, p. 239).
La forme de l'assemblée est utilisée pour les deux types principaux des rencontres de Decide Roma : les rencontres publiques et les rencontres « opérationnelles » ou « internes ».

4.1.4.a - Les rencontres « internes » ou « opérationnelles »

Les rencontres « internes » ou « opérationnelles » sont les réunions des activistes où se planifient les lignes politiques, les initiatives publiques, les groupes de travail, les décisions concernant la communication, les informations concernant les contacts avec d'autres adhérents potentiels ou avec les institutions.

Ces rencontres sont organisées en moments « pléniers» et en « groupes de travail ». Toutes les composantes de DR sont convoquées aux premiers, dans le but de coordonner l'activité des groupes de travail ou délibérer sur des questions particulièrement centrales ou qui ne concernent pas seulement un groupe thématique. Au contraire, les groupes de travail ont une thématique spécifique, qui coïncide avec les thèmes dont s'occupe pour le moment DR : patrimoine (*gruppo Carta*), dette publique (*gruppo Debito*) et services publics (*gruppo Servizi*). Chaque de ces groupes se caractérise par un fonctionnement propre et, surtout, par la présence des réalités qui plus sont intéressées par un thème spécifique[85]. Cependant, notamment concernant le groupe Carta, on assiste à la présence de pratiquement tous les composantes de DR.

La participation à ces rencontres est soumise à un « niveau de participation » variable[86]. En effet, l'extrême hétérogénéité des composantes implique des *capacités* et des *compétences* diverses. Par capacité, j'entends la possibilité *humaine* de participer aux rencontres, dans le sens que certaines composantes peuvent compter sur un grand nombre de membres ou d'activistes, alors que d'autres n'en comptent que quelques-uns. Par compétences j'entends la

---

84 Entretien avec Simona "Crap", 12/7/2016, Rialto, Roma, p.4; Entretien avec Marcello "CIP", 1/7/2016, CIP, Roma, p.4.
85 Entretien avec Alessandro "Esc", 5/7/2016, Esc, Roma.
86 *Ibid.*

nature des composantes, qui est – comme l'on a vu - également très hétérogène. Les groupes qui se caractérisent par une formation ou une approche plus strictement politique (comme Esc, Communia, Acrobax ou Astra, par exemple) tendent à avoir une présence plus importante et constante dans les rencontres si comparée à d'autres espaces sociaux qui se concentrent principalement sur la production sociale, culturelle, sportive ou sur le travail territorial (par exemple Scup, Forte Prenestino, La Torre), ou par rapport aux associations qui n'ont pas l'habitude à s'investir dans des longues assemblées[87]. Certainement, groupes comme le CRAP (coordination romaine pour l'eau publique) ou ATTAC auront la tendance à avoir un certain protagonisme respectivement dans le groupe *servizi* et *debito*[88].
Cependant, si ce « mécanisme de pluralité des modèles de participation résulte assez 'physiologique' »[89], on assiste, tendanciellement, à la diffusion des présences des composantes dans les trois groupes de travail.

Les rdv sont tendanciellement hebdomadaires, même si il y a une volonté partagée de réduire cette charge de travail dès que l'*urgence* sera rentrée[90].

Avec le terme *interne* je n'entends pas que ces réunions soient fermées – elles sont convoquée de manière plus ou moins systématique sur le site decideroma.com et sur les différents listes de courriel. Au contraire, la volonté est que ces réunions soient « le plus possible traduisibles à l'extérieur »[91]. Mais malgré cela, les participants – comme je peux témoigner, ayant participé pratiquement à toutes les réunions plénières et du groupe Carta – sont pour la plupart toujours les mêmes. Cela est normal parce que, d'habitude, chaque structure/composante a une ou plusieurs personnes qui se partagent entre les différentes thématiques et rencontres.

Il faut signaler également que ces groupes ne sont absolument figés. Au contraire, la proposition de nouveaux groupes est continuellement promue et se réalisera probablement à partir de la rentrée.

4.1.4.b - Rencontres publiques

Suivant l'idée d'impulser une « concentration diffusive du pouvoir[92] », les discussions développés dans les rencontres publiques s'articulent à la fois dans un contexte « centralisé » –

87 Ibid.
88 Entretien avec Marco "Attac", 20/7/2016, Cinema Palazzo, Roma; Entretien avec Simona "Crap", 12/7/2016, Rialto, Roma.
89 Entretien avec Alessandro "Esc", 5/7/2016, Esc, Roma, p.8.
90 cf. CR Suivi de la mobilisation, 2016.
91 Entretien avec Francesco "Esc", 3/8/2016, Communia, Roma.
92 Cf. CR Suivi de la mobilisation, 24/3/2016, p.6

cittadino, métropolitain, dans le sens qui prend en compte toute la ville – et à la fois « territorialisée » - dans les quartiers oumacro-quartiers spécifiques.

Les « initiatives publiques centralisées » sont convoquées en mobilisant la « machine médiatique » unitaire de DR et en diffusant les matériels et les convocations à travers les réseaux de ses composantes les plus actives. Affiches, vidéos, événements Facebook, site internet, Twitter, médias liés aux groupes politiques adhérents, sont quelques-uns de outils avec lesquels DR cherche à diffuser les informations concernant ses rencontres publiques. La forme principalement utilisée est également celle de l'assemblée, même si dans certains cas, DR a organisé des cortèges (19/3/2016) ou conférences de presse (21/7/2016 après l'éviction de Point Break) ou des actions de type différent (occupation patrimoine 15/2/2016 ; occupation Basilique de Massenzio le 13/4/2016[93] ; action du 13/6/2016 au ministère de l'administration publique contre le décret Madia[94], qui prévoit la privatisation des services publics ; présence de contrôle au Conseil Municipal, 3/8/2016). Ces dernières sont *publiques* dans leur restitution, mais, pour des questions d'efficacité elles sont rendues publiques exclusivement dans les réunions opérationnelles et pas diffusés par mail, site ou affiches.

Concernant les « assemblées publiques », elles ont été convoquées principalement dans le quartier de San Lorenzo, malgré ce choix ait provoqué des critiques par certains militants qui poussent au contraire à sortir de ce quartier gauchiste et pratiquement central pour impliquer avec plus de force les quartiers périphériques et populaires[95]. Renvoyant donc à la question de la « localisation » et du « positionnement socio-spatial » (Leitner et al., 2008).

Les rencontres centrales ont été organisées de manière thématique. Autour du thème du « patrimoine » (rencontre sur la Carta organisé à Esc, San Lorenzo, le 23/4/2016 ; rencontre avec les candidats à la Mairie, à l'Ex Cinema Palazzo, San Lorenzo, le14/5/2016 ; rencontre avec la nouvelle administration, à Piazza dei Sanniti, enface du Cinema, San Lorenzo, le 20/7/2016). Autour du thème de la « dette publique » (rencontre au Tufello, quartier populaire semi-périphérique du Nord-Est, le 10/6/2016). Autour du thème des « services publics » (rencontre à Largo Da Vinci, à San Paolo quartier semi-central, dans le Sud, le 28/6/2016).

---

93 Roma Today. URL : http://www.romatoday.it/politica/protesta-basilica-massenzio-sgomberi-tronca.html

94 Communiqué sur le site du CRAP relatif à l'action du 13/6/2016. URL : http://craproma.blogspot.it/2016/06/azione-al-ministero-della-pa-stopmadia.html

95 Entretien avec Nunzio "Cortocircuito", 22/7/2016, Cortocircuito, Roma.

A ces initiatives il faut ajouter celle du 1e avril, que l'on peut considérer à thème « général » parce que c'est là que pour la première fois après la manifestation du 19 mars, l'idée de Decide Roma en tant que plateforme de mobilisation métropolitaine a été lancée en dépassant l'instance défensive de Roma Non Si Vende[96].

Pour ce qui concerne les « initiatives territorialisées » elles ont été organisées de manière thématique au début (9/4/2016, discussion de la Carta dans les quartiers) pour s'en détacher en suite. En effet, les initiatives territoriales organisées successivement ont été conduites de manière autonome par les activistes des composantes de DR présentes dans les quartiers (Assemblée au Lab Puzzle[97], le 19/2/2016 ; Schuster Social Park[98], « un été sociale dans le territoire » à San Paolo du 4 au 9 juillet), ou encore en interceptant les initiatives et les luttes présentes dans les quartiers (initiatives au Parc de Centocelle sur les déchets ; LRSL au Parc des Galli).

Chaque initiative est autonome et ne prend pas forcément la forme de l'assemblée, même si le plus souvent des moments de discussion collective sont quand même prévus.

4.1.4.c – L'espace web

L'espace numérique est aussi envisagé comme espace de discussion et d'élaboration. En effet, plusieurs réunions ont été menées afin d'organiser une plateforme web de discussion sur le modèle de celle utilisée par Podemos. L'idée est en effet celle d'une complémentarité entre les espaces de discussion materiels – les assemblées – et l'espaces de discussion numérique. Manuel Castells a récemment appelé ce rapport entre web et coprésence physique, «l'espace de l'autonomie » (*space of autonomy*) (Castells & Kumar, 2014). Cependant, pour le moment, la plateforme est en cours de développement et pas encore active.

96 Entretien avec Alessandro "Esc", 5/7/2016, Esc, Roma.
97 URL : http://oltremedianews.it/lab-puzzle-lo-spazio-sociale-del-tufello
98 Schuster Social Park, sur la page web de Acrobax. URL : http://acrobax.org/2016/07/da-lunedi-4-luglio-a-sabato-9-schuster-social-park/

4.2 – Histoire de la mobilisation

La compréhension des dynamiques qui ont amené à la formation et au développement de Decide Roma est nécessaire afin de pouvoir cerner – dans toute leur complexité - les spécificités des enjeux et des stratégies de cette mobilisation.

Cette sous-partie est un compte-rendu détaillé et référencé des événements qui ont conduit à la création du « Réseau pour le Droit à la Ville » (Rete per il Diritto alla Città) et par la suite, à partir de mon arrivée sur le terrain, à la formation de la mobilisation « Roma Non Si Vende » (RNSV) et successivement de la plateforme « Decide Roma, Decide la Città » (DR).

Cette partie constitue donc une chrono-histoire, dans laquelle j'ai cherché à ordonner les événements de manière à fournir au lecteur les outils contextuels nécessaires à la compréhension de la partie analytique. Au même temps, cette partie est également un archive, pensé dans le but d'imprimer noir sur blanc la trace de cette histoire qui risquerait autrement de se perdre dans la fragmentation de sources et dans la frénétique succession d'événements qui caractérise les mouvements sociaux en question.

4.2.1 - La rupture des équilibres du « Modello Roma » et la naissance du « Droit à la Ville »

Les actions relatives à la réorganisation du patrimoine public entreprises par l'administration municipale de centre-gauche d'Ignazio Marino peuvent être considérées la *casus belli* de la mobilisation qui, sous différentes appellations, a rassemblé un nombre important d'espaces sociaux romains et qui aujourd'hui déborde largement son schéma initial.

Malgré la présence de certaines figures issues du monde des mouvements sociaux urbains, la gouvernance de Marino a été marquée par une attaque importante aux espaces sociaux autogérés. Déjà quelques mois après l'élection du maire de centre-gauche, en août 2013, le projet Omnia Sunt Communia se faisait expulser de la fonderie Bastianelli, dans le quartier San Lorenzo, provoquant l'indignation des activistes et des habitant.e.s du quartier.

Mais ces sont notamment ses délibérations, 6, 140 et 219, promulguées entre 2014 et 2015, qui mettent en garde le monde des espaces sociaux et prônent leur rassemblement dans le Réseau pour le Droit à la Ville (*Rete per il Diritto alla Città –DAC*) – qui comprenait outre à nombreux

espaces sociaux, le CRAP (Coordination Romaine pour l'Eau Publique) et ATTAC Italia - qui a lieu en septembre 2014[99].

A travers ces mesures normatives, la gouvernance de Marino, mettait en discussion la loi communale 26, qui avait sanci, au milieu des années 1990, la reconnaissance institutionnelle de la pratique de l'autogestion (cf. 3.2). Cependant, cette loi a été utilisée de manière non conforme aux finalités initiales, implémentant les situations irrégulières dans l'assignation de biens communaux. En outre, les bénéficiaires de la *delibera 26* que j'ai interviewés pendant mon terrain ont témoigné que les procédures prévues par la loi n'ont pas été respectées par la Mairie déjà dans les premiers temps après son approbation[100].

La réorganisation prévue par Marino avait comme objectif la « nécessité de considérer la rentabilité du patrimoine » et de remettre en ordre la situation, caractérisée par différentes situations irrégulières. Pour cela, au cours de 2013 et 2014, la police municipale a réalisé différents contrôles (Grilli, 2016).

Aux tensions provoquées par les choix légalitaires de l'administration autour de la question du patrimoine communale s'ajoute le scandale « Mafia Capitale », qui dévoile les rapports illicites qui étaient à la base de la gestion des financements publics dans le secteur de l'accueil « des demandeurs d'asile, des mineurs non accompagnés (…) dans la gestion des déchets et la manutention des espaces verts [101]» (Abbate & Lillo, 2015). Cette tempête judiciaire, malgré la quasi extranéité du maire, l'emporte avec soi. Ignazio Marino est contraint à démissionner par le gouvernement central et par son parti – largement impliqué dans le scandale - avec qui s'étaient déjà manifesté des fortes tensions (La Repubblica, 2015b; Martini, 2015). Les mouvements sociaux ne soutiennent pas le maire non plus, considéré que son « hyper-légalisme » a comporté une réduction sans précédents du budget dédié au social, provoquant la perte du salaire pour des milliers d'opérateurs du social (Ciccarelli, 2015a). En juin 2015, Les mouvements sociaux descendent dans les rues au cri de « Notre rage contre votre légalité », en dénonçant le formalisme des opérations menées par les institutions pour réaffirmer la légalité (La Repubblica, 2015a).

99 Entretien avec Francesco "Esc", 3/8/2016, Communia, Roma, p.6.
100 Entretien avec Alessandro "Esc", 5/7/2016, Esc, Roma; Entretien avec Stefano « Viva la Vita », 26/7/2016, Communia, Roma.
101 "dei richiedenti asilo, dei minori non accompagnati (…) nella gestione dei rifiuti e della manutenzione del verde" (Abbate & Lillo, 2015).

Dans ce climat de tension et de remise en discussion du « Modèle Roma », le « Réseau pour le Droit à la Ville » lance la campagne « Roma Comune [102]». Cette campagne médiatique veut montrer que l'attaque indiscriminée de l'administration aux travailleurs et aux expériences sociales cache en réalité un dessein bien plus élaboré que la simple volonté de réaffirmer la légalité. Les activistes, qui occupent pour une nuit une « Zona Temporanemante Liberata » (ZTL), affirment vouloir « montrer le vrai visage de la ville qui n'est pas celui révélé par l'enquête sur Mafia Capitale. Le visage de ceux qui vivent la ville tous les jours, le visage de la solidarité, des espaces sociaux, de ceux qui cherchent à construire dans les quartiers une ville différente [103]» (Roma Today, 2015). Le légalisme exaspéré de l'administration – directement impliquée dans les scandales de corruption – est vu comme un raccourci pour réaliser ce dessein qui prévoit la cession de la ville et de ses services au monde de la finance, aux privés. A cette volonté d'imposer avec encore plus de vigueur qu'auparavant le modèle urbain néolibéral (Harvey, 2011), les activistes de « Roma Comune » opposent la détermination à « démontrer qu'il y a une autre manière possible pour vivre Rome et gérer le patrimoine public » (Roma Today, 2015).

La situation se complique encore plus avec les démissions de Marino et l'arrivé du Commissaire Francesco Paolo Tronca, manager de l'expérience controversé de l'Expo 2015 de Milan. « L'autre visage de Mafia Capitale », composé de travailleurs qui ont perdu leur salaire descend dans les rues et revendique une gestion différente de la situation (Ciccarelli, 2015b). Alors que pour les espaces sociaux s'ouvre une saison où l'attaque se matérialise de manière bien plus forte qu'à l'époque de Marino.

4.2.2 - Le commissaire et l'attaque aux espaces sociaux : la naissance de « Roma Non si Vende »

Le zèle du Commissaire sur la question du patrimoine coïncide avec l'émergence du scandale « Affittopoli », qui a partiellement montré au grand public, la manière dont la Mairie avait gérée son patrimoine immobilier. Les premiers calculs de la Cour des Compte parlent d'au moins 350 millions d'euros que la Mairie n'a pas encaissés (Piana, 2016). Il s'agit d'immeubles concédés à loyer réduit non seulement à qui en avait droit - associations et centre sociaux par exemple – mais aussi à des privés qu'y ont installé leur habitation personnelle ou des activités

102 Roma Comune est le nom du profil public du Réseau pour le Droit à la Ville (DAC) et successivement de « Roma non si vende » et même de « Decide Roma - Decide la città ». C'est un jeu de mot entre Comune di Roma (Mairie de Rome) et Rome Commun.
103 a mostrare il vero volto della città che non è quello rivelato dall'inchiesta su mafia capitale. Il volto di chi la città la vive tutti i giorni, il volto della solidarietà, degli spazi sociali, di chi nei quartieri prova a costruire una città diversa"(Roma Today, 2015).

commerciales (Rossi, 2016). Cela dans des biens qui sont parfois de prestige, en plein centre-ville, dont certains ont été concédé à des loyers qui n'arrivent même pas à 10 euros mensuels. Parmi les titulaires en défaut de paiement – souvent pour négligence de l'administration mais auxquels sont attribuées des dettes parfois millionnaires - on trouve des centres sociaux, des associations no-profit, d'aires de service, des restaurants, sièges de parti, y compris du Parti Démocrate, et même un siège de l'Ambassade de France (Enrica Dellapasqua, 2016; Menicucci, 2016).

Peu après son arrivée dans la Capitale, en décembre 2016 le commissaire Tronca avait approuvé le « Documento Unico di Programmazione » (DUP) (Marro, 2016), dans une stratégie qui vise à remettre en ordre les finances de la ville à travers la mise à valeur du patrimoine et, surtout, en ouvrant les sociétés des services publics municipaux au marché (Favale & Giannoli, 2016). Selon l'analyse des mouvements et des syndicats de base, le DUP de Tronca vise à mettre l'administration du public sur un plan managérial (Federazione Romana USB, 2016).

Dans son projet pour assainir la ville de Rome, on trouve également la volonté de réaliser un « plan d'aliénation et valorisation des biens patrimoniaux », qui pourra s'appliquer grâce à la loi 140 promulguée par Marino. Cela comportera rapidement l'envoi d'avis d'expulsion à certains espaces sociaux qui avaient pourtant une convention avec les institutions grâce à la loi communale 26 (Ciccarelli, 2016a, 2016b) outre qu'à plusieurs centaines d'associations. Ces *letterine* (petits courriers) - comme les activistes appellent ces avis d'expulsions - non seulement demandent l'évacuation des locaux mais également le paiement des charges non payées. Ces charges ne sont pas réduite du 80% comme prévu par la loi 26, mais au prix de marché, malgré les responsabilités évidentes de l'administration dans la non régularisation des assignations (Cagnati, 2016).

« Atelier Esc », le « Centro Sociale Auro e Marco » et « Casale Falchetti » sont parmi les premiers à recevoir ces lettres. Mais ce n'est pas tout. Toujours animé par la même volonté d'assainir le désastreux bilan de la capitale, Tronca procède à la privatisation des écoles de la première enfance et des chenils municipaux (Ciccarelli, 2016a).

Une assemblée est convoquée à l'Atelier Esc à San Lorenzo le 25 janvier 2016. Cet évènement révèle l'indignation du monde des mouvements sociaux qui voit derrière l'image de simple « applicateur de la loi » du commissaire, la volonté « d'effacer un espace politique construit

pendant des années dans les six mois d'administration d'urgence[104] » (Ciccarelli, 2016a). L'énorme participation à l'assemblée donne l'envie aux activistes d'impulser encore plus la lutte et d'étendre la mobilisation à tous les réalités attaquées par ces actions administratives, en dépit de leur affinité politique[105].

Les activistes d'Esc, en collaboration avec les autres militants du DAC, commencent ainsi à appeler toutes les associations qui représentaient « le côté positif » du scandale « Affittopoli »[106]. Si le régime social de location avait été utilisé en effet pour des fins pas toujours licites, une bonne partie importante des 800 associations menacées d'éviction avait réellement une vocation sociale (Menicucci, 2016). Ainsi, les espaces sociaux qui guidaient la mobilisation ont commencé à contacter un monde qui leur était jusque-là presque inconnu : l'univers de l'associationnisme[107].

C'est dans ce passage crucial qui s'anticipe la coalition inédite qui caractérise le réseau « Roma Non si Vende » et par la suite « Decide Roma – Decide la città ». Le contact avec des associations comme « Viva la Vita » - principale association de malades de SLA - ou avec des associations de musicothérapeutes, écoles de musique etc, a permis d'un côté de « syndicaliser » le monde l'associationnisme, et de l'autre, de sortir des langages, des relations et des modes d'agir propres au monde des centres/espaces sociaux et de s'ouvrir ainsi à un partie plus large de la ville[108].

Les activistes lancent ainsi la campagne « Roma Non si Vende », avec la volonté de contester l'optique monétariste qu'à travers le commissaire et son DUP on veut imposer à la Capitale. Aux 15 millions que Tronca veut récupérer de cette opération, les activistes des espaces sociaux et des associations sous attaque opposent leur « légitimité » (Ciccarelli, 2016c).

L'indignation provoquée par cette manière de gérer ce scandale, pousse les activistes à occuper le département du Patrimoine le 15 février 2016[109] (Roma Today, 2016a). Après avoir mis le

104 "applicatore della legge (…) chiudere uno spazio politico creato in anni nei sei mesi di commissariamento" (Ciccarelli, 2016a).
105 Entretien avec Alessandro "Esc", 5/7/2016, Esc, Roma.
106 Ibid.
107 Ibid.
108 Entretien avec Alessandro "Esc", 5/7/2016, Esc, Roma.
109 J'ai participé à cet événement qui a marqué, symboliquement, le début de mon terrain de recherche sur RNSV/DR.

long de la façade une énorme pancarte avec écrit « Roma Non si Vende », les activistes ont réussi à obtenir une rencontre avec le sous-commissaire Spadoni.



Figure 3 - 15/2/2016 - Occupation du Dipartimento Patrimonio *par* RNSV (source : contropiano.org)

Dans cette rencontre s'est manifestée ouvertement la logique qui justifie et naturalise cette attaque : la logique de l'opérativité, du pragmatisme technique qui, à travers la figure du commissaire se substitue à la dialectique politique qui peut y avoir dans une période d'administration régulière. Spadoni et le directeur du département, en cette occasion, ont démarqué leurs actions de la politique, en disant qu'ils agissaient sous la pression de la Cour des Comptes, sans possibilité de manœuvre, tout en reconnaissant eux même l'extrême hétérogénéité des sujets visés par cette opération. Les militants, de leur côté, reconnaissaient la nécessité d'éradiquer la spéculation sur le patrimoine public, mais ils prétendaient une opération de recensement et vérification de chaque situation[110]. Ils demandent en outre une « *moratoire jubilaire*[111] contre les évictions et les expulsions et l'effacement immédiat des accusations de morosité » et que « les espaces sociaux continueront à se mobiliser dans les prochaines semaines avec les mouvements de lutte pour le droit au logement, les travailleurs, les parents qui s'opposent à la privatisation des écoles de la première enfance et avec tous ceux qui veulent se réapproprier le présent et le futur de cette ville ». Ils lancent également, dans cette occasion, « des initiatives dans tous les quartiers de Rome » pour le 20 février et « un grand cortège métropolitain qui traversera la ville en direction du Campidoglio[112] » le 19 mars (Roma Today, 2016a).

110 Cf. CR Suivi de la mobilisation, 2016.
111 Jubilaire parce que le Pape a proclamé une Année Jubilaire extraordinaire en 2016.
112 L'Hôtel de Ville

Le suivi de ces mobilisations et des réunions m'a permis de cerner l'analyse des militants autour de cette journée d'action. Si la rencontre publique – où tout le monde était admis, pas seulement une délégation - accordée par Spadoni semblait annoncer une ouverture dans la forme, sur le plan des contenus la réponse du sous-commissaire a été interprétée comme étant beaucoup moins disponible à faire des concessions. A la réunion qui a eu lieu à Esc le lendemain, les mots d'ordre de « gouvernement de l'exécutivité » ou « policier » ont alimenté la prise de conscience qu'il n'y avait pas des marges de négociation[113]. Pour cela la décision qui est prise est d'impulser encore plus la mobilisation, à travers notamment l'idée d'élargir encore davantage le front des sujets mobilisés. Ainsi, les activistes du DAC décident d'investir sur les réunions qui avaient lieu de manière presque parallèle à Casale Falchetti, auxquelles participaient aussi des sujets que le DAC n'avait pas réussi à intercepter[114]. La stratégie qui se confirme est ainsi celle d'élargir, de se montrer unis malgré les différences ; de ne pas rester confiné dans le monde des « espaces sociaux »[115]. Je tiens à citer à cet égard les affirmations de Marco Bersani, président d'ATTAC Italia, que j'ai noté dans mon carnet lors de cette réunion : « Il faut démontrer qu'il y a un contre-pouvoir social et territorial dans la ville (…) il faut mener une résistance systémique et montrer qu'on n'est pas des indiens dans une réserve »[116].

Au même temps les *letterine* se multiplient et différentes initiatives sont organisées dans toute la ville, avec la participation également d'administrateurs locaux, comme au Lab Puzzle, où le président du III *municipio* intervient à soutien de la mobilisation[117].

Le 20 février s'expérimente une stratégie qui était – et restera - fondamentale pour les activistes de cette mobilisation : la diffusion de ces thématiques dans les quartiers à travers l'organisation d'initiatives territoriales. Comme on verra plus loin, le rapport entre des modes de fonctionnement centralisés, à niveau métropolitain, et diffus dans les territoires est un nœud crucial de la projectualité de ce nouveau sujet politique. Lors de cette première date on assiste au déploiement de nombreuses activités dans les quartiers. En tant qu'activiste de Communia, j'ai participé à l'initiative de San Lorenzo, mais je n'ai pas manqué de rassembler des informations sur le déroulement dans d'autres macro-quartiers de la ville. En outre, cette date a sanci ouvertement l'affiliation d'expériences comme celle de Casale Falchetti, du CIP-

113 CR Suivi de la mobilisation, 2016.
114 Entretien avec Francesco "Esc", 3/8/2016, Communia, Roma, p.6.
115 CR Suivi de la mobilisation, 2016.
116 Ibid.
117 Vidéo de l'assemblée sur le site de Dinamo Press. URL : http://www.dinamopress.it/news/lab-puzzle-non-si-sgombera-diretta-dellassemblea

Alessandrino et d'autres réalités qui avaient travaillé sur les mêmes thématiques sans pour autant rentrer dans les parcours du réseau DAC.

Dans la période qui précède le cortège du 19 mars les activités des militants de RNSV continuent. Le travail par groupe avance notamment sur la rédaction de la Carta[118] [119].

4.2.3 - De la défense à la projectualité : la transformation en « Decide Roma – Decide la città »

L'organisation du cortège du 19 mars s'est faite sur la base d'une stratégie politique qui veut que cette bataille sur le patrimoine et les services publics soit à vocation générale, impulsant une prise de conscience qui ne soit pas relative exclusivement au monde de l'autogestion. Ainsi, les activistes décident d'éviter les identitarismes en organisant un cortège marqué par des thèmes plutôt que par des appartenances politiques. Le but est de « mettre ensemble des batailles qui auparavant ne se parlaient pas entre elles[120] ».

Grâce aussi à une opération communicative bien organisée, la manifestation « Roma Non si Vende » du 19 mars est un grand succès (La Repubblica, 2016b). Selon les organisateurs, plus de 20 000 personnes traversent le centre-ville en direction du *Campidoglio* (l'Hotel de Ville) où les activistes tiennent un assemblé générale (Il Corriere della Sera, 2016a). Les médias associent ce cortège au monde de l'autogestion – des centres sociaux - tout en reconnaissant l'élargissement que la mobilisation a réussi à produire. En effet, outre aux mouvements sociaux et aux mouvements de lutte pour le droit au logement on y trouve également les associations menacées par la réorganisation du patrimoine, comités de quartiers, précaires, coopératives sociales et les travailleurs et travailleuse de la Mairie, notamment des écoles de la premières enfance et des chenils municipaux, mobilisé.e.s contre le risque « de perdre leur poste après des années de précariat » (Sina, 2016a).

118 Cf. parties suivantes
119 Suivi de la mobilisation, 2016.
120 *Ibid.*



Figure 4 - 19/3/2016 - La manifestation "des 20 000" de RNSV (source : communianet.org)

Après la manifestation, constaté le potentiel d'une mobilisation large et en expansion continuelle, le travail des groupes continue. L'idée de ne pas faire cette mobilisation pour « nous » - entendu comme nous des mouvements et des espaces sociaux – mais pour créer un processus innovateur large, s'affirme avec encore plus de force[121].

Quelques jours après la manifestation, le 24 mars, on assiste à la réaction du Commissaire face à la détermination des mouvements sociaux. Mais la tentative d'expulser le centre social « Auro e Marco » qui anime depuis 1992 le quartier d'extrême périphérie de Spinaceto, se révèle – comme reconnait même Il Tempo, quotidien romain de droite – un véritable flop pour Tronca. Ce dernier avait ordonné directement l'opération, sans passer par le président du *municipio*, qui, une fois arrivé sur place, a exprimé son soutien aux occupants. Le mécanisme d'autodéfense prôné par la campagne Roma Non si Vende a permis de chasser les policiers municipaux chargés d'effectuer l'expulsion (Bisbiglia, 2016; Dinamo Press, 2016).

Le 1e avril une grande assemblée a lieu à Esc. C'est l'occasion pour constater le succès de la manifestation et la détermination des espaces sociaux et de leurs nouveaux alliés à résister aux attaques du commissaire. Mais aussi pour lancer un processus d'écriture collective de la « Carta di Roma Comune » dans les territoires (Popoff, 2016).

121 Ibid.

Le 9 avril se révèle effectivement une journée-clé pour expérimenter cette interaction entre activités unitaires, à niveau métropolitain, et locales. Ces dernières constituent des occasions importantes pour intercepter des personnes et expériences nouvelles et continuer à élargir le front mobilisé contre le Commissaire Tronca et le modèle urbain qu'il cherche à instaurer sur les ruines du « Modello Roma ». Pendant cette journée, différentes initiatives s'organisent, alternant des moments d'exploration des territoires et de leurs contradictions à des moments de discussion et élaboration collective de la charte. La « Carovana delle Periferie » - qui rassemble syndicats de base et centres sociaux - a organisé une véritable caravane, composée de voitures, camions et scooters qui a traversé les quartiers de l'extrême périphérie Est de la capitale. A Centocelle, Pigneto et San Lorenzo des cortèges ont traversé les quartiers avant de commencer les assemblées publiques qui étaient censées produire des raisonnements pour l'élaboration de la Carta (Cararo, 2016).

Les discussions entamées dans les territoires ont pu converger lors de l'assemblée métropolitaine du 23 avril à Esc. Dans cette occasion, les activistes ont voulu proposer un moment de confrontation large et unitaire autour de l'élaboration de la « Carta di Roma Comune » et de ses dix principes élaborées jusque-là, selon l'idée de travailler à la fois à niveau métropolitain et à niveau local. La participation a été massive, et nombreux ont été les prises de parole de personnes jusque-là extérieure au projet de Roma non si vende / Decide Roma. Les interventions des activistes des mouvements sociaux et des espaces se sont alternées à celles de figures institutionnelles comme le président du 7e *municipio*, de professeurs universitaires, d'enseignants, constitutionnalistes, associations de tout type, syndicalistes de base et étudiants[122]. Un succès qui « n'est qu'un début » pour les activistes, qui constatent que « si jusque-là les espaces sociaux avaient guidé la mobilisation, l'assemblée du 23 avril a marqué l'extension au monde de l'associationnisme [123]» (#DecideRoma, 2016).

Le 27 avril, les travailleurs du chenil municipal appellent à une journée de lutte à laquelle participent nombreux activistes du réseau RNSV/DR, pour lequel les mobilisations de travailleurs, notamment des services publics, ont toujours été centrales. Ils protestent contre la privatisation du service, qui prévoit leur licenciement immédiat et la cession de la gestion du chenil à un petit groupe de bénévoles. L'objectif était d'obtenir une rencontre avec le préfet qui

122 Cf. CR Suivi de la mobilisation, 2016, p.8-12.
123 "Non è che un inizio (…) Se fino ad ora sono stati gli spazi sociali a segnare il passo della mobilitazione, l'assemblea del 23 ha segnato l'estensione al mondo dell'associazionismo" (#DecideRoma, 2016).

n’a pas eu lieu. L’occupation de la route a provoqué des tensions avec les forces de l’ordre, mais le travailleurs ont été reçus par le sous-commissaire De Milato qui n’a fait aucune concession (La Repubblica, 2016c). Les bénévoles arrivés sur place ont eux-mêmes réalisé de ne pas être dans les conditions pour gérer un service si complexe[124]. Les 93 travailleurs, licenciés le 1e mai 2016, ont décidé d’autogérer eux-mêmes le service, sans salaire et sans financement pour nourrir les animaux (Adnkronos, 2016). Pour payer les dépenses des collectes et des activités d’autofinancement ont été organisées dans les espaces sociaux adhérents à RNSV/DR et dans le chenil-même[125].

Le 14 mai, la rencontre avec les candidats sancit une étape qui n’était pas du tout escomptée. Si les mouvements sociaux et les espaces en particulier avaient eu des liens avec les partis de gauche – alliés de façon alternée avec le PD – cette assemblée marque la distanciation définitive avec le centre-gauche et l’ouverture d’un espace de discussion et confrontation avec le Mouvement 5 Etoile (*Movimento 5 Stelle* – M5S). Les activistes avaient invité au « Nuovo Cinema Palazzo Occupato », à San Lorenzo, tous les candidats qui n’était pas de droite. Le jeune communiste Mustillo, le candidat de la gauche parlementaire[126] Fassina et la candidate du M5S Virginia Raggi participent à la rencontre. Alors que Giachetti, candidat du PD, après quelques hésitations décide de ne pas participer, provoquant des critiques de part des mouvements et de la candidate du M5S même. RNSV ne soutient aucun candidat, mais suivant son ambition de produire des nouvelles formes de démocratie et d’impulser un changement par le bas à travers le contrôle des actions des institutions, ne veut pas se soustraire à aucune confrontation. Au contraire, se rapporter directement et ouvertement avec la (future) administration constituent un enjeu majeur, selon l’idée pour laquelle « l’époque de la délégation et des négociations séparées est finie. Aujourd’hui nous proposons l’autogouvernement ».

L’idée prônée par les activistes de Decide Roma, selon lesquels il faudrait dépasser la conception abstraite de « légalité » pour privilégier, à sa place, la notion de «légitimité » a été évité par la future maire. Dans sa timide intervention, Virginia Raggi a, au contraire, soutenu la logique dde l’appel d’offre en tant outil pour assigner des biens immobiliers municipaux –

124 Entretien avec Simone “Canile”, 1/7/2016, Canile Muratella, Roma.
125 Ibid.
126 Qui fait partie de l’univers avec lequel les espaces sociaux en question avaient eu des rapports, parfois très étroits, jusqu’à 2010 environ, quand se produit une fracture à l’intérieur du mouvement même, avec une partie qui restera attachée à ce(s) parti(s) et l’autre – celle de RNSV/DR – qui s’en éloigne complètement.

méthode fortement critiquée par les mouvements. Cependant, sur l'autre question-clé de Decide Roma, la privatisation des services publics, elle a déclaré sa plus radicale opposition (Ciccarelli, 2016c)



.

Figure 5 - 14/5/2016 - Cinema Palazzo, San Lorenzo - Assemblée d'autogouvernement avec la présence des candidats aux élections municipales (source : decideroma.com)

Malgré les différences profondes qui divisent les mouvements et le M5S, cette journée a révélé la disponibilité à la confrontation de part des futurs administrateurs de la capitale. Une « disponibilité à l'écoute » manifestée par Virginia Raggi dans cette journée n'est pas passée inobservée. La candidate de la droite, Giorgia Meloni, a vivement critiqué ce choix en disant que la différence entre elle et Virginia Raggi est que « elle participe à des initiatives dans des immeubles occupés, moi je les expulse[127] » (Marini, 2016).

Dans cette même période les « mouvements de lutte pour le logement » (*lotta per la casa*) – avec lesquels s'étaient produits des désaccords lors de la manifestation du 19 mars et qui, depuis, ont principalement agi de manière séparée – se confrontent vivement avec l'administration du Commissaire (La Repubblica, 2016d).

Le 21 mai, les activistes de Decide Roma sont invités à Naples par le « mouvement jumel » « Massa Critica » (#DecideRoma, 2016) pour une rencontre sur les « Villes Rebelles ». A la rencontre – à laquelle j'ai participé – intervient le Maire de Naples, Luigi De Magistris et des

127 "Lei fa comizi nei palazzi occupati, io li sgombero" (Marini, 2016).

membres de l'administration communale de Barcelone. Les liens et les échanges entre les différentes expériences de « néo municipalisme » s'intensifient.

Le 31 mai, à la réunion du groupe « Carta » participe aussi l'association Labsus, association composé essentiellement de « techniciens [128]» qui promu l'approbation par les institutions locales des règlements sur les « biens communs », selon le principe constitutionnel de la « subsidiarité »[129]. Leurs règlements ont déjà été approuvés par plus de 90 communes italiennes (Coen, 2016). Cette rencontre, malgré la contingence thématique a montré les différences entre Decide Roma et cette expérience, tout en reconnaissant la nécessité d'ouvrir une discussion et une confrontation avec une association qui a réussi à faire rentrer – de manière très pragmatique – le thème des biens communs dans les agendas des institutions locales de tout le pays.

Si la question du patrimoine, sa gestion et son assignation ont été affronté largement dans les semaines précédentes, les activistes décident qu'il est nécessaire d'organiser une confrontation publique sur les thèmes de la dette et des services publics.

Le 10 juin, ainsi, une journée de discussion autour du premier rapport produit par les activistes du groupe de travail sur la dette de la ville de Rome est organisée dans le quartier populaire de moyenne périphérie du Tufello. C'est une première occasion pour construire une conscience populaire sur la question du « chantage de la dette publique » [130] (*ricatto del* debito) à travers le partage des études menés par les activistes, en premier lieu d'Attac Italia.

Même idée pour la question des services publics, affrontée lors de l'assemblée du 28 juin à San Paolo, dans le sud de la Capitale. A cette initiative participent les activistes de Decide Roma et de ses composantes et travailleurs des services publics, syndiqués ou non, mobilisés contre la privatisation des sociétés municipales[131].

4.2.4 – Rome a une nouvelle administration : combler le vide pour ne pas se faire emporter

Après la tentative non réussie d'expulser les occupants du centre social « Auro e Marco », le commissaire Tronca a instauré, de facto, une « trêve » pour les évictions jusqu'aux élections. Après la victoire écrasante de Virginia Raggi, du Movimento 5 Stelle (Santarpia, 2016), la question de la défense des espaces menacés se pose à nouveau, malgré l'ouverture démontrée

128 Professeurs des universités, notamment.
129 Site web de Labsus. URL : http://www.labsus.org
130 Directe vidéo sur LabTv. URL : http://www.dinamopress.it/news/decideroma-assemblea-di-autogoverno-sul-debito
131 Appel pour l'assemblée sur Indipendenti.eu.i URL : https://www.indipendenti.eu/28-giugno-assemblea-sui-servizi-pubblici-decidelacitta/

par la candidate dans la rencontre du 14 mai. En effet, la vision légaliste du M5S et leur soutien à la « logique de l'appel d'offre » risque de se révéler fatale pour les espaces autogérés[132].

Le choix des activistes est, d'un côté de resserrer les rangs des espaces sociaux, dont certains étaient « disparus en cours de route »[133], et de l'autre faire pression sur l'administration pour qu'ils bloquent, au moins pour la période estivale, toute éviction.

Le premier point se matérialise avec *l'Assemblea delle Assemblee* (Assemblée des Assemblées*)*, tenue à l'espace occupé et autogéré « Scup », dans le quartier Appio-Tuscolano. Ce type d'assemblée est « outil nouveau pour la ville », vu que les espaces sociaux se réunissaient principalement par délégués et que dans des occasions d'extrême urgence[134]. Dans cette occasion les participants ont souligné la nécessité d'instaurer, dans tous les cas, une forme de coordination en cas d'éviction qui puisse fonctionner comme mécanisme d'autodéfense pendant l'été, moment privilégié par les forces de l'ordre pour réaliser les expulsions. En outre, le discours (qu'on approfondira dans les parties suivantes) sur une résignification des espaces sociaux dans l'optique de promouvoir une nouvelle forme de reconnaissance institutionnelle inspirée par l'expérience napolitaine (Pollice, 2016b) a été affronté et partagée avec les espaces qui s'étaient un peu éloignées des discussions collectives de Decide Roma dans les derniers mois.

Le deuxième moment clé sur cette question, est l'assemblée convoquée par Decide Roma à Piazza dei Sanniti, dans le quartier de San Lorenzo, le 20 juillet. La nouvelle administration était invitée. Le nouveau Maire-adjoint à l'urbanisme, Paolo Berdini y participe, comme aussi son équivalent napolitain, Carmine Piscopo (Sina, 2016c). Berdini, urbaniste considéré comme étant très proche des mouvements sociaux, s'est dit solidaire avec la mobilisation et prêt à changer radicalement la manière dont les institutions doivent affronter les questions relatives aux politiques urbaines. Sur la question des espaces il s'est dit disponible à accueillir les demandes de Decide Roma, en suivant l'exemple de l'administration napolitaine (Pollice, 2016b). Il a vivement critiqué l'expulsion musclée du *parc dei Galli*.[135]

---

132 Cf. CR Suivi de la mobilisation, 2016, p.17.
133 Ibid, p.18.
134 Entretien avec Rossella & Antonello "Libera Repubblica", 5/7/2016, Esc, Roma, p.8.
135 Cf. CR V Assemblea di Autogoverno, 20/7/2016, dans CR Suivi de la mobilisation, 2016.



Figure 6 - Affiche de convocation de l'assemblée du 20 juillet

La récupération de ce parc était une question cruciale pour les activistes de San Lorenzo et en conséquent de Decide Roma. L'expulsion a eu lieu quand la nouvelle maire se trouvait dans le

quartier pour la commémoration du bombardement de San Lorenzo (Sina, 2016b).



Figure 7 - 20/7/2016 - V Assemblée d'autougouvernement (avec le maire-adjoint à l'urbanisme *de la ville de Rome et son équivalent aux* biens communs *de Naples*

Le lendemain de l'assemblée, à l'aube, un nombre important de policiers expulse les occupants de la résidence étudiante autogérée de Point Break, dans le quartier de Pigneto (Erica Dellapasqua, 2016). Cet espace, occupé 7 ans auparavant lors d'une grande mobilisation étudiante, était très proche d'Atelier Esc, un des animateurs principaux de Decide Roma.

Les contingences qui avaient vu l'attaque à des espaces proches de la mobilisation toujours à la suite des réussites de Decide Roma ont bien été remarquées par les activistes. En effet, la tentative d'expulser le centre social « Auro e Marco » avait eu lieu quelques jours après la manifestation du 19 mars ; le Parc dei Galli a été expulsé lors de la visite dans le quartier de Virginia Raggi ; l'expulsion de Point Break a lieu le lendemain de l'assemblée où la nouvelle administration s'est dite disponible à écouter les demandes des activistes.

Les deux derniers cas ont eu lieu quand le M5S était déjà au pouvoir. Et dans les deux cas ils ont condamnés ces évènements (Sina, 2016b), et, pour Point Break, déclaré ne pas avoir été mis au courant de l'opération par la justice et les forces de l'ordre (La Repubblica, 2016f). La question, pour les activistes de Decide Roma est que le dialogue qui s'est instauré dérange des pouvoirs forts qui se sentent déstabilisés par le séisme politique qui risque d'effacer des rapports qu'ils avaient noué pendant des décennies – avec les administrations de droite comme de gauche.

Pour cela, les militants de DR décident de faire pression afin que l'administration prenne des mesures pour empêcher toute éviction pendant l'été. Si cela était simple concernant les biens communaux, la question se complique pour les espaces privés.

Les activistes décident de se présenter au Conseil Communal du 3 août pour exiger une prise de position et, si possible, l'approbation d'une loi qui puisse garantir, au moins de manière provisoire, la survie des espaces sociaux avant de lancer, à la rentrée, un processus de reconnaissance de ces espaces autour de la catégorie de « biens communs urbains[136] ».

Le résultat obtenu par les activistes est l'approbation d'une motion, la 7/2016 du 9 août, qui prévoit « la suspension des évictions afin de procéder à l'examen, cas par cas, de toutes les réalités concernées, en sauvant celle qui n'ont pas 'finalité de profit et qui ont une valence culturelle et social' animé par les citoyens [137]» (Giannoli, 2016). Pour les activistes, c'est un « premier pas vers la reconnaissance des Biens Communs Urbains [138]» (Roma Comune, 2016), considéré que le pas suivant sera l'écriture partagée d'un nouveau règlement sur l'usage du patrimoine communal qui permette de dépasser la loi 26 et, surtout, la loi 140 qui tant a menacé le monde de l'autogestion (Giannoli, 2016).

136 Question qu'on approfondira dans les parties suivantes
137 "sospendere gli sfratti per procedere all'esame, caso per caso, di tutte le realtà. Salvando quelle "non a scopo di lucro e con valenza culturale e sociale" animate dai cittadini" (Giannoli, 2016).
138 "Un primo passo verso il riconoscimento dei beni comuni urbani" (Roma Comune, 2016).

4.3 – Thèmes et perspectives de la mobilisation

Le travail de Decide Roma s'articule autour de trois pôles thématiques auxquels correspondent trois groupes de travail : patrimoine ; services publics ; dette. Le travail des groupes est coordonné par l'assemblée plénière. Cependant, si chaque de ces groupes travaille de manière autonome, le fil qui les lie est relatif à l'approche que l'on peut rattacher au concept de « commun » entendu comme « la pratique auto-organisée d'un groupe qui produit ou fait fonctionner une ressource, afin d'en partager équitablement l'usage entre ses membres ou pour le mettre à la disposition d'un collectif plus étendu, suivant des règles élaborées démocratiquement sur la base de l'autogouvernement » (Sauvêtre, 2016, p. 125).

Si cette conceptualisation se réfère directement à un plan pratique, à un objet, une ressource – matérielle ou immatérielle – il faut néanmoins le comprendre dans un plan plus large se référant à une réorganisation de la société au niveau local et en perspective même à un niveau global.

Dans cette partie, nous allons montrer les thématiques et perspectives politiques de RNSV/DR, dans le court, moyen et long terme, relatives notamment aux trois champs d'élaborations qui se sont affirmés jusqu'à maintenant. Ensuite, nous allons esquisser un panoramique dans une perspective plus large et sociétale, caractérisée par les mêmes principes « d'autogouvernement » et d'institution de nouvelles formes de gestion et de décision. En dernière instance, nous présenterons une courte réflexion sur la dimension spatiale de la mobilisation, et notamment sur les différentes spatialités par lesquelles les revendications se sont façonnées et organisées.

Cependant, avant de nous plonger dans l'analyse et la description de l'action politique de la mobilisation il faudra rapidement introduire le concept de « commun » et les pratiques qui en découlent dans différents contexte, avec une attention particulière à ces expériences qui constituent des références majeures pour RNSV/DR.

4.3.1 – Pour une politique du « commun »

La manifestation du réseau pour le Droit à la Ville (DAC) du 13 décembre 2013 s'est terminée avec le retour dans le quartier de San Lorenzo, où les activistes ont écrit sur les murs de Porta Maggiore, « Né pubblico né privato, Comune ». Cet énorme graffiti a un signifié particulièrement central pour la mobilisation RSNV/DR. L'importance de cet acte fondateur du réseau qui a précédé RNSV, s'est confirmé quand, presque 3 ans après, le 15 mars 2016, les activistes ont refait le graffiti qui avait été effacé par les « militants du décor » de Retake et ce

malgré le risque de rétorsions médiatiques que cette « 'guerre' des graffitis » aurait pu déclencher (La Repubblica, 2016a).

Cette phrase, « Ni public ni privé, commun » sous-tend, en effet, l'élément le plus marquant de l'identité politique de RNSV/DR qui s'insère tout à fait dans la percée des politiques du « commun ». Avec ce terme on entend cet ensemble de politiques qui ont émergé avec force dans les dernières années, notamment dans les pays du Sud de l'Europe (Sauvêtre, 2016), mais qui avaient été déjà partiellement élaborés par le mouvement altermondialiste et par l'écologie politique (Dardot & Laval, 2014, p. 2).

Cette émergence est strictement connectée avec l'intensification et la naturalisation des politiques néolibérales (Festa, 2015). Dans le cas spécifique italien, l'émergence de la thématique des « communs » se réfère à deux expériences paradigmatiques : l'expérience du mouvement pour l'eau publique qui a abouti au référendum victorieux de 2011 et l'occupation du Teatro Valle, toujours en 2011, où, deux ans après, « l'inédite alliance » de juristes et mouvements sociaux lanceront la « Costituente dei Beni Comuni » (Maddalena, 2013 ; Sauvêtre, 2016).

Avant de montrer les fils qui lient RNSV/DR avec ces deux expériences pilotes, il faut, cependant, faire quelques pas en arrière pour expliquer ce qu'on entend par les termes « commun » et « bien communs ».

4.3.1.a – Le « commun » et les « biens communs »

D'abord il faut distinguer le terme « commun » (italien, *comune*) de son 'objectivation', que l'on peut traduire par « biens communs » (italien, *beni comuni*). Les deux termes sont souvent confondus dans leur traduction du terme anglais *common* qui ne se réfère pas spécifiquement aux « biens communs » (italien, *beni comuni* ; anglais, *common goods*), mais « aux pratiques collectives », et qui peut renvoyer au terme « communaux » utilisés en français notamment par les historiens (Dardot & Laval, 2014). Les « biens communs », selon la définition de Stefano Rodotà, sont « ces biens qui expriment une utilité fonctionnelle à l'exercice des droits fondamentaux et au libre développement de la personne[139] » (Rodotà, 2012b)

Pierre Sauvêtre propose une généalogie qui renvoie à cinq foyers de développement du concept de « commun » :

139 "Quei beni che esprimono un'utilità funzionale all'esercizio dei diritti fondamentali e al libero sviluppo della persona" (Rodotà, 2012b).

1/ le foyer de la science politique américaine autour d'Elinor Ostrom (…) ; 2/ le foyer altermondialiste des mouvements écologistes connectés aux luttes paysannes indigènes contre les multinationales (…) ; 3/ le foyer du 'mouvement des places' déclenché à partir de 2011, sur la place Tahir en Egypte, puis en Espagne avec le mouvement 15-M, sur la place Syntagmaa en Grèce, aux Etats-Unis avec le mouvement Occupy Wall Street et, en 2013, en Turquie avec le mouvement de la place Tak im (…) ; 3/ enfin, le foyer du mouvement italien des *beni comuni* ('biens communs')» (Sauvêtre, 2016, p. 126).

A partir de ces foyers originaires se sont développés « deux grandes formes de problématisation théorico-politiqu s (…) : la problématisation 'économico-pratique' des communs et la problématisation 'politico-instituante' du commun » (Sauvêtre, 2016, p. 126).

Le champ où s'insère la mobilisation RNSV/DR est relatif à cette deuxième problématisation. Cependant, la problématisation « économico-pratique », qui « considère avant tout les communs comme des ressources économiques présentant des caractères spécifiques susceptibles de faire l'objet d'un système de droits partagés et une autorégulation par la communauté des utilisateurs » (Sauvêtre, 2016, p. 126), n'est pas complètement extérieure aux raisonnements qui ont déterminé le développement politique de la mobilisation.

En effet, c'est à partir de la défense de l'eau en tant que bien commun lors du référendum de 2011 que s'affirme en Italie la centralité du thème du commun en tant que principe politique.

Le plan du commun prévoit un dépassement de la dichotomie public/privé à laquelle se (re)ajoute le plan *collectif* ou justement *commun*. Sur « le plan politique », le fait de « placer les biens communs au-delà du public et du privé signifie penser et aspirer à la réalisation de formes et institutions de démocratie participée qui dépassent les politiques actuelles de privatisation sans pour autant retourner à la traditionnelle gestion publique, verticale et paternaliste des ressources [140]» (Marella, 2014, p. 1). Une volonté qui dépasse la simple défense, et propose une « ré-institution des sociétés, à des niveaux micro-sociaux mais également à un niveau plus global » (Dardot & Laval, 2014, p. 2).

Dans une époque où les narratives alternatives traditionnelles – comme le communisme par exemple – semblent avoir perdu leur hégémonie au sein des mouvements sociaux (Dardot & Laval, 2014), la « restructuration du champ politique » s'est faite à partir d'instances plus

140 "Sul piano politico porre i beni comuni al di là del pubblico e del privato significa pensare e aspirare alla realizzazione di forme e istituzioni di democrazia partecipata che superino le attuali politiche di privatizzazione senza però tornare alla tradizionale gestione pubblica, verticale e paternalista, delle risorse" (Marella, 2014, p. 1).

pratiques, comme la défense des biens essentiels. Le commun se place en effet « après le communisme et le capitalisme » (Negri & Hardt, 2010).

A partir de cette défense s'articule une nouvelle manière de concevoir la gestion des biens – que ce soit la gestion de l'eau ou de biens immobiliers – impulsant une prise en compte « du commun comme pratique démocratique collective » basée sur la notion d'usage au lieu que de celle de propriété (Sauvêtre, 2016, p. 128). Une pratique qui voit le commun non simplement comme une forme différente de gérer des biens mais comme une véritable « pratique collective d'auto-institution et d'autogouvernement [qui] correspond à l'émergence d'une *nouvelle culture citoyenne démocratique et non-étatique* » (Sauvêtre, 2016, p. 129). Le commun, dans cette optique, dépasse la frontière des biens pour prendre en compte la société dans son sens plus large.

Le cas italien est paradigmatique. L'émergence de la catégorie doit être rattachée tout d'abord au travail du juriste Stefano Rodotà qui ouvre, en 2007, une commission pour « modifier les normes du code civile en matières de biens publics [141]». Ensuite, le référendum de 2011 avec lequel 27 millions d'italiens ont dit « non » à la privatisation de la gestion de l'eau a ouvert une phase dans laquelle les *beni comuni* ont joui d'une grande attention de la part de l'opinion publique. Ce thème a eu une telle centralité qu'il est devenu un slogan utilisé par les mêmes forces contre lesquelles aujourd'hui les activistes se battent : la coalition du Parti Démocrate et d'autres formations du centre-gauche prenaient lors des élections de 2012 le nom de « Italia Bene Comune » (Marella, 2014). Encore aujourd'hui les biens communs sont assez centraux dans le débat public même en dehors du monde des mouvements sociaux. Labsus, par exemple, est une organisation de techniciens proche du monde universitaire qui a fait approuver des règlements sur les biens communs par une centaine de mairies italiennes (Redazione Labsus, 2015). Leur approche est surement très différente de celui que DR propose mais témoigne néanmoins l'intérêt, dans tout le pays, pour cette thématique.

Mais c'est surtout avec l'expérience de l'occupation du Teatro Valle, le plus ancien théâtre de la capitale, qui se produit un mécanisme novateur qui caractérise en partie encore aujourd'hui RNSV/DR. Au Teatro Valle se lance, en avril 2013, la « Costituente dei Beni Comuni », une

141 Description de l'activité de la commission sur le site du Ministère de la Justice. URL: http://www.giustizia.it/giustizia/it/g_1_12_1.wp?facetNode_1=0_10&facetNode_2=0_10_21&previousPage=mg_1_12&contentId=SPS47617

« alliance inédite entre culture juridique et les luttes liées aux biens communs [142]» (Teatro Valle Occupato, 2013). Nombreuses sont les contributions qui visent à analyser le rapport entre le droit et les mouvements sociaux dans le mouvement italien des « biens communs » (Bailey & Mattei, 2013; Maddalena, 2013; Marella, 2014). Un usage « contre-hégémonique » du droit qui a encore aujourd'hui, dans la mobilisation RNSV/DR, une certaine centralité et ce malgré le choc que le triste épilogue de l'occupation du Teatro Valle a provoqué parmi les activistes[143]. En effet, après trois ans d'occupation caractérisés par une médiatisation sans précédent, même à niveau international (Lisarelli, 2014), les occupants du théâtre décident d'accepter l'invitation à libérer les lieux (Buscemi, 2014), donnant un coup d'arrêt très fort au mouvement naissant pour les biens communs.

Cependant, cette expérience – dans ses points positifs et négatifs - constitue un bagage important pour DR qui, comme on le verra par la suite, insiste encore aujourd'hui sur un plan où le droit peut jouer un rôle important s'il est supporté par une pratique de lutte et de mobilisation sociale, en cohérence avec les positions de Marella (2014, p.1) qui a été une des juristes qui ont animé la *Costituente dei Beni Comuni*.

4–3.1.b - Decide Roma et le(s expériences du) « commun »

Comme on vient de le voir, il y a des liens forts entre DR et le mouvement des *biens communs*. Cela provient du fait que de nombreux activistes de DR ont effectivement participé à cette expérience alors que d'autres, comme certains militants du CRAP et d'ATTAC sont directement issus du mouvement pour *l'Acqua Bene Comune*[144] (ABC, eau bien commun).

Mais ce rapport ne relève pas seulement des expériences personnelles des activistes mais est également plus strictement lié à l'histoire politique de certaines composantes de DR. Esc, par exemple, est issu du mouvement des *Disobbedienti*, et entretient des liens très fort avec certaines figures intellectuelles qui sont à l'origine des théorisations les plus radicales concernant le commun, comme par exemple Toni Negri (Negri, 2012; Negri & Hardt, 2010).

---

142 "un'inedita alleanza fra cultura giuridica e le lotte legate ai beni comuni" (Teatro Valle Occupato, 2013).
143 Entretien avec Rossella & Antonello "Libera Repubblica", 5/7/2016, Esc, Roma.
144 Entretien avec Rossella & Antonello "Libera Repubblica", 5/7/2016, Esc, Roma; Entretien avec Pina & Piero "Casale Falchetti", 1/8/2016, Communia, Roma; Entretien avec Simona "Crap", 12/7/2016, Rialto, Roma; Entretien avec Marco "Attac", 20/7/2016, Cinema Palazzo, Roma.

En outre, le rapport de DR avec des expériences plus avancées dans le champ du commun est relatif aux expériences qui ont proposé une vision plus large et politique de ce concept, comme l'expérience catalane de « Barcelona en Comù » et celle napolitaine de « Massa Critica ».

Regarder, même brièvement, ces expériences est fondamental pour cerner les attentes et les perspectives des activistes de RNSV/DR, qui déclarent ouvertement leurs liens avec ces expériences. En fait, l'expérience napolitaine « Massa Critica »a souvent été décrite comme une « expérience jumelle [145]».

Les deux cas sont similaires mais au même temps très différents.

A Naples, « Massa Critica », nait quand les « composantes qui animent une trentaine de lieux [autogérés et]re-fonctionnalisés pour contraster le manque de logements, ou en cantines occupées, en ambulatoires populaires, en lieux de production de culture et d'agrégation sociale » comprennent de ne pas être « autosuffisants ». A partir de là nait un « travail collectif » qui a pour but de connaitre la ville et de s'y rapporter (Pollice, 2016a). Le nœud principal est que cette expérience collective se propose d'impulser une participation et un engagement des habitants à travers des assemblées territoriales auxquelles le Maire Luigi De Magistris, reconnaitra, si tout va comme prévu, une reconnaissance juridique dans l'automne 2016 (Chetta, 2016). Il s'agit d'un cas où l'administration s'est rapprochée des mouvements sociaux grâce à leur légitimation populaire et sociale.

Au contraire, à Barcelone, ce sont les mouvements, sous le nom de « Barcelona en Comù », qui grâce à une légitimation sociale construite grâce à un travail profond dans les territoires, ont réussi à accéder au pouvoir en gagnant les élections de 2015 (Sauvêtre, 2016, p. 137). Ada Colau, ancienne occupante de logements, est ainsi devenue maire. La situation est assez complexe parce que la distance qui séparait administrateurs et mouvements n'existe plus de la même manière. L'administration cherche à légitimer son travail en écoutant le plus possible les assemblés que « Barcelona en Comù » animait avant d'accéder au gouvernement (Sauvêtre, 2016, p. 137). Sur ce point, l'administration dit « on a gagné Barcelone, donc maintenant on a le gouvernement de la ville, mais restez mobilisés parce qu'on n'a pas le *pouvoir* de la ville [146]».

Decide Roma entretient des rapports étroits avec ces deux expériences avec lesquelles DR collabore pour réaliser un véritable réseau qui puisse fédérer et renforcer l'efficacité de ces

145 Entretien avec Alessandro "Esc", 5/7/2016, Esc, Roma, p.5.
146 Entretien avec Marco "Attac", 20/7/2016, Cinema Palazzo, Roma, p.2.

expériences à une échelle plus vaste[147]. DR entreprend donc à la fois une « politique du réseau » et de la « mobilité » (Leitner et al., 2008) qui vise à créer des liens et des influences réciproques avec ces mouvements.

Les sous-parties suivantes sont dédiées à une analyse approfondie des thématiques développées au sein de la mobilisation de Decide Roma. La perspective du commun trouve ainsi, à travers ces groupes thématiques, une application sur le terrain de la gestion et de la gouvernance urbaine qui en constitue, comme on verra, une politisation maximale. La division par groupes de travail de DR sera le prétexte pour plonger dans ces thématiques et se projeter sur l'idée au sens plus vaste de « révolution du commun » dans la gouvernance de la ville.

4.3.2 – Des centres sociaux aux biens communs urbains : le groupe de travail « Patrimoine »

La question du « Patrimoine immobilier » a une centralité particulière au sein de RNSV/DR à cause de la nature même de ses composantes les plus actives[148]. En effet, comme l'on a dit déjà à plusieurs reprises, cette mobilisation nait tout d'abord comme une instance défensive à l'égard des espaces sociaux à laquelle s'ajoutent, par la suite, des associations titulaires d'une concession sous le régime de la *delibera 26,* loi communale pour la régularisation des pratiques d'autogestion dont la pratique illicite avait émergé notamment avec le scandale Affittopoli.

Ce groupe travaille donc essentiellement autour de la question du « patrimoine public » (*patrimonio pubblico*). Cependant, toutes les *occupations* qui adhèrent à la mobilisation n'ont pas lieu dans des espaces relevant du domaine des biens publics. Au contraire, plusieurs espaces sociaux, qui ont même un rôle important sur le plan politique, sont des espaces privés occupés, comme Communia, le Nuovo Cinema Palazzo ou Point Break, résidence étudiante expulsée en fin juillet (cf. 4.2 histoire de la mobilisation). Si l'élaboration autour d'une action normative pour cette dernière typologie d'occupation a joué un rôle secondaire pendant toute la première période de mon terrain, elle a acquis une toute nouvelle « urgence » à la suite de l'éviction qu'on vient tout juste de mentionner.

Les raisonnements qui ont été développés pendant ces mois de mobilisation sont valables, d'un point de vue conceptuel, pour les deux typologies (Roma Comune, 2016), même si, du point de vue des mesures administratives et de prise en compte institutionnelle, les deux questions se trouvent sur des plans de faisabilité très différentes.

147 Cf. partie 4.3.6
148 Cf. partie 4.1

En effet, le point de différenciation est relatif à la « propriété ». Si pour les biens publics, et en particulier communaux, une action normative de la part de l'administration n'est pas un scénario ni nouveau ni particulièrement radical[149], pour les biens privés la question est bien plus complexe. Malgré les limites que la Constitution Italienne pose à l'égard de ce type de propriété, le concept de « fonction sociale de la propriété privée » n'a effectivement presque jamais été utilisée, dans notre époque récente, pour des « finalités de redistribution ou de péréquation » (Marella, 2013, p. 3).

Dans tous les cas, la question de la défense des espaces sociaux face au risque d'expulsion n'est pas nouvelle[150]. Au contraire, c'est ce type d'*urgence* qui est d'habitude pratiquement le seul prétexte pour une action collective large de la part des espaces/centres sociaux[151].

La nouveauté est que, à cette occasion, la question du patrimoine a pris une ampleur et une ouverture inédite à travers une conceptualisation autour de la notion de biens communs. En effet, comme plusieurs études l'ont fait remarquer, « l'espace urbain » a toutes les caractéristiques nécessaires pour être conçu en termes de « commun » (Marella, 2015). Pour Alessandro de l'espace social Esc et qui s'est, pour des raisons personnelles d'*appartenance* politique et de formation, le plus dédié au « gruppo Carta » (qui s'occupe principalement de la question du patrimoine) croit que le fait de penser « une nouvelle forme de gestion du patrimoine » dans les termes des « biens communs », constitue un « objectif assez réalisable » et en même temps « extrêmement nouveau et puissant [152]».

L'élaboration autour de ce thème a pris comme forme de restitution et de discussion la *Carta di Roma Comune* (Charte du Rome Commun*)*. Elle a comme « présupposé théorique » l'expérience de la « Constituente dei Beni Comuni » entreprise par des célèbres juristes ainsi que les mouvements sociaux lors de l'occupation du Teatro Valle, théâtre historique romain d'envergure nationale[153]. Une expérience importante que DR « regarde avec beaucoup d'intérêt et au même temps avec beaucoup de criticisme », notamment à propos des limites autour de « l'asymétrie entre les juristes qui élaboraient les propositions (…) et les mouvements mêmes[154]». La « défaite » de la « Costituente » et du « Teatro Valle » avait mis

149 Cf. avec l'histoire de la delibera 26, mentionnée à plusieurs reprises et approfondie notamment dans le chapitre 3.2.
150 Entretien avec Nunzio "Cortocircuito", 22/7/2016, Cortocircuito, Roma.
151 Entretien avec Rossella & Antonello "Libera Repubblica", 5/7/2016, Esc, Roma.
152 Entretien avec Alessandro "Esc", 5/7/2016, Esc, Roma, p.6.
153 Ibid.
154 Entretien avec Francesco "Esc", 3/8/2016, Communia, Roma, p.5.

un coup d'arrêt à la réflexion sur cette thématique qui a néanmoins trouvé une nouvelle vie grâce à la « capacité » de DR « de la reprendre en l'articulant cette fois sur un plan de lutte matériellement possible à atteindre[155]». Mais pas pour autant moins radical.

Conceptualiser l'espace urbain en tant que "bien commun" implique de s'interroger de manière centrale à la question de l*'usage* et des formes de gestion et, en conséquent, une remise en question de la manière de concevoir la « propriété » (Festa, 2015).

L'expérience napolitaine constitue sur ce point un précédent particulièrement important,à partir duquel DR s'inspire ouvertement[156]. Il s'agit, pour les activistes, de dépasser l'optique de la « concession » - comme cela avait été le cas, dans la capitale, à l'époque de la *delibera 26* – pour entreprendre le chemin de la prise en compte de ces espaces en tant que « Biens Communs Urbains » (*Beni Comuni Urbani*). A Naples, la volonté de l'administration de valoriser ces « lieux d'avant-garde » - pour utiliser la définition donnée par le maire adjoint aux biens communs (*assessore ai beni comuni*) de Naples Carmine Piscopo lors de la « 5e assemblée d'autogouvernement de Decide Roma» - s 'est matérialisé par la promulgation de deux lois municipales (*delibere*) qui « se fondent sur [l'idée des] *usages civiques*[157] ». La première expérience en ce sens est relative à l'Ex Asilo Filangieri, espace social en plein centre de Naples, occupé en 2012 par des travailleurs et travailleuses du spectacle qui, au fil du temps, « se sont mélangés à la communauté [locale]». Le pas qui a été franchi a été celui de considérer cet espace non comme un « centre social » mais comme un véritable « bien commun » doté d'un « règlement d'usage civique » sur lequel les activistes se sont penchés pendant deux ans, avant son approbation par l'administration de Luigi De Magistris (D'Agnese, 2015). Aujourd'hui, Naples compte 7 « espaces libérés » qui ne sont pas en « assignation », mais qui sont reconnus comme « des espaces qui par leur vocation même (collocation territoriale, histoire, caractéristiques physiques) sont devenus d'usage civique et collectif pour leur valeur de biens communs [158]» (Asilo Filangieri et al., 2016, pp. 1–2). Ce type de prise en compte des expériences d'occupation et d'autogestion est en nette discontinuité avec les expériences du passé, à Rome, comme dans le reste du pays.

155 Entretien avec Alessandro "Esc", 5/7/2016, Esc, Roma, p.6.
156 Ibid.
157 Cf. Retranscription V assemblea Autogovernno, 20/7/2016, Annexe 3.
158 "spazi che per loro stessa vocazione (collocazione territoriale, storia, caratteristiche fisiche) sono divenuti di uso civico e collettivo, per il loro valore di beni comuni" (Asilo Filangieri et al., 2016, pp. 1–2).

En effet, les *centres sociaux* trouvaient leur légitimité dans leur fonctionnement même, et pour cela, la « reconnaissance politique » qui dérivait de la « concession » de l'espace occupé par l'administration était largement suffisante[159]. Cependant, selon les activistes, la situation a changé, la perception publique des centres sociaux aussi, et il est temps de « se repenser au sein de la ville [160]», de s'ouvrir encore davantage aux quartiers et aux habitants[161]. Raisonner en termes de « biens communs » implique ce type d'ouverture. En effet, dans cette optique, la priorité n'est pas donnée à la propriété du bien, mais à « sa gestion qui doit garantir l'accès au bien et prévoir la participation des sujets intéressés », faisant ainsi des biens communs « un outil essentiel pour les droits de citoyenneté, ceux qui appartiennent à toutes les personnes [162]» (Rodotà, 2012a).

La faisabilité de ce modèle est due aussi à son fondement juridique travaillé par des imminents juristes depuis 2007 (Sauvêtre, 2016). En effet, comme on l'a dit précédemment, la Constitution Italienne peut être interprétée comme une base pour ce type de conceptualisation. On peut considérer par exemple l'article 118 qui affirme que les institutions « favorisent l'initiative autonome des citoyens, seuls ou associés, pour des activités d'intérêt général sur la base du principe de subsidiarité[163]» ou encore les limites que la loi pose à la propriété privé en termes de « fonction sociale » (Marella, 2013). En cohérence avec ces présupposés constitutionnels, les juristes ont proposé une approche particulière pour donner un coup d'arrêt à la « montée en puissance » de la propriété privé qui caractérise ces temps des politiques néolibérales (Marella, 2013, p. 1). Cette remise en question ne se fait pas en contestant la « titularité du bien » en tant que telle mais en donnant la priorité à « l'accès à l'usage » du bien (Festa, 2015, p. 88).

Les futurs « biens communs urbains », trouvent ainsi un fondement constitutionnel en support de leur « légitimité sociale » qui s'était construite durant des années d'autogestion et de présence dans les quartiers. Celle qui était la « légitime illégalité» de ces expériences (Marella, 2014, p. 8), que les activistes avaient opposé à la « légalité abstraite » promue par

---

159 Entretien avec Alessandro "Esc", 5/7/2016, Esc, Roma, p.2.
160 Entretien avec Rossella & Antonello "Libera Repubblica", 5/7/2016, Esc, Roma, p.10.
161 Entretien avec Nunzio "Cortocircuito", 22/7/2016, Cortocircuito, Roma.
162 "sua gestione, che deve garantire l' accesso al bene e vedere la partecipazione di soggetti interessati (…)beni comuni si presentano così come strumento essenziale perché i diritti di cittadinanza, quelli che appartengono a tutti in quanto persone" (Rodotà, 2012a).
163 "favoriscono l'autonoma iniziativa dei cittadini, singoli e associati, per lo svolgimento di attività di interesse generale, sulla base del principio di sussidiarietà" -Costituzione della Repubblica Italiana, extrait de l'article 118. Disponible sur le site du Sénat. URL: http://www.senato.it/1025?sezione=136&articolo_numero_articolo=118

l'administration du commissaire Tronca, trouverait ainsi sa légitimité juridique à travers une action normative qui, sur le modèle napolitain, peut donner une reconnaissance permanente à cette « pratique coopérative et solidaire » (Sauvêtre, 2016, p. 125).

Mais il ne s'agit pas seulement de « justifier » les pratiques de l'autogestion des espaces, mais de leur donner un nouvel élan, une envie de se renouveler. En effet, voir les *espaces sociaux* en tant que « biens communs urbains » implique forcément une remise en question du fonctionnement des espaces mêmes. Une fois qu'ils ont pris conscience des profondes mutations du contexte, ces espaces ont décidé de prendre une voie qui les *force* à « ne pas tenir pour acquis [leur propre] légitimité [164]». Une fois considérée « l'accessibilité » de la communauté comme caractéristique intrinsèque aux « biens communs » (Festa, 2015; Marella, 2014), il s'avère nécessaire, pour les espaces sociaux, d'accepter une forme de vérification et de contrôle populaire[165].

Les « biens communs » étant sur un plan différent par rapport au « public » et au « privé », ce contrôle populaire doit relever de la communauté et non pas de l'Etat. Cela implique, pour les espaces qui voudraient se ré-signifier en tant que « biens commun urbains », de revoir leurs propres mécanismes de fonctionnement afin d'assurer la cohérence avec les principes d'ouverture, « [d']accès égalitaire (…) et fondement démocratique » (Sauvêtre, 2016, p. 125). Ou même prévoir, en perspective, comme dans le cas napolitain, de se doter des « règlements d'usage civique » (*regolamenti d'uso civico*) (D'Agnese, 2015), outre la nécessité, qui se pose déjà DR, de garantir la « traduisabilité à l'extérieur » (*traducibilità all'esterno*)de ce qui se passe dans les processus de discussion et de décision[166].

Ceci constitue un changement important pour les espaces qui, parmi milles difficultés, ont parfois perdu leur rapport avec les quartiers, en se perdant dans leur pratique d'autogestion[167]. C'est donc un retour à cet état d'esprit qui, selon Nunzio D'Erme, militant historique de ces mouvements, a toujours caractérisé les centres sociaux nés pour être des « tremplins pour la révolution » et qui « ont réussi à faire rentrer des morceaux de quartier dans les espaces et [qui] doivent aujourd'hui ressortir dehors [168]».

164 Entretien avec Francesco "Esc", 3/8/2016, Communia, Roma, p.6.
165 Entretien avec Alessandro "Esc", 5/7/2016, Esc, Roma, p.9.
166 Entretien avec Francesco "Esc", 3/8/2016, Communia, Roma, p.8.
167 Entretien avec Alvise "Astra/Puzzle", 27/7/2016, Esc, Roma.
168 Entretien avec Nunzio "Cortocircuito", 22/7/2016, Cortocircuito, Roma, p.6.

Le but n'est plus de faire reconnaitre sa propre légitimité par les institutions, mais de la garantir soi-même en s'efforçant d'impliquer la communauté du territoire où s'insère l'espace et en cherchant à impulser encore davantage, à travers l'optique du « commun », la légitimité sociale de ces actions.

Cela avec l'objectif non seulement de transformer les espaces sociaux en biens communs urbains, mais de les faire devenir un « levier, un moteur » de « participation [169]». En effet, comme nous le verrons plus loin, cette volonté implique pour les espaces de renouveler leur propre rôle, afin de permettre un débordement de ses propres instances d'autogouvernement afin de contaminer et transformer la gestion de la ville et in fine de la société entière.

Par ailleurs, la catégorie des « biens communs urbains », grâce à son ampleur, est « un terrain confortable même pour expériences [sociales et politiques] qui ont beaucoup de méfiance à l'égard d'une reconnaissance légale ». « Bien travaillée », cette catégorie peut être viable également pour ces réalités « qui ont des exigences totalement opposées, c'est-à-dire d'être totalement garanties non seulement dans le champ de la légitimité social mais de la légalité proprement dite, et ceci en fonction de l'activité qu'elles mènent ». C'est le cas d'associations qui interviennent dans la santé comme par exemple Viva la Vita ou le Grande Cocomero[170]. Ce serait donc une catégorie capable de « garantir la couverture légale et administrative dont on a besoin avec une bonne marge de flexibilité, de reconnaissance des différences et même de légitimation *de facto* de ce qui se fait dans les espaces [171]».

Un aspect délicat, qui n'a pas encore été approfondi, est celui des activités économiques développées dans les espaces sociaux (et donc en perspective dans les biens communs urbains). En effet, au jour d'aujourd'hui, les centres/espaces sociaux plus stables rémunèrent une partie du travail effectué par des activistes plus ou moins internes au projet politique à travers des activités d'autofinancement. Cela est vrai, notamment au Forte Prenestino, mais également dans beaucoup d'autres espaces. C'est un mécanisme appelé *auto-reddito* (auto-revenu), sur lequel un débat a eu lieu dans les années 1990 (Moroni & Farina, 1995), mais qui, pour le moment, reste largement inexploré par DR malgré la reconnaissance assez partagée de devoir en discuter et d'y réfléchir de manière approfondie afin d'être en mesure de produire un discours cohérent sur les biens communs urbains.

---

169 Entretien avec Marcello "CIP", 1/7/2016, CIP, Roma, p.4.
170 Cf. partie 4.1, « Composition et fonctionnement » .
171 Entretien avec Alessandro "Esc", 5/7/2016, Esc, Roma, p.4.

Dans tous les cas, la capacité de la nouvelle administration du Mouvement 5 Etoiles à sortir de sa conception statique de la légalité et à prendre la question du patrimoine dans ce sens dépendra de la capacité du mouvement à faire entendre sa propre voix. En favorisant la prise de conscience que des pratiques même techniquement illégales peuvent être bien plus légitimes que certaines pratiques qui, seraient au contraire tout à fait légales. Autour de cela s'articule, l'idée du « Droit Surgissant » (*Diritto sorgivo*), concept juridiquement « fondé » mais « un peu velléitaire », qui prévoit « la légitimité juridique de certaines pratiques [172]». Dans des termes plus stratégiques, c'est sur ce plan qui se joue la partie qui veut que l'administration de la capitale lance un « laboratoire sur les Biens Communs Urbains ». Un changement de route a été possible grâce aux pressions des militants de DR qui ont réussi à faire approuver une motion qui bloque les évictions des biens municipaux et « oblige l'administration communale à ouvrir un table technique propédeutique à la redéfinition des critères de gestion du patrimoine indisponible ». Les activistes ont en outre revendiqué le fait que « le laboratoire [qu'ils veulent], prétend la reconnaissance également de la valeur sociale des expériences qui ont récupéré des biens de propriété privée sujets à abandon ou spéculation, et ceux qui sont de propriété publique mais qui ne sont pas inclus dans l'ancienne loi 26 et dans la 140 ». Maintenant, il reste à voir comment cette question va évoluer, mais je me permets de dire que j'espère que les activistes de DR n'ont pas considéré cet acte trop naïvement comme « un premier pas vers les biens communs urbains » (*un primo passo verso i beni comuni urbani*) (Roma Comune, 2016).

4.3.3 – Travailleurs et usagers coalisés pour le bien commun : le groupe "services publics »

Une autre thématique de la mobilisation est celle relative aux « Services Publics ». A l'intérieur de Decide Roma on trouve, en particulier, la Coordination Romain Eau Publique (CRAP), un des protagonistes de l'expérience du « Forum Italien Mouvements pour l'Eau » (*Forum Italiano Movimenti per l'Acqua*) qui a conduit à la victoire écrasante du « non aux privatisations » lors du référendum de juin 2011 (Toniutti, 2011). Si la plupart des espaces sociaux de Rome ont participé et collaboré à cette expérience et avaient d'ailleurs déjà commencé à raisonner sur « les services publics et les modèles de participation, la présence du Crap a surement en quelques sorte dirigé un peu plus le travail de DR sur la question des privatisations des services [173]».

L'utilisation du concept de « bien commun » trouve dans ce contexte ses plus nombreuses et *traditionnelles* élaborations étant donné que c'est précisément autour de cette mobilisation pour

172 Entretien avec Alessandro "Esc", 5/7/2016, Esc, Roma, p.12.
173 Entretien avec Simona "Crap", 12/7/2016, Rialto, Roma, p.1.

l'Acqua Bene Comune (Eau Bien Commun) que cette dimension du raisonnement s'est imposé à un niveau national (Maddalena, 2013).

Cependant, si le Mouvement de l'Eau raisonnait déjà en termes d'opposition aux privatisations pour les services publics essentiels, avec DR se manifeste une volonté d'*élargir* également cette problématique en allant au-delà de la question spécifique de l'eau pour s'interroger plus largement sur les services publics et leur rôle au sein d'une ville autogouvernée.

Le travail autour de cette question doit forcément s'articuler sur une double échelle prenant en compte d'un côté des revendications d'ordre national et de l'autre des conflits plus spécifiquement insérés dans l'échelle locale.

Ces échelles correspondent, sur le plan conflictuel, à la fois à un plan général et à un plan très pragmatique, *vertenziale* [174], entendu comme se référant à un conflit spécifique, *syndical*.

Les contestations à l'égard des politiques nationales concernant la gestion des services se réfèrent notamment à la *trahison* de l'esprit référendaire, qui se traduit par un support législatif croissant aux privatisations des services publics essentiels. Le travail contre le décret « Madia » se situe sur le premier plan (Palombi, 2016) tout comme la pression initiée vis à vis de la nouvelle administration pour que la capitale soit, comme Naples, un exemple de retour à la gestion publique des services.

Les conflits *spécifiques* sur lesquels travaille DR concernent essentiellement deux services publics qui subissent une forte attaque de la part des institutions, notamment depuis la période du Commissaire Tronca : la question des « chenils municipaux » (*canili munipali*) et des « écoles de la première enfance » (*asili nido*) (Huffington Post, 2016a; Il Corriere della Sera, 2016c). A l'intérieur de DR on trouve, comme composantes actives, un groupe de « travailleurs du chenil municipal de Muratella » mobilisés contre l'externalisation du service et le licenciement de plus 90 travailleurs et travailleuses, et l'association de parents d'élèves des écoles de la première enfance, Geronima[175]. La participation active[176] de ces deux groupes à

174 Le terme « vertenza » se réfère souvent à des conflits syndicaux, sur le lieu de travail, contre par exemple des licenciements. Le terme, dans le langage militant, est utilisé pour se référer à un plan revendicatif concret.
175 cf. composition et fonctionnement & histoire de la mobilisation
176 D'autres groupes de travailleurs ont participé mais avec moins de constance, comme les travailleurs de l'hôpital Forlanini. En outre, les liens que certaines composantes ont avec le syndicat de base USB ont permis d'organiser des initiatives commune avec des travailleurs d'autres services publics.

DR a donc permis de décliner les raisonnements plus généraux sur les services sur un plan plus pragmatique et factuel.

Sur le plan des revendications politiques au sens large, on trouve donc, tout d'abord, une question nationale, qui renvoie à une échelle différente par rapport à l'essence programmatique de DR. Sous la poussée du CRAP et en coordination avec le Forum des Mouvements pour l'Eau, en effet, Decide Roma se dédie avec grand élan à la contestation du *Decreto Madia* (Décret de loi Madia), avec lequel le gouvernement Renzi prône un renfort de la logique de privatisation et externalisation des services qui avait pour autant été nettement refusée par 27 millions d'italien.ne.s lors du référendum de 2011 (Palombi, 2016; Paudice, 2016). Comme déjà à partir des premiers mois après la victoire référendaire, l'esprit de la consultation a été « trahi » par les forces politiques au pouvoir, y compris par le PD qui avait pourtant, après de nombreuses indécisions, supporté le référendum (Il Fatto Quotidiano, 2011). Ce plan de lutte s'est articulé autour d'actions médiatiques – sur le web et lors de rencontres institutionnelles – et d'une assemblée thématique publique[177] d'élaboration et discussion.

Les activistes, après l'action[178] au Forum de l'Administration Publique en occasion du 5e anniversaire du référendum, le 12/6/2016 ont réussi à obtenir une rencontre avec le ministre qui ne s'est pas montré pour autant très enclin à défendre les demandes des activistes, renvoyant des éventuelles évolutions aux discussions parlementaires (Segreteria Operativa Forum Italiano dei Movimenti per l'Acqua & DecideRoma, 2016). La partie se joue donc essentiellement sur la tenue du gouvernement, et le référendum constitutionnel de cet automne pourrait être la seule occasion pour freiner cette offensive néolibérale provenant – hélas – des héritiers du Parti Communiste Italien.

Sur ce même plan, mais à une autre échelle, se situe aussi la question de « l'autonomie » de la ville face aux politiques nationales, et donc la pression que les mouvements exercent sur la nouvelle administration pour qu'elle prône une discontinuité radicale par rapport aux tendances imposées par le gouvernement. Sur ce point, la nouvelle administration du M5S a toutes les chancer d'aller dans la *bonne* direction. En effet, la question référendaire et la nécessité de réorganiser la gestion des services municipaux sont deux aspects qui ont été extrêmement

177 Appel pour l'assemblée sur Indipendenti.eu.i URL : https://www.indipendenti.eu/28-giugno-assemblea-sui-servizi-pubblici-decidelacitta/
178 Vidéo de l'action, par Alanews. URL : http://www.youtube.com/watch?vv=XNxj8pe9w

présents à la fois dans les positions du M5S national (M5S Camera, 2016) et à la fois dans le programme de Virginia Raggi (Vergine, 2016).

En effet, « la crédibilité du M5S » se joue sur cette réorganisation concernant notamment les transports et la gestion de déchets, deux services gérés par des entreprises communales au centre des scandales de corruption et de mauvais services. Les choix de l'adjoint aux déchets a suscité pas mal de critiques pour le moment, étant donné que Mme Muraro a été conseiller de gestion pendant 12 auprès d'Ama, l'agence municipale qui s'occupe du service (Perrone, 2016). Pour ce qui concerne Acea (entreprise locale de gestion de l'eau qui n'appartient au public que pour le 51%, le reste étant partagé entre le célèbre *palazzinaro* Caltagirone et le groupe français Suez), Raggi semble, dans ses déclarations, « épouser les positions du référendum sur l'eau de 2011 » concernant la question des tarifs (Huffington Post, 2016b), mais aussi les principes plus généraux. Effectivement, le 1[e] août, au moment de présenter les grandes lignes de son programme au Conseil Municipal, la maire déclare :

> Nous proposons de respecter la volonté populaire d'une gestion publique et participative du service hydrique. Cela aura lieu en insérant dans le Statut de Rome Capitale le concept de « droit à l'eau », afin qu'ACEA ATO2 garantisse un service transparent envers la population[179] (Ansa, 2016).

Il reste à voir si ces déclarations se traduiront réellement par un changement radical et si, surtout, cela aura lieu effectivement dans les termes d'une gestion « commune » du service, sur le modèle de *ABC – Acqua Bene Comune*, société publique de la Mairie de Naples, « première grande ville d'Italie à avoir rendu public la gestion de l'eau en respectant les résultats du référendum de 2011 ». L'expérience napolitaine a produit un mécanisme de « participation démocratique aux choix de gestion » qui a permis qu'aujourd'hui, « avec l'eau publique, les citoyens de Naples ne payent plus le profit », faisant ainsi du service hydrique parthénopéen le moins cher du pays (La Repubblica, 2016e).

Le plan des luttes qu'on peut définir - avec des réserves concernant les enjeux et la méthodologie - *syndicales*, permet de mettre à l'épreuve d'un côté la capacité d'action de DR et de l'autre la capacité de l'administration à changer de direction par rapport à ses prédécesseurs. Si ces conflits ne sont pas représentatifs de l'ensemble des contradictions des services publics locaux – qui ont à Rome une longue histoire de corruption et mauvaise gestion - ils s'avèrent néanmoins paradigmatiques. En effet, ces conflits sont très utiles pour

179 "Si propone di rispettare la volontà popolare per una gestione pubblica e partecipata del servizio idrico. Ciò avverrà: inserendo nello Statuto di Roma Capitale il concetto del 'Diritto all'Acqua' affinché ACEA ATO2 garantisca un servizio trasparente verso la cittadinanza" (Ansa, 2016).

comprendre à la fois les formes de l'offensive néolibérale envers les services publics et les réponses avec lesquelles les nouvelles institutions y répondent ; mais, également, ces luttes nous permettent de voir la manière dont peut se décliner un « nouveau syndicalisme social » et donc une réponse par les bas à ces attaques. Ce dernier point est particulièrement important pour comprendre les perspectives de mobilisation dans le monde du travail dans un contexte où les formes syndicales traditionnelles paraissent traverser une profonde crise (Rinaldi, 2016).

Le premier exemple concerne la question des chenils municipaux. Cette lutte, loin d'être perçue comme une question-clé par rapport au thème des services publics au sens large, est néanmoins paradigmatique et exemplaire pour la manière dont DR veut entreprendre ce terrain de lutte. En effet, pour les chenils municipaux se sont vérifiées une série d'événements qui ont surpris même les activistes qui étaient déjà en contact, depuis plusieurs années, avec les travailleurs et travailleuses du chenil de Muratella[180]. Après 12 années de luttes pour améliorer leurs conditions de travail et celles des animaux accueillis dans le chenil, 93 travailleurs et travailleuses perdent leur emploi le 30 avril 2016 (Adnkronos, 2016).

Cela a eu lieu à la suite d'un mécanisme un peu tordu, qui, au nom de la « légalité », prévoyait en réalité, « des fortes coupes aux services[181] ». Après les nombreuses irrégularités de l'administration du maire de droite, Alemanno, sous l'administration Marino la « légalité » devient le « mantra » qui portera à l'émission d'un appel d'offre pour la gestion du chenil municipal de Muratella. Le financement mis à disposition pour la gestion du chenil comportait « le licenciement de 70% des travailleurs et travailleuses ». Au chenil, les salariés commencent donc à se mobiliser jusqu'à obtenir la suspension de l'appel. Mais le directeur du département « environnement » (*Dipartimento Ambiente*), Gaetano Altamura, est arrêté pour des irrégularités relatives à l'appel d'offre, avant même que celui-çi soit effectivement suspendu[182] (Roma Today, 2016). En août 2015, un nouvel appel d'offre est émis, mais il est identique à celui pour lequel M. Altamura avait été accusé. C'était tellement identique, « qu'ils avaient publié la dernière page avec la signature du directeur du département qui était celle de Gaetano Altamura, arrêté [183]». Exactement le même appel d'offre, dans les financements et dans les modalités.

180 Entretien avec Simone "Canile", 1/7/2016, Canile Muratella, Roma, p.2.
181 Ibid, p.3.
182 Ibid.
183 Ibid, p.3.

C'est en ce moment-là qui commence la mobilisation conjointe avec le DAC qui offre la page facebook appelée « Roma Comune » pour diffuser la lutte des chenils municipaux. Cette campagne rencontre un grand succès et donne une grande visibilité médiatique à la question. L'appel est retiré et les travailleurs restent en service jusqu'au 30 avril. L'administration est « contrainte » de faire un appel d'offre parce que « l'assignation directe » – modèle avec lequel les deux associations AAVCPP et Impronta Onlus ont géré le chenil pendant 15 ans – a été déclaré illégitime par l'ANAC (Autorité Nationale Anti-Corruption) comme étant « en violation des principes de libre concurrence » (Il Corriere della Sera, 2016c). Donc, sans le temps pour procéder à l'émission d'un nouvel appel d'offre et avec l'impossibilité de confier le service des chenils « en assignation directe [184]» (Peronaci, 2016), le commissaire décide d'opter pour une « négociation privée avec 17 associations de bénévoles [185]». Si déjà la logique propre aux appels d'offre avait démontré la volonté de réduire le budget dédié au service, avec cette dernière action, la situation arrive à son paroxysme. Les associations plus importantes refusent ce mécanisme, qu'elles jugent illogique et qui prévoit une ultérieure réduction du budget et même des prestations de « travail gratuit ». Le 1e mai 2016, le changement de relais aurait dû avoir lieu. Mais comme nous raconte Simone, travailleur du chenil les choses se passent différemment :

> Le 1e mai nous on était ici parce qu'on voulait voir avec nos propres yeux qui étaient ces personnes qui auraient offert un travail gratuit le 1e mai pour 600 chiens et 50 chats. Et comment elles l'auraient fait, parce que nous on n'est pas que des travailleurs, on est des citoyens aussi et des tuteurs des droits des animaux et on veut être aussi des garants pour que leurs droits soient respectés. Donc, à 7 heures et demi du 1e mai, ces *personnages* n'étaient pas encore présentés. Ici, il y a des animaux qui ont besoin de thérapies et de manœuvres vitales à des horaires précis, donc on n'a pas attendu et on rentré et on a repris physiquement notre poste de travail. Mais à 8h se présentent ces 8-9 personnes, avec des chaussures de tennis et un des habilles complètement inadaptés pour travailler ici. Dans cette image-là on a vu la destruction de tous les droits gagnés en 12 ans de luttes pour un contrat décent, pour la sécurité sur le travail, pour que les animaux soient garantis au 100%. Dans cet affaire que la Mairie a organisé le 30 avril il y a la destruction de tous les droits gagnés (…) et voir 8 personnes non payées, habillées en manière curieuse pour soigner des animaux quand nous on l'a fait pendant 15 ans en manière professionnelle, là, nous on n'a pas pu le supporter. On a donc fait remarquer (…) au président de l'association et au dirigeant communal que cette association n'était pas dans les conditions de gérer le service (…), l'avocat de l'association a même demandé si quelqu'un était disponible pour travailler juste pour cette journée-là. (…) Même les forces de l'ordre, confrontées au fait qu'il y avait 8 personnes impréparées qui devaient prendre soin de 600 chiens et 50 chats et des personnes qualifiées qui voulaient juste en ce moment-là

184 Procedure interdite mais qui était pratique commune jusqu'à 2015
185 Entretien avec Simone "Canile", 1/7/2016, Canile Muratella, Roma, p.4.

garantir les droits [des animaux], n'ont pas pu faire rien d'autre qu'en prendre acte que c'était mieux ainsi et ils ont même fait partir le dirigeant et l'association. A partir de ce jour-là on est en autogestion [186].

Donc, face à cette situation et malgré la perte de leur emploi, les travailleurs ont entrepris l'autogestion du chenil. Cela parce que, comme on a vu, la partie pour eux ne se jouait exclusivement sur le plan de la défense de leur poste de travail, mais aussi sur la « valeur social » de ce service. Pour éviter l'effondrement de l'activité – et les conséquences que cela aurait eues sur les animaux – les travailleurs ont commencé, depuis le 1e mai, l'autogestion du chenil de Muratella en supportant les couts de gestion avec des formes « d'autofinancement » et de « mutualisme » (Roma Today, 2016b). Pour le faire, les activistes-travailleurs ont organisés des évènements – des journées Portes Ouvertes par exemple – au sein de la structure ; alors que des espaces sociaux ont organisé des initiatives de présentation de cette lutte avec des mécanismes de financement – comme la rencontre-diner social organisée à Communia.

La direction que prendra la nouvelle administration à l'égard de cette question est encore inconnue malgré les signes positifs qui dérivaient de la volonté affichée par l'adjoint à l'environnement Muraro, d'« internaliser » le service avec une gestion directe de part de la Mairie (Cappelli, 2016). Moins d'un mois après, néanmoins, les activistes ont critiqué vivement l'administration pour son absence lors d'un énorme incendie qui a menacé la structure et une grande partie de la ville (Roma Today, 2016b). Sur un long communiqué, publié sur le profil de la campagne des travailleurs de chenils, « Io me ne occupo » (*Je m'en occupe)* les activistes déclaraient :

> Ce qui s'est passé hier au chenil et grave et honteux. 800 animaux et plusieurs personnes ont risqué sérieusement leur vie et la réponse de la Mairie a été, comme d'habitude, en parfaite continuité avec les administrations précédentes, le silence. (…) Depuis 123 jours [on est] en autogestion. Depuis 123 jours, les habitants de cette ville nous aident à acheter la nourriture pour les chiens et les chats à travers des donations. Au moins pour cela, vous êtes capables de prendre la responsabilité à niveau économique, comme signal politique et administratif ?
>
> Et comme tous les jours, hier aussi c'était nous à devoir s'occuper des animaux, parce le feu n'est rien par rapport à la lutte qu'on mène et pour ce qu'on a construit en 15 ans de passion et professionnalité[187] (Io Me Ne Occupo, 2016).

186 Ibid, p.5-6.

187 "Quello che è successo ieri in canile è grave e vergognoso. 800 animali e diverse persone hanno rischiato seriamente e la risposta di questo comune è come al solito, in perfetta continuità con le giunte precedenti, il silenzio. Siete gli eroi del silenzio (…) Da 123 giorni i cittadini di questa città attraverso donazioni ci stanno aiutando a comprare il cibo per cani e gatti. Almeno di questo siete in grado di prendervi la responsabilità a livello economico, come segnale politico e amministrativo? E

Qu'il s'agisse juste d'un épanchement ou d'une véritable rupture avec l'administration qui s'était pourtant révélée disponible aux demandes des travailleurs, cette prise de position est cohérente avec la stratégie de Decide Roma qui prône une « confrontation dialectique » avec l'administration[188] sans que celle-ci empêche pour autant que la ville puisse continuer à « s'auto- mobiliser » quand cela est nécessaire, sans renoncer donc à la conflictualité[189].

La question des « écoles de la première enfance » (*asili nido*) sous-tend la même logique malgré, dans les faits, une situation complètement différente. Dans ce cas-ci, ce sont les « usagers » qui participent à Decide Roma, à travers l'association de parents d'élèves, Geronima. Ce groupe a pourtant mené une lutte de manière conjointe avec les travailleuses et travailleurs menacés aussi de perdre leur poste. A la différence du chenil la lutte semble manquer un peu d'énergies[190].

Mais malgré tout, les luttes des *asili* tout comme celle des *canili*, démontrent une approche particulière et une envie de pousser vers un changement de direction à travers une dialectique avec les décideurs qui ne leur épargnent pas les critiques quand cela s'avère nécessaire. La manière dont ces luttes sont menées se révèle paradigmatique dans la mesure où elles s'insèrent dans la logique propre à ce que les activistes que j'ai interviewé ont défini comme un « syndicalisme social » ou « métropolitain »[191]. En effet, cette pratique, déjà prônée, même si encore à petite échelle, dans certains espaces (cf. 4.1 « Composition et fonctionnement »), vise à penser le syndicalisme au sein des entreprises des services publics dans des termes autres par rapport à ses formes traditionnelles ou que les syndicats ont pris dans l'époque contemporaine. Ce « syndicalisme social » se définirait donc comme un « syndicat qui assume aussi la dimension territoriale et métropolitaine des services comme un champ de profonde bataille [192]». Une manière de dépasser l'impasse qui voit l'affirmation d'une logique d'opposition entre syndicats/travailleurs et usagers, qui permettrait, de mettre en place des mécanismes de participation « qui aient la capacité de conditionner la gestion du service [193]», de repenser

---

come ogni giorno, anche ieri eravamo noi ad occuparci degli animali perchè il fuoco è nulla rispetto alle responsabilità che abbiamo nei loro confronti. Il fuoco è nulla rispetto alla lotta che stiamo portando avanti per tutelarli e per quello che abbiamo costruito in 15 anni di passione e professionalità" (Io Me Ne Occupo, 2016).

188 Cf. Retranscription V Assemblea di Autogoverno, 20/7/2016.

189 Entretien avec Marco "Attac", 20/7/2016, Cinema Palazzo, Roma, p.2.

190 Entretien avec Sara & Silvia "Geronimia", 20/7/2016, Parco dei Caduti, Roma.

191 Entretien avec Francesco "Esc", 3/8/2016, Communia, Roma, p.9.

192 Ibid.

193 Ibid.

collectivement le fonctionnement du système. A cette fin, la stratégie est donc d'impulser des formes de solidarité entre usagers et travailleurs, réunis ainsi contre « le décideur », pour satisfaire les nécessités des habitants *et* des travailleurs, « qui en plus d' être des travailleurs [sont] aussi des citoyens [194]».

En effet, comme les travailleurs des chenils ont démontré, le but n'est pas seulement de défendre son poste, mais de revoir la logique qui sous-tend la gestion contemporaine des services – de l'eau à l'énergie, en passant par les écoles, les chenils, la santé ou au système d'assistance sociale ou d'accueil des personnes « en pauvreté de droits[195] ». Decide Roma se caractérise effectivement par une opposition structurelle aux logiques néolibérales qui trouvent dans les services public un espace pour réaliser des profits au détriment des usagers qui se trouvent avec leurs « biens essentiels » réduits à une marchandise gérée avec la logique des entreprises privées, et des travailleurs, dont les conditions de travail sont, suivant la logique entrepreneuriale et managerielle, de plus en plus précaires (Arriolo & Vasapollo, 2005, p. 45).

Encore une fois c'est la conceptualisation autour du « commun » qui se pose comme le processus le plus adapte à revendiquer un changement de direction de la part des décideurs. A travers ce prisme il est également possible d'éviter le risque – malheureusement réel - que la propriété publique ne se distingue pas beaucoup de la logique qui était exclusivement propre aux privés. En effet, à travers la conceptualisation des « services » en tant que « biens communs », s'affirme une logique - supportée par la Constitution italienne - qui veut que la gestion et la décision révèle de l'ensemble de collectivité et que ce soit donc externe à toute logique marchande (Maddalena, 2013, p. 9,11). La gestion que les activistes de DR voudraient n'est donc pas seulement « publique », mais « commune », relevant donc des principes démocratiques, participatifs et égalitaires et qui aient comme objectif principal l'accessibilité et la satisfaction des besoins des usagers et des garanties pour les travailleurs. Ce plan « d'autogouvernement » des services publics signifie d'initier une « coopération sociale » comme réponse à la crise et aux politiques d'austérité. Une gestion des services «qui ne doit pas être « forcément entrepreneuriale, mais qui puisse être géré par le bas, non seulement par qui y travaille mais par qui vient et ramène une contribution de n'importe quel type ». Un « contrôle populaire », un système de « décision par le bas qui [ne signifie pas] que tout le

194 Entretien avec Simone "Canile", 1/7/2016, Canile Muratella, Roma, p.5.
195 Terme utilisé par l'association Casa dei Diritti Sociali dans une assemblée publique de Decide Roma.

monde doive donner son opinion sur comment gérer le chien de la cage 86, mais sur comment un service public doit être organisé, ouvert et géré [196]».

Pour construire ce type de logique de lutte et de modèle de gestion il s'avère nécessaire d'entamer un long travail qui puisse diffuser ce type de raisonnement dans les lieux de travail et dans les quartiers. Il s'agirait d'impulser la prise de conscience que ce n'est pas la faute des travailleurs si les services ne marchent pas et que, pour dépasser le problème de la précarisation des formes de travail il est certes nécessaire de défendre les acquis sociaux, mais qu'il faut attaquer également le problème à sa source, c'est-à-dire qu'il faut s'opposer aux logiques néolibérales qui imposent privatisations et externalisations. En d'autres mots, il est nécessaire de ré-solidariser le front des usagers et des travailleurs, pour prétendre à des services qui soient utiles à la collectivité, dans les formes de travail générées et dans les prestations offertes.

Un raisonnement approfondi sur ces points doit encore être développé jusqu'au bout, mais se relève pourtant fondamental, et pour cela ne doit absolument pas être négligé sous peine de se retrouver, comme dans le Barcelone d'Ada Colau, avec des tensions sociales, générés par cette opposition usager-travailleur qui risquent de miner l'efficacité et la tenue d'un projet politique pourtant très avancé[197] (Portelli, 2016).

4.3.4 – De la vi(ll)e à la finance : le groupe « dette publique »

La dernière thématique des groupes de travail de DR est celle de la « dette publique» (*debito pubblico*). Dans ce cas il s'avère encore plus complexe de penser à ce sujet comme à une thématique indépendante. Si déjà les autres thématiques débordaient largement de leur champ d'application, dans le cas de la *dette*, la question de transversalité s'accentue encore davantage. Effectivement, comme cela a été souligné par Francesco de l'espace Esc, dans son introduction à la « V Assemblée d'Autogouvernement »,

> Le parcours de Decide Roma s'articule en différents groupes de travail qui non sont pas évidemment des groupes de travail fermés dans des bureaux et qui font de l'idéologie du technicisme leur cheval de bataille. Exactement à l'opposé, ces groupes sont en train de formuler des propositions globales sur la ville, à partir de la question de la dette, de la nécessité de renégocier la dette de cette ville qui bloque toute possibilité de changement[198]

196 Entretien avec Simone "Canile", 1/7/2016, Canile Muratella, Roma, p.8-9.
197 Entretien avec Francesco "Esc", 3/8/2016, Communia, Roma, p.10.
198 Cf. CR V Assemblea di Autogoverno, 20/7/2016, dans CR Suivi de la mobilisation, 2016.

Ce que les activistes définissent comme le *ricatto del debito* (chantage de la dette) est la logique qui justifie toute mesure d'attaque à la sphère publique et collective à travers les mesures d'austérité et de redimensionnement des acquis sociaux. Ce chantage de la dette mine aussi les fondements démocratiques de nos systèmes étant donné que pour respecter « l'équilibre budgétaire » *(pareggio di bilancio)*, les instances décisionnelles des institutions, locales mais et nationales, sont soumises aux lois et logiques du marché[199] (Maddalena, 2013).

Promouvoir des instances de changement, dans toutes les domaines, implique aujourd'hui de devoir se rapporter à cette question épineuse, considérant que « la dette, aujourd'hui, est la cage où ils ont fermé toute revendication sociale et (…) même la question de la démocratie[200] ». Le pari de mobiliser et impulser une prise de conscience sur cette question n'est pas facile. Ce n'est pas facile car les questions économiques sont présentées comme des questions extrêmement techniques et abstraites alors que, comme Marco Bersani nous fait remarquer, « la financiarisation ne se limite pas à l'économie mais envahie la société, les biens communs, la vie des personnes et la nature [201]». Pour impulser cette fantomatique prise de conscience, il s'avère nécessaire, tout d'abord, que *tous* les mouvements sociaux se réapproprient cette question « qu'ils ont laissé comme narration aux pouvoirs dominants [202]». Et, à travers cette appropriation par le bas, il faut, « pour faire comprendre mieux le problème de la finance, descendre sur un terrain plus immédiat pour les personnes [203]». Arracher la question de la *dette* du monopole des « techniciens européens », en le rendant concret, en soulignant par exemple les retombées que cette question a sur le quotidien des habitants.

DR a donc décidé d'organiser la mobilisation sur ce point avec un groupe de travail spécifique où les compétences les plus techniques se mélangent avec celles de militants moins *spécialisés* afin de produire une discussion large, politique et pratique. L'association Attac a, pour sa nature même, un rôle trainant sur cette question. Je n'ai pas participé personnellement aux réunions de ce groupe de travail, mais je vais chercher à montrer les éléments plus marquants qui sont ressortis autour de cette question pendant mon terrain.

Mettre en pratique cette approche n'est pourtant pas facile, et « requiert un long parcours, parce que, un des problèmes est comment expliquer le thème simplement sans perdre la

199 Entretien avec Francesco "Esc", 3/8/2016, Communia, Roma ; Entretien avec Marco "Attac", 20/7/2016, Cinema Palazzo, Roma.
200 Entretien avec Marco "Attac", 20/7/2016, Cinema Palazzo, Roma, p.3.
201 Ibid, p.1.
202 Ibid, p.3.
203 Ibid, p.1.

complexité[204] ». Bersani, nous pose donc comme exemple premier, pour comprendre l'*absurdité* de ces dynamiques, la question des intérêts que la collectivité doit payer aux banques. Au niveau national, les citoyens ont déjà payé 3000 milliards d'euros d'intérêts, et la dette n'a pourtant pas régressé. Au niveau communal, la ville de Rome, pour rembourser son énorme dette publique, paye 500 millions d'euros par an. Ce chiffre est aussi élevé parce que la Ville de Rome se fait prêter de l'argent à un taux du 6%. Si d'un point de vue normatif, il ne s'agit pas réellement d'un « taux d'usure[205] », il faudrait diffuser la conscience qu'évidemment, les « décideurs » ont établi que la priorité est de rembourser les banques avec des taux très élevés, plutôt que l'action sociale, la réalisation de services etc. Dans un période où la crise économique a déjà atteint le niveau de vie de plusieurs millions d'italien.ne.s.

Selon le président d'Attac, il faudrait faire comprendre aux gens que si on décidait qu'il ne faut pas le payer, les romain.e.s auraient 500 millions d'euros pour les services qui leur manquent, comme les écoles de la première enfance, des transports publics efficients etc[206].

En outre il faut diffuser les détails sur comment la dette a été accumulée et de quoi elle est composée. Pour cela donc, il faut pour les activistes prétendre l'institution d'un « audit » sur la dette qui puisse diffuser cette prise de conscience de la part des citoyens et lancer une mobilisation qui pousse la nouvelle administration à être encore plus déterminée à renégocier - ou encore mieux pour les activistes, à refuser – la dette de la Mairie de Rome[207].

Cette possibilité n'est pas aussi utopique que le renégociation de la dette à un niveau national si l'on prend en compte que Virgina Raggi, sur ce point, à déjà montré sa détermination à revoir les conditions de remboursement (Iacoboni, 2016). Cependant, comme Tsipras, qui avait pourtant comme « seul » objectif la renégociation de la dette, a capitulé face aux pressions de la Trojka, il faut que les institutions « choisissent », et « pour [qu'ils] choisissent il faut une mobilisation sociale qui dise 'basta avec la dette', la priorité ce n'est pas la dette[208] ». Selon les activistes, seule une pression populaire peut se révéler capable de forcer les décideurs locaux à poursuivre jusqu'au bout leur objectif et, dans le meilleur des pronostics, à le radicaliser.

204 Ibid, p.4.
205 Ibid, p.4.
206 Ibid.
207 Ibid.
208 Ibid, p.4.

En outre, comme on approfondira dans les parties qui suivent, la question de la dette est étroitement liée à celle de la « décision ». En effet, depuis 2012[209], *l'équilibre budgétaire* est inscrit dans la Constitution, obligeant ainsi toutes les institutions publiques à respecter cette logique imposée par l'Union Européenne. Les activistes disent qu'avec cette obligation et le conséquent «plan de recouvrement » (*piano di rientro*) les choix sont tellement prédéterminés que « si on décidait de le respecter tout à fait, on pourrait tirer le maire au sort [210]». En outre, l'énorme dette de Rome, accumulée comme l'on a vu à travers des mécanismes qui ont favorisé quelques entrepreneurs privés au détriment de l'intérêt collectif, est sous gestion directe d'un commissaire. Au moins le montant accumulé jusqu'à 2008 (Bassi, 2016).

Contester la politique de la dette signifie, donc, contraster la dépossession des instances décisionnelles des institutions locales, censées être celles qui sont les plus proches des gens et qui sont, de plus en plus, vidée de leurs prérogatives, compétences et poids de décision qui se déplacent vers des institutions toujours moins saisissables et lointaines. La partie 4.3.5 sera dédiée au travail de Decide Roma autour des processus décisionnels locaux.

Au même temps, un refus de la dette au niveau romain, est une bataille dont les répercussions se feraient sentir également au niveau européen, ouvrant un nouveau champ de lutte qui – comme on verra dans la sous-partie 4.3.6 - opposerait « villes rebelles » et institutions européennes néolibérales.

4.3.5 - La centralité de la « décision » et de l'espace urbain

La question de la dette peut servir de prétexte pour affronter un autre élément transversal qui caractérise la projectualité de *Decide Roma, Decide la città* : la question de la « décision ». En effet, comme témoigné par le nom de la mobilisation même, ce mouvement se caractérise par une centralité affichée de la thématique de la démocratie et des instances décisionnelles. La dette nous renvoie directement à la thématique de la décision parce que la logique financière opère, dans cette phase historique, une dépossession des instances décisionnelles des institutions nationales et locales et en conséquent de tous et toutes les citoyens et citoyennes (Purcell, 2009). Effectivement, la logique de financiarisation de la politique, renvoie à un mécanisme qu'on peut observer et ordonner par échelles : l'invisible pouvoir du capital transnational s'applique aux politiques à travers les organismes supranationaux comme le FMI

209 La modification de la Constitution est entrée en vigueur le 1e janvier 2014. Elle n'a pas nécessité de référendum vu que l'approbation a eu lieu avec 2/3 des votes des parlementaires. Source, site de la Chambre des Députés. URL : http://leg16.camera.it/465?area=8&tema=496&Il+pareggio+di+bilancio+in+Costituzione

210 Entretien avec Marco "Attac", 20/7/2016, Cinema Palazzo, Roma, p.4.

ou l'UE. A leur tour, ces organismes imposent la même logique aux gouvernements nationaux qui, à leur tour, obligent, même en inscrivant ces principes dans leurs constitutions, toutes les autres institutions à plus petite échelle, à suivre la même stratégie. Les institutions locales, où la volonté populaire devrait être la plus évidente et directe, se retrouvent ainsi vidées de leur pouvoir de décision[211].

Dans ce contexte où même les élus semblent avoir perdu de poids, les mouvements sociaux doivent renouveler leur façon d'influencer les politiques locales.

Les activistes parlent ainsi d'une nouvelle phase, où la thématique est appréhendée différemment par rapport à l'époque du « municipalisme 1.0 », quand, dans les années 1990, les instances des mouvements sociaux faisaient incursion dans les politiques locales à travers l'élection de « conseillers indépendants » proches des mouvements, capables de stimuler des mesures parfois très avancées[212].

Le terme « municipalisme » (*municipalismo*) n'est donc absolument pas nouveau pour les mouvements sociaux urbains romains et italiens en général[213]. Par ce terme, on entend de manière générale « la tendance à revendiquer des autonomies administratives locales ou, plus génériquement, à considérer les problème politiques, économiques et sociaux en termes municipaux, réduits, sans les mettre en rapport avec les problèmes et les intérêts nationaux ou régionaux [214]». Dans son sens politique, on entend la tentative d'impulser des formes de « démocratie participative » au niveau local (Smeriglio, 2006). Ce thème a été travaillé par ces politiciens, comme Massimiliano Smeriglio, actuel vice-président de la région Lazio et membre de SI-SEL, qui représentaient les instances des mouvements sociaux urbains au sein des administrations du centre-gauche de Rutelli et Veltroni. Ce modèle de « participation », que Francesco de l'espace social Esc a qualifié comme « municipalisme 1.0 », a profondément déçu les activistes qui sont aujourd'hui à Decide Roma[215] et qui aujourd'hui se sont détaché complètement de cette politique[216]. Ce « municipalisme années 1990 » se traduisait par une certaine perméabilité des institutions locales par des figures issues des mouvements sociaux qui

211 Entretien avec Francesco "Esc", 3/8/2016, Communia, Roma, p.1.
212 Ibid.
213 Ibid.
214 Pour être le plus cohérent possible, j'ai donné la définition du dictionnaire italien « Treccani », plutôt que la définition française qui se réfère plutôt à la sphère économique qu'à celle politique. URL : http://www.treccani.it/vocabolario/municipalismo
215 Entretien avec Rossella & Antonello "Libera Repubblica", 5/7/2016, Esc, Roma.
216 Entretien avec Nunzio "Cortocircuito", 22/7/2016, Cortocircuito, Roma.

étaient censées, à travers leur élection en tant que « conseillers indépendants dans les listes de parti », défendre les instances. Aujourd'hui, dans un contexte où les institutions politiques cèdent le pas aux institutions économiques et financières, et où, donc, « le conseiller indépendant n'a aucun espace d'action », il est nécessaire de repenser complètement « l'approche municipaliste »[217].

Le nouvel élan que DR est en train de donner au « municipalisme » est basée sur une idée de démocratie qui dépasse le concept de « participation » pour entreprendre la voie de « l'autogouvernement », entendu comme une réappropriation des instances décisionnelles à partir des communautés mêmes, sans passer par le mécanisme de la délégation. En autres mots, le raisonnement de DR ne sous-tend pas simplement une réaffirmation des pouvoirs décisionnels des institutions locales vidées de leur pouvoir par la logique financière, mais, de manière bien plus ambitieuse, d'affirmer avant tout le pouvoir de décision direct des personnes, sans le déléguer, et, à travers cette réappropriation, ré-signifier également les institutions.

4.3.5.a - Une approche « municipaliste » .

La reprise en main par le *peuple* de son propre pouvoir décisionnel – qui est bien énoncé dans la Constitution mais qui est de moins en moins effectif – doit passer par une *activation* des communautés qui peut se réaliser, selon les militants de DR, avant tout dans les espaces vécus du quotidien, donc dans le quartier, la ville mais aussi via des formes qui ne sont pas exclues a priori, comme les plateformes participatives numériques[218]. Cette centralité de l'espace, sous la forme d'une « politique du lieu » (*politics of place*) (Leitner et al., 2008) révèle d'une stratégie bien enracinée dans les pratiques et dans les analyses des mouvements sociaux italiens et romains en particulier, et, dans son sens plus large, des « mouvements urbains » (Pruijt, 2007).

Le modèle défini par les activistes comme « néo-municipaliste » (*neo-municipalista*), est un modèle qui renvoie aux expériences qui ont lieu, comme l'on a vu, dans des « villes rebelles » comme Barcelone ou Naples[219], mais aussi, d'un point de vue théorique, au travail du philosophe américain Murray Bookchin.

Bookchin a développé, à partir des années 1980, un important travail autour du « Municipalisme Libertaire », alternative politique basée sur « l'Ecologie Politique » (Bookchin, 1991). Le « municipalisme libertaire représente un projet sérieux et historiquement

---

217 Entretien avec Francesco "Esc", 3/8/2016, Communia, Roma, p.1.
218 Entretien avec Francesco "Esc", 3/8/2016, Communia, Roma.
219 Ibid, p.1.

fondamental pour rendre la *politique* éthique dans son caractère et populaire (*grassroots)* dans son organisation [220]» (Bookchin, 1991, p. 3). Le modèle développée par Bookchin se fonde sur l'idée d'une réappropriation des décisions par les communautés passant par une resignification et redéfinition de « *la* politique » pour qu'elle puisse se détacher de ses connotations « étatiques » pour « retourner au signifié originaire grec [du mot], entendu comme la gestion de la communauté, ou *polis*, à travers des assemblés directes, face à face, comme lieux de formulation des politiques publiques et basé sur une éthique de complémentarité et solidarité » (p.4).

4.3.4.b - Des nouvelles institutions démocratiques par le bas.

En opposition aux systèmes démocratiques représentatifs qui révèlent dans cette période de crise toutes leurs limites et leur inefficacité, DR entreprend donc le chemin de la « participation directe » aux instances décisionnelles à travers la création de « nouvelles institutions démocratiques ». Ce qui, « en termes concrets, signifie construire des lieux de discussion, des assemblées qui aient immédiatement un pouvoir décisionnel et qui demandent d'être reconnus en tant que tels »[221]., des lieux qui prônent « des nouvelles procédures et des nouveaux outils [222]», mais qui, nécessairement, doivent recevoir une « progressive reconnaissance politique [223]» pour éviter « qu'elles s'étendent[224]». Pour le faire il est nécessaire de connaitre et de se rapporter aux institutions, mais avec des modalités qui ne sont pas celles du clientélisme ou de l'asservissement, mais qui prônent une relation critique et « conflictuelle[225] ». Il est donc nécessaire d'entamer un « processus de connaissance des institutions », non pas dans la perspective de se préparer à gouverner mais de « connaitre la machine administrative (…) pour assumer le gouvernement comme un terrain où peut se déterminer immédiatement une tension et une instance de réappropriation du pouvoir [226]».

En d'autres termes, à travers la mobilisation DR, les activistes cherchent à dépasser la conviction qui voit dans le fait de se rapporter aux institutions une perte de radicalité. Au contraire, ils affirment que « pour construire des luttes on ne peut pas se renfermer dans des

---

220 "Libertarian municipalism represents a serious, indeed a historically fundamental project, to renderpolitics ethical in character and grassroots in organization" (Bookchin, 1991, p. 3).
221 Entretien avec Francesco "Esc", 3/8/2016, Communia, Roma, p.10.
222 Ibid, p.9.
223 Ibid, p.10.
224 Ibid, p.9.
225 Entretien avec Pina & Piero "Casale Falchetti", 1/8/2016, Communia, Roma, p.3.
226 Entretien avec Francesco "Esc", 3/8/2016, Communia, Roma, p.10.

forteresses et s'y barricader[227] », mais il faut « se rapporter aux institutions déjà existantes » dans l'optique de construire ces « nouvelles institutions démocratiques et participatives qui aient des fonctions de gouvernement, donc qui soient matériellement et juridiquement titulaires d'une partie du pouvoir législatif et exécutif au niveau local[228]». Le but est donc d'organiser une forme de « contrepouvoir » par le bas qui soit capable de « déterminer les processus institutionnels ». Pour ce faire, il faut un nouveau rapport avec les institutions, basé sur « l'autonomie », se dessine[229].

En cohérence avec les théorisations de Bookchin - qui n'a pas été pourtant beaucoup cité par les activistes - Decide Roma croit donc que des « avancées transitoires » sont nécessaires, qu'il faut agir dès maintenant. Pour Bookchin et pour les activistes romains, ce serait irréaliste donc de penser que tout d'un coup on pourra instaurer des mécanismes d'autogouvernement à grande échelle. Au contraire, sur le plan pratique il faut associer un travail « d'éducation et d'organisation » (Bookchin, 1991, p. 5) avec la mise en place d'assemblées populaires, « même dotées au début seulement d'une fonction morale » (p.8). Expérimenter ces « avancées minimales » est fondamentales dans l'optique d'impulser, dans les quartiers, « un désir authentique d'arrêter le pouvoir grandissant de l'Etat-nation et de le réclamer pour sa propre communauté et sa propre région [230]» (p.5). Il s'agit donc d'un travail basé, d'un côté, sur l'exercice de pressions à l'égard des institutions afin de prétendre à une reconnaissance juridique des instances décisionnelles par les bas exercées par les assemblées territoriales, et de l'autre de travailler sur l'*empowerment* des habitants et des *simples* citoyens, qui doit passer forcément par une prise de conscience de sa propre condition de *desempowerment* (p.6).

A Naples, le « laboratoire politique Massa Critica », se distingue ouvertement de l'approche électoraliste qui, à Naples comme à Rome, caractérise encore certains *espaces sociaux*[231], et promeut comme à Rome une complète « autonomie » face aux élus. Cela n'empêche pas pour autant de s'y rapporter dans l'optique de « revendiquer une cession de pouvoir et horizontalité dans les décisions » (Chetta, 2016). Cette volonté s'est traduite dans la mise en place, encore « expérimentale », d'assemblées populaires, « lieux de proximité avec une fonction délibérative

227 Entretien avec Pina & Piero "Casale Falchetti", 1/8/2016, Communia, Roma, p.3.
228 Entretien avec Alessandro "Esc", 5/7/2016, Esc, Roma, p.6.
229 Entretien avec Francesco "Esc", 3/8/2016, Communia, Roma, p.8.
230 "even if they have only moral functions at first (…)minimal step (…)a genuinely democratic desire by people to arrest the growing powers of the nation-state and reclaim them for their community and their region". (Bookchin, 1991, p.5).
231 A Rome, comme l'on a vu, il s'agit de « l'univers » de « La Strada – Action », lié à SI-SEL. A Naples, du centre social « Insurgencia », qui a, encore cette année, présenté un candidat indépendant.

et capables d'orienter les choix politiques », qui ont déjà été validées par l'administration qui s'est déclarée disponible à les reconnaître à travers l'institution d'un « Observatoire composé de membres des assemblées et de l'administration communale », en tant qu'organes dotés du pouvoir de prendre des « décisions que le Conseil Communal devra intégrer » (Ciaccio, 2016; Pollice, 2016a). A Barcelone, l'idée que « la citoyenneté doit décider quotidiennement des questions qui l'affectent (…) s'est traduite par la création de conseils de quartier, de commissions ouvertes à la participation citoyenne » (Sauvêtre, 2016, p. 137). Les deux cas font également recours au développement de plateformes web de discussion et d'élaboration citoyenne (Pollice, 2016a), stratégie prévue également par Decide Roma, même si à une phase encore embryonnaire[232].

Dans le contexte spécifique romain, malgré la distance politique énorme qui sépare Virginia Raggi du maire napolitain De Magistris ou de l'*alcadesa* barcelonaise, Ada Colau, ce scénario n'est pas aussi lointain que l'on pourrait croire. En effet, malgré le fait que cela se soit joué sur le plan électoral représentatif, la victoire du M5S peut être interprétée comme un signal qu'à travers le vote, les romains ont voulu se « réapproprier » la décision, ou, au moins, l'arracher à ceux qui l'avaient gardée pendant des décennies. Les « thématiques citoyennes » retrouvent donc, aujourd'hui, même si c'est encore de manière superficielle, une nouvelle centralité[233]. Le M5S promeut également une « démocratie directe » notamment par le web. La tâche de DR est de combler ce « vide », cet espace qui s'est ouvert avec le séisme politique du M5S[234] et de ré-signifier leur approche démocratique en sens radical et sur la base d'un mouvement social « réel ». En effet, la victoire électorale d'un *parti* qui base son identité sur *une* idée de démocratie directe n'est absolument pas suffisante. Au contraire, l'affirmation d'un modèle « d'autogouvernement » doit se faire à partir d'une mobilisation sociale forte (Bookchin, 1991, p. 5).

Donc, le pari pour DR est d'impulser cette mobilisation sociale dans les territoires. Mais comment faire ? La plupart des enquêtés concordent sur le fait que cette prise de conscience doit passer par des instances liées au quotidien des personnes et à son espace physique. Il s'agit donc, pour eux de promouvoir des assemblées de quartier capables d'intercepter tout d'abord les tensions présentes dans les territoires, qui pourraient « intéresser de près » d'autres personnes autre que les activistes, de Decide Roma ou d'autres segments de la citoyenneté

232 CR Suivi de la mobilisation, 2016.
233 Entretien avec Simona "Crap", 12/7/2016, Rialto, Roma, p.2.
234 Entretien avec Simone "Canile", 1/7/2016, Canile Muratella, Roma, p.12.

active[235]. Intercepter ces tensions, comprendre la rage, les mécontentements de la communauté, signifie s'activer sur des questions bien réelles, ressenties dans les territoires, afin de caler les raisonnements politiques et théoriques dans le contexte réel et pragmatique. Cela est ressenti comme particulièrement important par les activistes qui considèrent que « sur les mots c'est difficile d'impliquer [les gens], alors que avec les *faits* on implique et on unit beaucoup plus[236] ». La tâche parait plus simple là où il y a déjà la présence d'espaces sociaux, capables, surtout si redéfinis en tant que *biens communs urbains*, de « canaliser » cette « instance spontanée » et « très fortement présente dans la société » qui est « l'instance de soin de la proximité », qui à Rome est constamment « alimentée par l'absence du publique »[237].

L'efficacité de espaces en tant que « moteurs de participation [238]» serait favorisée encore davantage par la mise en place de « réseaux territoriaux ». Ils rassembleraient espaces sociaux, associations et comités – donc toutes les formes d'auto-organisation collective d'un territoire – dans un projet ayant comme vocation le monitorage et le contrôle populaire des transformations des territoires[239]. C'est une volonté que les activistes interviewés ont manifesté, considérant aussi la bonne réussite de ces « expériences pilotes[240] » qui déjà promeuvent des formes plus ou moins avancées d'autogouvernement des territoires. Par exemple, à San Lorenzo, la « Libera Repubblica » (cf. 4.1 « Composition et fonctionnement ») est devenu un lieu privilégié de rencontre, discussion et élaboration des habitants et des usagers de quartier qui est allé jusqu'à être convoquée à une table de négociation avec les institutions. Dans le macro-quartier du Tuscolano, « Cinecittà Bene Comune » rassemble des réalités et des personnes extrêmement variées, unies par la volonté de sauvegarder ce *bien commun* primaire qu'est le territoire où ils habitent, dans ce cas, l'espace urbain[241]. Dans les quartiers où les relations avec d'autres expériences sociales ne sont pas encore assez structurées, comme Montesacro-Tufello ou Centocelle-Alessandrino, les activistes considèrent la mise en place de réseaux de ce type comme une priorité[242]. Ce n'est pas forcément une tâche facile, notamment en raison de la résistance de certaines expériences sociales pourtant proches de Decide Roma à l'égard des

235 Entretien avec Alvise "Astra/Puzzle", 27/7/2016, Esc, Roma, p.3-4.
236 Entretien avec Marcello "CIP", 1/7/2016, CIP, Roma, p.3.
237 Entretien avec Alessandro "Esc", 5/7/2016, Esc, Roma, p.10.
238 Entretien avec Marcello "CIP", 1/7/2016, CIP, Roma, p.4.
239 Entretien avec Alvise "Astra/Puzzle", 27/7/2016, Esc, Roma.
240 Entretien avec Rossella & Antonello "Libera Repubblica", 5/7/2016, Esc, Roma, p.6.
241 Entretien avec Nunzio "Cortocircuito", 22/7/2016, Cortocircuito, Roma.
242 Entretien avec Alvise "Astra/Puzzle", 27/7/2016, Esc, Roma.

formes d'organisation et structuration[243]. C'est le cas de certains quartiers, qui ont pourtant une présence importante d'expériences sociales, où ce sont les espaces même qui se montrent parfois sceptiques à l'égard de ce type de subjectivités territoriales. Un exemple est celui de Centocelle, où, outre au Casale Falchetti, un espace central au sein de la mobilisation, l'on trouve également le Forte Prenestino, un des plus grands espaces occupés d'Europe ou encore « 100 celle aperte ». Ces deux espaces ont affronté cette phase de manière différente : 100celle aperte a résolu la question des expulsions de manière indépendante, alors que le Forte Prenestino, malgré ses capacités et sa grande visibilité métropolitaine qui pourrait contribuer de manière très forte à la diffusion des instances de DR, n'arrive pas à adhérer de manière active à ce parcours collectif[244].

Cette stratégie qui voit l'espace urbain comme un *bien commun* implique donc une prise en compte du « commun » en tant que principe politique large, intrinsèquement démocratique et populaire (Sauvêtre, 2016). Etendre la conceptualisation du commun à l'espace urbain permet d'élargir le champ de bataille au-delà des thématiques spécifiques pour envahir et mettre en discussion toutes les formes de gouvernance de la ville (Berdini, 2011; Marella, 2014). Considérant la centralité de « l'urbain » au sein des sociétés contemporaine, tant d'un point de vue économique que démographique, le fait de mettre en discussion sa gestion politique a des conséquences qui vont bien au-delà d'une simple impulsion vis-à-visdes dynamiques de décentrement.

Ce scénario d'activation participative a néanmoins des limites, comme par exemple le fait que les espaces sociaux sont presque absents de certains macro-quartiers urbains. De manière générale, comme on peut le voir sur la carte (fig.2), la plupart des espaces se trouvent dans le Nord-Est, Est, Sud-Est et Sud de la ville, dans des zones semi-centrales ou périphériques. Cependant, la présence de ces réalités, qui contribuent largement à la possibilité d'instaurer des mécanismes de confrontation et discussion populaire, est très faible dans l'Ouest et le Nord-Ouest romain, historiquement plus bourgeois, et dans l'extrême périphérie. Cette dernière a acquis récemment une nouvelle « centralité » bruyamment témoignée par la « révolution » électorale de ces dernières élections communales. En effet, ce sont les périphéries lointaine et déconnectés du reste de la ville qui ont massivement « voté contre », lors de cette dernière élections, où le M5S a atteint des pourcentages vertigineux dans ces quartiers et la même chose

243 Entretien avec Marcello "CIP", 1/7/2016, CIP, Roma ; Entretien avec Pina & Piero "Casale Falchetti", 1/8/2016, Communia, Roma.
244 Ibid.

s’était passé, même si d’une façon moins marquée, lors des élections qui avaient amené la droite à gouverner, en 2008 (Calvo, 2016; Levi & Patriarca, 2016).

De manière générale, si, au moins pour ce qui concerne la première génération, les « centres sociaux ont toujours été occupés dans des zones périphériques », aujourd’hui, l’énorme et constante expansion de la ville a fait en sorte que, au-delà de ces périphéries en soient nées d’autres, encore plus isolées que celles de la « traditionnelle ceinture périphérique » où se concentre un grand nombre d’espaces sociaux (Fig.2). Intervenir dans ces quartiers n’est pas facile si l’on considère leur isolement et l’absence quasi-complète de lieux de socialisation et d’agrégation[245].

Cependant, tant dans les discours des nouveaux administrateurs[246] que dans celles des activistes de DR[247], ces périphéries doivent recevoir une grande attention et une réelle centralité dans tout processus politique. Le pari est donc de définir comment se rapporter à cette question, comment « contaminer » avec le germe de la « participation » et de « l’autogouvernement » ces quartiers où se « produisent même parfois des sortes de micro-fascismes » qu’il faut opposer à travers l’activation de « mécanismes participatifs qui puissent s’inscrire dans les instances locales »[248].

Il ne s’agit certainement pas de « débarquer dans ces quartiers et planter le drapeau » mais de « comprendre comment repenser complètement l’intervention politique dans ces quartiers où on n’a fait que couler du béton, où les seules espaces qui ne sont pas l’espaces de son propre logement personnel sont les centres commerciaux ou le *rien* [249]». Dans le passé, la pratique de l’occupation a fonctionné mais sans une réelle connexion avec le quartier ni réelle légitimation, le projet s’avère donc difficile. Si l’objectif de faire de ces quartiers des acteurs actifs est bien clair, les modalités ne le sont pas. Certainement, de manière cohérente avec les stratégies plus générales de DR, il faut adapter et travailler le « langage » selon le contexte spécifique de ces quartiers (cf. 4.1 - Composition et fonctionnement).

Une idée pourrait être d’insister avec le travail que mène déjà la « Carovana delle Periferie », qui ne coïncide pas exactement avec « Cinecittà Bene Comune » et les centres sociaux « Cortocircuito » et « Spartaco » qui sont activement dans DR. Ce réseau « d’élaboration

---

245 Entretien avec Francesco “Esc”, 3/8/2016, Communia, Roma.
246 Cf. intervention du nouveau maire-adjoint à l’urbanisme, Paolo Berdini : CR V Assemblea di Autogoverno, 20/7/2016, dans CR Suivi de la mobilisation, 2016.
247 Entretien avec Marcello “CIP”, 1/7/2016, CIP, Roma; Entretien avec Nunzio “Cortocircuito”, 22/7/2016, Cortocircuito, Roma; Entretien avec Francesco “Esc”, 3/8/2016, Communia, Roma.
248 Entretien avec Francesco “Esc”, 3/8/2016, Communia, Roma, p.12.
249 Ibid, p.11.

Figure 8- Surfaces urbanisés par typologie / source: (De Lucia & Erbani, 2016)

stratégique », plus que territorial, se concentre sur la « recomposition d'un bloc social », à partir des périphéries qu'elle traverse, justement comme une *carovane,* dans l'optique de politiser et activer du *bon* côté, et non pas de celui des droites qui, en Italie comme en France, sont en train de gagner du terrain dans les quartiers et les villes les plus populaires[250].

Dans tous les cas, les activistes interviewés semblent s'accorder sur le fait qu'il faut déjà commencer à faire les assemblées des quartier là où cela est possible[251] et comprendre avec le temps, comme se rapporter à « ces nouvelles périphéries qui sont toutes à explorer, dans le bien et dans le mal [252]».

Une autre limite est certainement liée à l'inaccessibilité des assemblées et de l'activité « militante » au sens large. L'objectif de DR est de comprendre comment changer de stratégie et éviter que la vie de l'activiste soit « une vie monastique », inaccessible et non attractive[253]. Le désir de participation doit donc être nourri par un « langage adapté » au contexte, pour savoir communiquer avec les habitants des quartiers même les plus en difficulté[254].

Pour conclure, il faut faire une dernière précision. La volonté d'instaurer des formes d'autogouvernement des territoires à travers l'activation d'instances participatives n'est absolument pas la même chose que la participation calée par le « haut ». La volonté de DR est d'impulser l'envie des citoyens d'exiger l'exercice de leur pouvoir de décision et que celui-çi soit reconnu par les administrateurs grâce à la pression d'une mobilisation sociale. Et non, au sens inverse, d'entendre la participation comme une concession exercée par les institutions qui décident de céder une toute petite partie de la discussion qui précède la décision à la communauté, comme prévu par les mécanismes de « concertation ». Par ailleurs, ces mécanismes doivent souvent faire face « à la capacité du système représentatif à absorber dans sa propre logique les instruments participatifs » (Blatrix, 2009).

4.3.6 – La perspective transnationale

Ce dernier paragraphe se concentre sur la perspective de projeter ces instances « d'autogouvernement » à une autre échelle, bien plus large. Si certaines définitions du terme

250 Entretien avec Nunzio "Cortocircuito", 22/7/2016, Cortocircuito, Roma.
251 Entretien avec Marco "Attac", 20/7/2016, Cinema Palazzo, Roma
252 Entretien avec Francesco "Esc", 3/8/2016, Communia, Roma, p.13.
253 Entretien avec Alessandro "Esc", 5/7/2016, Esc, Roma, p.10.
254 Entretien avec Nunzio "Cortocircuito", 22/7/2016, Cortocircuito, Roma.

« municipalisme » semblent renvoyer à des formes de « campanilisme » aveugles à l'égard du contexte politique plus large, en réalité, ces modèles revendicatifs de gestion de la ville ont dans leur propre élaboration des éléments fortement stratégiques qui dépassent largement les contours géographiques d'application initiale.

Effectivement, nombreuses sont les tentatives qui témoignent de la volonté d'appréhender le thème du « néo-municipalisme » dans une perspective stratégique transnationale plutôt que comme de simples transformations de la gouvernance locale. Cela tient essentiellement à deux raisons.

La première est que, comme on l'a déjà dit à plusieurs reprises, l'intangible diffusion des pouvoirs dans des sphères qui dépassent les institutions traditionnelles provoque irrémédiablement un « effet domino ». Par exemple, si la ville de Rome refuse de payer la dette, les conséquences impliqueront non seulement ses rapports avec le gouvernement national mais aussi avec l'Union Européenne, la BCE et le FMI. Dans le système politique contemporain donc, où les institutions démocratiques sont de plus en plus privées de leur pouvoir de décider sur certains thèmes, un changement de route radical au niveau d'une métropole aura forcément des conséquences plus larges.

En deuxième instance, conscients de cette imbrication entre le global, le national et le local, les activistes de ces expériences, potentielles ou déjà existantes ont prévu de jouer cette carte à leur faveur.

Effectivement, les activistes de DR ont toujours été en contact, au moins pendant mon terrain, avec les activistes notamment de Naples et Barcelone avec qui ont été organisés des initiatives conjointes ou qui ont vu la participation de représentants de ces expériences. Ainsi, DR a envoyé une délégation à Barcelone pour rencontrer la maire et les activistes de Barcelona en Comù ; même chose pour une initiative à Naples[255] organisé par Massa Critica, où étaient présents le maire Luigi De Magistris et une délégation barcelonaise ; ou encore les activistes de Massa Critica et même des élus napolitains ont participé à différente initiatives de DR[256].

255 J'ai participé personnellement à cette rencontre avec d'autres activistes de DR. Cf. Suivi de la mobilisation
256 Cf. CR V Assemblea di Autogoverno, 20/7/2016, dans CR Suivi de la mobilisation, 2016.

Cependant, il ne s'agit pas simplement de formes de solidarité de la part de camarades qui travaillent sur les mêmes thèmes. Au contraire, l'intention derrière ces collaborations est, en perspective, bien plus révolutionnaire.

En effet, à travers celle que les activistes appellent le « Réseau des Villes Rebelles» (*la Rete delle Città Ribelli*), l'enjeu est celui d'ouvrir une nouvelle perspective politique qui puisse « poser le problème de la démocratie et de la décision à un niveau européen [257]». En effet, une éventuelle « fédération » de ces expériences pourrait être un outil important pour mettre en discussion l'orientation néolibérale qui caractérise l'Union Européenne.

Aujourd'hui on assiste à l'affirmation de deux « voies » au sein de l'espace européen : une qui tend vers un basculement à droite (comme dans nombreux pays de l'Est ou en France avec la montée du Front National) ; et l'autre qui voit la victoire, dans nombreuses métropoles du continent, de forces qui prônent une discontinuité politique *par* la *gauche*. Ces villes sont par exemple Madrid, Barcelone, Cadiz et de nombreuses autres villes espagnoles ; ou, de manière plus ambigüe en Italie, Naples, et les villes où a gagné le M5S, comme Rome et Turin. De manière générale, en outre, certaines grandes villes européennes ont démontré, à une époque récente, leur tendance à se positionner, politiquement, en nette discontinuité avec les orientations politiques nationales et le plus souvent à gauche[258] (Breteau & Baruch, 2015; Elections-en-Europe, 2014). Certains y voient même un basculement de l'hégémonie de la « smart-city » à celle d'une « engaged-city » caractérisée par l'affirmation d'une véritable culture de la participation citoyenne (Degroisse, 2016).

Ce scénario, loin d'être suffisant pour déterminer avec certitude l'efficacité de cette stratégie, démontre, néanmoins, qu'un *tournant stratégique urbain* s'affirme chez une partie de la gauche (radicale) européenne. L'idée d'organiser une *sortie par l'urbain* de l'impasse néolibéral semble s'imposer de plus en plus.

---

257 Entretien avec Alessandro "Esc", 5/7/2016, Esc, Roma, p.13.

258 Voici quelques exemples : Paris est gouverné par Anne qui s'est trouvé de plus en plus en polémique avec le gouvernement et même l'Elysée (Aveline, 2016); elle a d'ailleurs sollicité que « l'Europe écoute plus les maires des villes-monde », impulsant la collaboration entre villes européennes contre les décisions prises à niveau national et supranational (Ginori, 2016); une sorte de « réseau de villes rebelles », clairement centré sur une approche plus « réformistes » que celle de Decide Roma, Barcelona en Comù et Massa Critica etc ; un autre exemple est Londres qui a élu un maire musulman (mais qui aime la finance) en plein montée islamophobe et de l'ISIS (Halifa-Legrand, 2016).

Cela est d'autant plus vrai maintenant que l'espoir d'un « européisme radical » qui aurait pu changer la donne s'est écroulé sous le poids de la capitulation de Tsipras face à la Trojka. En outre, les limites d'une attaque « par les partis » relèvent du fait

> [que] c'est très complexe de proposer des instances démocratiques sur un niveau, le niveau européen, qui n'a même jamais expérimenté les niveaux représentatifs classiques, électifs, car le parlement européen est un organe électif sans pouvoirs, donc là où même le niveau représentatif classique ne s'est jamais donné, il parait extrêmement difficile d'initier des mécanismes de démocratie radicale qui sont, au contraire, les seuls qui peuvent effectivement subvertir cet ordre-là, l'ordre néolibéral de tradition allemande[259].

Face aux mouvements centrifuges, comme le Brexit ou la montée de l'euroscepticisme dans tous les pays européens, la voie de l'européisme radical parait donc assez difficile à parcourir, cela également en raison de l'absence de forces politiques capables d'organiser un tel changement de direction. Dans ce scénario, donc :

> le discours sur le « Réseau des villes rebelles » est une autre manière pour affronter ce discours, pour l'affronter d'une autre perspective. (…) C'est un point de vue idéal, stratégique. Une manière pour affronter cette question d'un autre côté, en disant qu'il y a des agrégats urbains partout en Europe où est concentrée la majorité de la population, où se concentrent les contradictions du capitalisme moderne, les grandes poches de pauvreté, les processus de précarisation du travail les plus avancés, la spéculation la plus avancée….les éléments fondamentaux pour la « lutte de classe » à niveau européen. En outre au sein de la ville il y a la possibilité d'introduire des éléments de démocratie directe, donc de renversement de ces schémas, de lutte. La capacité de fédérer ces expériences – avant tout de le faire naitre, qui est la chose plus importante – peut être une opportunité pour poser le problème de la démocratie également au niveau européen[260]

En d'autres mots, une éventuelle fédération de ces (éventuelles) expériences de démocratie urbaine radicales pourrait influencer les lignes politiques européennes bien plus qu'une (improbable) victoire électorale des gauches radicales dans la majorité des pays européens.

En outre, le réseau des villes rebelles est aussi une manière de réintroduire une thématique importante comme le « fédéralisme ». L'histoire des institutions européennes et italiennes peut effectivement « être lue comme une histoire de fédéralisme manqué ». Alors que ce modèle pourrait « garantir un partage de la décision démocratique[261] ».

---

259 Entretien avec Alessandro "Esc", 5/7/2016, Esc, Roma, p.13.
260 Ibid.
261 Ibid, p.14.

Penser et organiser dès maintenant ce potentiel scénario est important si l'on souhaite déclencher une dynamique qui ne fasse pas tomber ces élans municipalistes dans une fermeture, dans un état où rien existe au-delà des frontières, même pas nationales, mais municipales. Le municipalisme comme l'entendent les activistes de ces expériences n'est donc pas un « campanilisme », mais un projet qui, à partir des instances plus concrètes, plus proches et tangibles, veut ouvrir une perspective commune et transnationale de changement radical.

L'idée développée par les activistes autour de cette idée d'un réseau des villes rebelles relève, cependant, d'un plan stratégique extrêmement flou. Il s'agit, pour eux, de concevoir l'émergence de démocraties radicales urbaines comme un levier idéal de changement et de resignification profonde de la société, européenne en particulier, sans concevoir pourtant une perspective globale détaillée. Si les activistes n'ont pas encore esquissé l'éventuel scénario « fédéral » qui se dessinerait par l'émergence des villes rebelles en Europe, qui reste bien sûr, une perspective ouverte et lointaine, il me semble intéressant de présenter brièvement la manière dont le philosophe Murray Bookchin a imaginé l'évolution des « « municipalités » à une échelle plus vaste, afin de contribuer à la (re)diffusion de narratives alternatives à l'état actuel d'organisation de la société. Bookchin croit qu'une municipalité qui n'a pas de rapports avec l'extérieur n'est pas « moins *campaniliste* qu'une tribu ». Il est donc nécessaire de concevoir ces municipalités dans un système de :

> confédération (…) qui serait avant tout un réseau de conseil dont les membres ou délégués sont élus directement par les assemblées démocratiques populaires face-à-face, dans les différents villages, villes et même quartiers des grandes villes. Ces conseils confédéraux seraient ainsi l'outil pour interconnecter les villages, villes, quartiers et métropoles dans des réseaux confédéraux. (…) Les membres de ces conseils confédéraux seraient strictement mandatés, révocables et responsables face à l'assemblée qui les a choisi avec le but de coordonner et administrer les *policies* (politiques) formulées par les assemblées mêmes. La fonction des conseils serait purement administrative et pratique, à différence des représentants des systèmes de gouvernement républicains qui ont les pouvoir de déterminer eux-mêmes les politiques. Au fait, la confédération se baserait sur la même distinction qui se fait à niveau municipal, entre la *policy-making* (la détermination des politiques) et l'administration. La *policy-making* serait un droit exclusif des assemblées populaires de communauté, basées sur les pratiques de démocratie participative. L'administration – la coordination et l'exécution des politiques adoptées – relèverait de la responsabilité des conseils confédéraux. Parce que, chaque fois que la détermination des politiques glisse des mains des communautés, elle est tout de suite dévorée par les délégués qui deviennent, rapidement, des bureaucrates[262]. (Bookchin, 1995, p. 5)

262 "It would above all be a network of councils whose members or delegates are elected from popular face-to- face democratic assemblies, in the various villages, towns, and even neighbourhoods of large

Les municipalités profiteraient ainsi d'un côté de leur « autonomie » et de l'autre de la collaboration avec d'autres entités équivalentes, considérant que « l'autonomie (…) peut être conçu seulement dans une relation vers l'intérieur et l'extérieur[263] ».

Le « confédéralisme » de Bookchin est une possibilité lointaine, un niveau que certains pourraient qualifier de « fiction -politique ». Les activistes de DR, créatifs mais réalistes, n'ont jamais conçu ni présenté ouvertement un scénario de ce type. Cependant, comme je l'ai déjà dit, il m'a semblé important de présenter une alternative sociétale valable et viable, même si lointaine, afin d'alimenter à nouveau, à travers une nouvelle narrative « révolutionnaire », l'espoir d'un changement radical de notre société.

En plus, comme nous précise Bookchin, il ne faut pas se presser parce que :

> On peut croire qu'un tel mouvement commencera lentement, peut-être sporadiquement, dans des communautés par ici et par là, et que initialement cela demandera exclusivement l'autorité morale pour l'altérer la structuration de la société, jusqu'à à quand, assez de confédération interconnectées existeront pour demander le pouvoir incontesté pour remplacer l'Etat[264]. (Bookchin, 1991, p. 6)

---

cities. These confederal councils would become the means for interlinking villages, towns, neighbourhoods, and cities into confederal networks. (…) The members of these confederal councils would be strictly mandated, recallable, and responsible to the assemblies that choose them for the purpose of coordinating and administering the policies formulated by the assemblies themselves. The functions of the councils would be purely administrative and practical, unlike representatives in republican systems of government, who have policy-making powers. Indeed, the confederation would make the same distinction that is made on the municipal level, between policy-making and administration. Policy-making would remain exclusively the right of the popular community assemblies based on the practices of participatory democracy. Administration--the coordination and execution of adopted policies--would be the responsibility of the confederal councils. Wherever policy-making slips from the hands of the people, it is devoured by its delegates, who quickly become bureaucrats" (Bookchin, 1995, p. 5).

263 Entretien avec Francesco "Esc", 3/8/2016, Communia, Roma, p.10.

264 "Such a movement can be expected to begin slowly, perhaps sporadically, in communities here and there that initially may demand only the moral authority to alter the structuring of society before enough interlinked confederations exist to demand the outright institutional power to replace the state" (Bookchin, 1991, p. 6).

4.4 – Les multiples spatialités de Decide Roma

L'espace, entendu comme espace matériel et symbolique, est central dans cette mobilisation, il en est même probablement le protagoniste absolu. Effectivement, si toutes les mobilisations ont une dimension spatiale, dans ce cas, aller la chercher n'est pas une tâche difficile. Comme le suggère Leitner *et al*, les activistes sont des bons bricoleurs de spatialités, souvent bien plus que les géographes qui les étudient (Leitner et al., 2008). Avec Decide Roma, et plus en général dans les expériences politiques dont elle est issue, l'espace n'a pas une centralité seulement terminologique (e.g. les *espaces* sociaux) ou opérationnelle, mais également analytique et revendicative.

L'espace, en tant que *structure*, est « moyen » (*medium*) et « résultat » (*outcome*) de l'action sociale (Sewell, 2001, p. 55). Mais, il est aussi le « *cadre* des actions sociales » et donc il « agit d'abord comme matrice structurelle de ces dernières », et « un *enjeu* » de lutte entre groupes sociaux (Hmed, 2009, p. 221).

Pour Decide Roma et son univers de référence, cette prise en compte de la dimension spatiale du social, et de sa complexité est ouvertement – et historiquement - conceptualisée et pratiquée à travers par exemple l'occupation ou la centralité de la dimension territoriale et spatiale comme dimensions d'analyse et de mobilisation.

Cependant, ce qui nous intéresse ici est d'étudier dans quelle mesure l'espace constitue effectivement un *moyen* et un *enjeu* pour DR. Par la suite, on regardera différentes *spatialités*, étudiées par les géographes des mouvements sociaux, en cherchant à montrer combien leur « co-implication » (Leitner et al., 2008) constitue un élément central dans la *progettualità* (but et processus du projet) politique de *Decide Roma*, *Decide la Città*.

4.4.1 – L'espace comme moyen et enjeu de la mobilisation

L'espace est une dimension fondamentale du répertoire d'action de DR. C'est l'espace urbain, reconquis et resignifié des centres/espaces sociaux qui constitue le point de départ de cette mobilisation. Cet espace libéré peut être associé à ce mécanisme que Sewell appelle le *spatial agency*, la manière dont les contraintes spatiales sont transformées en avantage ; l'action par laquelle le « signifié, l'usage et la valence stratégique de l'espace[265] » est transformé par les luttes urbaines (Sewell, 2001, p. 55).

265 « the meaning, use, and strategic value of space » (Sewell, 2001, p. 55).

Mais ces espaces sont pluriels, et ensemble, pris à l'échelle de la ville, ils constituent un espace, un univers culturel par lequel se véhiculent et se diffusent à grande échelle des valeurs (bio)politiques que DR voudrait enfin transformer en désir d'activation et de participation politique.

Spécifiquement aux actions de Decide Roma, ces espaces et l'espace urbain au sens large sont le moyen privilégié pour mobiliser et rendre visible les raisonnements produits par les activistes. Les espaces de la ville sont choisis pour leur fonctionnalité, leur symbolisme ou encore leur potentiel. L'importance de la localisation, du positionnement socio-spatial (*socio-spatial positionality)* de ces évènements a été soulignée à plusieurs reprises, aussi de manière très critique[266], par les activistes interviewés[267]. Effectivement, « le contexte compte », et donc *où* quelque chose se fait changera quelque chose dans le type de politique qui sera produit (Leitner et al., 2008, p. 165).

De ce point de vue l'espace est un *moyen* des politiques contestataires en question mais il est aussi un « enjeu », une revendication, ou – on espère – un « résultat » *(outcome*) de l'action politique (Hmed, 2009; Sewell, 2001). La *ville autogouvernée* que DR voudrait construire – comme d'ailleurs l'est déjà l'univers autogéré romain – est une revendication essentiellement socio-spatiale. C'est la ville, le quartier et donc l'espace comme catégorie d'analyse, qui sont mis en avant comme *lieux* d'une alternative possible, d'une narrative alternative au capitalisme néolibéral qui nous étrangle. C'est le fait de concevoir – à nouveau – la ville comme lieu de la sociabilité de l'échange et de la décision qui constitue le cœur des revendications – comme le dit le nom même - de *Decide Roma*, *Decide la Città*.

4.4.2 – La co-implication des spatialités de lutte

Les différentes spatialités des politiques contestataires ont été étudiées de manière approfondie par de nombreux auteurs. Cependant, leur « co-implication (intersectionnalité) » (*co-implication [intersectionnality]*) et « multi-valence » (*multi-valency*) ont rarement été étudiées (Leitner et al., 2008, pp. 158–159). En d'autres termes, même les auteurs qui ont pris en considération ces multiples spatialités n'ont payé que très « peu d'attention à la manière dont

266 Nunzio, du centre social Cortocircuito, a critiqué vivement le fait que les assemblées d'autogouvernement se soient déroulées pratiquement qu'à San Lorenzo, quartier semi-central et traditionnellement de gauche. Cf. Entretien avec Nunzio Cortocircuito, 22/7/2016, CSOA Cortocircuito, Roma.

267 Tous les enquêtés ont souligné l'importance de cet aspect, sans exceptions.

les différentes spatialités se croisent et peuvent s'influencer l'une l'autre [268]» (Leitner et al., 2008, p.166).

A partir de ce constat, je vais chercher à identifier les différentes spatialités par lesquelles s'exprime et s'organise Decide Roma pour ensuite montrer leur éventuelle co-implication.

Leitner *et al (anno),* identifient cinq spatialités principalement étudiés par les géographes des mouvements sociaux : la politique de l'échelle (*politics of scale*) ; la politique du lieu (*politics of place*) ; la politiques du réseau (*politics of networking*) ; le positionnement socio-spatial (*socio-spatial positionality*) ; la politique de la mobilité (*politics of mobility*).

Decide Roma se caractérise par toutes les cinq.

La dimension d'échelle est évidente et affichée : le travail central, à niveau unitaire métropolitain (e.g. des groupes de travail et des assemblés thématiques d'autogouvernement) se fait en rapport au travail local et territorial dans les quartiers. Le rapport entre ces deux niveaux, ces deux échelles devra être défini et travaillé dans le temps[269]. Au même temps une autre échelle prise en compte par DR est l'échelle nationale et même – comme l'on a vu – transnationale. Certains auteurs ont parlé ainsi du mécanisme de « saut d'échelle » (*jumping scales*) (Cobarrubias & Pickles, 2006, p. 11; Sewell, 2001, p. 68) ou plus génériquement de « stratégies multi-scalaires » *(multi-scalar strategies*) (Leitner et al., 2008, p. 160).

Le lieu (*place*) est défini comme les « sites où les personnes vivent, travaillent et bougent et où elles créent des relations, pratiquent leurs relations avec les unes avec les autres et entrent en relation avecle reste du monde ». Les mouvements sociaux, souvent

> cherchent à manipuler stratégiquement, à subvertir et resignifier des lieux qui symbolisent les priorités et les imaginaires qu'ils contestent ; pour défendre les lieux qui représentent leur priorités et imaginaires ; et pour produire des nouveaux espaces où ces visions peuvent être pratiquées, dans ce lieu et au-delà (Leitner et al., 2008, p. 161-162).

En lisant cette référence, il apparait évident que DR et son univers politique et culturel de référence pratiquent des *politiques du lieu.* Et cela à la fois à travers les espaces/centres sociaux et à travers les *occupations* des places publiques qui ont lieu dans les assemblés de DR, ou, de

268 "less attention to how different spatialities intersect and may affect one another" (Leitner et al., 2008, p.166).

269 Entretien avec Francesco « Esc », 3/8/2016, Communia, Roma.

manière plus éphémère, lors des actions symboliques qui ont été mené, comme par exemple l'occupation de la basilique de Massenzio (Il Corriere della Sera, 2016b).

Les réseaux sont également un autre trait distinctif de DR, considérant tout d'abord que si Decide Roma est une plateforme, elle est née en tant que réseau d'espaces (e.g. le réseau pour le Droit à la Ville, DaC). En outre, des réseaux plus spatialement délimités sont à l'intérieur de DR (e.g. Libera Repubblica di San Lorenzo, Cinecittà Bene Comune). A cela il faut aussi ajouter le réseau, encore *en chantier*, des Villes Rebelles.

Le positionnement socio-spatial, donc le fait que *où* on fait quelque chose compte par rapport aux politiques qui seront produites est, comme on l'a dit, un aspect pris en compte par tous les enquêtés et dans pratiquement toutes les réunions auxquelles j'ai participé. En particulier, la quasi-absence de DR et de ses composantes des nouvelles extrêmes périphéries constitue une limite à la capacité d'activation politique mais aussi d'élaboration politique de ce parcours.

Enfin, la politique de la mobilité est un autre aspect très important pour DR. Très souvent des délégations partent notamment pour Naples et Barcelone, mais aussi dans d'autres villes avec qui les composantes de DR ont des contacts. En particulier, je tiens à citer l'importance du déplacement à Paris pour le Global Debout, la tentative de la commission internationale de Nuit Debout de créer un réseau transnational[270]. Ou encore, de manière différente, le déplacement à Amatrice après le terrible séisme du 24 août, où les activistes des espaces sociaux de Rome, sous le nom de *Scossa Solidale* (Secousse Solidaire), ont construit et [auto]géré avec les habitants d'Amatrice un camp pour la sociabilité et l'aide aux personnes touchées par cette tragédie[271].

Cette séparation ne me parait très naturelle. En effet,

> ceux qui pratiquent les politiques contestataires ne s'assoient pas nécessairement autour d'une table pour discuter, disons, les mérites des mobilités contre le lieu comme domaine d'action. Plutôt, ils se basent sur leur propre expérience et connaissance, élaborant et en cherchant à pressentir les stratégies qu'ils espèrent pourront réussir, et qui simultanément impliquent des spatialités multiples[272] (Leitner et al., 2008, p. 166)

270 Présentation sur le site de Nuit Debout. URL : https://nuitdebout.fr/globaldebout
271 Lien à l'événement Facebook d'un diner pour recueillir l'argent pour le projet. URL : https://www.facebook.com/events/309936762692958/
272 "Those practising contentious politics do not necessarily sit around discussing the merits of, say, mobilities vs place as domains of action. Rather, they draw on their experience and knowledge, crafting and intuiting strategies that they hope will succeed, and which simultaneously engage multiple spatialities" (Leitner et al., 2008, p. 166).

Leitener *et al.* affirment que ces « multiples spatialités sont co-impliquées et co-constitutives de manière complexe durant les luttes des mouvements sociaux, avec des conséquences imprévisibles[273] » (Leitner et al., 2008, p. 166).

Les réseaux – locaux, métropolitains ou transnationaux – qui caractérisent DR, n'auraient pas été possibles sans une politique multi-scalaire qui a permis aux espaces sociaux de sortir de leurs quatre murs et de se rapporter les uns aux autres. Ou encore, les réseaux transnationaux, n'auraient pas eu lieu sans une politique de la mobilité, qui – au prix de financer le voyage de quelques camarades – a permis d'échanger et nouer des contacts avec des personnes qui sont très lointaines dans l'espace physique mais très proches dans l'espace politique.

Et d'ailleurs, un raisonnement sur l'espace numérique ou cyberespace est envisageable, puisque c'est également un espace qui a permis de créer de nombreux contacts, réseaux et perspectives et qui – dans la la manière de faire politique de DR – devra également être ultérieurement développé pour devenir une véritable plateforme numérique – de décision et de discussion. Afin de créer ce que Castells a récemment nommé « l'espace de l'autonomie » (*space of autonomy*), c'est-à-dire « la combinaison d'espace public et de cyberespace [274]» (Castells & Kumar, 2014, p.94). L'espace numérique offre effectivement la possibilité de dépasser les contraintes de la mobilité physique. Dans une ville aussi étendue que Rome, la création d'une plateforme pareille, capable d'impulser le dialogue et la coopération entre des réalités très distantes et qui peinent – à cause de la distance - à intervenir avec régularité dans les discussions, est effectivement une possibilité qui ne peut pas être négligée.

Pour conclure, cette co-implication et dépendance mutuelle entre les différentes spatialités de la mobilisation constitue probablement l'élément le plus distinctif et nouveau de Decide Roma, par rapport à la tendance, propre aux centres sociaux des années 1990, à se concentrer quasi exclusivement sur un politique du lieu. Une mono-dimensionnalité, une incapacité à sortir du local pour regarder au global, qui s'est graduellement brisée dans les dernières années et qui aujourd'hui, avec Decide Roma, parait complètement mise de côté.

273 "(…) multiple spatialities are co-implicated and co-constitutive in complex ways during social movement struggles, with unpredictable con- sequences" (Leitner et al., 2008, p. 166).
274 "(…) combination of urban public space and cyberspace (…)"(Castells & Kumar, 2014, p.94).

Conclusion

A travers l'étude de la mobilisation *Decide Roma, decide la città*, nous avons pu affirmer combien l'impact potentiel des « mouvements sociaux urbains » - selon les définitions plus courantes issues du travail fondateur de Manuel Castells (1983) - peut dépasser le champ d'action et de revendication qui leur est immédiatement et traditionnellement associé – l'espace et les conflits urbains – pour impacter au contraire la société dans ses multiples échelles d'exercices du pouvoir. En regardant les définitions, même récentes, des « mouvements urbains » (Pruijt, 2007), on se rend compte tout de suite que *Decide Roma* et ses expériences *jumelles* de Naples ou Barcelone vont bien au-delà des seules questions territoriales, pour contaminer, à travers une réflexion méthodologique et politique développée grâce à un long travail sur le *terrain* (un travail territorial), le mode de concevoir les institutions, à toutes ses échelles, et en perspective la société toute entière.

J'ai cherché à donner, le long de cette recherche, des clés d'analyses utiles à la compréhension d'un phénomène qui, malgré sa relative jeunesse, est en train de provoquer des répercussions inattendues sur les dynamiques politiques (et de manière encore plus surprenante, institutionnelles) d'un nombre croissant des villes du sud de l'Europe.

La conscience de l'impossibilité à dissocier le contexte social, historique, culturel des phénomènes étudiés a comporté une grande attention de ma part aux spécificités locales et à la série d'événements qui ont précédé et accompagné l'émergence de la mobilisation en question. Ces éléments de mise en contexte constituent effectivement, un bagage indispensable pour permettre au lecteur de se repérer à l'intérieur des dynamiques analysées. En particulier, le *foyer* d'origine de la plateforme *Decide Roma*, le *monde* des centres/espaces sociaux, actif depuis très longtemps sur le paysage urbain italien, a été décrypté à travers des matériaux issus de la littérature scientifique, de la presse, des témoignages des enquêtes et de mon observation et expérience de vie. Les complexes dynamiques de pouvoir qui s'exercent à travers une *marchandisation* de l'espace (urbain et périurbain) de manière probablement plus accentuée à Rome qu'ailleurs, à cause également d'une particulière configuration économique, ont été également présentées et analysées dans ce travail.

Mon implication dans ce processus, qui pourrait d'apparence compromettre la *scientificité* de mon travail, a été décryptée et questionnée, en soulignant notamment la pertinence des « épistémologies du point de vue » (Collins, 2009) et de raisonnements qui affirment combien la tant recherchée « neutralité du chercheur » soit en effet un objectif éphémère, impossible à

atteindre dans les sciences humaines (Ripoll, 2008). Et c'est à partir de ce constat que cette recherche s'est articulée également au-delà de sa valeur strictement académique, pour ouvrir la possibilité de constituer, à travers les matériaux recueillis et les analyses formulées, une véritable boite à outil pour les mouvements, outre qu'une véritable archive, une géographie et une cartographie des rêves et des pratiques de cette inédite coalition née à partir d'une réflexion sur le renouvellement du monde de l'autogestion urbaine.

Dans quelle mesure et dans quelles modalités les mouvements sociaux urbains peuvent-ils impulser la mise en place d'une gestion et d'une gouvernance alternative de la ville basée sur la pratique de l'auto-gouvernement et de la participation citoyenne ? Et quelles conséquences découlent du fort ancrage spatial qui caractérise le développement, les stratégies et les enjeux d'une telle mobilisation ?

En concluant cette recherche il est légitime de me demander si j'ai pu effectivement répondre à ces questionnements. Etait-il suffisant de plonger dans cette expérience pendant sept mois et de chercher du recul dans l'analyse et la réaction pour formuler une ébauche d'interprétation sur ces phénomènes ?

Comparer, comme le prétendent certains, l'inévitable partialité de toute recherche scientifique à l'insaisissable complexité du réel ne me parait pas la bonne voie à suivre. Si effectivement je ne peux pas dire avoir tout à fait répondu de façon unanime et ultime à la problématique que je m'étais posé, je peux dire cependant que ce travail fournit des éléments utiles au développement d'ultérieures réflexions de part tant des chercheurs que des activistes.

Le raisonnement sur l'indissociabilité de la société et de l'espace formulé par certains géographes (Ripoll, 2006; Veschambre, 2006), parait imprégner les pratiques et les élaborations des mouvements sociaux romains de manière désormais quasi automatique, grâce également à un héritage politique tourné dans ce sens. Et c'est ce lien qui a été étudié dans cette recherche à la lumière des événements qui se sont passés.

En particulier un des éléments les plus intéressants est la stratégie (ou mieux, les stratégies) pensées par les activistes afin de permettre l'émergence de cette *envie de participation*, cette *activation politique* des communautés d'habitants qui constituent la prémisse indispensable pour mettre en place un modèle de gouvernance alternatif basé sur l'auto-gouvernement. La plupart des chercheurs croient que pour impulser cette activation, il faudrait mener un travail sur le terrain encore plus poussé, agir en tant qu'*intercesseurs*, organisateurs de moments de discussions et d'élaboration ; de médiateurs entre les besoins et les envies de la communauté et

les institutions. La forme d'organisation de cette participation qui leur parait la plus adaptée est l'*assemblée,* qui malgré ses limites constitue une tentative de créer un mécanisme de décision horizontale (Pecorelli, 2015).
Dans ce scénario de travail territorial, visant à promouvoir une prise de conscience généralisée capable de dépasser l'échelle locale pour impacter les institutions nationales et supranationales (à travers la mise en place d'un « réseau des villes rebelles [*rete delle città ribelli]*), le rôle des centres/espaces sociaux doit être repensé et implémenté afin de devenir (ou de retourner) un véritable « moteur [275]» d'activation politique.

La particularité de cette mobilisation et de cette stratégie, est qu'il ne s'agit pas de penser de zéro un activisme et une activité territoriale, mais de partir de quelque chose qui existe déjà – *l'univers* des centres/espaces sociaux - et qui, comme l'on a vu, possède déjà un rôle important dans la production du territoire (de culture, socialité, politisation) reconnu et légitimé dans les quartiers. Celle de l'autogestion romaine est une réalité sociale, politique et territoriale qui a déjà façonné le visage et l'identité de nombreux quartiers de la capitale.

C'est une réalité qui possède une *historicité* que les activistes revendiquent fermement. Mais ils envisagent – dans un élan d'autocritique et de flexibilité face aux changements de contexte – de travailler encore dessus pour s'adapter à une nouvelle narration qui s'affirme chaque jour avec plus de force : l'auto-gouvernement de la ville et de la société.

Si cette recherche m'a permis d'étudier les perspectives envisagées par les activistes, l'efficacité et l'impact des pratiques qui ont déjà lieu à travers ces expériences d'autogestion n'ont pas pu être mesurées qu'à travers ma propre expérience personnelle, mes impressions. Le fait que ces mouvements soient déjà actifs sur le territoire permet d'étudier un phénomène déjà opératoire et tangible. Cependant, la temporalité de cette recherche, fortement axée sur les mouvementés événements politiques qui ont eu lieu pendant mon terrain, m'ont empêché de creuser davantage ces aspects, qui me paraissent cependant fondamentaux pour comprendre *l'action* quotidienne, le véritable impact social et territorial des centres/espaces sociaux. Cela afin également de comprendre, de manière plus approfondie, les transformations éventuelles qu'impliqueraient le changement de paradigme qui découlerait du passage au statut de « biens communs urbains » (*beni comuni urbani*).

[275]Entretien avec Marcello "CIP", 1/7/2016, CIP, Roma.

Ce serait intéressant de pouvoir approfondir ces aspects, voir si ce changement de paradigme aura lieu, si à cela correspondra effectivement une évolution des pratiques et si cela permettra réellement d'avoir un impact sur la manière de gérer la ville et même constituera une occasion pour miner les bases néolibérales des politiques européennes. Si ces résultats sont atteints, si effectivement on procède dans la direction d'une démocratie *plus réelle* (*democracia real ya*, disaient les *indignados*), c'est quelque chose qui ne peut pas être prévu ici. Cependant, les centres sociaux pensés au départ comme des « tremplins pour la révolution [276]», ne se sont révélés *que* des excellents agrégateurs sociaux, des vecteurs de culture indépendante et de sens critique dans les territoires. Est-ce que ce mouvement a échoué vu qu'il n'a pas atteint l'objectif de la révolution ?

Je crois que toute action de mobilisation sociale, d'organisation et d'élaboration politique doit être conçue comme un succès juste pour le fait d'exister, d'avoir eu lieu. Les centres sociaux ont permis la diffusion d'une culture et d'un imaginaire alternatif au quotidien précaire et consumériste qu'on nous impose à travers la *naturalisation* d'un modèle social, culturel (et spatial) néolibéral (Festa, 2015). Juste le fait qu'un adolescent d'un quartier périphérique entre dans un espace occupé pour fumer un *pétard* en tranquillité et se trouve confronté (même si de manière juste passive) à des discours et des pratiques alternatives et critiques et non aux jingles des centres commerciaux où ses pairs passent les après-midi est déjà une réussite. C'est un pas, un tout petit pas que ces « intellectuels organiques » *spatialisés* produisent envers un changement plus global et généralisé qui reste cependant encore un scénario indéterminé et inconnu. Marco B., président d'Attac Italia disait, lors de notre entretien, que celle de Decide Roma « est une aventure importante, parce au pire on sera des meilleurs activistes, chacun aura appris quelque chose ; alors que dans le meilleur des cas on change la ville [277]». Se rassembler, s'activer, raisonner ensemble sur soi-même et sur la société me parait déjà – peut être naïvement – un grand pas en avant, vers une conscience de sa propre condition et de ses propres potentialités. Et surtout, vers l'affirmation d'une nouvelle narration qui peut recréer cet espoir qui semblait désormais perdu.

[276]Entretien avec Nunzio "Cortocircuito", 22/7/2016, Cortocircuito, Roma.
[277]Entretien avec Marco "Attac", 20/7/2016, Cinema Palazzo, Roma, p.5.

Glossaire

Abusivismo : phénomène de la construction d'immeubles de tout type en dehors des règles d'urbanismes. Des quartiers entiers de la capitale ont été construits *abusivamente*, tant par des spéculateurs immobiliers/grands constructeurs (*palazzinari*) que par des personnes à faibles ressources, immigrées à Rome notamment des régions du centre et du sud d'Italie. Certains quartiers *abusivi* construits par ces particuliers sont investis aujourd'hui par des phénomènes de gentrification plus ou moins marquée (Pigneto et de manière moins accentuée Centocelle, Quadraro).

Affittopoli : scandale concernant la gestion du patrimoine immobilier de la mairie de Rome. Ce scandale a montré que la mairie concédait de manière illégitime des immeubles et locaux (même de prestige) à loyer réduit, à travers des mesures comme la *delibera 26*, pensée pour des réalités *sociales*. Parmi les concessionnaires il y avait également des entités assez importantes, comme le Partito Democratico (PD) et même l'ambassade de France. Pour faire face à ce scandale, le *Commissario* Tronca a fait démarrer un vague légalitaire qui s' est traduite par plus de 800 avis d'expulsions visant centres/espaces sociaux sous concession de la *delibera 26*, associations (qui ont donc rejoint les espaces dans les mobilisations RNSV/DR) et plein d'autres entités. Pour le groupe d'espaces et associations en question, le premier point (qui a marqué les débuts de RNSV/DR) a été le fait de se démarquer des véritables *exploiteurs* de ressources publiques, vu que leur problème avec les institutions était de caractère bureaucratique/administratif et non judiciaire, vu que leurs concessions étaient régulières (mais leur application pas respectée par l'administration communale) et non illicites comme beaucoup de celles qui ont émergé avec ce scandale.

Assessore : maire-adjoint à un département spécifique de la mairie (urbanisme, patrimoine, transports etc).

Carta di Roma Comune: document contenant les "principes" de Decide Roma, concernant le patrimoine. Plusieurs activistes veulent l'étendre aux autres thématiques aussi.

Centro sociale (occupato) autogestito (Cs[o]a) : espace occupé (ou en concession grâce à la *delibera 26* à Rome, ou des mesures similaires ailleurs) et autogéré. Mouvement né dans les années 1970, il a eu une grande diffusion dans les années 1980 et 1990. A Rome ils sont en grand nombre. Traditionnellement et médiatiquement associés à la « politique antagoniste ».

Commissario (straordinario): c'est une personne chargée par le gouvernement nommé pour faire front à des tâches urgentes ou extraordinaires à travers une concentration ou une augmentation des pouvoirs. Il agit sous délégation directe de l'exécutif. Il peut intervenir lors

de catastrophes naturelles, crises de tout type (environnementales, d'ordre public…) y compris politiques. Lors un maire démissionne il est remplacé par un *commissario*. Après les démissions de Marino (2015), Francesco Paolo Tronca a été chargé de gouvernement al ville de Rome jusqu'aux élections. Il a été protagoniste de la vague légalitaire qui a conduit à la naissance de RNSV/DR.

Diritto alla Città (DAC) : formellement *rete per il diritto alla città (*réseau pour le droit à la ville), c'était un groupement d'espaces sociaux (plus deux collectifs *non spatialisés*) qui agissait sur les questions urbaines, sur le statut des espaces sociaux, patrimoine et services publics. Le Dac (lié à Roma Comune, qui était son profil des *réseaux sociaux* originaire) a été un prédécesseur de RNSV/DR.

Delibera 26 et 140: loi municipale, approuvée en 1994 sous l'administration de centre-gauche de Francesco Rutelli. La *delibera 26* a été écrite avec les mouvements et a sanci la reconnaissance de l'expérience des centres sociaux. Cette loi prévoyait la concession de biens immeubles de propriété de la mairie à des associations (ou des centres sociaux constitués en association) à but social, à front d'un paiement d'un loyer réduit du 80%. La mairie a mal appliquée cette loi d'un point de vue administratif et dans le choix des sujets éligibles à l'assignation de locaux sous ce régime. Pour faire front à cette situation l'administration de Marino a donc approuvé la ***delibera 140*** (2015), avec l'objectif de reprendre possession des biens en concessions et les *valoriser* avec des appels d'offre. Cette loi a été l'instrument par lequel le Commissaire Tronca a voulu faire front au scandale *Affittopoli*, et a donc comporté des avis d'expulsions pour nombreuses associations et espaces sociaux. Ces avis ont été appelés par les activistes, *letterine*.

Letterine : les plus de 800 avis d'expulsion (avec dettes à repayer à la mairie) par l'administration du Commissaire Tronca. Elles ont été reçues par des espaces sociaux et associations. Leur front uni face à cette situation (ou les *bons* assignataires ont été attaqués de la même manière que ceux qui avaient spéculé sur ces assignations sociales) a donné la naissance à RNSV/DR.

Mafia capitale: nom médiatique donné au scandale qui a émergé avec l'enquête judiciaire « Mondo di Mezzo ». Ce scandale a dévoilé les liens entre la politique institutionnelle locale et différents groupes criminels, qui grâce à des appels d'offres manipulées par des figures institutionnelles corrompues, gagnaient des fortunes sur la mise en place de services : notamment concernant la construction d'infrastructures urbaines et pour la gestion des services d'accueil et sociaux. Ce scandale s'est révélé un séisme politique qui a fortement délégitimé le

Parti Démocrate et contraint à démissionner Ignazio Marino, malgré sa complète extranéité aux faits (il était en fait un nouveau arrivé dans le parti et en politique en général).

Massa Critica : expérience napolitaine *jumelle* de Decide Roma. Massa Critica rassemble également des espaces dans le projet d'impulser une prise en compte des espaces en tant que *biens communs urbains* et de promouvoir des assemblées de décision populaire dans les quartiers.

Modello Roma: nom donné au modèle de gestion de la capitale sous les administrations de centre-gauche de Francesco Rutelli et Walter Veltroni. Ce modèle se basait sur une grande ouverture au marché qui se traduisait sur la logique des évènements et des infrastructures extraordinaire (et donc un rapport privilégié de l'administration avec les *palazzinari*, les constructeurs) accompagné par une certaine attention pour les questions sociales et la politique plus radicale. Comme définit par Smeriglio, actuel vice-président de la région Lazio et pendant longtemps figure institutionnelle de la mairie de Rome, le *Modello Roma* « tenait tout le monde dedans, de Caltagirone [plus important *palazzinaro*] aux centres sociaux ».

Movimento 5 Stelle (M5S): mouvement politique né du blog du comédien Beppe Grillo. Actuellement une des deux premières forces politiques du pays. Leur idée se base sur la lutte à la corruption de la *caste* politique italienne et sur un système de décision démocratique basé sur une plateforme web. Des contradictions découlent du rôle prééminent de son fondateur Beppe Grillo. Ils ont gagné les élections dans nombreuses villes italiennes, y compris Rome et Turin.

Movimento di Lotta per la casa: ensemble très hétérogène des mouvements pour le droit au logement. Différents groupes font partie de ce macro-ensemble (Action, un entre eux est fortement lié à SEL-SI et à la figure de Smeriglio). Leur pratique principale est l'occupation de logements, qui à Rome sont en nombre impressionnant. Leurs rapports avec le monde des espaces sociaux (sauf La Strada) n'ont pas toujours été très bons. Au début, ils étaient dans RNSV, mais lors de la manifestation du 19 mars se sont produits des désaccords. Ils sont donc externes à DR.

Municipio : arrondissement, division administrative d'une ville. A Rome il y en 15.

Palazzinaro : grands constructeurs et spéculateurs immobiliers. A Rome sont des figures mythiques pour le rôle politique et économique de premier plan. Ce nom est péjoratif.

Partito Democratico (PD) : parti de Matteo Renzi, équivalent italien du PS, principal parti de centre-gauche. Né de la fusion de la *gauche* du parti chrétien démocrate (DC, *Democrazia Cristiana*) et du *Partito Comunista* (PCI).

Roma Comune : profil facebook de Decide Roma (et avant du DaC) et nom collectif pour se référer à ces ensembles de parcours politiques urbains étudiés par cette recherche.

Roma Non si Vende (RNSV) : nom donné à la mobilisation dans l'hiver 2016, avant d'être remplacé par *Decide Roma, decide la* città (DR).

Sinistra Ecologia Libertà - Sinistra Italiana (SEL/SI): parti de la gauche qui peut être considéré équivalent au Front de Gauche. Ce parti rassemble ce qui reste des mouvances plus de gauche du PCI et des différentes formations de gauche. Son prédécesseur, *Rifondazione Comunista*, était bien plus fort d'un point de vue électoral (même le 10% contre les 4% maximum de SEL-SI). Les liens avec les mouvements sociaux qui existaient très forts à l'époque de *Rifondazione* ne sont restés que dans certains cas à Rome. SEL-SI est en fait liée essentiellement au mouvement pour le droit au logement (*lotta per la casa*) et au centre social « La Strada ».

Spazio sociale: nom plus générique qui définit les espaces (occupés) et autogérés qui n'utilisent pas le terme « centro sociale ». Au pluriel, *spazi sociali*, il comprend ces espaces qui portent une autre dénomination *et* les centres sociaux.

Terzo Settore: monde de l'associationnisme et de l'accueil.

Bibliographie

#DecideRoma. (2016, April 23). Il 23 aprile non è che un inizio! *Dinamo Press*. Roma. Retrieved from http://www.dinamopress.it/news/il-23-aprile-non-e-che-un-inizio

Abbate, L., & Lillo, M. (2015, March 5). Mafia: neri, rossi e boss. Chi comanda a Roma. *L'Espresso*. Roma.

Adnkronos. (2016, May 30). Roma , è allarme per il canile Muratella : ' Condizioni disperate '. *Adnkronos*. Roma. Retrieved from http://www.adnkronos.com/fatti/cronaca/2016/05/30/roma-allarme-per-canile-muratella-condizioni-disperate_tMOgWwd2pSJfC6pQqu6deL.html?refresh_ce

Ansa. (2016, August 1). Acea: Raggi, con noi 'diritto all'acqua'. *Ansa*. Roma.

Argan, G. C. (1979). *Un'idea di Roma* (Editori Ri). Roma.

Arriolo, J., & Vasapollo, L. (2005). *L'uomo precario. Nel disordine globale*. (Jaca Books, Ed.).

Asilo Filangieri et al. (2016). A Napoli 7 spazi liberati Per una nuova mappa dei beni comuni in. Retrieved 29 July 2016, from http://www.exasilofilangieri.it/napoli-7-spazi-liberati-diventano-beni-comuni/

Aveline, P. (2016, June 1). Anne Hidalgo joue la carte de l'alternative au gouvernement. *BFMTV*. Paris. Retrieved from http://www.bfmtv.com/politique/anne-hidalgo-joue-la-carte-de-l-alternative-au-gouvernement-979426.html

Bailey, S., & Mattei, U. (2013). Social movements as constituent power: the italian struggle for the commons. *Indiana Journal of Global Legal Studies*, *20*(2). Retrieved from http://www.repository.law.indiana.edu/ijgls/vol20/iss2/14

Bassi, A. (2016, June 14). Il debito di Roma è blindato Comune obbligato a pagare. *Il Messaggero*. Roma. Retrieved from http://ilmessaggero.it/roma/campidoglio/il_debito_di_roma_e_blindato_comune_obbligato_a_pagare-1795950.html

Berdini, P. (2011). Le città divorate dal cemento. In *Le mani sulla città* (Alegre, pp. 9–22). Roma.

Berdini, P., & Nalbone, D. (2011). *Le mani sulla città* (Alegre). Roma.

Berdini, P., & Nalbone, D. (2015). *Le mani sulla città*.

Bisbiglia, V. (2016, March 25). Auro e Marco, flop lo sgombero di Tronca. *Il Tempo*. Roma. Retrieved from http://www.iltempo.it/roma-capitale/2016/03/25/auro-e-marco-flop-lo-sgombero-di-tronca-1.1522625

Blatrix, C. (2009). La démocratie participative en représentation. *Sociétés Contemporaines*, *2*(74), 97–119. http://doi.org/10.3917/soco.074.0097

Bookchin, M. (1991). Libertarian Municipalism: An Overview. *Green Perspectives*, (24).

Bookchin, M. (1995). Libertarian Municipalism : The New Municipal Agenda. In *From Urbanization to Cities: toward a New Politics of Citizenship* (Cassel, p. 288). London. Retrieved from http://dwardmac.pitzer.edu/anarchist_archives/bookchin/libmuni.html

Branzaglia, C., Pacoda, P., & Solaro, A. (1992). *Posse Italiane, Centri sociali, underground musicale e cultura giovanile degli anni '90 in Italia* (Tosca Ediz). Cesena: Tosca Edizioni.

Breteau, P., & Baruch, J. (2015, December 15). Elections régionales : plus une commune est peuplée, plus elle a voté à gauche. *Le Monde*. Paris. Retrieved from http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/12/15/elections-regionales-plus-une-commune-est-peuplee-plus-elle-a-vote-a-gauche_4832676_4355770.html#pOgbD6wa2TzBi4MU.99

Brun, J. (1986a). Luttes urbaines : Manuel Castells, The City and the Grassroots, A CrossCultural Theory of Urban Social Movements. *Annales de Géographie*, *95*(529), 378381. Retrieved from http://www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_1986_num_95_529_20429_t1_0378_0000_3

Brun, J. (1986b). Luttes urbaines : Manuel Castells , The City and the Grassroots , A Cross-Cultural Theory of Urban Social Movements. *Annales de Géographie, 95*(529), 378–381. Retrieved from http://www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_1986_num_95_529_20429_t1_0378_0000_3

Buscemi, I. (2014, August 12). Teatro Valle, fine dell'occupazione: 'Ora il Comune ci riconosca come interlocutore'. *Il Fatto Quotidiano*. Roma. Retrieved from http://www.tv.ilfattoquotidiano.it/2014/08/12/teatro-valle-fine-delloccupazione-ora-comune-ci-riconosca-come-interlocutore/292417

Cagnati, C. (2016, April 27). Roma, beni comuni? Il commissario Tronca li stronca. *Il Fatto Quotidiano*. Roma. Retrieved from http://www.ilfattoquotidiano.it/2016/04/27/roma-beni-comuni-tronca-li-stronca/2675941/

Calvo, R. F. (2016, June 6). La vittoria di Raggi costruita in periferia. L'analisi del voto di Roma. *L'Unità*. Roma.

Cappelli, R. (2016, July 29). Roma , Muraro : ' Dopo 15 anni metteremo a norma i canili. E via le botticelle '. *La Repubblica*. Roma. Retrieved from http://roma.repubblica.it/cronaca/2016/07/29/news/roma_muraro_dopo_15_anni_mettere mo_i_canili_a_norma_-145052136/

Cararo, S. (2016, April 10). Roma non è in vendita e vuole decidere . Ieri mobilitazioni territoriali ' a tutto campo '. *Contropiano*. Roma.

Carrano, A., & Cellammare, C. (2014). Quartieri Autorganizzati - Le vicende di Mandrione e Tor Fiscale e il protagonismo dei comitati. In *S.M.U.R. - Roma città autoprodotta - ricerca urbana e linguaggi artistici* (manifestol). Roma.

Castells, M. (1972). *The urban question: a marxist approach* (Maspero). Paris.

Castells, M. (1983). *The city and the grassroots: a cross-cultural theory of urban social movements.* (Edward Arn). London.

Castells, M., & Kumar, M. (2014). A Conversation with Manuel Castells Transcript and Introduction by Mukul Kumar. *Berkeley Planning Journal*, *27*(1), 93–99.

Chetta, A. (2016, May 19). Le formule radicali di De Magistris? Chiedete a Massa Critica. *Il Corriere Della Sera*. Napoli.

Ciaccio, E. (2016, June 18). Napoli, la svolta 'rivoluzionaria' di De Magistris. *Lettera 43*. Napoli.

Ciccarelli, R. (2015a, October 30). Tagli , ribassi , iperlegalitarismo : così Roma distrugge il sociale. *Il Manifesto*. Roma. Retrieved from http://ilmanifesto.info/tagli-ribassi-iperlegalitarismo-cosi-roma-distrugge-il-sociale/

Ciccarelli, R. (2015b, December 4). L'altra faccia di Mafia Capitale manifesta a Roma. *Il Manifesto*. Roma.

Ciccarelli, R. (2016a, January 14). Roma , il commissario Tronca vuole sgomberare latelier

Esc. *Il Manifesto*.

Ciccarelli, R. (2016b, January 25). A Roma c'è chi vuole cancellare 25 anni di autogestione. *Il Manifesto*. Roma. Retrieved from http://ilmanifesto.info/storia/a-roma-ce-chi-vuole-cancellare-25-anni-di-autogestione/

Ciccarelli, R. (2016c, May 15). Virginia Raggi (M5S) a confronto con gli spazi sociali al Cinema Palazzo Occupato. *Il Manifesto*. Roma.

Cobarrubias, S., & Pickles, J. (2006). *SPACING MOVEMENTS : The turn to cartographies and mapping practices in contemporary social movements* (Social Movements Research Group). Chapel Hill.

Coen, E. (2016, July 15). Sharing city, le città che puntano sulla condivisione. *L'Espresso*. Roma. Retrieved from http://espresso.repubblica.it/visioni/societa/2016/07/12/news/la-citta-e-meglio-in-comune-1.277161

Collins, P. H. (2009). *Black feminist thought: knowledge, consciousness, and the politics of empowerment.* (Routledge). New York.

Colombo, A. (2016). *Marcio su Roma. Criminalità, corruzione e fallimento della politica nella Capitale* (Cairo). Milano.

D'Agnese, A. (2015, January 22). Asilo Filangieri, quando Napoli è da copiare. *L'Espresso*. Roma. Retrieved from http://espresso.repubblica.it/visioni/societa/2015/01/22/news/asilo-filangieri-quando-napoli-e-da-copiare-1.195798?refresh_ce

Dardot, P., & Laval, C. (2014, December 19). 'Politique du commun' (entretien avec la revue Esprit). *Esprit*. Paris. Retrieved from http://esprit.presse.fr/news/frontpage/news.php?code=356

Degroisse, G. (2016, September 9). D'une smart city à une 'engaged city'. *L'Atelier*. Paris.

Dellapasqua, E. (2016, April 2). L'Affittopoli dei benzinai: a corso Francia appena 150 euro al mese. *Il Corriere Della Sera*. Milano.

Dellapasqua, E. (2016, July 22). Pigneto , sgombero e denunce per il « Point break » occupato dal 2009. *Il Corriere Della Sera*. Milano. Retrieved from http://roma.corriere.it/notizie/cronaca/16_luglio_22/studentato-point-break-sgombero-

denunce-e8a51b9c-4f69-11e6-86b3-8b383002c077.shtml

Dinamo Press. (2016, March 24). Roma, respinto lo sgombero del centro sociale Auro e Marco. *Dinamo Press*. Roma. Retrieved from http://www.dinamopress.it/news/spinaceto-respinto-lo-sgombero-del-centro-sociale-auro-e-marco-decidelacitta

Elections-en-Europe. (2014). Analyse des résultats des élections européennes dans les métropoles. Retrieved 1 August 2016, from http://elections-en-europe.net/2014/06/04/analyse-resultats-elections-europeennes-les-metropoles/

Erbani, F., & De Lucia, V. (2016). *Roma disfatta. Perché la capitale non è più una città e cosa fare per ridarle una dimensiona pubblica* (Castelvecc). Roma.

Favale, M., & Giannoli, V. (2016, January 6). Tasi più cara, stretta sui rom, aziende aperte al mercato. E il piano di Tronca per la città. *La Repubblica*. Roma.

Federazione Romana USB. (2016). Renzi e Alfano (e Tronca) mettono un'ipoteca su Roma. Per fermare il DUP serve un grande movimento cittadino. *Carovana Delle Periferie*.

Festa, D. (2015). La Creatività del Comune. In C. Bernardi, F. Brancaccio, D. Festa, & B. M. Mennini (Eds.), *Fare Spazio - Pratiche del Comune e Diritto alla Città* (Mimesis Ed, pp. 81–98). Milano-Udine.

Franchetto, I. (2004). *Action - Diritti in Movimento* (Cantieri C). Roma.

Fratini, F. (2000). *Roma arcipelago di isole urbane* (Gangemi). Roma. Retrieved from http://www.gangemieditore.com/scheda_articolo.php?isbn=8849200096

Gagnon, G. (1982). A la recherche de l'autonomie: Cornelius Castoradis. *Sociologie et Sociétés*, *XIV*(2), 113–118.

Giannoli, V. (2016, August 9). Roma , Comune verso lo stop agli sfratti dei centri sociali. *La Repubblica*. Roma. Retrieved from http://roma.repubblica.it/cronaca/2016/08/09/news/roma_comune_verso_lo_stop_agli_sfratti_dei_centri_sociali-145688201/

Ginori, A. (2016, June 29). Brexit, Hidalgo: 'L'Europa ascolti anche noi sindaci delle città-mondo'. *La Repubblica*. Roma.

Giroud, M., & Gintrac, C. (2014). Introduction à une géographie critique de l'urbain. In *Villes*

contestées – pour une géographie critique de l'urbain (Les Prairi, pp. 5–24). Paris.

Grilli, F. (2016, January 13). La delibera 140: il provvedimento che fa tremare associazioni e centri sociali di Roma. *Roma Today*. Roma. Retrieved from http://www.romatoday.it/politica/delibera-140-riordino-patrimonio-capitolino.html

Groulx, L. (1985). L'Analyse Des Mouvements Sociaux Urbains : Questions De Méthode. *Service Social*, *34*(2–3), 300. http://doi.org/10.7202/706274ar

Guareschi, M., & Rahola, F. (2015). *Forme della città - sociologia dell'urbanizzazione* (Agenzia X). Milano. Retrieved from http://www.agenziax.it/forme-della-citta/

Guillaume, N. (2015). *Le sport entre pouvoirs et contre-pouvoirs : étude des centres sociaux occupés et autogérés à Rome*. Paris-Sorbonne.

Halifa-Legrand, S. (2016, May 6). 10 choses à savoir sur Sadiq Khan, le nouveau maire de Londres. *L'Obs*. Paris.

Harvey, D. (2011). *Le Capitalisme contre le Droit à la Ville : néolibérisme, urbanisation, résistances* (Editions A). Pari: Editions Amsterdam.

Hmed, C. (2009). Espace géographique et mouvements sociaux. In *Dictionnaire des mouvements sociaux Olivier Fillieule et al (orgs.)* (Presses de, pp. 220–227). Paris. Retrieved from http://www.cairn.info/dictionnaire-des-mouvements- sociaux--9782724611267-page-220.htm

Huffington Post. (2016a, January 5). Le privatizzazioni degli asili nido e dei monumenti: Paolo Tronca fa infuriare tutta Roma. *Huffington Post*. Roma.

Huffington Post. (2016b, July 28). Il gruppo Caltagirone scende nell'azionariato di Acea e punta su Suez. Virginia Raggi: 'Bollette giù grazie a noi'. *Huffington Post*. Roma.

Iacoboni, J. (2016, May 3). Raggi: 'Roma non deve pagare i debiti, chiederemo una ristrutturazione alle banche'. *La Stampa*. Roma. Retrieved from http://www.lastampa.it/2016/05/03/italia/speciali/elezioni/2016/amministrative/raggi-roma-non-paghi-i-debiti-le-banche-devono-ristrutturarli-TLBoHMr6n4ivQe4syAM6qM/pagina.html

Il Corriere della Sera. (2011, March 4). Roma capitale delle case vuote: 245 mila abitazioni non utilizzate. *Il Corriere Della Sera*. Milan. Retrieved from

http://roma.corriere.it/roma/notizie/cronaca/11_marzo_4/roma-prima-classifica-case-vuote-190152372146.shtml

Il Corriere della Sera. (2016a, March 19). « Roma non si vende »: movimenti in corteo contro le privatizzazioni « Roma non si vende »: movimenti in corteo. *Il Corriere Della Sera*. Milano. Retrieved from http://roma.corriere.it/notizie/cronaca/16_marzo_19/roma-non-si-vende-movimenti-corteo-contro-privatizzazioni-b7dd8966-edf0-11e5-9277-b3acd54d3652.shtml

Il Corriere della Sera. (2016b, April 13). Movimenti occupano Basilica di Massenzio: 'Roma Non Si Vende'. *Il Corriere Della Sera*. Milano. Retrieved from http://roma.corriere.it/notizie/cronaca/16_aprile_13/movimenti-occupano-basilica-massenzio-roma-non-si-svende-6c937586-0170-11e6-b513-8228f9f09a00.shtml

Il Corriere della Sera. (2016c, April 27). Canili, bloccata la Magliana, ma con Tronca è fumata nera. *Il Corriere Della Sera*. Milano.

Il Fatto Quotidiano. (2011, November 26). 'Tradito l'esito del referendum' Il popolo dell'acqua di nuovo in piazza. *Il Fatto Quotidiano*. Roma. Retrieved from http://www.ilfattoquotidiano.it/2011/11/26/tradito-lesito-referendum-popolo-dellacqua-nuovo-piazza/173315/

Inglehart, R. (1977). *The Silent Revolution. Changing Values and Political Styles Among Western Publics* (Princeton). Princeton (N. J.).

Insolera, I. (2011). *Roma moderna. Da Napoleone I al XXI secolo*. (P. Berdini, Ed.) (Giulio Ein). Torino.

Io Me Ne Occupo. (2016, August 23). Come on Baby, Light my Fire. *Page Facebook 'Io Me Ne Occupo'*. Roma. Retrieved from http://facebook.com/story.php?story_fbid=1011546322276125&id=949182238512534

Kumar, M., & Castells, M. (2014). A Conversation with Manuel Castells. *Berkeley Planning Journal*, *27*(1). Retrieved from http://escholarship.org/uc/item/2ns059h3

La Repubblica. (2015a, June 18). Casa, corteo dei movimenti in centro. Occupato l'ex Circolo degli Artisti, poi sgomberato. *La Repubblica*. Roma. Retrieved from http://roma.repubblica.it/cronaca/2015/06/18/news/casa_corteo_dei_movimenti_in_centro-117175143/

La Repubblica. (2015b, October 8). Marino, il Pd non lo difende più. Ipotesi dimissioni. *La Repubblica*. Roma.

La Repubblica. (2016a, March 16). ‘Guerra’ delle scritte a Roma: scompare e riappare ‘Né pubblico né privato, comune’. L’Ama pulisce. *La Repubblica*. Roma. Retrieved from http://roma.repubblica.it/cronaca/2016/03/15/foto/roma_a_porta_maggiore-135562937/1/

La Repubblica. (2016b, March 19). ‘ Roma non si vende “, scendono in piazza i movimenti. Gli organizzatori : "Siamo in 20mila”’. *La Repubblica*. Roma. Retrieved from http://roma.repubblica.it/hermes/inbox/2016/03/19/news/i_movimenti_sfrattati_dal_comune_noi_in_piazza_-135810928/#gallery-slider=135871351

La Repubblica. (2016c, April 27). Roma , nuova protesta al canile della Muratella contro licenziamenti . De Milato : ‘ Nessun passo indietro ’. *La Repubblica*. Roma. Retrieved from http://roma.repubblica.it/cronaca/2016/04/27/news/roma_la_protesta_dei_lavoratori_del_canile_della_muratella_da_domani_senza_lavoro_-138556069/

La Repubblica. (2016d, May 12). Roma, cariche e idranti sulla protesta per la casa. ‘Tronca ha fatto il poliziotto’. *La Repubblica*. Roma. Retrieved from http://roma.repubblica.it/cronaca/2016/05/12/news/roma_cariche_della_polizia_alla_manifestazione_dei_movimenti_per_la_casa_in_campidoglio-139660260/

La Repubblica. (2016e, May 28). Acqua: a Napoli l’Abc restituirà la cauzione a 130mila cittadini. *La Repubblica*. Napoli.

La Repubblica. (2016f, July 21). Roma , sgomberato lo studentato Point Break al Pigneto. *La Repubblica*. Roma. Retrieved from http://roma.repubblica.it/cronaca/2016/07/21/news/roma_sgomberato_lo_studentato_point_break_al_pigneto-144563406/

La Repubblica. (2016g, August 1). Roma, i movimenti per la casa manifestano sotto il Campidoglio: ‘Raggi ci incontri’. *La Repubblica*. Roma. Retrieved from http://roma.repubblica.it/cronaca/2016/08/01/news/roma_i_movimenti_per_la_casa_manifestano_sotto_il_campidoglio_raggi_ci_incontri_-145199675/

Le Saout, D. (1999). Les théories des mouvements sociaux.Structures, actions et organisations : les analyses de la protestation en perspective Theories. *Insaniyat /□ □ □*

□ □ □ □ □*[En Ligne]*, *8*, 145–163. Retrieved from http://insaniyat.revues.org/8334

Leitner, H., Sheppard, E., & Sziartot, K. M. (2008). The Spatialities of Contentious Politics. *Transactions of the Institute of British Geographers*, *33*(2), 157–172.

Levi, E., & Patriarca, F. (2016, July). Il voto a Roma: dualismo centro- periferia o fine del voto interclassista? *EticaEconomia*. Retrieved from http://www.eticaeconomia.it/il-voto-a-roma-dualismo-centro-periferia-o-fine-del-voto-interclassista-seconda-parte/

Lisarelli, D. (2014, April 7). En Italie, la résistance par la culture. *Les Inrockuptibles*. Paris. Retrieved from http://www.lesinrocks.com/2014/04/07/actualite/espaces-du-possible-11495273

Lopes De Souza, M. (2006). Social movements as ‘critical urban planning’agents. *City*. http://doi.org/10.1080/13604810600982347

Lopes De Souza, M. (2010). Which right to which city ? In defence of political-strategic clarity. *Interface*, *2*(1), 315–333. Retrieved from http://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=which right to which city ? in defence of political-strategic clarity&source=web&cd=1&ved=0CCQQFjAA&url=http://interfacejournal.nuim.ie/wordpress/wp-content/uploads/2010/11/Interface-2-1-pp315-333-Souza.pdf&ei=z2yWUKy

M5S Camera. (2016, April 21). Il Pd privatizza l’acqua e se ne frega di 27 milioni di italiani. *Il Blog Di Beppe Grillo*. Retrieved from http://www.beppegrillo.it/2015/04/il_pd_privatizza_lacqua_e_se_ne_frega_di_27_milioni_di_italiani.html

Macarone Palmieri, F. (2014). Dagli spazi sociali ai beni comuni. Storie future a confronto. In *(Cellammare, Carlo ed) S.M.U.R. - Roma città autoprodotta - ricerca urbana e linguaggi artistici* (La Talpa-, pp. 163–174). Castel San Pietro Romano.

Maddalena, P. (2013). Per una teoria dei beni comuni. *Micromega*, *9*, 1–16. Retrieved from http://temi.repubblica.it/micromega-online/per-una-teoria-dei-beni-comuni/

Mahoudeau, A. (2016). Social Movements in Human Geography : a literature review. Retrieved 1 September 2016, from https://tcatf.hypotheses.org/51

Marella, R. (2013). La funzione sociale oltre la proprietà. *Rivista Critica Del Diritto Privato*, *4*, 1–17. Retrieved from http://www.euronomade.info/?p=2114

Marella, R. (2014). Il diritto dei beni comuni oltre il pubblico e il privato. *Uninomade*, 1–7. Retrieved from http://www.uninomade.org/il-diritto-dei-beni-comuni/

Marella, R. (2015). Lo spazio urbano come bene comune. *Scienze Del Territorio - Firenze University Press*, *3*(Ricostruire la città), 78–87. http://doi.org/10.13128/Scienze

Marini, C. (2016, May 14). Meloni su Raggi : ' Lei fa comizi nei palazzi occupati , io li sgombero ' Meloni : " È un male quando gli elettori non trovano il loro partito sulla scheda " La Newsletter del. *Il Secolo d'Italia*. Roma.

Marro, E. (2016, January 9). Campidoglio, i conti del commissario Tronca: un piano tra ipotesi e realtà. *Il Corriere Della Sera*. Milano.

Martini, F. (2015, October 8). L'ascesa e la caduta del sindaco-chirurgo, impolitico sino all'ultimo. *La Stampa*. Roma. Retrieved from http://www.lastampa.it/2015/10/08/italia/politica/lascesa-e-la-caduta-del-sindacochirurgo-impolitico-sino-allultimo-NWphjDR8G90poijdgMDnyK/pagina.html

Mathieu, L. (2007). L'espace des mouvements sociaux. *Politix, n° 77*(1), 131. http://doi.org/10.3917/pox.077.0131

Mayer, M. (2006a). Manuel Castells'The City and the Grassroots. *International Journal of Urban and Regional Research*, *202*(6).

Mayer, M. (2006b). Manuel Castells ' The City and the Grassroots. *International Journal of Urban and Regional Research*, *30.1*(202–6). http://doi.org/10.1111/j.1468-2427.2006.00652.x

McAdam, D., McCarthy, J. D., & Zald, M. N. (1996). *Comparative perspective on social movements. Political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings.* (Cambridge). Cambridge.

McAdam, D., Tarrow, S., & Tilly, C. (2001). *Dynamics of Contention* (Cambridge). Cambridge.

Membretti, A. (2003). *Leoncavallo : Spazio pubblico Autogestito . Un percorso di cittadinanza attiva* . (Ed. Le mam). Milan.

Membretti, A., & Mudu, P. (2003). Where Local meets Global. Italian Social Centres and the Alterglobalization Movement. In *Cristina Flesher Fominaya and Laurence Cox, eds.*

(2013) Understanding European Movements: New Social Movements, Global Justice Struggle, Anti-Austerity Protests (Routledge). London.

Menicucci, E. (2016, February 4). Scandalo degli affitti a Roma , sede del Pd morosa per 170 mila euro L ' ex Msi ha il canone di 70 anni fa. *Il Corriere Della Sera*. Milano. Retrieved from http://roma.corriere.it/notizie/cronaca/16_febbraio_03/affittopoli-sede-pd-morosa-170-mila-euro-quella-dell-ex-msi-ha-canone-70-anni-fa-b28071c4-cab7-11e5-a089-b5567fb53351.shtml

Miller, B. (2000). *Geography and social movements, comparing antinuclear activism in the Boston area* (University). Minneapolis.

Mitchel, D. (2003). The right to the city–social justice and the fight for public space. *Ethics Place Environ*.

Moroni, P., Aster, C., Cox 18, C. sociale, & Leoncavallo, C. S. (1996). *Centri Sociali: geografie del desiderio* (ShaKe Ediz). Milano.

Moroni, P., & Farina, D. (1995). *Centri Sociali: che impresa! Oltre il ghetto: un dibattito cruciale* (Castelvecc). Roma: Castelvecchi.

Mudu, P. (2012). At the intersection of anarchists and autonomists: Autogestioni and centri sociali. *Acme*, *11*(3), 413–438.

Neal, C. (2007). Political Process Theory. In *Ritzer, George (ed) Blackwell Encyclopedia of SociologyBlackwell Encyclopedia of Sociology* (pp. 1–5). http://doi.org/10.1111/b.9781405124331.2007.x

Negri, T. (2012). *Inventare il comune* (DeriveAppr). Roma.

Negri, T., & Hardt, M. (2010). *Comune: oltre il privato e il pubblico* (Rizzoli). Torino.

Neveu, E. (2005). *Sociologie des mouvements sociaux* (Editions L). Paris: Editions La Découverte. Retrieved from http://www.amazon.fr/dp/2707145378

Palombi, M. (2016, March 14). Acqua, governo contro esito referendum: 'No all'obbligo di gestione pubblica'. *Il Fatto Quotidiano*. Roma. Retrieved from http://www.ilfattoquotidiano.it/2016/03/14/acqua-governo-contro-esito-referendum-no-allobbligo-di-gestione-pubblica/2543374/

Pasquinelli D'Allegra, D. (2006). *La forma di Roma. Un paesaggio urbano tra storia*

immagini e letteratura (Carocci). Roma.

Paudice, C. (2016, March 15). Referendum sull’acqua, Pd toglie l’obbligo di gestione pubblica. M5S e Sel: ‘Spirito referendario tradito’. *Huffington Post*. Roma. Retrieved from http://www.huffingtonpost.it/2016/03/15/emendamento-pd-acqua_n_9468342.html

Pecorelli, V. (2015a). Spazi liberati in città: i centri sociali. Una storia di resistenza costruttiva tra autonomia e solidarietà. *ACME: An International E-Journal for Critical Geographies, 14(1)*, 283–297.

Pecorelli, V. (2015b). Spazi liberati in città: i centri sociali. Una storia di resistenza costruttiva tra autonomia e solidarietà. *ACME: An International E-Journal for Critical Geographies*, *14*(1), 283–297.

Peronaci, F. (2016, January 25). Canile Muratella, lavoratori in lotta ‘Subito un commissario, poi la gara’. *Il Corriere Della Sera*. Milan.

Perrone, M. (2016, August 18). Raggi ‘stringe’ su rifiuti e caso stipendi. *Il Sole 24 Ore*. Roma.

Piana, L. (2016, May 23). Affittopoli a Roma, ora qualcuno pagherà. *L’Espresso*. Roma.

Pollice, A. (2016a, May 10). La città che vuole decidere, è nata Massa Critica. *Il Manifesto*. Roma.

Pollice, A. (2016b, July 23). Napoli , il Comune riconosce il diritto degli occupanti. *Il Manifesto*. Napoli. Retrieved from http://ilmanifesto.info/napoli-il-comune-riconosce-il-diritto-degli-occupanti/

Popoff. (2016, April 7). Roma, ancora insieme per l’autogoverno. *Popoff*. Roma.

Portelli, S. (2016, June 9). Cos’hanno in comune il potere e i movimenti? Barcellona, un anno dopo la svolta. *Napoli Monitor*. Napoli. Retrieved from http://napolimonitor.it/coshanno-comune-potere-movimenti-barcellona-un-anno-la-svolta/

Postiglione, M. (2014). L’evoluzione del Pigneto. Da quartiere informale a nuovo centro della movida capitolina. In *(Cellammare, Carlo ed) S.M.U.R. - Roma città autoprodotta - ricerca urbana e linguaggi artistici* (La Talpa-, pp. 83–91). Castel San Pietro Romano.

Pruijt, H. (2007). Urban Movements. In *Ritzer, George (ed) Blackwell Encyclopedia of Sociology* (Blackwell, pp. 5115–5119).

Pruijt, H. (2013). Squatting in Europe. In *Squatting in Europe: Radical Spaces, Urban Struggles, Squatting Europe Kollective (ed.)* (Autonomedi). New York. Retrieved from http://www.minorcompositions.info/?p=504

Purcell, M. (2006). Urban Democracy and the Local Trap. *Urban Studies*, *43*(11), 1921–1941.

Purcell, M. (2009). Le Droit à la ville et les mouvements urbains contemporains. *Rue Descartes*, *63*(1), 40. http://doi.org/10.3917/rdes.063.0040

Redazione Labsus. (2015). I comuni del Regolamento per i beni comuni di Labsus. Retrieved 30 July 2016, from http://www.labsus.org/2015/04/i-comuni-de-regolamento-per-i-beni-comuni-di-labsus

Revillard, A. (2003). La sociologie des mouvements sociaux : Structures de mobilisations, opportunités politiques et processus de cadrage, (McCarthy 1996), 1–12.

Rinaldi, A. (2016, April 11). La crisi del movimento sindacale in Italia. *Il Corriere Della Sera*. Bologna.

Ripoll, F. (2005). S'approprier l'espace... ou contester son appropriati on? *Norois [En Ligne]*, *2*(195).

Ripoll, F. (2006). Du « rôle de l'espace » aux théories de « l'acteur » (aller-retour). La géographie à l'épreuve des mouvements sociaux. In *Séchet R., Veschambre V., Penser et faire la géographie sociale. Contribution à une épistémologie de la géographie sociale* (Presses Un, pp. 193–210). Rennes.

Ripoll, F. (2008). Espaces et stratégies de résistance : répertoires d'action collective dans la France contemporaine. *Espaces et Sociétés*, *134*(3), 83. http://doi.org/10.3917/esp.134.0083

Risanger, B. S. (2012). *The Relationship between Social Movement and Place*. Aarhus University.

Rodotà, S. (2012a). *Il diritto di avere diritti* (Laterza). Roma-Bari.

Rodotà, S. (2012b). Il Valore dei Beni Comuni. Retrieved 29 July 2016, from http://www.teatrovalleoccupato.it/il-valore-dei-beni-comuni-di-stefano-rodota

Roma Comune. (2016). Un primo passo verso i Beni Comuni Urbani. Roma: Facebook. Retrieved from https://www.facebook.com/notes/roma-comune/un-primo-passo-verso-i-

beni-comuni-urbani/1084829174916388

Roma Today. (2015, June 18). Nasce Ztl : Roma Comune negli spazi di via Casilina Vecchia 42. *Roma Today*. Roma. Retrieved from http://www.romatoday.it/cronaca/ztl-circolo-degli-artisti-

Roma Today. (2016a, February 15). E' guerra alla delibera 140 : i centri sotto sgombero occupano il Dipartimento. *Roma Today*, pp. 2–5. Roma. Retrieved from http://www.romatoday.it/cronaca/occupato-dipartimento-patrimonio.html

Roma Today. (2016b, August 23). Incendio a Muratella: 'Cani e gatti tutti salvi, ma il Comune è rimasto in silenzio'. *Roma Today*. Roma.

Rossi, G. (2016, March 22). Affittopoli, nuovo scandalo: a Roma 8 inquilini su 10 non pagano. *Quotidiano.net*. Roma. Retrieved from http://www.quotidiano.net/politica/affittopoli-roma-1.999779?refresh_ce

Ruggiero, V. (1999). Les Centri sociali à Milan - des lieux-ressources autonomes pour les jeunes. *Les Annales de La Recherche Urbaine*, *83–84*(Au risque des espaces publics), 140–147. http://doi.org/0180-930-IX-99/83-84/p.

Sansonetti, L. (2002). Centri sociali di seconda generazione. *Posse - Politica Filosofia Multitudini (Dir. Toni Negri)*, *Ottobre*(Mappe Politiche della Multitudine).

Santarpia, V. (2016, June 19). Ballottaggio Roma 2016, Virginia Raggi (M5S) trionfa su Giachetti (Pd): oltre il 67% dei voti per i grillini. *Il Corriere Della Sera*. Milano. Retrieved from http://roma.corriere.it/amministrative-2016/notizie/elezioni-2016-primi-exit-poll-raggi-trionfa-giachetti-f143673a-3656-11e6-88d7-7a12a568ff47.shtml

Sauvêtre, P. (2016). Les politiques du Commun dans l'Europe du Sud (Grèce, Italie, Espagne). Pratiques citoyennes et restructuration du champ politique. *Actuel Marx*, *1*(59), 123–138. http://doi.org/10.2917/amx.0590123

Segreteria Operativa Forum Italiano dei Movimenti per l'Acqua, & DecideRoma. (2016). *Report incontro Ministro Madia 21/6/2016*. Roma.

Sensi, S. (2002). Il consenso del conflitto. *Posse - Politica Filosofia Multitudini (Dir. Toni Negri)*, (Mappe politiche della moltitudine), 237–242.

Sewell, W. H. J. (2001). Space in Contentious Politics. In *Silence and Voice in the Study of*

Contentious Politics (Cambridge, pp. 51–88). Cambridge.

Sina, Y. (2016a, March 14). Corteo in Campidoglio contro sgomberi e tagli : il 19 marzo ' Roma non si vende '. *Roma Today*. Roma. Retrieved from http://www.romatoday.it/politica/roma-non-si-vende-corteo-19-marzo-2016.html

Sina, Y. (2016b, July 19). Blindati a San Lorenzo per 'privatizzare' il Parco dei Galli : 'Ci hanno tolto anche l ' ingresso". *Roma Today*. Roma. Retrieved from http://nomentano.romatoday.it/san-lorenzo/parco-dei-galli-san-lorenzo-privato.html

Sina, Y. (2016c, July 21). Movimenti e Giunta Raggi , prove di dialogo : Berdini in assemblea al Cinema Palazzo Occupato. *Roma Today*. Roma. Retrieved from http://www.romatoday.it/politica/paolo-berdini-cinema-palazzo-occupato.html

Smeriglio, M. (2006). *Città comune - autogoverno e partecipazione nell'era globale* (Derive/App). Roma.

Smith, C. (2004). ' Whose Streets?': Urban Social Movements, and the Politicization of Space. *Public*. Retrieved from http://pi.library.yorku.ca/ojs/index.php/public/article/viewFile/30361/27889

Snow, D. A., Ronchford, E. B., Worden, S. K., & Benford, R. D. (1986). Frame alignment processes, micromobilization, and movement participation. *American Sociological Review*, *51*(4), 464–481.

Soulé, B. (2007). Observation participante ou participation observante? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales. *Recherches Qualitatives*, *Vol. 27(1)*(1), 127–140.

Starck, P. (2005). Un nouveau mouvement social ? *VST - Vie Sociale et Traitements*, *85*(1), 84. http://doi.org/10.3917/vst.085.0084

Staricco, J. I. (2012). The French May and the roots of postmodern politics. *Rassegna Italiana Di Sociologia*, *53*(3), 447–472. http://doi.org/10.1423/38248

Sugranyes, A., & Mathivet, C. (2011). *Cities for all: proposals and experiences towards a right to the city*. *Igarss 2014*. Santiago de Chile: Habitat International Coalition. http://doi.org/10.1007/s13398-014-0173-7.2

Tarrow, S. (1996). States and opportunities : the political structuring of social movements. In

D. McAdam, J. McCarthy, et M. N. Zald (eds), Comparative perspective on social movements. Political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings (Cambridge, pp. 41–61). Cambridge.

Teatro Valle Occupato. (2013). La Costituente dei Beni Comuni - commissione Rodotà e lotte per i beni comuuni. Retrieved 30 July 2016, from http://www.teatrovalleoccupato.it/la-costituente-dei-beni-comuni-episodio-zero_il-13-aprile-2013-al-teatro-valle-occupato-2

Tilly, C. (1978). *From mobilization to revolution* (Addison-We). Reading, Mass.

Tilly, C. (1995). Contentious Repertories in Great Britain, 1758–1834. In *Traugott, M. (Ed.), Repertoires and Cycles of Collective Action* (Duke Unive, pp. 15–42). Durham, NC.

Toniutti, T. (2011, June 13). Referendum, i 'Sì' oltre il 95% risultato storico, 'Una vittoria di tutti'. *La Repubblica*. Roma. Retrieved from http://www.repubblica.it/politica/2011/06/13/news/referendum_la_giornata_dei_s_il_quorum_arriva_tra_le_polemiche-17645020/

Vergine, S. (2016, June 14). Raggi e la promessa dell'acqua pubblica. *L'Espresso*. Roma.

Veschambre, V. (2006). Penser l'espace comme dimension de la société. Pour une géographie sociale de plain-pied avec les sciences sociales. In *Séchet R., Veschambre V., Penser et faire la géographie sociale. Contribution à une épistémologie de la géographie sociale* (Presse Uni, pp. 211–227). Rennes.

Matériaux produits sur le terrain

Entretiens :

- Espaces sociaux:
  1) Entretien avec Rossella & Antonello “Libera Repubblica”, 5/7/2016, Esc, Roma.
  2) Entretien avec Alessandro “Esc”, 5/7/2016, Esc, Roma.
  3) Entretien avec Marcello “CIP”, 1/7/2016, CIP, Roma.
  4) Entretien avec Pina & Piero “Casale Falchetti”, 1/8/2016, Communia, Roma.
  5) Entretien avec Nunzio “Cortocircuito”, 22/7/2016, Cortocircuito, Roma.
  6) Entretien avec Francesco “Esc”, 3/8/2016, Communia, Roma.
  7) Entretien avec Alvise “Astra/Puzzle”, 27/7/2016, Esc, Roma.
  8) Entretien avec Silvio “Communia”, 3/8/2016, Consiglio Comunale, Roma.

- Associations comités:
  1) Entretien avec Stefano « Viva la Vita », 26/7/2016, Communia, Roma.
  2) Entretien avec Simona “Crap”, 12/7/2016, Rialto, Roma.
  3) Entretien avec Simone “Canile”, 1/7/2016, Canile Muratella, Roma.
  4) Entretien avec Marco “Attac”, 20/7/2016, Cinema Palazzo, Roma.
  5) Entretien avec Sara & Silvia “Geronimia”, 20/7/2016, Parco dei Caduti, Roma.

Notes et retranscriptions:

1) Retranscription V assemblée d’autougouvernement, 20/7/2016, Piazza dei Sannitit, Roma.
2) Retranscription de l’intervention de Massimiliano Smerigilio à la conférence #PoveraRoma, 14/3/2016, Spin Time Labs, Roma.
3) Retranscription rencontre publique avec Spadoni, 15/2/2016, Roma.
4) CR Suivi du terrain, 2016.

Table des matières

Table des illustrations

Annexes

Annexe 1: Entretien avec Alessandro "Esc"

5/7/2016 – 15h30 – Esc – Atelier Autogestito, Roma
Durée 89 minutes

Sulla storia di Esc non sono il più adeguata a raccontarla, perché sono entrato 4 anni fa. Laddove Esc a via dei Volsci è stato assegnato nel 2009. E lo Spazio a via dei Reti è stato occupato 5 anni prima. La storia la conosco per grandi linee e per racconti. So che i compagni facevano lavoro politico all'università col Collettivo "Sapienza Clandestina", e dall'idea della connessione fra le lotte sul sapere e le lotte metropolitane e sul lavoro è nata l'idea di occupare uno Spazio a San Lorenzo. (...) Per quanto riguarda Decide Roma e il ruolo di Esc, la genesi parte dal percorso Diritto alla Città da un lato e dall'altro lato con l'emergenza sgomberi. Avevamo avviato insieme a tanti altri il percorso dello sciopero sociale che aveva portato a una grossa mobilitazione sui temi del lavoro. E però ci eravamo anche accorti di una parzialità di quel percorso. Il quale era molto potente dal punto di vista della creazione di immaginario soprattutto generazionale, sulle questioni del lavoro, del reddito, del non-lavoro, degli ammortizzatori sociali etc, diciamo rispondente alla teorizzazione di pratiche di sindacalismo sociale,, che cercavamo di elaborare negli ultimi anni e però ci accorgevamo anche che mancava un pezzo. Laddove sindacalismo sociale è l'intreccio di nuove forme e nuove modalità organizzative di vertenza sul lavoro, da un lato, ma dall'altro anche l'intreccio territoriale, serviva uno strumento di carattere diverso che fosse in grado di attivare, anche da parte nostra, le lotte territoriali, e di intercettare quelle che c'erano sul territorio. DAlla riflessione su questi temi e sui temi più in generale delle trasformazioni urbane, da un lato. E dall'altro lato per rispondere all'ultima fase della Giunta Marino, in realtà una fase ultima ma piuttusto lunga, che aveva cominciato a interessarsi della riorganizzazione del patrimonio, prima con la delibera 219 e poi con la delibera 140. Quindi prima con l'assessore Nieri al Patrimonio e poi con l'assessore Cattoi, e con un atto un processo politico che andava verso ciò che poi è successo, cioè le due delibere di valorizzazione e svendita, era iniziato il piano emergenizale.

A dicembre dopo l'arrivo della nostra determinazione di sgombero da parte del dipartimento patrimonio, e a seguire di tutte le altre, di poco precedenti o di poco successive a quelle determinazioni di sgombero. Abbiamo organizzato ad Esc un'assemblea il più larga possibile, che coinvolgesse tutti gli spazi sotto attacco e anche quelli che non erano sotto attacco ma che si sentivano parte di una vertenzialità comune. Quindi non soltanto gli spazi che stavano in Delibera 26 ma anche altri spazi, tra cui spazi privati e occupazioni studentesche, come

Mushroom, Open Break e Puzzle etc. Da lì, da quell'assemblea che aveva visto un grandissima partecipazione, e che per noi è stata anche motore di grande voglia, anche di grande ottimismo, rispetto alla possibilità di aprire un campo largo, abbiamo sostanzialmente intrapreso il passaggio da il gruppo di Diritto alla Città che era sostanzialmente un intergruppi di alcuni centri sociali che lavoravano su questo, su tematiche comuni, a un percorso politico più generale di carattere cittadino, e a vocazione, diciamo così, universale, che è Roma non si Vende. RNSV che nasce con una rivendicazione di carattere difensivo, cioè contro la svendita del patrimonio pubblico e contro gli sgomberi. Quindi sostanzialmente contro le tre delibere, della Giunta Marino. La delibera 6 del 2014, che è quella sull'alienazione del patrimonio pubblico; la delibera 219 del 2014 che è quella che ridefinisce i criteri di assegnazione degli immobili pubblici, sulla base del bando pubblico; e con l'assessore Cattoi, la delibera 140, che in una prima versione doveva essere una delibera ponte, cioè una delibera in grado di garantire una transizione fra il regime della delibera 26 e il nuovo regime, quello dei bandi, e che in realtà è stata la delibera che di fatto sanciva l'avvio degli sgomberi con tutta la copertura normativa necessaria. C'è da dire poi in realtà che l'assegnazione di Esc è una vicenda per così dire, ibrida, perché noi avevamo avuto problemi con l'assegnazione comunale già prima, e c'era stato un ricorso al Tar precedente, tra l'altro che è tuttora pendente. Un segnale che in realtà accompagna tutti gli spazi che stavano in delibera 26 e che sono caratterizzati da problemi piuttosto simili. Nel senso che soprattutto nella fase terminale, negli ultimi anni, la delibera 26 aveva dimostrato i suoi limiti. Soprattutto a fronte di una stretta legalitaria della Giunta Marino e dell'amministrazione Tronca poi, abbastanza forte. La stretta legalitaria poi anche spinta dalla Corte dei Conti, che è stata una delle controparti che ci siamo trovati di fronte in maniera molto forte con RNSV, e che aveva portato all'emergere dello scandalo Affittopoli.

La delibera 26 era una delibera molto positiva e soprattutto rispondente ai tempi in cui è stata scritta, cioè l'inizio degli anni 90. Era una delibera positiva perché conteneva di fatto un riconoscimento pienamente politico. Questo perché l'atto di assegnazione di uno Spazio ad una collettività costituita in associazione, era un atto del sindaco. Quindi questo segnava e ancora segna ancora oggi la massima politicità dell'atto di assegnazione, che portava il senso del riconoscimento. E interessante vedere come l'assegnazione di Esc è stata formalmente data dalla Giunta Alemanno, sulla base però di un rapporto di forza costruito con la Giunta precedente. Quindi da un lato c'era questo elemento estremamente positivo che era la massima politicizzazione. Dall'altro lato l'elemento negativo che dal punto di vista strettamente amministrativo, così parlo delle cose che so, cioè delle carte, delle leggi etc, la delibera 26 e soprattutto la delibera 202 del 1996 che è quella che detta la normativa di dettaglio, di

applicazione della delibera 26 del 95, entra molto dettaglio ed è un dettaglio amministrativo estremamente complesso. Complessità all'interno della quale, in buona sostanza, l'amministrazione si è persa. cioè l'amministrazione, per tutto il tempo che va dal '95 al 2015, ha sostanzialmente o disapplicato o applicato male la delibera 26, nei termini dell'applicazione delle procedure amministrative. più in particolare, la cosa che è successa nella stragrande maggioranza delle associazioni che riguardano i centri sociali in particolare, che all'ordinanza di assegnazione dello Spazio da parte del sindaco, quasi mai è seguito l'atto amministrativo di conferma dell'assegnazione, che deve avvenire in un termine che mi pare sia di 30 giorni. Questi procedimenti non sono mai stati conclusi ufficialmente, non è mai arrivata una lettera che diceva "il procedimento amministrativo è concluso, quindi l'associazione è a pieno titolo Nello Spazio". Ciò nonostante l'amministrazione ha sempre chiesto l'affitto, quindi si è instaurato un rapporto di fatto. c'è stata una gestione amministrativa da parte del comune di Roma molto labile, il che ha portato questi problemi. E questo deriva da quello che dicevo prima, cioè la delibera 26 era costruita per avere il Massimo del riconoscimento politico ma un sacco di blocchi di carattere amministrativo che, soprattutto per volontà dell'amministratizione sono stati o ignorati o scavalcati e questo ha portato ai problemi che ci stanno adesso. chiaramente, questa è la faccia tecnica della questione, quella che adesso stiamo sia leggendo che scrivendo nelle carte dei tribunali amministrativi. c'è un'altra parte, che da questa ricostruzione, che è la ricostruzione puntuale, non si vince, che è l'emersione a orologeria delle inchieste giudiziare e delle inchieste in generale all'interno del Comune di Roma. da questo punto di vista a me sembra di vedere una tendenza che si può vedere sia Nello scandalo Affittopoli sia nello scandalo Mafia Capitale, cioè laddove arriva un'indicazione di provenienza più o meno chiara, in questo caso della Corte dei Conti, sul malcostume in un certo ambito, si apre un'inchiesta, un'inchiesta che coinvolge primariamente l'amministrazione, i funzionari e i politici e in secondo luogo i destinari, che nel caso di Mafia Capitale erano le cooperative sociali, che in questo caso sono gli assegnatari degli spazi, per creare un clima di dibattito politico e di discussione dell'opinione pubblica del tutto funzionale alla proposizione di nuovi modelli di gestione. che nel caso di Mafia Capitale è un notevole ridimensionamento delle risorse pubbliche destinate all'accoglienza, questo è abbastanza chiaro, cioè proprio la criminalizzazione dell'attività di accoglienza in quanto tale, questo secondo me è l'effetto che alla fine dei fatti, tirando le linee, si è prodotto con Mafia Capitale. Dall'altro lato, invece, rispetto all'amministrazione del patrimonio immobiliare pubblico e in particolare del Comune di Roma, è l'instaurazione di un nuovo regime di valorizzazione, che passa attraverso la vendita diretta oppure la messa a bando

e quindi la messa a profitto degli spazi attraverso la loro messa sul mercato a tutti gli effetti.

Simone: Qualche dettaglio sulla delibera 26, chi faceva domanda per l'assegnazione, gli spazi stessi?

All'epoca, un altro degli elementi positivo della delibera 26 era il riconoscimento della storicità. cioè all'interno della delibera 26 rientravano tutte le situazioni di fatto precedenti al 1995. Questo è abbastanza importante perché ci stanno pezzi interi di autogestione romana che vi sono potuti entrare, tipo il Cortocircuito, che è l'esempio più evidente. Per i nuovi invece, come Esc e come tanti altri spazi, invece era a domanda. Dopo di che c'è stato all'epoca un dibattito, in cui non c'ero bisognerebbe chiederlo a Nunzio e ad altri, sull'opportunità politica di aderire a questo regime amministrativo oppure no. regime amministrativo che era molto interessante da un certo punto di vista perché permetteva una relativa tranquillità di tenuta, dall'altro lato però imponeva dei vincoli tra cui principalmente il pagamento di un canone, che seppur abbattuto del 80% rispetto al canone di mercato, comunque era un canone da pagare. in generale, il dibattito che credo ci sia stato fra i centri sociali, anche molto aspro, era sulla possibilità di trattare con l'amministrazione comunale forme di regolamentazione o riconoscimento giurdico di realtà che invece, in maniera più o meno esplicita, si ponevano al di fuori dell'ordinamento legale e contro l'ordinamento legale, in maniera ideologica e allo stesso tempo molto fondata dal punto di vista del pesiero, cioè era un'elaborazione abbastanza consistente.

Simone: Ed è rimasta una linea dell'occupazione nuda e pura?

A me pare che con Decide Roma la linea del non trattare con qualcuno sia risultata abbastanza residuale. Tutti quanti si sono resi conto che il cambiamento radicale, anche e soprattutto nella percezione pubblica della società sulla legittimità di questi spazi ha un po' imposto la necessità di avere un riconoscimento, da un lato. e su questo indubbiamente lo scandalo Affittopoli ha avuto un effetto. una delle prime cose che Decide Roma ha dovuto fare con molta fatica, però anche col massimo della chiarezza possibile, è stato differenziarsi dal resto di Affittopoli, cioè da quel marasma in cui erano finite situazioni anche oggettivamente corruttive. Quindi, la possibilità di differenziarsi da questo è stata molto importante. Tra l'altro, uno degli errori del movimento, se così si può dire anche se poi il periodo di tempo è talmente lungo che è difficile poi parlare di un movimento, però uno degli errori è stato di non controllare chi utilizzava la delibera 26, effettivamente, perché il fatto che la delibera 26 sia stata utilizzata per farci delle gelaterie piuttosto che degli appartamenti di residenza di extralusso ha in parte contribuito, nel

tempo, i contenuti di quella delibera che invece è una delibera di riconoscimento politco abbastanza forte. certo è difficile mettersi a fare i censori in città di quello che viene fatto oppure no, quindi questa è una colpa generale ma non una responsabilità precisa...vaglielo a dire al gelataio che non ci può stare lì. Vallo a sape' anche visto che la trasparenza sulle assegnazioni è una cosa recentissima visto che prima non credo esistessero elenchi delle assegnazioni in delibera 26 e se esistevano comunque non erano pubblici. Quindi a me sembra che la linea di rifiutare un qualunque riconoscimento legale a priori è una linea che in gran parte è stata superata ed è stata superata anche dall'introduzione del tema dei beni comuni urbani**,** che è un tema che ha la caratteristica intrinseca di essere un tema estremamente ampio e quindi essere un terreno comodo anche per quelle realtà che anche giustamente si pongono con molta diffidenza nei confronti di riconoscimenti legali. Certo è che se da una lato ci sono realtà che hanno bisogno di esigenze di questo tipo, dall'altro lato ci sono realtà che hanno esigenze totalmente opposte, cioè quelle di essere totalemente garantiti, non soltanto in un ambito di legittimità sociale, ma proprio di legalità, e questo in funzione dei servizi che svolgono. Penso a tutte le realtà che svolgono intervento sulla sanità, dai malati di SLA al Grande Cocomero, che hanno la necessità proprio per il tipo di utenza che svolgono e i servizi che erogano di avere grosse sicurezze, nella possibilità di gestire il posto. E questo è anche un meccanismo di soggettivazione che è spesso molto diverso da Spazio a Spazio o da realtà a realtà. Penso che, questa è una discussione che abbiamo iniziato a fare ieri sera e che dobbiamo ancora affrontare nei giorni prossimi, ma penso che se riusciamo a interpretarlo bene questo elemento dei beni comuni urbani sia in grado di garantire la copertura legale e amministrativa che ci serve con un buon margine di flessibilità, di riconoscimento delle differenze e anche di legittimazione di fatto di quello che nei posti si fa. ((Sapendo che poi che un margine di illegalità rimane sempre nelle cose che si fanno ed è connaturato a ciascuno Spazio e ciascuno Spazio se l'accolla. in funzione del discorso che fai e delle pratiche che organizzi)).

Claudia : Il passaggio da DAC a RNSV/DR? E poi per te cos'ha di diverso questo percorso fra esperienze passate e cose contemporanee ma diverse?

Sul passaggio dal DAC a DR, credo che il momento di svolta sia stata l'assemblea di Esc di febbraio. cioè in cui noi, soggettivamente, per spinta, quando ci è arrivata la lettera di sgombero, abbiamo detto, ok, allarghiamo il più possibile. Immaginiamo un percorso di tipo diverso che non si limiti all'organizzazione della resistenza anti sgombero, o a una pratica, diciamo così, di discorso molto interessante ma anche un po' teorico, sul Diritto alla Città, entriamo nel vivo della materia, allarghiamo, chiamiamo tutte le associazioni. è stato un po' un meccanismo di

difesa, cioè, prima noi poi coinvolgendo tutti gli altri della rete DR e poi gli altri che si sono aggiunti dopo, abbiamo fatto, è stato prendere gli elenchi e telefonare a tutti quelli che stavano in del26 e che presumevamo fossero stati raggiunti da una lettera di sgombero. E così abbiamo dato avvio a quel processo di coinvolgimento, sindalicazzazione, diciamo, pure del mondo dell'associazionismo che è stato così importante nel processo di scrittura della carta e anche banalmente nella qualità del discorso pubblico che siamo riusciti a fare con DEcide Roma in questi mesi, non riducendo tutto il discorso ma allargandolo agli spazi sociali. Il passaggio fra centri sociali e spazi sociali è stato un passaggio secondo me semanticamente molto importante, questo perché rispetto ai centri sociali, è maturata nel tempo anche una qualche diffidenza, questo soprattutto per colpa di una stampa mainstream che puntualmente, soprattutto nei casi di manifestazioni e movimenti, tende a identificare i centri sociali come i luoghi dell'insurrezione armata etc. Però il passaggio di questo allargamento è stato il momento di svolta. Come anche la manifestazione del 19 marzo, dove abbiamo deciso tutti insieme di fare l'ulteriore salto di qualità e passare da RNSV a DR. Cioè quindi di smettere, anzi non di smettere perché comunque quello resta importante, ma di non limitarsi al piano della difesa ma di creare un vero e proprio soggetto politico cittadino che avesse l'ambizione di essere un elemento di riconoscimento generale e che fosse in grado di attraversare la campagna elettorale prima e l'amministrazione adesso con un discorso di controllo, di verifica e di partecipazione molto forte. Allargando quindi il campo dalla questione patrimoniale a tutte le altre questioni, quelle che già abbiamo affrontato, il debito e i servizi pubblici, e secondo me quelle che ancora dobbiamo affrontare e che sono molto importanti. Penso che sulla cultura ci sia un campo da organizzare, penso che sulla sanità ci sia un campo da organizzare. Sul discorso sulla sanità a cui io per esempio tengo molto, è stato organizzato all'interno del gruppo dei servizi però in parte, mentre io penso che li ci sia da fare un ragionamento più particolare. Penso anche che sulle questioni istituzionali, cioè che cos'è il governo, ci sia un campo da analizzare, molto teorico quello ma molto interessante. cioè la configurazione cittadino rispetto al governo regionale e quello nazionale e la questione della partecipazione come elemento riconosciuto nell'assetto istituzionale generale. la forma di governo della città penso sia un altro elemento interessante che abbiamo citato molto spesso ma sul quale non abbiamo intrapreso un vero e proprio gruppo di lavoro.

Cos'ha di diverso? Non so perché è il primo processo cittadino a cui partecipo. Mi sembra che la diversità rispetto a esperienze precedenti ne possa parlare molto poco. Mi sembra che ci siano elementi che almeno nella mia esperienza sono un po' inediti. Il primo è l'interesse intergenerazionale. Io sono stato abituato a fare politica, sia prima all'università che poi dopo,

con i miei coetanei, e anche lo Sciopero Sociale proponeva un discorso che principalmente si rivolgeva ai giovani precari, ai lavoratori poveri, comunque giovani. Ed era un discorso estremamente importante che secondo me dovremmo riprendere. Questo discorso invece vede la partecipazione importante dei vecchi (ride) più o meno vecchi. Che sono fondamentali nella questione delle lotte urbane perché sono anche coloro che hanno più disponibilità materiale ad occuparsi della città. Molto materialmente. Molto più invece di chi da precario ha la necessità di lavorare un numero spropositato di ore e quindi la sua propensione dei beni comuni, aldilà dei centri sociali, a volte è inferiore. Diciamo la questione lavorativa nella questione dei beni comuni secondo me c'entra molto e dovremmo essere capaci di svilupparla di più. Poi a occhio, mi sembra che meccanismi simili a quelli di DR si stiano diffondendo un po' ovunque anche con sfumature diverse. Chiaramente nell'esperienza di Massa Critica, la nostra esperienza gemella, il ragionamento è molto simile. Cioè la questione di comitati di controllo dal basso della decisione politica del governo della città. Io quello che ci vedo è un rapporto meno malsano e meno problematico con la rappresentanza. Cioè un rapporto che non si limita né alla diffidenza né all'affermazione dell'alterità, che è la cosa più semplice e che è sempre stata fatta, ma qualcosa che si pone il problema del governo innanzitutto come elemento di controllo del governo che c'è e poi come costruzione dell'alternativa di governo, cioè la creazione di nuove forme di governo dal basso. Penso che questo sia l'elemento. Poi in realtà, ieri pure Gabriella diceva che in realtà molti di questi temi venivano agitati anche negli anni 80, e non stento a crederlo. Perché nonostante i cambiamenti della società alcune istanze di governo popolare si sono riproposte ciclicamente nel corso del tempo, però mi sembra che sia questo l'elemento di novità che inoltre accomuna alcune istanze in giro per l'Europa.

Simone : E a lungo termine? Quale progettualità?

La conquista del potere! (ride) Io penso che abbiamo una serie di obiettivi a breve termine che a me e a noi tutti penso siano abbastanza chiari. Nel senso che sul patrimonio noi abbiamo una partita in cui abbiamo ben chiaro qual'è l'obiettivo a breve termine, a medio termine e lungo termine. E l'obiettivo a lungo termine è l'istituzione, il riconoscimento dei beni comuni urbani, come nuova forma di gestione del patrimonio. Penso che questo sia un obiettivo abbastanza realizzabile, e estremamente dirompente. su questa cosa dei beni comuni, bisogna dire che sono diversi anni che sono al centro del dibattito pubblico, non solo romano ma nazionale. E lo è prima, in virtù del referendum sull'acqua del 2011, e poi in maniera più pregnante con la creazione della costituente dei beni comuni al Valle. Che è stata un'esperienza molto importante, anche per DR, perché costituisce in qualche modo anche il presupposto teorico

della Carta di Roma Comune. Che si era dato un obiettivo abbastanza ambizioso, che era quello di utilizzare la vertenza del Valle per affermare i beni comuni a livello della legislazione nazionale. cioè che i beni comuni fossero riconosciuti all'interno del codice civile. Obiettivo che ancora prima era stato affrontato da una commissione parlamentare presieduta da Rodotà che aveva elaborato in una sede istituzionale proprio questi temi. Quindi erano vari anni. Dopo la disfatta prima dei Beni Comuni, e poi del Valle, il discorso era un po' caduto. La capacità di riprenderlo però articolandolo in un piano di vertenza materialmente conquistabile è abbbastanza importante. Però tornando alle prospettive generali, io penso che aldilà di questi obiettivi concreti, quindi una nuova delibera sui beni comuni che sostituisca la delibera 140, penso che ci sia un piano di piattaforma più generale che attiene a, da un lato far si che le istanze che vengono dal basso, da parte di gruppi di lavoro, da parte delle assemblee popolari, effettivamente vengano recepite nell'azione ammistrativa, questo è abbastanza importante. I temi che noi poniamo sull'audit del debito, e sulla sua natura pubblica, se vengono recepiti dall'amministrazione comunale e anche dal governo centrale perché la question del debito di Roma è una questione nazionale. Credo che questo scarti abbastanza la differenza. Così pure adesso, che con l'ammistrazione 5 stelle, almeno in campagna elettorale è stata molto sbandierata una riforma dei servizi pubblici essenziali e delle municipalizzate, credo che il nostro discorso, se organizzato e sostenuto dalle adeguate lotte di entrare a pieno in questo percorso di modifica se ci sarà e rispetto a come verrà fatto. Questo diciamo rispetto ai piani più vertenziali, più in generale io credo, chiaramente bisogna rapportarsi anche con le ammistrazioni che ci stanno, credo che la creazione di istituzioni democratiche e partecipative che svolgano funzioni di governo, cioè che siano proprio materialmente e dal punto di vista giuridico, titolari di una parte del potere legislativo ed esecutivo a livello locale, credo che questo sia una delle questioni fondamentali. Quindi il ripensamento delle forme di governo, dal basso, che è il discorso che sta facendo Massa Critica in questi giorni, chiaramente lo sta facendo da una prospettiva totalmente diversa perché De Magistris gli ha detto che va bene, in buona sostanza, che è disponibile ad inserire nello statuto del Comune di Napoli queste forme di riconoscimento. Chiaramente da questo punto di vista c'è un campo estremamente aperto che è il rapporto diretto fra DR e la possibilità di candidarsi alle elezioni e a immediatamente agire il piano elettorale, ma credo che questa sia una discussione che è ancora da fare e che sarebbe abbastanza inutile farla adesso, perché non credo che siamo in periodo in cui questa abbia un senso. C'è un governo della città appena eletto, eletto sula base di un sisma politico del tutto rilevante che fagocita probabilmente anche eventuali spazi di rappresentanza. Quindi porsi

questo problema adesso è, anticipato nei tempi rispetto al processo di maturazione soggettivo ma anche rispetto al quadro più generale.

Claudia: Una cosa interna al percorso, hai parlato di traversalità, generazionale e di natura dei partecipanti. Cosa comporta l'eterogeneità? sia in negativo che in positivo.

In negativo comporta un'eccessiva lentezza nei processi decisionali. Quello che molto spesso ci diciamo è che noi andiamo alla Velocità del più lento laddove il più lento Può essere anche molto lento come alcune associazioni . La possibilità di prendere delle decisioni in maniera rapida e anche organizzativamente molto snella chiaramente viene resa più difficile dall'eterogeneità. Perché chiaramente fra chi parla la stessa lingua si riesce a decidere molto più velocemente. Posto che Poi in realtà c'è anche una divisione di funzioni che Questi meccanismi prova un po' a superarli. invece le cose Che positive che secondo me sono di più Sono prima e credo sia la cosa più importante di tutti la modificazione Radicale e strutturale dei linguaggi, degli slogan, dei colori dei manifesti, delle forme dei manifesti, Dei contenuti delle cose che vengono dette .Penso che questa sia La modificazione più radicale e secondo me più importante e più da sviluppare . Una delle cose che ha fatto Più male ai movimenti è stata la sedimentazione di isole linguistiche che ha attivato processi proprio di incomunicabilità. Questo anche nel movimento studentesco si è visto. Alcuni codici che durante l'onda avevano funzionato molto bene, si sono sedimentati soltanto in una parte di popolazione studentesca che ha continuato a utilizzarli e il loro utilizzo reiterato ha comportato proprio difficoltà comunicative. E questa cosa, credo che con i centri sociali sia avvenuta all'ennesima Potenza in città. Quindi aver incontrato altri che non parlano la tua "micro-lingua" e doverti sforzare di parlarne un'altra credo che sia stata la cosa più importante. perché poi la lingua che parlano queste associazioni è in massima parte la lingua che parla la società...proprio perché il livello di politicizzazione di queste associazioni è, non dico inferiore, ma molto diverso, proprio per questo tu hai la possibilità di parlare anche nelle assemblee, non soltanto nei comunicati che scrivi, un altro linguaggio. Che è probabilmente più comprensibile, più accattivante etc. Questa tra l'altro è la dimensione spontanea, della modicazione linguistica. Poi secondo me c'è anche una modificazione strategica che invece tutti quanti insieme abbiamo fatto e che deriva un po' dall'esperienza spagnola, che credo a tutti noi ci ha comunicato molto. Cioè la capacità di usare i linguaggi in maniera diversa, la capacità di intervenire con gli strumenti tecnopolitici in

maniera diversa. Questi sono ragionamenti strategici che abbiamo fatto nel corso degli anni... che abbiamo sperimentato con lo sciopero sociale.

Simone: Qual è il ruolo di Esc in DR?

Penso che il ruolo che abbiamo è abbastanza importante perché in qualche maniera anche essendo stati oggetto di una determinazione di sgombero, Avendo convocato l'assemblea abbiamo avuto anche nella prima fase una spinta propulsiva abbastanza forte. Poi nel tempo, col consolidamento del percorso, si sono instaurati anche meccanismi orizzontali che hanno modificato questo assetto. Anche se continuo a pensare che il nostro carico organizzativo sia eccessivo e che andrebbe maggiormente ridistribuito. Di questo ne sono proprio convinto!

Simone: Ci sono diversi livelli di partecipazione, sia di associazioni che spazi?

Si, ci stanno livelli di partecipazione molto differenti. Per esempio, rispetto ai vari gruppi dentro DR ci sono - proprio perché esistono tavoli diversi - realtà molto diverse. Le realtà che stavano al tavolo sui servizi, realtà lavorative e sindacali, non si affacciano al gruppo Carta - il gruppo che si occupa del patrimonio - o molto difficilmente lo fanno. Alll'interno dello stesso Gruppo Carta ad esempio ci sono realtà che partecipano molto assiduamennte e altre che restano solo in contatto anche se seguono tutti gli sviluppi e altre ancora che non restano neanche in aggiornamento cosi costante però manifestano ogni volta che uno li chiama un'adesione ideale, sentimentale, politica al percorso che facciamo e alla strategia che scegliamo di seguire. Penso che tutto sommato questo meccanismo di pluralità e di modelli di partecipazione sia pure abbastanza fisiologico. Sugli spazi sociali ci sono alcuni spazi che faticano a partecipare ai percorsi collettivi. e lo fanno un po' proprio perché per natura si dedicano molto di più al lavoro territoriale piuttosto che alla costruzione di reti più ampie, un po' perché molti di questi spazi vivono effettivamente anche una difficoltà nella rigenerazione della soggettività e nella moltiplicazione delle persone che si attivano. Però in qualche caso questa cosa è anche andata al contrario. Proprio perché c'è stato il percorso DR molti compagni di molti spazi che magari prima facevano soltanto cose interne hanno avuto la possibilità lo Spazio materiale di mettersi in gioco su altri ragionamenti. rispetto alle associazioni questa cosa si vede molto più chiaramente perché molte associazioni non vengono a tutte le riunioni, altre

vengono soltanto ai momenti plenari, altre rimangono solo in contatto, però questo meccanismo di differenziazione si vede. Credo che la cosa più importante di tutte sia che nessuno si dissocia mai. Questo lo dico perché credo sia altissima la possibilità che la controparte provi a spaccare il fronte, dividendo i centri sociali dalle realtà associative. A me sembra che la cosa più positiva è che nessuna delle associazioni c'è mai stata a questo gioco. Annche quelle che avrebbero potuto farlo e che avrebbero avuto anche un tornaconto non da poco nel farlo, nell'accettare questo gioco della divisione. Penso per esempio a quelli della SLA, questo è il caso più importante. Loro sono stati, proprio perché si occupano di una cosa molto delicata, molto al centro del dibattito pubblico. Quando la stampa doveva citare un caso buono (di Affittopoli?) citava loro. Ed era un attimo che a loro venisse accordata una proposta di favore, molto individuale, molto personale, da parte dell'ammnistrazione. La loro capacità che a me personalemente ha sopreso moltissimo è stata quella di dire a tutti i momenti, No, non si divide, non ci può essere una divisione fra i buoni e i cattivi. Questo è lo stesso problema e va risolto in maniera complessiva.

Simone: come bisogna rapportarsi al fatto che alcuni spazi non intervengano molto, come La Torre o il Forte? e quali sono le ragioni?

Allora sono due discorsi diversi...la Torre conoscendo molto meglio proprio i compagni posso dire che il loro problema è proprio un problema di organizzazione, di capacità anche, di stare su un livello spesso cosi impegnativo. Dopo di che il loro livello di adesione è molto forte, anche perché loro stanno in una rete territoriale con Astra, molto stretta, quindi si puo dire per certi versi che quando viene astra ci stanno anche loro. Sul Forte Prenestinno il ragionamento è un po' differente, perché loro diciamo...da un lato il loro ruolo è assolutamente fondamentale, perché quando uno pensa all'autogestione a Roma pensa al forte prenestino, annche visivamente. nel mondo il forte prenestino è l'emblema di che cosa puo essere l'autorganizzazione. E di quanta forza puo produrre l'autorganizzazione. proprio perché il forte è questa roba qui, quindi una cosa cosi grossa, ha strutturato un proprio meccanismo innterno molto differente da una comunità politica o un associazionee che condivide in tutto e per tutto vita obiettivi, strategie etc. Il forte prenestino è soltanto in parte e per quello che so io una realtà di questo genere. Il forte è piuttosto uno Spazio messo a disposizione di tanti processi di autogestione che si raccolgono in alcuni momenti importanti come Enotica.

Non so dirvi se c'è un problema idéologico da parte loro. Il fatto che non abbiano voluto fare l'AdA li come gli avevano proposto è un problema...il fatto è che credo che abbiano avuto un po' paura perché quando tu vai a casa loro, questa loro forma non unitaria si vede proprio. Si vede, si sente, si percepisce etc. Quindi credo che si sarebbero sentito un po nudi se fossimo andati li a fare l'assemblea. Penso che sia questo il motivo per cui non l'hanno voluta fare li. una cosa importante è che quando c'è stata la festa del Forte hanno dato Spazio a DR nel momento più importante della serata. li hanno fatti salire sopra con lo striscione, copertina che ha parlato. ecco, per come è il forte credo che quello sia l'attestazione di adesione massima, perché nel momento in cui il forte da tutto se stesso, che è il primo maggio, tu dai Spazio a quel percorso li quindi rappresenti un adesione; Il problema è forse che prorpio in questa loro divisione iperframmentata.

Simone: i centri sociali nel loro passaggio verso "spazi sociali" intesi come bene comune urbano devono o dovranno cambiare?

Questo assolutamente si. è proprio la cosa che anche ieri sera (ADA) è importante che capissimo tutti. Ho anche provato a dirla ma non so si è capita...la delibera 26 garantiva la possibilità di costruire dei mondi di autogestione che bastavano a se stessi, in cui la legittimazione veniva da quello che facevi dentro. l'idea di bene comune urbano è un idea molto diversa, nel senso che devi accettare una verifica popolare, un controllo popolare nelle cose che si fanno. questo problema ad esempio si pone anche per esc. la nostra ass di gestione non è un ass molto aperta....nell'ass di gestione di esc si entra dopo che uno ha fatto attivismo, militanza, all'innterno di uno dei tanti progetti che Esc mette in campo...infomigrante, clap, l'università, infosex...quindi diciamo si puo dire, fra virgolette, che abbiamo un assemblea di gestione un po chiusa. chiaramente il processo di passaggio ai beni comuni urbani interroga pure noi dda questo punto di vista. perché laddove la modalità deve essere aperta etc tu devi cambiare anche la tua forma organizzativa, la tua forma di decidere. Pero io sinceramente penso che questa sia una cosa estremamente positiva. io vedo che c'è anche un blocco dei meccanismi tradizionali di soggettivazione poltiica, cioè dei canali conn cui si diventa militanti. e questo è dato anche dall'inesistenza dei movimenti di massa. cioè una volta i militanti si formavano grazie ai movimenti massa dentro i movimenti di massa, cioè da un attivazione spontanea in cui qualcuno decideva che dedicava la propria vita a una roba...e rientrava in un processo di adesione personale ad una progettualita collettiva. pero lo faceva perché cera una spinta larga, e laddove questo non c'è...certo ci sono le vertenze, le attivazioni particolari etc...pero credo che questi meccanismi di adesione si debbano dare anche su spinte un po piu ideali un po piu

forti....penso quindi che proprio perche questo meccanismo comincia un po' a bloccarsi..man mano che trascorrono gli anni dopo l'onda e che non c'è un altro movimento, penso che questi meccanismi di apertura facciano bene sia all'interno che all'esterno, proprio come canali di politicizzazione della società. penso sia una cosa che garantisce non soltanto la continuità delle organizzazioni ma pure proprio la diffusione di una serie di istanze, valori, modelli di comportamento...ecco questo secondo me è abbastanza importante. La vertenza sui beni comuni urbani non insiste soltanto su un elemento strettamente politico, cioè qual'è la forma di gestione del patrimonio tra valorizzazione capitalistica e modello condiviso..;ma ha, da un punto di vista piu sociale piu culturale, ha la possibilità di essere un vettore di istanze relazionali diverse all'interno della società, fatte di collaborazione di non competività, di progettualità comune di impegno etc...e ha la possibilità di allargarsi su questa cosa a partire da un'istanza secondo me spontanea che è l'istanza di cura della prossimità. che è un istanza che c'è nella società...che esiste molto forte. che l'assenza del pubblico in qualche modo alimenta..lo fa in maniera problematica pero esiste. e questa istanza è un istanza che va canalizzata etc, l'istanza di cura della prossimità.

Simone: quindi un ruolo importante degli spazi sociali...che pensi ce l'abbiano avuto in passato?

Ce l'hanno avuto magari con fasi alterne. Penso che a Cinecittà, CCBM come movimento territoriale non ci sarebbe potuto essere se Spartaco e il Corto non avessero avuto questa propensione. e quel modello è un modello virtuoso, che ha anche saputo intrecciare meccanismi virtuosi con l'amministrazione municipale, cioè con Sandro Medici ...Anche la Libera Repubblica ha questa possibilità. Quindi credo che in molti posti questa cosa si sia già data, poi con vicende alterne etc. Poi spero che pero questo discorso sui beni comuni riesce a sfondare di piu....da questo punto di vista. poi sicuramente sono meccanismi lenti...

Simone: momenti assembleari a volte difficili, difficilmente di massa. Gli spazi sociali - o quali processi - possono aiutare a scavalcare questa inaccessibilità della militanza?

Secondo me si. nel senso che chi ha inteso - ed è un difetto che in maniera maggiore o minore abbiamo avuto tutti - la militanza come una forma di vita monastica, di adesione a un progetto trascendentale....sottoposizione volontaria a una forma di vita che comporta tante cose fighe ma

anche tanti sacrifici ...penso che questa sia una cosa proprio che dobbiamo abbandonare...sia per sopravvivere noi sia per...penso sia proprio un modello fallimentare. Quindi immaginare meccanismi di partecipazione anche a livelli diversi ma che siano all'interno anche di un quadro comune è l'obiettivo. poi in realtà sono cose anche molto fluide...nel senso che noi ad Esc, questo meccanismo di partecipazione a livelli differenti , ce l'abbiamo sempre avuto. ci stanno tanti compagni che fanno parte di tanti progetti ma non del'lass di gestione...oppure non per un periodo e poi si...per scelta individuale. sono meccanismi che poi vengono ache naturali. ma la cosa vera è quella che dicevo prima ..;cioè il ripensamento complessivo dei meccanismi organizzativi e di decisione che deve favorire questi processi...

Simone: cos'è la carta?

Claudia: quando verrà finita?

(Non verrà mai finita...) Allora la carta -è lo strumento che DR ha scelto di adottare per elaborare e per esporre la propria piattaforma rivendicativa. cioè si può dire che assolve l funzione che i sindacati assolvono attraverso le piattaforme di sciopero o le piatttaforme sindacali...cioè chiediamo questo questo...questa è la sua funzione basilare, cioè sono le istanze del processo DR...tra l'altro su questo c'è una cosa su cui dovremmo a un certo punto chiarificarci, cioè se la carta di roma comune riguardi soltanto il patrimoinio o se riguardi anche le altre cose. La mia proposta personale che ho fatto è che debba riguardare anche altre cose e che pero si debba articolare per capitoli. cioè che la carta diventi una cosa molto complessa e molto lunga pero articoalta per capitoli. ognuno dei quali parla di un settore. Quindi è una piattaforma rivendicativa da un lato, che ha pero una caratteristica fondamentale che è quella di essere enunciata per principi e non per norme o per dettaglio . questa è una scelta politica che abbiamo fatto abbastanza puntuale e secondo me abbastanza coraggiosa che è quella di non scrivere ad esempio la nuova delibera sui beni comuni. noi abbiamo detto, e quello che abbiamo fatto è stato enucleare una serie di prinncipi che per noi sono principi fondamentali e pero di non entrare immediatamente nella scriuttura materiale di una delibera. questo l'abbiamo fatto anche in virtu di come sono andati anche alcuni esperimenti simili nel recente passato. Il processo di DELIBERIAMO ROMA in particolare è significatvio da questo punto di vista perché c'è un pezzo di movimento, che fra l'altro in questo momento per la maggior parte non sta dentro DR, che aveva scritto 4 delibere - le aveva fatte scrivere in sostanza da dei tecnici, da dei professionisti, dei cultori della materia - avevano raccolto le firme e le avevano portate

al consiglio comunale, il quale non le ha discusse. scavalcando chiramente un istanza inn maniera abbastanza grave pero facendo questa cosa. questo conferma che da un lato questa centralità dei tecnici che scrivono le cose e poi delle persone che al Massimo scrivono è una cosa che non funnziona. Se tu devi rendere legittimo da un pto di vista largo, pubblico un'istanza ...devi produrla insieme. cioè devi ascoltare le persone e scriverala insieme, da un lato. dall'altro lato c'è proprio un elemento tattico. cioè se tu scrivi una proposta e poi chiedi se venga approvata, probabilemtne la decisione su quella proposta è si o no....e probabilmente è no. Se tu invece poni una serie di principi (60.00) sui cui apri un laboratorio, che è quello che dovremmo fare prossimamente,...l'amministrazione deve rispondere ad alcuni principi facendo poi lei il suo lavoro, cioè scrivendo la delibera. Poi non escludo che un bel po' di dettagli ce li dovremmo mettere, credo che dovremmo entrare abbastanza nel detaglio etc. PEro anche dal pto di vista, anzi soprattutto dal pt di vista politco-pubblico, srivere dei principi ha avuto questo significato, cioè di scrivere quali sono per noi quegli elementi irrinunciabili. da qui viene anche lo stile linguistico della carta che è uno stile un po' costituzionale diciamo...da un lato. Dall'altro lato, l'altro elemento della carta che se vogliamo è un po' piu velleitario pero è anche un po' piu affascinante è quello dire che questa non è solo una rivendicazione, questo è già diritto. cioè di dire che questo per noi è già il diritto dei beni comuni, questo perché? Perché i beni comuni sono, nella nostra definizione, tali quando c'è una comunità che li riconosce ome tali. noi riconosciamo i nostri beni, i beni di cui ci prendiamo cura come beni comuni. quello che manca è una fonte normativa ordinamentale che permette questo riconoscimento dal basso. Pero quello che abbiamo detto è che il nostro è diritto sorgivo, cioè che già in una pratica, in una prassi, si da la legittimità giuridica di alcune pratiche. Tra l'altro questo discorso è - diciamo cosi - giuridicamente fondato. uno dei passaggi che avremmo dovuto fare ma che poi non abbiamo fatto perché non abbiamo trovato l'occasione per farlo, era una letter al presidente della corte costituzionale, Grossi. Il quale ha molto lavorato su questo tema, cioè sulla possibilità delle pratiche di produrre diritto, cioè diritto riconosciuto dall'orrdinmento. E ci sono tanti casi, nel campo dei beni comuni, che in realtà attengono sostanzialmente al campo rurale , in cui effettivamente questa cosa è successa. cioè una pratica sociale, consolidata di cura di un bene è diventata dirittoo, diritto riconosicuto dai tribunali, dalla cassazione e dalla corte costituzionale. Quindi questo ragionamento, sul fatto che quello che noi scriviamo in quella carta è già diritto, ha un fondamento, diciamo cosi, non velleitario ma giurdico. un po forzato, ma su questa forzatura bisogna insistere.

Claudia: percorso ancora parziale...quale dovrebbero essere le prospettive di allargamento per non rimanere una cosa parziale?
Una cosa , la dicevo pure ieri in assemblea, nel senso che noi abbiamo intercettato gli spazi che fanno in qualche modo autogestione, senza chiamarsi centri sociali, che stavano in delibera 26. Perché? Perché c'era una lista, li abbiamo chiamati e avevano lo stesso problema nostro. dopo di che io sono convinto, anzi siamo tutti convinti, che a roma c'è molta più autogestione di quella che sta in delibera 26. ci stanno tante scuole, la Pisacane è un esempio molto lampante, ma non è soolo la pisacane, ci stanno un botto di scuole, dentro cui i genitori fanno di fatto autogestione, insieme agli insegnanti organizzano cultura , integrazione, accoglienza. soprattutto nell'anello ferroviario. i GAS, per esempio sono forme di autogestione alimentare, tra l'altro la Raggi viene dal cirucito dei GAS...esistono molte altre forme. e poi c'è un tessuto associativo molto denso, bisognera trovare le forze, le energie e i canali per organizzare pure questi elementi qua. poi sapendo che comunque la nostra proposta di politicizzazione è una proposta che io credo sia una proposta giusta che noi facciamo alle persone, alle realtà associative etc, pero non è una proposta che in maniera cosi immediata trova consenso. le persone hanno anche molte difficoltà ad aderire a processi di politicizzazione e questo per tante ragioni. Primo, perché molte realtà associative sono già politicizzate secondo canali clientelari. questo a roma è evidentissimo. secondo perché sono diffidenti. Terzo perché l'instistenza del M5S all'interno della città in gran parte assorbe questa istanza. quindi non è per niente facile, pero penso che molto si puo fare, fra l'altro con canali diversi. per questo dico che dovremmo anche differenziare e approfondire i grupppi di lavoro. per esempio rispetto ai servizi pubblici essenziali ci stanno un saccco di realtà associative che operano nel 3o settore per conto del Comun di Roma o delal REgione che sarebbe molto interessante da intercettare. l'altro giorno a CLAP sono venute delle lavoratrici di un associazione che partecipa ai bandi del munipio e del comune di roma per fare l'asssistenza domiciliare ai bambini malati di HIV, una cosa pensantissima. Queste sono realtà che vanno coinvolte in un percorso come DR, perché da quelle realtà puo venire un discorso interessantissimo sulla gestion sanitaria, municpale e sulle istanze che possono emergere, e da questo pto di vista intrecciare i canali di sindacalizzazione con i canali di creazione delle piattaforme rivendicative dei cittadini, che è il compito di DR secondo me è una cosa importante, pero certo è molto faticoso. le energie sono quelle che sono...

Simone: senso un po' ideale quale è il rapporto con una scala che vada oltre quella romana?

L'idea da questo pto di vista è che noi assistaimo adesso in questi giorni al'linizio del processo di disfacimento dell'UE, da come si è dato il processo di integrazione europea dall'alto, dal dopoguerra a oggi. questo processo di disgregazione fa leva su un sentimento antieuropeo diciamo "irrazionale" che pero ha delle componenti di liberazione, emancipazone, delle compenenti giuste. E pero viene cavalcato principalmente delle destre, con argomentazioni di carattere sovranista, nazionalista, xenofobo, autarchicio. ORa rispetto a questo processo che è un processo epocale, l'ipotesi dell'europeismo radicale di sinistra è un ipotesi molto interessante che pero è molto difficile da percorrere oggi. Cioè proporre che il processo di integrazzione europea non si fermi ma continnui, che pero sia basato su basi diverse da quelle che sono le basi dell'austerità, del liberalismo a trazione tedesca, è un discorso molto difficle da sostener policamente. a parte perché non ci sono forze in grado di organizzarlo, perché l'unica forza che era quella di Tsipras è stata sconfitta ad oggi...e poi perché quel processo ha dei caratteri di irreversibilità molto forti. Il dirscorso sulla rete delle città ribelli in Europa è un modo per affrontare questo discorso da un altra prospettiva. ed anche per un'altro motivo è motli difficile proporre quel discorso sull'europeismo radicale, perché è molto complesso portare istanze democratiche su un livello, quello européo, che non ha mai sperimentato neanche la rappresentanza classica, cioè neanche i livelli classici di rappresentanza, quelli elettivi...perché il parlamento européo è un organismo elettivo senza poteri, quindi laddove non si è dato neanche la rappres. politica classica è estreamamente difficile che si possano dare meccanismi di democrazia radicale che invece sono gli unici che possono effettivamente sovvertire quell'ordine li, l'ordine neoliberale tedesco. LA rete delle città ribelli, è da un pto di vista ideale, strataegico, un modo di affrontare qst questione da un altro pto di vista, cioè di dire, ci sono aggregati urbani in giro per l'Europa dove è concentrata la stragrande maggioraza della popolazione, dove sono concentrate le contraddizioni del capitalismo moderno, le grandi sacche di povertà, i processi di precarizzazione del lavoro piu avanzati, la speculazone piu avanzata...gli elementi fondamentali della lotta di classe, a livello européo, e all'interno delle città si possono porre degli elementi di democrazia diretta, quindi di ribaltamento, di vertenza, di ribaltamento di questi schemi. La capacità di federare qst esperienze - innanzitutto di farle nascere che è la cosa piu importante - poi una volta che sono nate di federarle, puo essere un opportunità per porre il problema della democrazia e della decisione anche a livello européo. perché credo che la Battaglia sul debito pubblico di Roma sia una Battaglia dirompente a livello européo, perché pone a livello nazionele subito européo il problema del pareggio di bilancio,

di chi paga il debito illegittimo. E pero lo fa attraverso un meccanismo di comunicazione che è diretto/ Tra l'altro leggevo l'altro giorno sul giornale che a qst cosa stanno iniziando a pensare anche altri che non sono nei movimenti. leggevo un intervista alla sindaca di parigi, una sindaca socialista molto critica nei confronti di hollande se non ho capito male, che avev ricevuto telefonate dal nuvoo sindaco di Londra e il sindaco di Atene per cominciare a ragionare congiuntamente anche nei confronti dell'UE. poi la giornalista del Corriere le faceva la domanda "ma con la raggi?" e lei diceva "la raggi sarà molto interesante parlare con loro". io quinid penso che per una serie di congiunzioni astrali, politiche molto particolari credo che questo processo di Federazione municipalista si puo dare anche altri livelli rispetto al livello nostro che coinvoolge le città spagnole governate dalle formazioni di podemos e napoli e gli altri esperimenti. penso che si dara anche da un altro punto di vista. poi penso che le città hanno il grande pregio di riproporre un'altro dei grandi temi che _è il tema federalista. la storia dell'integrazione europea ma anche la storia italiana dal pto di vista delle istituzioni politiche si puo leggere come una storia di federalismo mancato. In italia il federalismo è mancato perché c'è stato un grosso accentramento dello stato e perché i processi di federelamismo sono stati in buona sostanza in mano alla lega - e mai attuati. in Europa il processo federalista non si è efettivamente avviato perché la strada che si è scelto di intraprendere non era quella degli USA nemmno quella del super stato, era quella del coordinamento su una serie di poltiicha con la conservzaione di sovranità piene nella forma e limitate nella stostanza. senza un vero e proprio processo federaliste. che invece è l'unica forma di governo che riesce a garantire una condivisione della decisone anche democratica. penso che la scommess delle città ribelli puo riproporre il tema federallista come è invece proporlo nel senso del federalismo degli stati.

Annexe 2: Retranscription V assemblée d’autogouvernement
20/7/2016 – 18h00 – 21h00 – Piazza dei Sanniti, San Lorenzo, Roma

Francesco Esc, introduzione:

(...) questa è quindi un'assemblea importante. Un'assemblea importante perché ci troviamo per la prima volta, dopo la fase del commissariamento, in un contesto che è cambiato in un contesto

in cui l'amministrazione è stata rinnovata e c'è stato un cambio politico in città e nei municipi. E questo è quindi un aspetto da cui partire oggi. Infatti a questa assemblea abbiamo invitato la giunta Raggi, ed è presente l'assessore all'Urbanistica Paolo Berdini. Ci è giunta voce che sta arrivando anche l'assessore alla cultura Luca Bergamo, ci è stato appena comunicato. Altrettanto piacere ci fa la presenza dell'assessore all'Urbanistica e ai Beni Comuni del Comune di Napoli, Carmine Piscopo, che ringraziamo per essere qui presente. La faccio breve perché vogliamo che oggi ci sia uno sviluppo ulteriore di questo percorso ma vogliamo anche puntare ad una certa concretezza. Cioè, credo che arrivati a questo punto sia necessario. Io credo che quello che è avvenuto a Roma sia stato fortemente auspicato nei termini di una discontinuità con un sistema di malgoverno, un sistema di corruzione, un sistema di esproprio della decisione dei cittadini. Penso allo stesso tempo che il percorso DR è nato proprio perché non pensiamo che i livelli delle amministrazioni in termine dei cambi elettorali non siano sufficienti. Il momento del cambiamento non può darsi solo attraverso le urne. Noi crediamo che questo dato è estremamente interessante, che ci consegna una geografia completamente mutata della città. Che ci dice quanto in questa città siano centrali le periferie, quanto le periferie assumano una nuova centralità. Ebbene, allo stesso tempo, per quanto tutti noi qui presenti abbiamo colto positivamente questo segnale di cambiamento, crediamo che il dato elettorale non ripristini un tradizionale meccanismo della delega. Che cos'è Decide Roma? A me il compito di dirlo in due parole. **È un processo che sta praticando il potere diffuso che sta rivendicando il potere diffuso**, che sta rivendicando la decisione nelle mani dei cittadini. Decide Roma è molte cose ma è anzitutto questo elemento di metodo, di incontro tra soggetti differenti, di nuova pratica politica. E questo è un punto importante perché il controllo dal basso dell'azione amministrativa è la premessa di questo percorso. Noi ci teniamo a sottolineare che non c'è amministrazione che può garantirsi spazi di autonomia e di buon governo e di politica in qualche maniera vicine alla società se non attraverso un controllo dal basso. E però ne vogliamo fare anche un passo in più perché non è semplicemente il controllo dal basso quello che noi stiamo mettendo in gioco. quello che noi stiamo mettendo in gioco è la capacità di produrre attraverso il confronto, attraverso la condivisione, attraverso la partecipazione. Parola che assume un nuovo significato in questa fase storica. Noi stiamo mettendo in gioco esattamente quello che quella parola, che noi chiamiamo autogoverno, la stiamo materializzando, la stiamo concretizzando, stiamo provando a riaprire il campo dell'immaginazione politica e della proposta costituente. E questo è molto importante perché segna anche un cambio culturale rispetto alle tradizionali forme della contrattazione. Noi non ci sentiamo subalterni al piano amministrativo né tanto meno pensiamo che il nostro obiettivo sia semplicemente quello di marcare la differenza. Il percorso di DR si

articola in diversi gruppi di lavoro che evidentemente non sono gruppi di lavoro chiusi in qualche stanza e che quindi che fanno dell'ideologia del tecnicismo il loro cavallo di battaglia. Esattamente all'opposto questi gruppi di lavoro stanno formulando delle proposte complessive sulla città a partire dalla questione del debito, dalla necessità di ricontrattare il debito di questa città che strozza ogni possibile azione di cambiamento. Sulla questione dei servizi pubblici il 7 siamo stati al primo consiglio comunale. La battaglia dei lavoratori dei canili e le tante vertenze che sul terreno del servizi pubblici si stanno dando in questa città è che si stanno riunificando. Perché l'altro aspetto che dobbiamo sottolineare è che questo non è un percorso che ha provato ad attraversare strumentalmente la fase elettorale per poi dissolversi. E un percorso che proprio perché non vuole cedere al tradizionale meccanismo della delega ma vuole innovare proprio nel rapporto fra movimenti e amministrazioni, si sta rafforzando anche attraverso questo confronto dialettico. E l'assemblea di oggi a mio avviso è una conferma. Fare un'assemblea in una piazza così importante il 20 di luglio, essere in tanti. A questo percorso ci si sta appassionando ci stiamo mettendo tutti noi stessi e stiamo cambiando noi stessi nel costruire questo percorso. E da qui che bisogna partire. ed è quindi importante anche però indicare dei piccoli elementi, dei piccoli fatti che in questi mesi sono accaduti. Noi non ci sentiamo delegati dai 20.000 che sono scesi in piazza dicendo a gran voce Roma non si vende, noi sentiamo però che quel corteo ci abbia dato un mandato che è qualcosa di diverso dalla delega. Noi abbiamo il mandato di quel corteo, il mandato di quel corteo per costruire e riaprire una spazio in questa città che chiaramente stabilisce dei discrimini, che chiaramente stabilisce delle premesse. Quelle 20.000 persone in piazza, che nell’oscuramento mediatico e che non hanno in qualche modo ceduto nulla ai meccanismi ultra-mediatizzati della campagna elettorale, sono scesi in piazza unificati da uno slogan, Roma non si vende, hanno espresso uno spartiacque, una linea di divisione all'interno della città. Una linea di divisione che chiede anche a chi amministra questa città di scegliere da che parte stare, perché in questa città i poteri forti si stanno riorganizzando stanno provando in qualche maniera da subito a giocarsi la loro partita. Faccio un esempio, l'esempio di ieri mattina qui a San Lorenzo. Qui a San Lorenzo c'è il Parco dei Galli che in questi anni è stato riqualificato. E stato riqualificato dall’organizzazione dei cittadini e ieri mattina ci troviamo il Parco dei galli in un meccanismo del tutto opaco di contrattazione con questo grande proprietario che conserva grandi interessi su questo quartiere, quartiere in via di gentrificazione. Il parco militarizzato, chiuso, espropriato ai cittadini nel giorno dell'anniversario dei bombardamenti di questo quartiere. A poche ore dall'arrivo della sindaca Virginia Raggi. E noi diciamo che da subito quello spazio sarà il luogo della nostra battaglia, che noi ci riapproprieremo del Parco dei Galli. E che noi chiediamo che

l'amministrazione faccia la sua parte in questa battaglia.
In chiusura mi limito semplicemente a specificare quella che è la proposta che noi abbiamo. Attraverso la quale noi abbiamo oggi convocato questa assemblea. Un laboratorio per i beni comuni urbani. Su questo ci saranno altri interventi prima degli interventi degli amministratori e che specificheranno ancora meglio qual è la nostra proposta. Però su questo vogliamo, già in sede introduttiva, chiarire un aspetto. Noi non stiamo proponendo un tradizionale tavolo di trattativa. Il laboratorio dei beni comuni non è un tradizionale tavolo di trattativa; è un processo che vogliamo attivare, un processo che deve attraversare questi quartieri che deve raccogliere le istanze e le proposte di questi quartieri, dei cittadini che hanno espresso un dato di cambiamento nei quartieri. E a partire da quello confrontarsi con l'amministrazione. Confrontarsi con l'amministrazione su un piano che è un piano non di difesa dell'esistente ma di riscrittura complessiva delle regole di gestione comune del patrimonio pubblico, del patrimonio pubblico di questa città e della proprietà privata di questa città. Perché la proprietà privata non è uguale a se stessa. Non tutte le proprietà private sono uguali fra di loro noi non dobbiamo cedere all'astratto formalismo del regime di legalità. C'è qualche piccola proprietà privata e c'è grande proprietà privata. La nostra Carta Costituzionale, che in questo momento dobbiamo difendere anche da un disegno autoritario che vuole modificarla, impone dei limiti sociali alla proprietà privata. E quindi il patrimonio pubblico e limiti sociali alla proprietà privata sono i due assi attraverso i quali laboratorio su beni comuni urbani vuole svilupparsi ed è chiaro che da questo punto di vista la positiva sorpresa della presenza dell'assessore Piscopo dell'amministrazione napoletana in questa assemblea. Per noi però non è un modello da imitare perché conosciamo le specificità, ma un caso da valorizzare estremamente. In questi mesi il percorso di Decide Roma ha trovato un suo parallelismo in quel percorso dal basso che a Napoli sta costruendo partecipazione e sta rivendicando decisione: il percorso di Massa Critica. E pensiamo quindi che oggi un confronto a partire da livelli specifici, da piattaforme tematiche, da differenti esperienze amministrative non possa che giovare a tutti. Quindi apriamo l'assemblea ringraziando tutti i presenti e adesso Flavia darà la parola ai primi interventi. Vogliamo ricordare oggi è il 20 giugno, con Carlo nel cuore 15 anni fa.

Flavia Acrobax:
Dopo l'importante introduzione di Francesco vogliamo invitare a parlare una delle tante associazioni che fanno parte di questo percorso: Graziella del Grande Cocomero.

Graziella Grande Cocomero:

Allora il discorso attualmente dell'associazione, per cui mi fanno parlare...io penso che è importante andare, come si è detto in tante nostre assemblee, a evidenziare quelle che sono le nostre ricchezze, quelle che sono anche le nostre differenze. Io penso che ognuno di noi ha una lunga storia da poter raccontare a chi adesso si mette a fare il ruolo di gestione del Comune, della regione, del governo, qualsiasi cosa voleva fare. Se non si ha la capacità di ascoltare, di rendersi conto di quali sono le esperienze dirette e di quali sono anche le conquiste, naturalmente piano piano in moto su quelle che sono le esigenze, i bisogni, i desideri di chi noi rappresentiamo. Perché stare nei quartieri, signori miei, non è una cosa così che è capitata per caso. Ognuno di noi ci vive, ci lavora, ha vissuto costantemente quelle che erano le miserie, tutti i diritti che sono stati tagliati, quelli che sono gli spazi che, ancora oggi si ricordava il Parco dei Galli, ma quanti spazi in tutti i quartieri e non solo di Roma sono stati naturalmente distrutti, sderenati, svuotati di quelle che erano invece le ricchezze rappresentate. Quindi queste sono le nostre ricchezze che partono prima di tutto dall'esperienza, da quella che è la nostra dignità. Per quello che è stato fatto non è che noi ci dobbiamo difendere - ogni volta a usare la parola difendere ti viene il mal di pancia - sennò ogni volta dovremmo starci a difendere tutto. Perché hanno tagliato su tutto, non si sono vergognati per niente. Devi considerare tutte le conquiste che i lavoratori cittadini le donne e chi più ne ha più ne metta avevano già fatto proprie. Loro vogliono tornare indietro, noi invece dobbiamo andare avanti. E quindi dobbiamo dire che quello che abbiamo costruito all'interno dei quartieri, sia come spazi sociali che come associazioni eccetera, come anche spazi delle donne, per la difesa di qualsiasi diritto, devono moltiplicarsi. Non è che si devono chiudere e noi dobbiamo stare ogni volta a correre dietro a quella che è la visione disgustosa che abbiamo visto l'altra mattina al Parco dei Galli, dov'era pieno di poliziotti che sembrava che dovevano buttare fuori e chissà quali delinquenti. E poi la distruzione di quello che ha costruito di quello che uno ha messo in piedi. Quindi noi dobbiamo ribadire che il progetto che si mette in piedi sulla gestione comune partecipata deve vedere effettivamente un percorso che non finisce oggi, che non finisce domani e che sicuramente deve vedere qualcosa di differente. Il laboratorio deve essere la concretezza con la nostra, naturalmente, autonomia. Sennò fai i tavoli tecnici. Ne abbiamo fatti troppi di lavori tecnici abbiamo visto troppi sindaci che dopo che ci avevano concesso certi spazi sono arrivati con una faccia come il culo e siamo arrivati agli sfratti. Abbiamo corso dietro a troppe situazioni di delibere una peggio dell'altra. Noi dobbiamo stabilire quelli che sono dei principi molto chiari che non possono più essere messi in discussione. Che non saranno 5 anni, 10 anni di cambiamento del sindaco a far cambiare qualcosa ma deve essere un principio che si stabilisce

attraverso quella che è una partecipazione diretta di bisogni, di desideri e di chiarezza. Quindi le associazioni di volontariato le associazioni artistiche che usano fantasia e creatività nelle loro proposizioni e che si rivolgono a chi ha determinate fragilità e bisogni, hanno naturalmente il loro ruolo politico ben preciso di portare avanti insieme a tutti gli spazi sociali e quindi contro tutti gli sfratti non facendo trattative differenziate e pensando che uno va a trattare perché io mi dedico ai malati e io mi dedico ai bambini... bisogna avere la chiarezza e la forza che ci danno la capacità di unificare i nostri bisogni e i nostri desideri e più che altro partire da quella che è la chiarezza di ciò che noi vogliamo. Non stiamo qui a dire quello che non vogliamo. Abbiamo detto nella carta, è molto chiaro quali sono gli obiettivi che portiamo avanti li portiamo avanti con fantasia, creatività, tanta incazzatura perché sono anni che continuiamo a ripetere quello che è nostro diritto ma non molliamo perché saremmo pazzi. E le differenze si vedono nella pratica nella concretezza e non più nelle chiacchiere, perché quante volte abbiamo sentite di nuove amministratori che dicevano è colpa di quello prima che mi ha messo un sacco di debito e mi ha rubato pure il computer. Non ce ne frega un c**** ! Vogliamo vedere la differenza. La differenza è concretezza e questa assemblea dimostra la nostra voglia di concretizzare qualcosa di differente.

Marcello Cip:

Alessandro Cinecittà Bene Comune:

Credo che siamo tutti qua per ricevere una risposta intanto immediata sennò non ha senso quello che stiamo facendo, cioè la sospensione degli sgomberi. almeno in questo periodo estivo e finché non venga stracciata la delibera 140. poi l'altra cosa è quella del laboratorio: noi non è che guardiamo al patrimonio, alla difesa del patrimonio semplicemente come la difesa dell'autogestione di questo pezzo che noi abbiamo valorizzato concretamente dentro questa città. ma dobbiamo pensare pure per quadranti. noi a Cinecittà per esempio abbiamo un'economia uno sviluppo che è stato devastante negli ultimi vent'anni, aldilà dei centri commerciali per esempio, 26 centri commerciali oltre al primo centro commerciale nel 88, poi il primo Ikea, Adesso ce l'abbiamo 26 fra grandi centri commerciali, non ipermercati, che quelli sono decine e decine. Ma non è solo questo sono i metri cubi di cemento che ci stanno per arrivare in testa che rappresentano l'economia del nostro territorio , Questo per dire che ne abbiamo due centralità: quella pubblica di Tor Vergata ma Sostanzialmente quella privata, che non si regge in piedi, di Romanina. Stiamo parlando in tutto di 3 milioni di metri cubi di cemento, a questi si aggiungono altri 800 che si chiama Torre Spaccata, sempre privato di

Fintecna. a questi bisogna aggiungere che ne stanno arrivando altri 450000, un altro mezzo milione di metri cubi di cemento, all'interno degli Studios di Cinecittà. io prego questa amministrazione di non rinnovare Le concessioni che sono scadute 20 giorni fa. vi prego non fate arrivare altro mezzo milione di metri cubi di cemento a Cinecittà! addirittura hanno fatto già la richiesta Luigi Abete Di rinnovo di queste concessione edificatoria e ha spacchettato il progetto in 6 parti perché dopo l'insuccesso sulla Pontina di Cinecittà World non ha trovato acquirenti. e pure Caltagirone gli ha detto: ma che sei matto! Perché bisognava iniziare a costruire gli oneri concessori, quindi sta facendo una richiesta quindi così qualora dovesse costruire un centro commerciale una piscina le giostre dentro Cinecittà Studios. allora non possiamo più permettere il nostro quadrante quello che è successo l'altr'anno, l'apertura l'inaugurazione del centro commerciale Happio. dove ci siamo ritrovati, a altro che le cubature esistenti, Altre cubature in sordina. ai cittadini nemmeno uno spazietto per le associazioni culturali gli hanno lasciato. e anche qui una battaglia che abbiamo fatto come cittadini è stata quella in commissione alla precedente amministrazione di estrapolare da una delibera di privatizzazione del patrimonio dell Atac, Il deposito di Piazza Ragusa. Com'è arrivato tronca l ha reinserita dentro l'elenco dei posti che dovevano essere privatizzate,Per diventare 75% centri commerciali e 25% residenziale privato di lusso. ecco queste cose Non possono più avvenire. Noi vogliamo un laboratorio per discutere di queste cose. c'è un altro stabile sul nostro territorio che è costato 23 milioni di euro. completato, finito, sta ad Arco di Travertino: vuoto. Sta marciando pure quello, e ne vogliamo che quella roba lì sia destinata per quello per cui era immaginata cioè i servizi socio sanitari di cui il nostro Municipio, 310 mila abitanti, ha bisogno. quindi qui non ci stiamo solo difendendo la parte che ci appartiene di più che quella di un autogestione, che la parte più bella se vogliamo di questa città ma ci stiamo difendendo i beni comuni e siamo attivi nei nostri territori in difesa dei beni comuni, che significa affrontare il grande tema della città c'è quello della crisi economica sociale e del lavoro. questi beni comuni servono per invertire la tendenza, sappiamo che questo è un treno che non ripasserà. noi ci stiamo pretendiamo da questa amministrazione di essere coerente conseguente e quindi insieme avviare questo percorso incluente e inclusivo e di trasformazione

.

Alessandro Esc:

Paolo Berdini, maire-adjoint urbanisme Rome:

Intanto mi hai fatto dire una cosa che sento profondamente. siamo in una piazza strapiena nonostante un caldo feroce. una piazza piena di persone non particolarmente giovani per usare

un eufemismo come chi vi parla ma Piana dei giovanissimi. io vi parlerò inizialmente di questa unione perché quella parte gli anziani tra virgolette come me ce ne stanno tantissimi questi anni che non si sono arresi a questa storiella che non ci sono i soldi che dovete rinunciare al vostro livello di qualità della vita che vi tagliamo i diritti sul lavoro eccetera;.. perché tanto c'è un futuro grandioso. una parte di noi non ci ha creduto e ha costruito alcuni saperi che sono poi diventati patrimonio diffuso. c'è l'altra parte della piazza di coloro che stanno pagando prezzi inauditi di questa scellerata concezione che si è stabilita in Italia con grande soddisfazione di coloro che si pagano Democratici di sinistra…. scusate io metto i piedi nel piatto perché stiamo in una fase di passaggio che poi chiudersi immediatamente. o stiamo sulla corda o non ci capitano altre occasioni come questa. per cui zitti zitti, piano piano non c'è solo la delibera 140 scritta dai ragionieri senza pietà come dico io, ma noi abbiamo il pareggio di bilancio che hai scritto nella Costituzione del nostro paese. questo è stato accettato a parte il silenzio della politica con la grande mobilitazione che non ha avuto grandi risultati fino ad ora di questa parte della popolazione giovane che abbiamo davanti agli occhi. posso aggiungere un passaggio che mi spinse a guardare questo momento con un minimo di ottimismo/ guardate che risultato che c'è stato 15 giorni fa il ballottaggio Torino insomma è una città che ha connotato il cambio della città del 900 non è solo la terza città italiana. no è la città in cui cambia lo scenario. a Torino ha vinto una ragazza di 30 anni che ha presentato come Virginia raggi un estremista alla guida dell' urbanistica Torinese. anche l'assessore all'Urbanistica di Torino pensa che vieni prima l'interesse pubblico dell'interesse privato. e questo è stato premiato. io mi ricordo alcuni dibattiti in televisione in cui lo stesso sfidante del sindaco di Torino aveva accusato di aver minacciato di mettere come assessore all'urbanistica un estremista. lamatura popolazione di Torino ha votato per chi voleva il cambiamento di fase dalle urbanistica scellerata che fa fare tutto ai privati come al Parco dei Galli qua vicino, a un'Urbanistica che tiene conto Degli interessi diffusi. a Roma è stata la stessa identica cosa Virginia raggi è stata accusata di aver scelto una persona che notoriamente non è chiamato molto l'urbanistica degli ultimi 25 anni, in cui hanno costruito dappertutto ovunque e comunque. e quindi è stata attaccata anche qui. scusate vogliamo ragionare sul risultato che dice che 7 romani su 10…. certo poi possiamo ragionare su quanti hanno votato ma qui c'è una questione di disaffezione per cui è bene che ci mettiamo in testa che dobbiamo lavorare tutti, mo ci arrivo... Dopodiché sette romani su 10 di quelli che si sono recati alle urne…. si può giocare su tutto ma sulla democrazia no. c'è stato un voto democratico che ha detto che bisogna avere una chiara discontinuità rispetto ai 25 anni delle compensazioni urbanistiche i 25 anni del fate tutto quello che vi pare tanto l'economia girerà, c'è l'occupazione... quante volte ce l'hanno raccontata questa storiella? con i mondiali

del 90 Roma avrebbe guardato al futuro. benissimo ma non è stato così. con i mondiali del nuoto del 2009 avrebbe fatto chissà quale salto dopo di che non è stato così. adesso ci dicono che se ingoiamo le Olimpiadi il futuro sarà radioso. scusate abbiamo 13 miliardi e mezzo di deficit accumulato proprio a causa di questo urbanistica scellerata. noi dobbiamo portare l'urbanizzazione i luoghi che stanno a 12 km dal Raccordo Anulare. e li paghiamo noi. li pagano questi ragazzi che non hanno più un luogo in cui poter esprimere la propria creatività, la propria bellezza, la propria interiorità. Non c'è più nulla per nessuno. stiamo difendendo con grande difficoltà il sistema delle biblioteche pubbliche, che sapete non è proprio il più straordinario del mondo, ma insomma è stato un presidio che sicuramente ha dato qualche cosa le nostre periferie. lo stiamo difendendo a fatica perché non ci sono. questa storia ho la facciamo finire nel breve periodo in cui siamo sulla scia di una vittoria così imponente, 7 a 3, oppure guardate che i giochi... Non so chi l'ha detto dei meravigliosi ragazzi che hanno parlato prima di noi…. che già che si stanno chiudendo. Chi ha perso potere con questo voto sta ricominciando a tessere la sua tela a capire come riprendere il tuo. guardate dobbiamo essere intelligenti di loro. io proverò a capire come vogliamo affrontare questa fase. abbiamo bisogno del vostro aiuto eh? guardate, dialettico. io non sono una di quelle persone che vuole attenuare la dialettica sociale. io lo so che voi avete un altro punto di vista e rispetto a chi sta ad amministrare questa città compreso il sottoscritto. e quindi vi prego di essere rigorosi nel manifestare la vostra posizione. però dovete saper tener conto che avete di fronte un'amministrazione che vuole ascoltare le vostre esigenze. e vuole insieme a voi perché sarà questo è il percorso che noi vi proponiamo, a ragionare su un futuro possibile per questa città. prima mi fate dire la cosa più dolorosa, sulle due delibere la prima l'ha fatta il centro-sinistra, l'ho votata anch'io eh! anche io l'ho votata. noi abbiamo due delibere devastanti. qui c'è gente che verrà cacciata da luoghi che sono pochi luoghi di luce di visibilità che ci sono nelle nostre periferie. se chiediamo pure quelli, ne facciamo noi facciamo un danno alla nostra città di dimensioni inaudite. noi non possiamo strappare i centri che operano dal punto di vista sociale, che non hanno scopo di lucro. prima mi ha fermato una persona di un centro antiviolenza delle Donne Che viene sfrattato dal luogo, Perché era moroso, perché dobbiamo mettere tutto a reddito…. perbacco, questa storia deve finire, su questo io farò una battaglia. ma non c'è proprio dubbio, la giunta su questo è assolutamente…. ovviamente ne faremo il censimento su tutte le situazioni che ci stanno, sapete sono differenti l'una dall'altra, c’è chi ci ricava un piccolo reddito Dalla sua attività dunque li dobbiamo capire... ma insomma, c'è l'universo mondo. non tutti i gatti non sono grigi, quindi noi dovremmo capire qual è la situazione reale. un censimento reale non è stato fatto, e questa è la cosa che trovo più

grave delle due delibere, perché tutti e due potevano tener conto con i sensori che la città di quello che sta succedendo nella città e distinguere tra le varie situazioni. questo noi lo faremo. e chiameremo appunto tutte queste situazioni di grande ricchezza sociale, quando voglio ribadire, ad avere un rapporto con l'amministrazione per cercare di trovare insieme una soluzione. una soluzione, permettere di dirmelo, almeno siamo chiari anche su questo, perché non è che noi possiamo pensare che il servizio civile italiano da €80000 gli arretrati all'amministrazione…. cioè quelli non fanno lucro, quelli sono nell'elenco delle associazioni dell'Unesco... non si capisce perché dobbiamo accanirsi contro chi non vuole aderire a un modello economico scellerato, che ha portato alla distruzione l'economia di questo paese è che cerca invece una rete di solidarietà che è il sale del futuro della nostra città. ma insomma su questo sono stato chiaro sapete bene che sarà un'eredità devastante, è meglio dirselo ma noi arriveremo fino in fondo. su questa sera qui non è che ci sono sconti a nessuno. noi non metteremo al reddito la vita sociale dei nostri giovani punto e basta.

io vi dico due cose sicuramente su cui c'è l'assoluta unaminità di vedute Tra questa molto ristretta giunta, ormai ci conosciamo abbastanza. le due cose sono le seguenti Roma alla periferia più sterminato dal punto di vista quantitativo, è la più brutta è disordinata è volgare di tutto il mondo occidentale. ci dobbiamo mettere le mani. lo so che non ci sono le risorse pubbliche, non è proprio così in vero, ma noi abbiamo il dovere di mettere le mani su questo dolore sociale. insomma i casi più eclatanti che stanno sempre sull'onda delle cronache... perché a Tor Bella Monaca c'è la delinquenza, c'è lo spaccio... lì c'è la stragrande maggioranza degli abitanti dei quartieri periferici Tor Bella Monaca in particolare, che chiedono soltanto la dignità di avere degli spazi pubblici che siano ben tenuti e che non facciano orrore A portarci un bambino perché ci sono dentro le siringhe perché le scuole sono fatiscenti perché perché perché è inutile che ve la faccio lunga. e questo l'obiettivo che noi abbiamo, a ricostruire quel tessuto di welfare che è stato cancellato dalla concezione economica che vi dicevo prima. cioè in 25 anni non abbiamo detto basta con i servizi pubblici perché tanto non ce n'è più per nessuno. come non ce n'è più per nessuno? qui c'è ancora chi ci guadagna eccome su questo modello economico, dobbiamo ribaltarlo e dire la popolazione romana ha diritto ad avere dei servizi e ben tenuti e che siano l'emblema di Roma Capitale. la capitale di un paese che si ricorda che ci sono cittadini che non stanno tutti ad abitare nelle zone dove ancora si vota Partito Democratico. scusate lo dico perché qua vi apro una finestra così ci capiamo chiarissimamente, nel 1903, chi inventa l'istituto delle case popolari italiane non è un furibondo estremista. è un uovo della Destra storica italiana, quindi un uomo legato alla figura di Cavour, quindi la parte conservatrice dei liberali che già diciamo non brillavano

particolarmente. lui si rende conto da banchiere, quest'uomo straordinario è un banchiere ha fondato due banche a Milano, insomma un uomo che sa come si maneggia il denaro, lui dice che c'è un pezzo della società italiana che non ha reddito e che quindi ha aiutato dalla mano pubblica. noi siamo riuscite negli ultimi 25 anni a cancellare una storia meravigliosa, che era appunto del pensiero liberale, e del pensiero a cui apparteniamo noi laico-socialista di sinistra e comunista. anche se questa sembra una bestemmia. quando mi hanno messo sotto graticola perché insomma due volte sono andato sotto graticola, Il Messaggero dice ma insomma questi hanno messo un assessore che è vicino a Rifondazione. come se fosse un offesa! non so se è chiaro dov'è arrivata la barbarie. il fatto che una persona come me ha fatto con i compagni di Rifondazione decine e decine di manifestazioni, è una vergogna che deve cancellarsi. allora loro se lo scordano, perché questo mondo è il mondo che ha vinto le elezioni 7 a 3 poi loro si sono potentissimi, hanno i giornali hanno le tv... ma devono tener conto che c'è una opinione pubblica che ha capito che l'aria, l'opinione pubblica dei giovani, non è possibile che paghino solo loro la crisi che stiamo vivendo. allora non è solo con i servizi pubblici, così arriva anche all'ultimo punto che quello che sta più a cuore a voi tutti. Non essere questo elemento della ricostruzione dei servizi pubblici, qua se non investiamo sul sistema su ferro noi non è che accorciamo le distanze siderali che esistono fra che ci metto un'ora e mezzo per arrivare in centro di Roma lavorare e ogni giorno fa due o quattro volte, Perché ormai ai giovani gli fanno fare quattro salti mortali...Noi dobbiamo investire ogni soldo che noi abbiamo nella costruzione di linee tranviarie perché così almeno un pezzo di popolazione godrà dei benefici dello stato sociale che abbiamo cancellato le 25 anni precedenti. questo è l'obiettivo che ci abbiamo noi. quindi accorciare la distanza che c'è fra il centro e le periferie punto e basta.

che vengo poi all'altra questione su cui veramente lavoreremo con grande grande rigore. questa scelta forse non se ne sono accorti in che anno ha governato negli anni passati, spende un fiume di soldi per affitti passivi. quasi la metà degli uffici comunali sta in affitto da immobiliaristi privati, o Ente Eur, o enti pubblici. Scusate com'è possibile che una città che sta disastro economico non prende in conto il fatto che ha un infinita di immobili pubblici che può utilizzare per le stesse finalità pubbliche. no non lo faccio, e mandando in malora quel patrimonio e intanto pago la rendita immobiliare un fiume di soldi. ma scusate ma chi l'ha raccontano questa storiella. questa storia è finita. allora noi proporremo di fare - è già iniziato, alcune persone di buona volontà dentro l'amministrazione avevano iniziato due volte negli anni passati, non sono arrivati a costruire il censimento complessivo sistematico dei beni pubblici presenti a Roma - perbacco dopo che avremo questa mappa decideremo anche qua in forma partecipata qual è l'utilizzazione di quegli immobili perché non è che li possiamo lasciare così. cioè che

facciamo li vendiamo al primo furbacchietto che poi ci mette le sbarre e chiudere l'accesso a un piccolissimo parco. perché questa è la storia, poi quegli immobili vanno in malora e li dobbiamo vendere. questa storia è finita. allora noi faremo un piano di ricollocazione intanto delle strutture amministrative comunali di modo che risparmiamo delle risorse, Facciamo un piano di investimenti, non sarà una cosa immediata perché immaginate ci saranno contratti d'affitto che che scadranno nel 2024, quando c'è la festa delle Olimpiadi non l'ho detto a caso. dopodiché però, noi lo facciamo. cioè almeno diamo le indicazioni di marcia e questa città ripensa a se stessa, e la ripensa nell'interesse collettivo non nell'interesse di pochi.
poi c'è l'altro elemento e chiudo. com'è possibile che in tutta Europa fanno esperienze in cui un pezzo del patrimonio pubblico, io penso sempre alle caserme, fra un po' lo Stato dovrà confermare se ci dava una parte del patrimoni, so che qua dentro ci stanno coloro che hanno sostenuto questa lotta meravigliosa di dire che che le caserme sono un bene comune e quindi tornino a noi. perché in tutta Europa compresa l'Italia del Nord, fanno delle operazioni immobiliari in cui metà, un po' meno, metà di quelle volumetrie vanno in concessione al privato che ci mette i soldi per poterle rimettere in sesto quegli edifici, l'altra metà va per la realizzazione di case popolari, di cui sa solo Dio che bisogno c'è in questa città. com'è possibile che non si possa fare una cosa così semplice che fanno in tutta Europa e fanno nell'Italia del Nord. a Roma che c'è una linea gotica che passa avrebbe attaccato al Grande Raccordo Anulare si fa passare. questa cosa La ingoieranno. perché noi finché sarà possibile, perché poi magari a Cinecittà dovremmo utilizzare altri strumenti per fermare l'onda del cemento, ma l'onda del cemento che prevede la costruzione di piani di zona che stanno come vi dicevo prima 12 km dal Raccordo Anulare oppure a 6 km da raccordo anulare, deve finire, le caserme stanno nel centro di Roma. e se noi ci mettiamo dentro la città delle case pubbliche, non questa truffa dell'housing sociale. case pubbliche per gente che non ha reddito, perché questa città è piena di giovani che fanno 24 lavori e non possono accendere un mutuo. Anche qua riequilibriamo una bilancia sociale andata tutta da un'altra parte. io non ve la faccio semplice io vi sto dicendo che però questa amministrazione nuova si batterà per questi obiettivi. e quindi un impegno, il primo impegno pubblico da assessore che io mi prendo di fronte alla cittadinanza. potete stare tranquilli ché su questo noi opereremo, poi quando non ce la faremo vi chiederemo un aiuto. quando staremo sull'orlo della decisione chiederemo il consenso vostro, perché non veniamo a prendere decisioni da soli. saremo bravissime non lo siamo, ma se si decide in tanti è la democrazia. Tenete conto che in questa città sarà coinvolto un uomo come Paolo Maddalena, che non solo il grande cultore dei beni comuni in Italia, ha scritto il libro che sapete famosissimo adesso è uscito un altro ancora più bello, ma chi è stato e così la

finisco per sempre passa la parola alla grandissima esperienza che stanno facendo nel Comune di Napoli, ma è stato anche un degli ispiratori della grande politica che sta facendo il Comune di Napoli e sui beni comuni. Che credo dal mio punto di vista, dovrei essere l'esempio che ne seguiremo. grazie a voi tutti.

Francesco Esc: Ringraziamo molto Paolo Berdini, e adesso lasciamo la parola a Carmine Piscopo. gli interventi successivi avranno anche il compito di interagire e interloquire con l'intervento dell'assessore Berdini. ci tengo a precisare che l'invito è stato rivolto a Carmine Piscopo non a caso. perché a Napoli in questi due anni si è aperto un laboratorio, si è aperto laboratorio sui beni comuni e anche la figura di Paolo Maddalena, che veniva adesso citato, tra l'altro Paola Maddalena ha frequentato Il Cinema Palazzo e qui è nata anche un'elaborazione che poi si è sviluppata nella Carta di Roma comune. a Napoli si è fortemente innovato, e notizia recente e anche qui i giornali si sono sprecati, che il dispositivo negli usi civici e beni comuni urbani è stato esteso a Napoli subito dopo le elezioni come primo atto dell'amministrazione ad altre sette esperienze. quindi ringraziamo l'assessore Piscopo per essere qui presente.

Carmine Piscopo, maire-adjoint biens communs Naples: Grazie anzitutto a voi, sono molto d'accordo con intervento di Paolo Berdini, con questo entusiasmo. con questo entusiasmo di una piazza così come questa, con tante persone, ma noi siamo convinti che queste piazze saranno sempre più piene. siamo convinti che questo discorso quest'onda che si sta svolgendo sviluppando sul territorio e che nasce dai territori dalle istanze, dalle proiezione dai desideri, dai bisogni, Dalle collettività di riferimento, dalle collettività insediate, diventerà sempre più forte. noi questa Napoli lo sappiamo lo sappiamo e partiamo da quella che abbiamo potuto definire insieme un'anomalia Napoli. un'anomalia perché ha voluto coniugare alle stesse lotte, ma rispettando quelle che sono le nostre reciproche autonomie, le nostre differenze, anche dei percorsi personali, le differenze che esistono tra le istituzioni ei movimenti, ma che abbiamo riconosciuto insieme, e voglio ringraziare pubblicamente i movimenti, abbiamo riconosciuto insieme che la lotta oggi è la stessa. non possiamo più pensare, ecco Berdini lo diceva prima in un altro modo e sono molto d'accordo con lui con questo fine è necessità di porre fine a una narrazione, che alla narrazione dei grandi racconti. questi grandi racconti non esistono più. noi sappiamo che le politiche neoliberiste ci vogliono oggi insegnare qualcosa che invece noi sulla nostra pelle sappiamo essere ben diverso. noi non capiamo come quando non privatizzi le reti e non privatizzi i servizi, Cosa che invece ci viene

imposta, detto ha suggerito messo per iscritto. se tu non privatizzi le reti ei servizi, se non ti dismetti il patrimonio pubblico, se non licenzi nessuno, se non metti nessuno per strada, Com'è che recuperiamo quel debito pubblico? come avviene tutto questo? qualcuno ce lo deve spiegare. sappiamo dall'inizio anche noi che da quando si è insediata la Giunta De Magistris era necessario innanzitutto, proclamare un dissesto, che vuol dire mettere per strada fino al 80% delle persone che lavorano all'interno dell'amministrazione pubblica. e nessuno di noi avrebbe mai avuto minimamente il coraggio di fare una cosa del genere. ma abbiamo visto che non dismettendo non privatizzando non mi sento come graziosamente ci viene detto sul mercato, dei pezzi di partecipate, ci siamo accorti che noi stiamo risanando il debito. ci siamo accorti che c'è una vitalità ed una forza all'interno di quelli che ci hanno insegnato essere dei luoghi occupati, ecco alla fine dei grandi racconti. beh a noi non ci piace chiamarli luoghi occupati, non ci piace chiamarli spazi occupati, per noi sono degli spazi liberati. sono degli spazi liberati perché sono stati liberati da pensiero critico che pone la città al centro di un'elaborazione di una prospettiva. sappiamo che dentro quegli spazi si sono svolte delle discussioni, è tutto ciò che ci serviva era dare tempo a questi luoghi perché si potessero strutturare in rete, perché potessero costruire davvero una prospettiva a quei grandi racconti che guardato, almeno Napoli e da quello che sento anche Roma, non ci credono più. non è possibile credere a questi grandi racconti non è possibile credere a queste politiche neoliberiste, non è possibile credere alle politiche delle banche centrali. noi non ci crediamo. e abbiamo voluto porre al centro proprio a partire dagli spazi liberati, un tema che per me è fondamentale. basta con una legalità formale. quel piano che hanno interessa è quello di una giustizia sostanziale. questo dibattito deve essere posto al centro. se vi sono dei luoghi all'interno dei quali, sappiamo tutti che questi spazi fanno parte di un patrimonio a reddito, ci viene detto e a chi amministra le città viene continuamente detto, ma noi sappiamo che il reddito sociale è parte di costruzione di un reddito economico e un reddito finanziario. quindi non li mettiamo a reddito nei modi classici anno interessa che questo reddito sociale che oggi si istituisce a partire da questi luoghi Che rappresentano delle avanguardie vere sul territorio non possono essere privatizzati svenduti, sgomberati oppure dismessi. non è stata questa la politica del Comune di Napoli. abbiamo voluto riconoscerle. il concetto stesso di bene comune, si muove ovviamente Sul riconoscimento delle esperienze di autogoverno, e si muove ovviamente su riconoscimento di una cessione di sovranità, di una distribuzione di sovranità, di una costruzione insieme di delibere. ecco io faccio due esempi. noi drammaticamente a Napoli ci siamo trovati in un caso che è quello di Bagnoli, a cui il governo centrale ha dedicato un articolo che l'articolo 33 dello sblocca Italia, dove si vuole asserire che non soltanto quel luogo

viene commissariato ma viene commissariato perché? noi sappiamo si tratta di un sito di interesse nazionale, quindi le bonifiche sono affidate governi. No, viene commissariato in quanto il governo non ha compiuto non ha fatto le bonifiche che doveva fare. e invece ci viene rigettato addosso. e si vuole commissariare questo luogo affidando ad un ente attuatore, la possibilità di costruire attirando la proprietà dei suoli, con la possibilità di costruire una società mista, vale a dire con capitali privati, e di aprire a queste società Che al proprio interno sì approvano, non soltanto un piano economico finanziario ma un progetto di trasformazione urbana. e tutto ciò costituisce una variante automatica ai piani regolatori. non possiamo continuare in questo modo e quando le cose funzioneranno e fin quando le cose funzioneranno in questo modo non ci sarà anche da porre eccomi un'unica Battaglia perché non è possibile in alcun modo vendere questi luoghi e affidare la trasformazione dei territori a commissario e a enti attuatori. quindi andremo avanti. Ecco perché per noi diventa molto importante questo rapporto. per noi asta da parte costruttiva importante dell'agenda politica il nostro rapporto con i movimenti. e riconosciamo loro non soltanto l'autonomia di soggetto politico non soltanto un egemonia politica all'interno di alcuni temo, ma ma il fatto che abbiamo potuto lavorare insieme abbiamo costruito insieme una seria anche di percorsi, ha riparato senza spegnere quelle che sono delle vertenze, senza annullare in questo il reciproco ruolo e le reciproche autonomie, ma per noi questa è stata un'esperienza fondamentale e concludo sul discorso dei beni comuni. non è stato un percorso che ovviamente andato dalla sera alla mattina. sono stati numerosi numerosissimi gli atti che l'amministrazione ha perseguito all'interno della costruzione di delibere programmatiche sui beni comuni ma siamo partiti inanzitutto da una modifica per lo statuto comunale dove abbiamo introdotto la categoria dei beni comuni quali bene sottratti all'uso esclusivo. ma volendo intervenire su quanto la Costituzione richiamando giustamente, è giusto un ringraziamento pubblico a Paolo Maddalena ma anche Stefano Rodotà per la costruzione anche della Costituente che noi abbiamo elaborato a Napoli. abbiamo voluto riconoscere quello che già viene detto la Costituzione, il prevalente interesse pubblico. ma c'è qualcosa in più. se i beni sono di tutti. se sono delle collettività, perché continua ad avere una gestione di tipo privatistico di questi beni? perché continuare a ragionare di proprietà. per noi il termine di proprietà nei beni comuni è un termine che non ha alcun senso. il superamento del concetto di proprietà è stato in questo senso sui beni comuni, dunque il passaggio e diritto privatistico al riconoscimento dell'interesse pubblico e del prevalente interesse collettivo, per noi è stato un punto di battaglia e abbiamo modificato innanzitutto lo statuto del consiglio Comunale e poi abbiamo istituito un regolamento per le consulte e la disciplina del ben dei beni comuni. abbiamo anche istituito quello che è stato un referendum, la volontà popolare, è

la città di Napoli e forse fra le uniche tra le più grandi città, che quello della trasformazione della precedente società per azioni in un'azienda speciale a totale controllo pubblico. acqua bene comune. e poi abbiamo costituito l'Osservatorio dei beni comuni. ci siamo dati un regolamento del consiglio comunale in cui abbiamo voluto sancire l'autoreferenzialità di una pianificazione astratta. abbiamo riconosciuto il reddito sociale con altre delibere. e abbiamo attuato la carta dello spazio pubblico. infine nel 2014 abbiamo redatto due delibere di cui una è stata approvata anche in consiglio comunale, sui beni abbandonati di proprietà pubblica e di beni abbandonati di proprietà privata. è qui che abbiamo riconosciuto non soltanto le esperienze di autogoverno ma la sperimentazione diretta degli spazi pubblici dimostrando i vantaggi delle comunità locali, la costruzione di luoghi che un tempo si chiamavano tradizionalmente le case del popolo e che per noi oggi rappresentano invece luoghi d avanguardia come dicevamo prima. abbiamo riconosciuto all'autovalore creato e abbiamo affidato la possibilità di procedere con apposito regolamento all'eventuale compensazione degli oneri di gestione prevedendo regolamenti di uso civico. una di queste delibere, forse quella che scrive annota oggi in Italia, che è seguita per l'asilo Filangieri - che si basa sugli usi civici - che rappresenta per noi oggi un'esperienza davvero all'avanguardia e infine il riconoscimento I nuovi 7 spazi che si aprono oggi agli usi civici appunto con regolamenti con discipline dentro i quali chiaramente si riconosce questo grande valore creato al proprio interno e dunque procederemo e continueremo ad andare avanti in questo modo. siamo convinti che oggi sia necessaria una alleanza tra città. le città rappresentano l'architettura costituzionale del paese. siamo convinti che sia necessario un'alleanza tra città su temi che ci vedono realmente al bivio. e che vedono queste piazze affollate, e forse è davvero qui il futuro. grazie.

Tatiana Communia:

Allora dopo loro ho questo ingrato compito, Quindi parto da noi. e parto da l'immensità di questa piazza parto dal fatto che al 22 luglio questa piazza è pienissima nonostante il caldo nonostante tutto. e questo secondo me deve innanzitutto rappresentare anche per la nuova amministrazione una preoccupazione positiva. cioè c'è tutto un corpo della cittadinanza che si sta mettendo il gioco è che oggi decide di poter intervenire in qualche modo della politica di poter intervenire nella politica e incidere sui meccanismi decisionali. mi convinceva una cosa sulle nuove narrazioni, in senso opposto a quello che veniva detto poc'anzi. anche noi isperiamo una nuova narrazione diversa da quella del passato, grande, significativa. E la ispiriamo attraverso la nostra autonomia. E lo dico subito c'è un rapporto che ne vogliamo avere dialettico

e anche di capacità di incidere sull' amministrazione e sulle decisioni che l'amministrazione prende. ma in ultima analisi quello che per me la cosa più importante è una narrazione nuova molto molto significativa, Che è la capacità di poter in qualche modo da sviluppare il potere popolare, capacità di autogoverno e di decisionalità. questo diciamo alla grande sfida che noi apriamo, che abbiamo aperto con il percorso di decide roma. Che l'abbiamo già aperto da tempo con passaggi anche abbastanza significativi e anche di seria è profonda riflessione, di seria e profonda capacità di ragionare anche principi e forti e significativi sul quale basare il nostro ragionamento, e anche sapere che a volte serve anche il conflitto per ragionare rispetto a questa dialettica. e noi saremo pronti in questo meccanismo a giocare tutti questi ambiti: l'ambito della riflessione, l'ambito della capacità di incidere, ma anche l'ambito di lottare e di confliggere laddove le decisioni in qualche modo non ci convincono. Mettiamola così. in questo senso che noi sviluppiamo e abbiamo proposto in primo luogo un laboratorio sui beni comuni. abbiamo deciso di non stare più nelle logiche del passato. il movimento che confligge da un lato che poi va a fare una trattativa nelle stanzette dell'amministrazione, l'amministrazione che recepisce. a noi questo meccanismo non interessa, a noi interessa tutt'altro meccanismo che è questo meccanismo qua. un meccanismo pubblico dov'è le proposte devono in qualche modo essere messa a verifica, e dove le decisioni vengono messe in qualche modo a verifica. e ci convince, in primo luogo con laboratorio dei beni comuni, la processualità che può innescare. una processualità che sfida l'amministrazione su principi veri e propri. Sono contenta degli interventi che mi hanno preceduto e vedo e noto, non sono troppo scema, che ci sono delle cose propositive e che ci convincono. neanche a noi convinceva per niente il meccanismo di mettere a reddito i beni del patrimonio pubblico. perché pensiamo che non si tutto il patrimonio pubblico sia un patrimonio inalienabile. non si interveniva l'intervento della Corte dei Conti sulla politica. ci convince tutt'altra meccanismo. ci convince che cosa? noi pensiamo in qualche modo che l'amministrazione si debba anche rendere conto- e su questo lo stiamo facendo anche col meccanismo della carta - che esiste nel territorio, nei nostri tessuti, delle istanze che sono già giuridiche, lo Stato le ha riconosciuto in forma astratta. in qualche modo noi pensiamo che già nei nostri territori ci sono delle istanze in avanti, In questo modo anche se il diritto non lo prevede immaginiamo d'uso comune dei nostri bene, qualcosa di diverso dal pubblico e il privato. che interviene sul pubblico e il privato. che interviene nella capacità di capire che cos'è legale o illegale. è più illegale, io mi chiedo, occupare un posto lasciato all'abbandono alla devastazione che diventa un borbone di m**** all'interno di questa città o è più legale valorizzare quel bene? Anche attraverso un atto di liberazione. è più legale riconoscere questa capacità d degli spazi e delle associazioni di rendere un meccanismo

propulsivo un esperimento vivo all'interno dei Quartieri, oppure è più legale il gesto che non è preciso rispetto alla norma giuridica astratta se lo ritiene non legale? pensiamo che esiste una legittimità di questi passaggi e la storia in qualche modo ci ha dato conferma che questo meccanismo è possibile, che questa possibilità esiste. io penso che quando gli operai scioperavano quando lo sciopero non esisteva anche se era illegale era una forma legittima ed era molto più avanti di quella che appunto lo stesso stato riconosceva. e noi ci siamo messi in questa ottica, vogliamo affidare l'amministrazione anche in questi termini qua. non esiste la legalità astratta, non esiste mafia capitale. esistono tantissime esperienze diverse da quella esperienza lì da quella roba lì, da quella esperienza anche di illegalità, che in qualche modo vanno anche riconosciute. Da questo punto di vista siamo contente che l'amministrazione in qualche modo possa aprire uno spazio con noi. Concludo dicendo che abbiamo sviluppato tantissimi principi della Carta in cui appunto, è difficile sintetizzarli tutti, magari ti regaleremo all'amministrazione data che li abbiamo scritti e elaborati. Io penso sia una grande vittoria di questa giornata, non solo l'immensa partecipazione che c'è oggi ma anche la capacità di dirci, diamoci un tempo estivo una tregua estiva in cui non si effettuano sgomberi, e apriamo seriamente questa laboratorio pubblico in cui questo percorso in qualche modo si valorizzi.

Bruno, Massa Critica:

diciamo che tutto parte con una considerazione che già l'assessore Piscopo ha citato prima di me che la costituzione di quest'anomalia a Napoli. l'anomalia Napoli è un aggregato di 27 spazi liberati, una forte lotta territoriale sul quartiere di Bagnoli, che oggi a Commissariato del governo per mandare avanti piani di speculazione dei poteri forti, tra cui Fintecna, c'è stata anche qui citata e che appunto sono stati in qualche modo estromessi e oggi tentano di rientrare dalla finestra con questa pratica. e anche appunto l'occupazione degli stabili in disuso a scopo abitativo. noi pensiamo fermamente che senza questi fattori qui l'anomalia Napoli non avrebbe mai avuto luogo. Questo pensiamo sia un punto fondamentale massa critica invece nasce da un ragionamento. nel giugno 2015 la Regione Campania ha una tornata amministrativa in due comuni densamente abitati della periferia del napoletano, cioè Bacoli e Quarto, Vincono due esperienze che parlano di radicalizzazione della democrazia. a Quarto vince il Movimento 5 Stelle a Bacoli vince Josi Gerardo della Ragione, Di quale appunto hanno proposto dei temi nuovi e ci hanno dimostrato che disponibilità di Ascolto da parte delle persone esiste, e questa disponibilità e l'ascolto può e deve trasformarsi in processi di partecipazione. ma visto e considerato che negli ultimi tempi proprio queste due esperienze purtroppo in parte hanno fallito, perché a Bacoli il sindaco è stato sfiduciato proprio dal suo stesso consiglio, a Quarto

invece ci sono stata invece delle vicessitudini a tutti note, ci hanno fatto riflettere imparare da questi errori sul territorio campano. non esiste amministrazione ribelle senza che qualcuno sostanze in pratiche di conflitto. e pensiamo che questo sia un nodo cruciale, infatti massa critica non è un cartello politico, non è un soggetto politico. ma è un processo che parla di partecipazione in cui tutti coloro che sono interessati a questo discorso hanno partecipato e vedono questo spazio come uno strumento per cambiare le cose. abbiamo iniziato questa esperienza nel settembre del 2015 dello stesso anno, abbiamo scelto di non candidarsi proprio per le esperienze, diciamo territoriale a noi vicine, perché pensiamo se non viene sostanziato il piano sociale e politico delle latte nessuno può essere garanzia di un vero cambiamento. e infatti abbiamo pensato che non era necessario attraversare i soliti schemi per parlare di democrazia diretta. ma abbiamo pensato che si dovesse parlare di qualcosa di nuovo; di nuove istituzioni. infatti sono 8 mesi che stiamo sperimentando la pratica delle assemblea degli abitanti, in due quartieri principali della nostra città che sono Bagnoli, non a caso, e il centro storico i quali provano ad essere una cinghia di trasmissione forte tra il piano politico e il piano sociale della nostra città, Appunto i quartieri territori sui bisogni di coloro che si abitano . E, attenzione, coloro che li abitano non sono soltanto coloro che vi risiedono, Sono anche coloro che li attraversano, coloro che in qualche modo li vivono per motivi lavorativi, economici. e quindi appunto pensiamo che questo piano qua oggi vado a messa al centro e siamo consapevoli di dover sviluppare. perché chiaramente sto parlando ancora di un esperimento embrionale. diciamo che in questo momento oltre a questi due spazi stiamo ragionando sulla costituzione di un tavolo attorno al quale si riunisca sia l'amministrazione ma anche appunto le esperienze sociali che sostanziano questo processo politico per garantire che questa cessione di sovranità di cui Noi abbiamo tanto parlato sia effettivamente garantita, da ambo le parti. pensiamo, e concludo, che però già ci siano stati dei traguardi importanti di conquista da parte dei movimenti e che sono stati in qualche modo presi in carico dall'amministrazione che abbiamo scelto come interlocutore, che alle elezioni non abbiamo appoggiato apertamente, ma l'abbiamo proprio sfidata su dei temi specifici. per noi è importantissima la delibera sui beni comuni, appunto perché per la prima volta non viene riconosciuto un valore economico a uno spazio ma il valore sociale che quello spazio all'interno dei Quartieri ha, è stato appunto per me è una conquista la delibera sulle residenze per gli occupanti di casa che per la prima volta hanno avuto accesso ai servizi di base nei quartieri che abitano, quindi indirettamente dato riconoscimento all'esperienza di occupazione delle case, però non pensiamo che sia il caso di fermarci. noi abbiamo degli obiettivi è molto chiari che abbiamo esplicitato all'amministrazione tramite degli eventi pubblici nel centro città, che appunto alla formalizzazione di queste nuove istituzioni di

cui parlavo prima, la rottura dei vincoli del patto di stabilità a cui i comuni sono vincolati. e infine appunto l'ultimo obiettivo è quello di imporre in qualche modo i temi dell'agenda politica cittadina tramite lo spazio delle nuove istituzioni ma anche tramite la pratica del conflitto che è l'unica che ci può garantire la sollevazione di questi temi. Concludo e credo che il nostro auspicio sia oggi da Napoli quello che queste nuove modalità di relazione di dialettica tra le istituzioni ei movimenti siano riproducibili però tenendo conto delle specificità territoriali di ogni città e di ogni piccolo territorio in cui si può sperimentare e pensiamo anche da quello che abbiamo ascoltato qui che sia finalmente possibile attuare una sfida del genere.

Simona CRAP per gruppo servizi:
Ciao e grazie. Io ho preso qualche appunto Perché è ovvio che citare e parlare Dei servizi pubblici e dei servizi alla persona di Roma è davvero un compito difficile. quindi Mi scuso già da subito se qualche pezzo delle vertenze e delle questioni cruciali che attraversano questa città magari non riuscirò a citarlo ma il lavoro che stai cercando di fare il gruppo sui servizi pubblici È un lavoro che parte da principi da alcuni paradigmi che sono quelli che proverò a citare e che permettano di lavorare sul tema dei servizi pubblici mettendo insieme gli interessi dei lavoratori e gli interessi dei cittadini utenti. in una logica che superi da un lato la logica sindacale della Difesa a prescindere, e anche della chiusura nei confronti della città, e che superi dall'altro lato invece la retorica del degrado e dell'attacco ai lavoratori pubblici. quello su cui stiamo ragionando è una modalità in cui si fissano dei principi che anche noi stiamo provando articolare in una carta ossia la carta dei servizi pubblici di questa città. alcuni punti l'abbiamo già trattati, e ci riallacciamo al discorso dei beni comuni che qua si sta facendo.È ovvio che i servizi pubblici siano in qualche modo la traduzione e l'articolazione concreta di come è possibile fruire dei beni comuni in una città. per questo siamo partiti dalla distinzione tra beni comuni naturali, beni comuni sociali che sono il frutto delle lotte che hanno permesso quel welfare che negli ultimi vent'anni come diceva anche l'assessore, è stato smantellato. e che sono la garanzia di quei diritti fondamentali spesso anche citati nella Costituzione visto che nei prossimi mesi si parlerà molto di costituzione, dobbiamo dire che se quei diritti non sono concretizzati anche attraverso dei servizi pubblici che garantiscano l'accesso universale, diventa anche sterile un dibattito di quel genere sulla Costituzione. e infine i beni comuni economici che è forse un po' un ossimoro, ma che sono quella ricchezza collettiva che ci permette di fruire di ciò che di cui abbiamo bisogno. per questo i servizi a nostro avviso devono avere tre caratteristiche fondamentali: devono essere di proprietà pubblica, perché solo il pubblico può garantire l'accesso universale, è una condizione necessaria ma non sufficiente, perché è evidente

che il pubblico spesso si comporta come un privato. per questo devono anche essere partecipate, partecipati concretamente, con la possibilità di prendere delle decisioni da parte dei cittadini e dei lavoratori, anche per valorizzare quei saperi che spesso si trovano fra i lavoratori ei comitati che seguono un servizio pubblico piuttosto che un altro. e i loro costi devono essere coperti da risorse insopprimibili che non possono essere cancellate perché altrimenti si cancellano quei diritti che servizi garantiscono. insopprimibili non vuol dire infinite, vuol dire quelle necessarie per garantire diritti e non i profitti di chi sui servizi pubblici specula. e qui arriviamo al nodo del debito di cui si parlerà anche dopo. Un debito che costituisce una trappola per tutte le amministrazioni comunali, e che è una trappola che viene molto più dall'alto, dal salva Roma, dal pareggio di bilancio in Costituzione, per venire alla nostra città al Documento Unico di programmazione di tronca, e per allargare l'orizzonte dal decreto madia che in questi mesi si sta discutendo e che concluderà probabilmente il suo percorso in autunno. questa è una prima richiesta che facciamo, opporsi politicamente al decreto madia con un atto concreto con una delibera con un ordine del giorno, mettersi dalla parte di chi non vuole la privatizzazione dei servizi. questa è una presa di posizione che ne so aspettiamo da una giunta di questo tipo. e su questo devo dire che ho ancora un po' di preoccupazione che abbiamo visto la scelta di affidare la delega alle società partecipate all' assessore al bilancio.non per un giudizio sulla persona che non conosciamo, ma perché ci preoccupa riaccorpare nuovamente questi temi. i servizi devono essere guardati con una lente diversa da quella del bilancio, che quella di cui stiamo parlando in questi giorni. anche dal punto di vista del bilancio le privatizzazioni e l'esternalizzazione di questa città evidentemente hanno fallito. e qua non è possibile non citare tutto ciò che è successo con le esternalizzazioni e con i bandi, con mafia capitale, bandi strumento legale che però ha aperto le porte all' illegalità diffusa. e non è possibile non citare una battaglia paradigmatica di questi mesi, che è quella di lavoratori licenziati del canile di Muratella. lavoratori che sono stati licenziati dal pubblico che li ha messi da parte e che continuano a garantire un servizio da mesi in forma autogestita e autofinanziata. su questo la Giunta già il 7 luglio tramite l'assessore Muraro Aveva preso un impegno di incontrarli, un incontro che ancora non è avvenuto e che sollecitiamo, sottolineando che sui canili come sull'accoglienza come su altri lavori esternalizzati non è con le cooperative che bisogna incontrarsi ma con la cooperazione, Con il mondo che quei servizi li fa vivere. chiudo dicendo quello che sarà un po' il nostro percorso. ne vogliamo dare vita nel prossimo autunno, oltre a continuare ad elaborare la carta, a una serie di assemblee fra lavoratori utenti e cittadini, amministratore assolutamente perché no, dislocate nei territori che affrontino l'argomento dei servizi pubblici, anche i più caldi, vediamo i rifiuti, vediamo i trasporti in questi giorni, superando appunto la logica mediatica del degrado che è

propedeutica allo smantellamento e alle privatizzazioni. lo faremo con l'apertura e quella trasversalità più ampia, lo faremo però su dei contenuti radicali che sono quelli che ho appena elencato, e lo faremo alternando a momenti di mobilitazione che abbiano anche un respiro nazionale come un assemblea contro il decreto madia che vogliamo a realizzare proprio a Roma il 11 settembre al quale invitiamo anche l'amministrazione, ci auguriamo delle mobilitazioni con l'amministrazione al nostro fianco ma ci servirà anche contro l'amministrazione. grazie. (88.16)

Fabio Alberti, gruppo debito:

Simone Canili:

Federico Mariani, Cortocircuito:
l'assemblea è grande, c’è tanta partecipazione. devo dire anche per me inaspettata a questi livelli perché comunque siamo al 20 di luglio. ma volevo cominciare facendo una domanda, si possono dire le parolacce? no perché, io mi sono un po' rotto il c**** di una storia che noi dobbiamo sempre continuamente da 30 anni a raccontare che cosa facciamo in questa città, dentro gli spazi che da 30 anni esistono in questa città è che sono stati attraversati da centinaia di migliaia di abitanti di questa città se non da milioni. io nell' 86, con Piero Simona Pina compagni che stanno qua, il primo maggio entravamo dentro al Forte Prenestino. sono passati 30 anni! trent'anni! e ancora dobbiamo raccontare che cosa succede all'interno dei centri sociali o all'interno degli spazi occupati e autogestiti. allora quello che c'è stato in questi ultime settimane con le ultime elezioni, è stato chiaramente per una gran parte soprattutto delle periferie di questa città, un vendetta nei nei confronti di chi ha governato questa città negli ultimi 30 anni ; Di vendetta vera e propria. però la vendetta è un sentimento primitivo. e su questo dobbiamo innescare un meccanismo di proposta e proposizione per la città. come si fa? qui c'è una grande responsabilità che è stata consegnata nelle mani anche di chi è stato eletto. oggi l'intervento lo faccio a titolo personale pur essendo un attivista è un militante del corto circuito, della carovana delle periferie, dell'Asia che si occupa di occupazioni. sono stato un occupante di case per 10 anni, però voglio intervenire a titolo personale per raccontare due questioni, in modo che poi la mia struttura di riferimento non mi fa il culo perché sono intervenuto a titolo personale. perché il corto non voleva farlo all'intervento oggi, per raccontare ancora una volta quello che stiamo facendo. Ma noi a Cinecittà, a un chilometro dal Raccordo Anulare, Ci stiamo ricostruendo con i soldi raccolti in due anni di Collette, un pezzo

di centro sociale che è stato distrutto da un incendio. proprietà del Comune di Roma abbandonato da decenni, perché abbiamo 26 anni ed era abbandonato da più di 5 anni quando c'entrammo 26 anni fa. lo stiamo ricostruendo con i soldi raccolti in giro per l'Italia e lo stiamo facendo in maniera biocompatibile bioenergetica, bio quello che ti pare. compresa la fitodepurazione. una cosa fuori da ogni prisma. perché questa cosa è fatta in completa autogestione, con il mazzo che si fanno i compagni e le compagne che lavorano ormai da mesi sotto il sole, impastando il cemento, e domani arriva la paglia e cominceremo a tirare su le pareti fatte di paglia. ma questo perché lo dico? lo dico perché con questi €40000 che abbiamo raccolto con tanta fatica, in due anni, Sono il frutto di uno scontro che c'è stato anche all'interno di quel centro sociale. perché l'anno dopo, pochi mesi dopo che aveva preso fuoco quel centro sociale, qualcuno ci venne a dire che ce ne erano €400000 per noi. e che i €400000 erano frutto di un accordo sottobanco che non si poteva dire, fatto con Gramazio, che faceva parte della giunta di Alemanno. I compagni di vent'anni del centro sociale corto circuito gli hanno sputato in faccia a chi è venuto a farci una proposta di questo tipo. che noi ci saremmo potuti prendere quei soldi ma che non l'avremmo potuto dire pubblicamente. perché non era una vittoria politica, ma era frutto degli inciuci che questa città con l'ultimo voto ha sperato che cessassero in questa città. affinché cessino gli inciuci di questo tipo, in questa città, quello che ne vogliamo che questi che si chiamano e si sono autodefiniti cittadini al servizio dei cittadini, invece di continuare a chiederci che cosa facciamo da 30 anni in questa città, inizino a muovere il culo a venire a vedere loro quello che facciamo nei posti e a promuovere insieme a noi quelle che abbiamo chiamato i comitati di controllo Popolare Che stiamo costruendo nei quartieri più periferici di questa città. e che si descrivevano i regolamenti per permettere che questi comitati di controllo abbiano non solo la possibilità di essere ascoltati, ma devono averci alla stessa stregua degli altri organismi che esistono in città e che sono definiti dai regolamenti, il potere di veto sulle speculazioni che vengono fatte nei nostri quartieri. e Quindi i municipi e il Comune si muovano. perché queste realtà, sono realtà che non possono soltanto rimanere così incrostate li dove siamo, alcuni di noi da decenni, Ci siamo fatti vecchi, devono essere moltiplicati. ci sono quartieri di Roma che non l'hanno mai visto un centro sociale. quelli che diceva prima Berdini che stanno a 12 km dal Raccordo Anulare non sanno neanche che cos'è un centro sociale, uno spazio liberato così come giustamente qui è stato nominato. e quindi questa giusta lo dimostri nei fatti non soltanto nelle parole, che è cambiato il vento, i cittadini devono aiutare la Giunta e la Giunta aiuti i cittadini affinché nascano organismi anche riscrivendo i regolamenti comunali.

Mattia Alexis:

Mi dispiace che se n'è appena andato Paolo Berdini perché voleva essere un intervento interlocutorio, per`non fa niente, perché sarà la capacità di questo percorso che si chiama decide Roma interloquire direttamente che appunto, si articola sulle tante cose all'interno della carta, ma anche sulle tante specificità. questo lo dico semplicemente perché non voglio essere autoreferenziale raccontando quella che è la nostra piccola minuscola esperienza. ma invece penso che questo percorso possa e debba essere propulsore proprio delle piccole esperienze in una nuova è diversa visione di città che, ha. appunto abbiamo articolato all'interno di qualcosa che si chiama diritto alla città, ma anche qualcosa che vedevamo dentro i processi di partecipazione e decisione nella città. nel specifico raccogliendo l'invito di Federico, di non Raccontare ogni volta che siamo. voglio raccontare invece quella che è stata una dinamica che ne abbiamo vissuto dall'occupazione in poi dentro i tavoli di trattativa della regione, ma veramente in maniera breve, per Dire che noi abbiamo partecipato dall'inizio a questi tavoli e insieme ai movimenti c'è stata una delibera che è ancora bloccata e si chiama Appunto " delibera per l'emergenza regionale abitativa" su cui c'è stato una dinamica particolare proprio fra delle istituzioni come la regione è il Comune. Veniamo da un anno che tutti abbiamo visto essere particolare anche dal punto di vista del potere in questa città. è interessante come un prefetto, come appunto Gabrielli, e dal momento in cui c'è stato il cambio anche di governo da questo punto di vista, è stato fra gli altri anche uno fra i più disponibili, A pensare che la delibera per l'emergenza abitativa regionale fosse uno strumento che potesse in qualche modo portare legalità per quanto riguarda gli stabili visto che comprende il recupero e l'autorecupero degli spazi, oltre allo stanziamento di 260 milioni del fondo GESCAL, quindi stiamo parlando di qualcosa che riguarda tutti, e questa cosa è stata poi bloccata in un secondo momento direttamente da Tronca. Precedentemente a bloccarla era direttamente il Comune. Come dire, quello che è chiaro è che c'è un filo che collega tutte le giunte che ci sono state che è il filo in qualche modo della rendita su questa città e della valorizzazione, che porta e ha sempre portato con se sempre forte l'idea di una città su cui bisogna fare i profitti. L'idea di una città in cui ci deve essere sempre spazio per il privato, e mai per la partecipazione dal basso e per i progetti dal basso. Addirittura noi ci siamo trovati ad affrontare un progetto della regione sul recupero di uno spazio che noi vediamo all'interno di questa dinamica Perché non ci vogliamo vivere da soli perché pensiamo che debba essere un modo per valorizzare questo tipo di percorso sulla partecipazione alle scelte di un territorio. perché crediamo che quello spazio non abbiamo occupato per noi ma l'abbiamo occupato per la città. per essere un presidio di democrazia di partecipazione, ma anche contro la gentrificazione, con uno spazio che sta vivendo dei

meccanismi di valorizzazione devastanti. noi abbiamo intorno nella zona di Ostiense almeno 5 grossi punti fra i Mercati, piuttosto che la Fiera di Roma, il deposito Atac, che sono tutti dei grandi mostri che stanno all'interno di questa morsa che possiamo chiamare rendita e comunque profitto sulla città. questa dinamica la riporto, mi piaceva interloquire con Berdini che non c'è ma sicuramente il modo ci sarà attraverso questa piattaforma, appunto visto che è nata anche per questo, per riportare anzi al contrario, la possibilità di partecipare a delle scelte su un piano che è quello comune, ma Il fatto che ci deve essere ed è fondamentamentale che ci sia, una estrema trasparenza e anche possibilità di partecipare a questi tavoli che si sono dati nel tempo e che in qualche modo sembrano sempre destinati a chi in qualche modo aveva sempre a che fare direttamente la scelta su quelle specificità. non è più così, questo percorso parla almeno per come lo intendiamo da quando è nato della volontà di mettersi su un piano paritario, nella possibilità anche di poter scegliere anche nella vita e nella modificazione del cambiamento. Prima Berdini ha detto delle cose fondamentali da questo punto di vista, ma Non ci scordiamo che la città di Roma vive questo tipo di complessità anche in situazioni piccole nel privato e quindi bisogna essere in grado veramente di entrare con attenzione, prima si parlava di censimenti, non so quale sia lo strumento, ma il punto è che qua bisogna capirsi bene sulla visione che sia della città.

concludo su una questione, ben venga e deve rimanere al centro la possibilità del dibattito politico e del confronto e della mediazione, che è una cosa sacrosanta e sana, che stiamo riportando al centro con questa forma di assemblea che mancavano forse da troppi anni. ma lo Dico stiamo attenti a due cose. I, non fare lo sbaglio di dividerci pensando ognuno alla propria minuscola vertenza perché questa cosa qui funziona solo se in qualche modo si mantiene la capacità di avere una forza unica, che poi ha la capacità di andare nello specifico. 2:00 dobbiamo essere capaci a capire che con questa forma della politica si riparte e si richiude con una crisi della politica che viviamo almeno da qualche anno potremmo dire da un decennio, ma che quest'anno ha dato proprio la fine, ha detto che ha finito un modo di pensare e ragionare la politica in termini politicisti, che è un morbo che attanaglia tutte le realtà che in qualche modo stanno cercando di muoversi nel panorama quantomeno italiano. è qualcosa che in qualche modo si sta dando. il vento di cambiamento in qualche modo si sta dando, dobbiamo stare attenti ah non farcelo portare via ricadendo nelle nostre dinamiche che sono purtroppo anche insita in noi. grazie.

Felyx, Roma Pirata:
Beni comuni digitali, che ancora non è ambito di battaglie e vertenze. Dati cartografici etc, che esistono nel comune ma non sono ancora rilasciat in forma digitale, e che sono importanti perché sono la base per avere poi un'analisi per fare tutte le altre battaglie.

Alvise, Astra/Puzzle:
volevo riportare un po' quel ragionamento che anche noi avevamo fatto come laboratorio puzzle di welfare in progress al Tufello, III Municipio. siamo riusciti prima delle elezioni del ballottaggio, la candidata presidente Roberta capoccioni, che doveva essere qui stasera però poi non è potuta venire. e l'abbiamo anche incontrata dopo una volta eletta. con lei abbiamo interloquito e siamo riusciti a strappare l avvio a settembre di un percorso territoriale che vuole essere parte del percorso di decide roma, Come ci siamo sempre detti dal territorio portare ragionamenti e avanzamenti anche nella stesura della Carta. per questo siamo riusciti come dicevo a fare in modo che l amministrazione, gli enti di prossimità, sia presente in questo percorso che vogliamo avviare in un luogo come quello che deve essere il laboratorio pazol che è arrivato ormai al suo quinto anno di occupazione. In cui convivono uno spazio abitativo e dei servizi istituiti per il quartiere, però capire come un luogo come quello debba essere un bene comune urbano, quindi un luogo restituita alla cittadinanza e capire come il percorso che verrà avviato, in cui si vedrà la partecipazione da un lato dell'amministrazione e dall'altra dei cittadini, delle persone che effettivamente vivono quel luogo e l'hanno portato avanti in questi anni, come in maniera paritetica si possa decidere su quelle che sono appunto le cose i servizi necessari per il quartiere. in più anche se se ne è andato Verdini credo che un altro elemento importante sia quello che è proprio in quei luoghi lì, in quei percorsi pubblici inclusivi, anche territoriali che si debba poi decidere sulle cose. e quindi sono quelli anche i luoghi in cui eventuali statuti eventuali delibere debbano essere poi scritte e non all'interno di uffici, con magari dei tecnici, che vengono poi magari calate dall'alto, oppure attraverso bandi o progettini che poco hanno a che fare con la partecipazione e l'allargamento.

Claudio, Rifondazione Comunista: Molto brevemente. io penso che abbiamo una grande responsabilità in un momento che può essere effettivamente eccezionale. abbiamo una grande responsabilità perché c'è stata tanta speranza , forse vendetta ma sicuramente ci sta qua un cambiamento ipotizzabile e su cui sperare. però io dico questo: questo cambiamento se vogliamo immaginarlo dobbiamo costruire la forza per produrlo. e questa forza che oggi forse sta anche dentro a una delega elettorale, dobbiamo trasformarla in partecipazione effettiva. nel

nostro territorio abbiamo chiesto immediatamente un incontro con la palestra popolare della bacelli al presidente del Municipio e non per spiegare che cosa facciamo, perché Federico ha detto giustamente ci siamo fatti due palle così per spiegarlo, ma perché noi ci vogliamo candidare ad essere sul nostro territorio un luogo in cui si apre quella dinamica di relazione e partecipazione a partire e direttamente con le istituzioni più vicine ai cittadini con i municipi. perché dobbiamo fare due cose, da un lato fare in modo che il Municipio sia il luogo in cui immediatamente si producono dinamiche di relazione. non c'è non c'è solo il Comune. ma contestualmente dobbiamo chiedere a questa giunta di fare degli atti concreti verso qualcosa che si aspetta da anni. abbiamo bisogno di un autentico decentramento, abbiamo bisogno che le decisioni vengano prese nei luoghi in cui si vive e i luoghi in cui si vive sono lontani dal Campidoglio. Si vive nelle periferie è lì che va deciso. i municipi devono cominciare a contare; io penso che questo deve essere un nostro impegno, perché se aspettiamo che ci cade dal cielo non arriverà. dobbiamo andare nei municipi per costruire partecipazione e rivendicare diritto di decisione. grazie.

Paolo, Palestra Popolare : Ciao a tutti io francamente volevo parlare più con i compagni le persone che sono qui adesso che con le figure istituzionali. io ieri mattina ero qui allo sfratto, lo sgombero la demolizione, la barbarie, alla cattiveria di distruggere un parco per bambini, qui dietro dietro a via dei Galli. io mi domando, io l'ho dovuta digerire il massimo che ha fatto, ed è un senso di colpa per me, ed è stato prendere il megafono. diciamo un simbolo veramente di debolezza; io mi domando solo fino a dove siamo in grado di sopportare? perché a me questo gesto mi è sembrato come, che vi posso dire La fattoria degli animali di Orwell, quanti maiali si trasferiscono nella casa del padrone. cioè dopo quello puoi fare tutto. se tu puoi distruggere scortato dai carabinieri un parco pubblico puoi fare tutto, cioè puoi fare una centrale nucleare in mezzo a sta piazza, Non so che c'è di più. allora io, l'unica cosa che mi sento di dire è che noi dobbiamo smettere di delegare la nostra volontà di opposizione a qualcun altro, o chiedere che ci sia un piano sì bellissimo, facciamolo, ma dobbiamo smettere di sopportare gli sfratti, dobbiamo smettere di sopportarli, gli sgomberi dobbiamo smettere di sopportarli. io non sono un coraggioso, però l'unica cosa che mi ricordo devo dire la verità, è che l'unica delibera che per vent'anni tutela gli spazi occupati. comunque ricordatevi sempre che l’ottenemmo Il giorno dello sgombero del centro sociale La Torre dando fuoco alle barricate, questa cosa ve la dovete ricordare.

Francesco Esc: Paolo questa cosa se la decidiamo bene. questo percorso è un percorso che è nato proprio dal rifiuto della delega. Serena fa le conclusioni di questa bellissima assemblea, solo una specificazione che mi pare importante perché durante questa assemblea si è discusso anche il ruolo che la Carta Costituzionale ha Nel laboratorio sui beni comuni. da settembre questo percorso sarà anche un percorso per la difesa della Costituzione contro il referendum del governo Renzi e per mandarli a casa. questo è un percorso ricordiamocelo che da settembre si politicizzera e che da settembre lancerà una sfida al governo Renzi sul piano più alto che è quello del suo Plebiscito che gli rovesceremo contro.

Serena Esc/Cinema Palazzo: Arriviamo alle conclusioni di questa stupenda assemblea, che è l'ultima di una serie. la capacità, la grandezza la potenza di questo percorso e secondo me il fatto di rinnovarsi continuamente, di continuare ad estendersi di parlare tra diversi, su basi comuni e con obiettivi comuni. oggi credo che possiamo ritenerci veramente soddisfatti di quanto abbiamo ottenuto. Uno,I dell'ampiezza dell'assemblea, della costanza nell'attenzione dell'assemblea della qualità degli interventi che ci sono stati e di quelli che non ci sono stati, perché molti non hanno avuto la possibilità di prendere parola ma la ricchezza che c'è in questa piazza è enorme. perché come dicevamo il reddito è fatto di tante cose la vita è fatta di tante cose, e qui c'è cultura solidarietà lavoro sociale relazione trasformazione difesa del territorio. tutto questo in questa piazza nella città di Roma. la città di Roma chiede cambiamento vuole cambiamento e ha smesso di abbozzare e ha deciso di dire basta E questo l'ha fatto in molti modi. il cambiamento che avvenuto con le elezioni è uno di questi. Ma di certo questo processo non si può chiudere in un meccanismo di delega. allora accogliamo con molto favore le parole di Berdini rispetto a questo, e cioè l'interesse verso l'esperimento napoletano il più avanzato che probabilmente è al momento in Italia stat aperto, e cioè un lavoro vero e autentico che rispetto all'autonomia e all'indipendenza dei percorsi, di sinergia tra i movimenti sociali e amministrazione. un'amministrazione che sta guardare alla capacità e alla ricchezza di proposta di autorganizzazione del Territorio e dei movimenti sociali. La ringrazio quindi il signor Esposito per massa critica, che credo sia stato prezioso come contributo a questa assemblea. in in più di quanto già detto Berdini, c’è da lavorare in avanti però. la capacità di questo percorso sta anche nella rilanciare sempre in avanti, allora noi oggi non chiudiamo nessun percorso ma lo apriamo. allora la questione del laboratorio dei beni comuni urbani e richiede da parte nostra e dell'amministrazione, da parte dell'amministrazione la capacità di cogliere questa creatività e innovazione e ricchezza da parte del tessuto associativo e sociale e organizzato della città. Da parte nostra c'è necessità di continuare ad investire, a

parlare fra differenze, e costituire questo spazio ibrido che metta insieme, che strappi lo spazio ai dirigenti ai tecnici agli esperti e che se lo riprenda perché appunto il tema qui è la decisione politica, è la decisione su cosa è questa città, su come si trasforma questa città. e la voglia dei cittadini di riavere Presa sulla decisione sulla trasformazione della città. di avere voce in capitolo sulla trasformazione della città. Paolo prima di me ricordava come abbiamo fatto già nell'introduzione l'atto incredibile che avvenuto ieri al Parco dei Galli, credo che se ne siano moltiplicati diversi nella città, però credo che hanno il piccolo problema che troveranno sempre qualcuno a opporsi e che questo tipo di laboratorio deve moltiplicarsi e diffondersi. perché l'obiettivo nostro e quella appunto di riprendere la presa sulle decisioni sulle trasformazioni della città. consegno inoltre l'assemblea un ultimo dato importante, Verdini prima di andare via ci ha detto che l'amministrazione prende impegno a farsi carico di una interlocuzione con la Prefettura e con i vigili urbani affinché non ci siano altri interventi, affinché questo processo non sia sotto il ricatto dell'intervento della forza pubblica. e questo ci sembra un dato importantissimo e imprescindibile per la prosecuzione di un lavoro fruttuoso e in avanti di trasformazione della città, non parliamo solo di affari nostri quando parliamo di decide roma, Parliamo della nostra città e del fatto che vogliamo una città sempre più aperta solidale e rispettosa delle differenze è capace di tutelare l'interesse comune e non più come stato fino alla precedente amministrazione commissariamento compreso, il l'interesse di privati e di pochi intimi in camere chiuse e fuori dal controllo pubblico e popolare. quindi ci rivediamo a settembre, per proseguire questo grande lavoro che stiamo approntando che è ambizioso ma che secondo me ha molte prospettive e appunto c'è questa buona possibilità, probabilmente non ce ne sarà una seconda, e questa dobbiamo toglierla fino in fondo; se Roma cambia vuol dire che decide la città.